



CHARTRE DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

Table des matières

1. Introduction	3
2. Généralités	3
2.1 Origine de la société	3
2.2 Sa Vision – Ses valeurs	4
3. Structure de gouvernance	6
3.1 Aperçu général	6
3.2 Gestion	6
3.2.1. Conseil d'Administration	6
A. Composition	6
B. Compétences	7
C. Fonctionnement	7
3.2.2. Comité de Direction	7
A. Compétences	7
B. Composition	7
C. Fonctionnement	8
3.2.3. Administrateur délégué	8
3.3 Représentation	8
3.4 Organisation des comités	8
3.4.1. Introduction	8
3.4.2. Comité d'Audit	9
3.4.3. Comité de Nominations et de Rémunération	9
3.4.4. Comité d'Orientation RER	10
3.5 Contrôle	10
3.5.1 L'audit interne	10
3.5.2 Collège des Commissaires	10
3.5.3 Commissaire du Gouvernement	11
3.6 Règles particulières de bonne gouvernance – Qualités et devoirs des administrateurs	11
3.6.1 Indépendance des administrateurs	11
3.6.2 Rôle des administrateurs	11
3.6.3 Information	12
3.6.4 Protection des intérêts de la société	12
3.6.5 Devoir de discrétion et confidentialité	12
3.7 Règles préventives de conflits	12
3.7.1 Conflits d'intérêts	12
3.7.2 Conflit de fonctions	12
3.8 Filiales	13
4. Actionnariat - Assemblée générale	13
4.1 Structure de l'actionnariat	13
4.2 Assemblée Générale des actionnaires	13
4.2.1 Convocation	13
4.2.2 Formalités pour assister à l'Assemblée	13
4.2.3 Droit de vote – Quorum - Majorité	14
4.2.4 Procès-verbal	14
4.3 Relations avec les actionnaires	14

1. Introduction

Le concept de « Gouvernance d'entreprise » (Corporate Governance) vise à définir un ensemble de règles et de comportements permettant d'optimiser la gestion et le contrôle des sociétés, en assurant une plus grande transparence.

La SNCB est dans sa structure, gestion, administration et son contrôle fortement marquée par sa forme juridique particulière de société anonyme de droit public. Elle est régie par les dispositions de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques ainsi que par le Code des Sociétés, lorsque la loi du 21 mars 1991 n'y déroge pas.

En tant que société non cotée, la SNCB n'est en principe pas soumise au Code belge de gouvernance d'entreprise de 2009. Néanmoins, en tant qu'entreprise publique, la SNCB se doit de jouer un rôle d'exemple de Corporate Governance. C'est pourquoi, elle s'est engagée à adhérer, dans la mesure du possible et en fonction des spécificités qui lui sont propres, aux recommandations contenues dans le Code belge de gouvernance d'entreprise de 2009 à l'exception des dispositions 4.1, 4.2, 4.6 et 4.7.

Les dispositions 4.1 et 4.2 stipulent que le Conseil d'Administration établit des procédures de nomination et des critères de sélection pour les administrateurs et que c'est le président ou un autre administrateur non exécutif qui conduit le processus de nomination, cependant, l'article 162 bis §2 de la loi de 1991 stipule que le Roi nomme les administrateurs en fonction de la complémentarité de leurs compétences.

La disposition 4.6 stipule que les mandats des administrateurs ne doivent pas excéder quatre ans, alors que, conformément à l'article 162 bis §3 de la loi de 1991, les mandats des administrateurs de la SNCB ont une durée de 6 ans.

La disposition 4.7 stipule que le président est nommé par le Conseil; l'article 162 bis §5 prévoit, en revanche, que le président est nommé par le Roi.

Dans le cadre de cet engagement, le Conseil d'Administration a approuvé la présente Charte de Gouvernance d'Entreprise. Elle est publiée sur le site internet de la société et sera régulièrement mise à jour.

2. Généralités

2.1 Origine de la société

Entre 1926 (création de la SNCB) et 2005 les chemins de fer belges formaient une unité. En 2005, les activités ont été réparties entre trois entreprises autonomes. La SNCB-Holding devenait responsable du personnel, de l'informatique, des 37 grandes gares et de la coordination entre les trois entreprises. Infrabel, le gestionnaire de l'infrastructure, devenait responsable de l'entretien des voies, de la modernisation du réseau, de la signalisation et de la gestion du trafic. La SNCB, le transporteur ou opérateur, organisait et commercialisait l'offre de trains (nationale et internationale) et était responsable de l'entretien et de la modernisation du matériel roulant.

Début 2013, le gouvernement fédéral a décidé de simplifier la structure des chemins de fer. La loi du 30 août 2013 prévoit la fusion entre la SNCB-Holding et sa filiale, la SNCB. La nouvelle société porte le nom de SNCB et reprend la structure juridique de la SNCB-Holding. Cette nouvelle structure a abouti, début 2014, à un modèle à deux têtes: d'un côté la SNCB, opérateur ferroviaire, et de l'autre, Infrabel, gestionnaire de l'infrastructure.

2.2 Sa Vision – Ses valeurs – « SNCB : ce qui nous anime »

En tant que prestataire public de services essentiels, la SNCB veut jouer un rôle clef en matière de mobilité et ainsi assurer un rôle de premier plan au niveau socio-économique. La mobilité est un droit pour tous mais aussi un besoin quotidien : pour se rendre au travail, à l'école ou dans le cadre de ses loisirs. La SNCB veut offrir à **tous les clients** une **mobilité sûre, fiable et durable**, de porte à porte et dans laquelle nos trains occupent une place centrale en tant que moyen de transport par excellence pour des groupes importants de voyageurs entre les grands centres et en zone suburbaine, et aussi pour desservir des régions davantage rurales.

Notre avenir est avant tout déterminé et porté par la **satisfaction de nos clients**, surtout à la lumière de l'ouverture du transport intérieur de voyageurs en 2020, lorsque d'autres opérateurs pourront faire circuler des trains sur le réseau belge. En plus, au plus tard en 2023, le Gouvernement décidera de l'attribution à un opérateur ferroviaire de la mission de service public que nous exerçons aujourd'hui. Nous devons faire en sorte que la SNCB soit le choix évident. Et cela dépend de nous, de ce que nous offrons et de la manière dont nous rendons le service au client. Nous décidons donc de notre avenir. C'est pourquoi l'orientation client doit être une évidence pour nous.

Nous voulons connaître nos clients existants et potentiels, comprendre leurs besoins et leur proposer **une offre simple, transparente et adaptée**. Nous mettons tout en œuvre afin de fournir à nos voyageurs des informations **correctes et cohérentes à tout moment**.

Nous voulons ainsi être leur choix évident de mobilité.

En collaboration avec d'autres partenaires, nous voulons offrir à nos voyageurs **des solutions globales et intégrées de mobilité**, de porte à porte, tant au niveau national qu'international. Nous proposons nos services via tous les canaux de vente modernes. Nos gares sont des pôles intermodaux conviviaux et accessibles, où les différents modes de transport se combinent.

Nous investissons de manière réfléchie et dans une perspective d'avenir les précieux moyens financiers que le Gouvernement met à notre disposition pour ce faire.

Nous sommes ouverts au changement. C'est pourquoi nous investissons dans **l'innovation, des méthodes de travail plus performantes** et la **digitalisation**.

Nous avons une ambition de croissance : plus de voyageurs, un chiffre d'affaires à la hausse et une meilleure rentabilité. Nous optons pour des **partenariats** avec d'autres entreprises et acteurs afin de compléter notre offre à partir de leurs points forts.

Nos **collaborateurs** constituent notre meilleur atout. Nous les encourageons à prendre des initiatives et des responsabilités et nous investissons dans leur formation. Nous sommes orientés résultat et respectons nos engagements.

Pour préparer l'avenir, il faut une stratégie et des objectifs clairs et une culture d'entreprise mobilisatrice.

3 activités de base

Il est essentiel que toutes nos activités, toutes nos actions s'articulent exclusivement autour de nos **activités de base** qui constituent depuis toujours la force de notre entreprise. Elles sont au nombre de **trois** :

1. Nous amenons, par train, nos voyageurs à destination de manière sûre, ponctuelle et confortable ;
2. Nous gérons, entretenons et renouvelons nos trains de manière efficace et judicieuse ;
3. Nous offrons un accueil convivial dans des gares fonctionnelles.

4 valeurs

Il est primordial de partager au sein d'une même famille, tout en respectant évidemment la diversité, des valeurs communes. Ces valeurs, au nombre de **quatre**, constituent l'ADN des collaborateurs de la SNCB et combinent expertise, modernité et changement. Ce sont les **PROS** de la SNCB :

1. **P**rofessionnalisme : orientés résultat, nous faisons notre travail avec rigueur, engagement et passion pour notre métier ;
2. **R**espect : nous respectons nos collègues, nos clients, nos partenaires, notre environnement et ce, de façon durable. De même, nous respectons nos engagements de résultat, y compris au niveau budget et planning ;
3. **O**ser entreprendre: nous osons questionner nos façons de travailler et nous intégrons, avec enthousiasme et flexibilité, des idées fortes et des méthodes de travail plus efficaces ;
4. **S**avoir collaborer : nous créons un environnement de travail stimulant dans lequel tout le monde collabore volontiers au sein de son équipe et avec les collègues des autres entités.

5 objectifs prioritaires

Et enfin, il faut que nous nous fixions des priorités. Notre stratégie, nos projets, toutes nos actions seront dorénavant concentrés sur **cinq** objectifs importants :

1. **Sécurité et ponctualité** avant tout ;
2. **Des clients satisfaits**, toujours et partout ;
3. Une politique de ressources humaines moderne et une culture d'entreprise fondée sur **le professionnalisme, le respect, l'esprit d'entreprise et la collaboration** ;
4. **Des méthodes de travail efficaces** ;
5. **Une entreprise financièrement saine avec des ambitions de croissance.**

En tant que PROS, nous prenons notre avenir en main !

3. Structure de gouvernance

3.1 Aperçu général

La structure mise en place entend répondre aux principes de base de gouvernance des entreprises et tend à assurer l'indépendance du Conseil d'Administration et à renforcer sa compétence.

La structure de gouvernance de la SNCB se présente comme suit :

1. Les organes de gestion de la SNCB, à savoir le Conseil d'Administration, le Comité de Direction et l'administrateur délégué.
2. L'organisation des comités créés par le Conseil d'Administration : Comité d'Audit, Comité de Nominations et de Rémunération, Comité d'Orientation RER.
3. Le contrôle : audit interne, collège des commissaires et commissaire du gouvernement.

3.2 Gestion

3.2.1. Conseil d'Administration

A. Composition

La composition du Conseil d'Administration, les modalités de nomination et de révocation des administrateurs ainsi que la durée des mandats sont définies par :

- la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (articles 16, 162bis et 162sexies) (*cf. annexe 1*) ;
- les statuts (article 9) (*cf. annexe 2*) ;
- le règlement d'ordre intérieur du Conseil d'Administration (chapitre 1) (*cf. annexe 3*).

Le Conseil d'Administration est composé de 14 membres dont l'administrateur délégué. Il y a parité linguistique éventuellement à l'exception du président; le président du Conseil d'Administration est d'un autre rôle linguistique que l'administrateur délégué. Un tiers des membres au minimum doivent être de l'autre sexe.

Deux administrateurs, qui répondent aux critères de l'article 526ter du Code des Sociétés (administrateur indépendant), sont nommés par l'assemblée générale. Les autres administrateurs sont nommés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres. Le Roi nomme, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le président du Conseil d'Administration parmi les administrateurs. Les administrateurs sont nommés pour un terme renouvelable de six ans. Les administrateurs sont révoqués par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement jusqu'à ce qu'une nomination définitive intervienne.

B. Compétences

Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la SNCB. Il peut déléguer au Comité de Direction ses compétences, à l'exception des compétences qui lui sont exclusivement réservées par la loi du 21 mars 1991 et le Code des Sociétés.

C. Fonctionnement

Le fonctionnement du Conseil d'Administration et, plus particulièrement, le calendrier des réunions, la convocation et l'ordre du jour, les documents, le quorum et le vote, la tenue des réunions, le secrétariat et les procès-verbaux sont détaillés dans :

- les statuts (article 10) (*cf. annexe 2*) ;
- le règlement d'ordre intérieur du Conseil d'Administration (chapitre 2) (*cf. annexe 3*).

3.2.2. Comité de Direction

A. Compétences

Les compétences du Comité de Direction sont définies par :

- la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (articles 4, 5, 11, 17 et 162ter) (*cf. annexe 1*) ;
- les statuts (article 15) (*cf. annexe 2*) ;
- le règlement d'ordre intérieur du Comité de Direction (*cf. annexe 7*)

Le Comité de Direction est chargé de la gestion journalière et de la représentation en ce qui concerne cette gestion, de même que de l'exécution des décisions du Conseil d'Administration. A l'exception des compétences qui lui sont réservées par la loi ou par le Conseil d'Administration, il peut déléguer certaines de ses compétences. Il peut en autoriser la subdélégation. Les délégations accordées par le Comité de Direction sont, sous peine de nullité, portées à la connaissance du conseil d'administration.

B. Composition

La composition du Comité de Direction, les modalités de nomination et de révocation sont définies par :

- la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (articles 16 et 162quater) (*cf. annexe 1*) ;
- les statuts (article 13) (*cf. annexe 2*) ;
- la décision du Conseil d'Administration du 8 janvier 2014 qui a décidé de fixer le nombre de membres du Comité de Direction à 6 personnes, dont l'administrateur délégué et cinq directeurs généraux (Transport, Technics, Stations, Marketing & Sales et Finance)

Le Comité de Direction est composé de 6 membres dont l'administrateur délégué qui le préside. Les directeurs généraux sont nommés par le Conseil d'Administration sur proposition de l'administrateur délégué, après avoir pris l'avis du Comité de Nomination et de Rémunération. La parité linguistique est respectée, éventuellement à l'exception de l'administrateur délégué. A l'exception de l'administrateur délégué, les membres du Comité de Direction perdent de plein droit leur mandat à l'âge de soixante-cinq ans.

C. Fonctionnement

Le fonctionnement du Comité de Direction est décrit par :

- les statuts (article 14) (*cf. annexe 2*) ;
- le Règlement d'ordre intérieur du Comité de Direction (*cf. annexe 7*)

3.2.3. Administrateur délégué

Les modalités de nomination, révocation et les compétences de l'administrateur délégué sont définies par :

- la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (articles 161ter, 161sexies, 162bis, 162bis/1, 162quater à sexies et 162 nonies) (*cf. annexe 1*) ;
- les statuts (articles 9, 13, 16, 17, 19 et 23) (*cf. annexe 2*) ;

L'Administrateur délégué fait rapport de l'accomplissement par la SNCB de ses missions de service public lors d'une audition annuelle par la Chambre des Représentants.

3.3 Représentation

La société est valablement représentée dans ses actes, y compris la représentation en justice, par l'administrateur délégué et le directeur général, désigné à cette fin par le Conseil d'Administration, agissant conjointement.

Tous les actes de gestion ou qui engagent la société sont signés conjointement par l'administrateur délégué et le directeur général désigné à cette fin par le Conseil d'Administration.

3.4 Organisation des comités

3.4.1. Introduction

Afin de l'assister et de le conseiller dans l'exécution de ses fonctions, le Conseil d'Administration a constitué en son sein un Comité d'Audit, un Comité de Nominations et de Rémunération et un Comité d'Orientation RER. Les membres de ces Comités sont nommés par le Conseil parmi ses membres. La composition de ces Comités respecte la règle de la parité linguistique.

Chaque Comité constitue sa propre charte (ou règlement d'ordre intérieur), qui décrit sa mission, sa composition, ses compétences, son fonctionnement, et la soumet à l'approbation du Conseil d'Administration.

3.4.2. Comité d'Audit

La composition et les compétences du Comité d'Audit sont définies par :

- la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (article 161ter) (*cf. annexe 1*) ;
- les statuts (articles 17 et 18) (*cf. annexe 2*) ;

Le Comité d'Audit a pour mission principale d'assister le Conseil d'Administration dans l'examen d'informations financières. Il s'assure également de la fiabilité et de l'intégrité des rapports financiers en matière de gestion des risques et assume les autres tâches que lui confie le Conseil d'Administration. Il fait rapport au Conseil d'Administration

La Charte du Comité d'Audit (*cf. annexe 4*) définit plus précisément l'objectif, les pouvoirs, obligations et responsabilités de ce comité ainsi que les règles de fonctionnement.

3.4.3. Comité de Nominations et de Rémunération

La composition et les compétences du Comité de Nominations et de Rémunération sont définies par :

- la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (articles 17 et 161ter) (*cf. annexe 1*) ;
- les statuts (articles 19 et 20) (*cf. annexe 2*) ;

Le Comité de Nominations et de Rémunérations assume les tâches que le Conseil d'Administration lui confie.

Il rend un avis sur les candidatures proposées par l'administrateur délégué en vue de la nomination des membres du Comité de Direction.

Il fait des propositions au Conseil au sujet de la politique de rémunération et des avantages accordés aux membres du Comité de Direction et aux cadres supérieurs et fait des propositions à l'Assemblée Générale quant à la rémunération des membres du Conseil d'Administration.

Il établit annuellement un rapport relatif aux rémunérations qui est inséré dans le rapport de gestion.

Le règlement d'ordre intérieur du Comité (*cf. annexe 5*) définit plus précisément les pouvoirs, obligations et responsabilités de ce comité ainsi que ses règles de fonctionnement.

3.4.4. Comité d’Orientation RER

La composition et les compétences du Comité d’Orientation RER sont définies par :

- la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (articles 161 sexies à octies) (*cf. annexe 1*) ;
- les statuts (articles 23 à 25) (*cf. annexe 2*) ;

La mission du Comité d’Orientation RER consiste à établir une proposition de plan quinquennal relative à l’exploitation du RER et à la soumettre à l’approbation du Conseil d’Administration. Il rend chaque année un rapport au Conseil d’Administration sur la mise en œuvre du plan quinquennal. Il rend également un avis préalable sur toute décision ou proposition relative à l’exploitation du RER.

Le règlement d’ordre intérieur du Comité (*cf. annexe 6*) définit plus précisément les pouvoirs, obligations et responsabilités de ce comité ainsi que ses règles de fonctionnement.

3.5 Contrôle

3.5.1 L’audit interne

La SNCB a institué une fonction d’audit interne, qui est une fonction interne, indépendante et permanente conçue pour améliorer, par le biais de missions d’audit financier et d’audit opérationnel, la performance de la SNCB et la gouvernance.

L’Audit Interne vise à évaluer et corriger de façon indépendante, objective et méthodique l’efficacité des processus d’entreprise, de la gestion des risques et du contrôle via une mission d’assurance ou de conseil en vue d’aider l’organisation à atteindre ses objectifs.

Afin de garantir l’indépendance de l’audit interne, cette fonction est confiée à un service dont c’est la tâche au sein de la société. L’audit interne rapporte au Comité d’Audit.

3.5.2 Collège des Commissaires

Le contrôle de la situation financière est défini par

- la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (articles 25, 27 et 28) (*cf. annexe 1*) ;
- le Code des Sociétés
- les statuts (article 34) (*cf. annexe 2*) ;

Le contrôle de la situation financière est confié à un collège de commissaires qui compte quatre membres. Deux sont nommés par la Cour des Comptes parmi ses membres et les deux autres sont nommés par l’Assemblée Générale parmi les membres de l’Institut des Réviseurs d’entreprises. Les membres du collège portent le titre de commissaire. Les commissaires sont nommés pour un terme renouvelable de 3 ans.

Les comptes consolidés sont contrôlés par des réviseurs désignés par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration et avec accord du Comité d'Entreprise Stratégique. Leur mandat a une durée de 3 ans renouvelable.

Conformément au Code des Sociétés, le Collège contrôle et certifie les informations comptables mentionnées dans les comptes annuels.

3.5.3 Commissaire du Gouvernement

Le contrôle administratif sur la SNCB est défini par l'article 162 nonies de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

Le Commissaire du Gouvernement veille au respect de la loi, des statuts de la SNCB et du contrat de gestion.

Le Commissaire du Gouvernement est invité à toutes les réunions du Conseil d'Administration et du Comité de Direction et y a voix consultative. Le Commissaire du Gouvernement participe avec voix consultative aux réunions du Comité d'Audit.

Le Commissaire du Gouvernement fait rapport au ministre des entreprises publiques. Le Commissaire du Gouvernement introduit, dans un délai de quatre jours ouvrables, un recours auprès du ministre précité contre toute décision contraire à la loi, aux statuts, au contrat de gestion ou susceptible de porter préjudice à la mise en œuvre des missions de service public de la SNCB.

Il fait rapport au ministre du Budget sur toutes les décisions du Conseil d'Administration, du Comité de Direction, qui ont une incidence sur le budget général des dépenses de l'Etat.

3.6 Règles particulières de bonne gouvernance – Qualités et devoirs des administrateurs

Les droits et obligations des administrateurs sont décrits de manière détaillée dans le règlement d'ordre intérieur du Conseil d'Administration (chapitres 1, 3 et 4) (*cf. annexe 3*).

3.6.1 Indépendance des administrateurs

L'administrateur s'engage, dans l'exercice de sa fonction, à agir en toute circonstance de manière indépendante.

3.6.2 Rôle des administrateurs

La responsabilité des administrateurs est de veiller activement aux intérêts de la société.

3.6.3 Information

Chaque administrateur a droit à une même information.

Les administrateurs reçoivent une information complète, formelle et sur mesure lors de leur entrée au Conseil d'Administration afin qu'ils puissent appréhender les caractéristiques essentielles de l'entreprise, en ce compris celles de sa gouvernance, de sa stratégie, de ses politiques générales ainsi que ses défis financiers et stratégiques.

Les administrateurs sont informés de leurs droits et obligations en tant qu'administrateurs (Règlement d'ordre intérieur du Conseil d'Administration).

L'administrateur qui souhaite obtenir l'avis d'un expert indépendant, aux frais de la société, doit adresser une demande écrite motivée en ce sens au président. La requête recevable est soumise au Conseil d'administration.

3.6.4 Protection des intérêts de la société

Les administrateurs adoptent un comportement intègre, éthique et responsable lors de l'exercice de leur mandat. Ils doivent à tout moment privilégier les intérêts de la société.

3.6.5 Devoir de discrétion et confidentialité

Tant dans le cadre de l'exercice de leur mandat qu'au terme de celui-ci, les administrateurs sont tenus à un devoir de discrétion et une obligation de confidentialité.

3.7 Règles préventives de conflits

3.7.1 Conflits d'intérêts

Les règles légales de prévention des conflits d'intérêts prévues à l'article 523 du Code des Sociétés s'appliquent à la SNCB.

3.7.2 Conflit de fonctions

Au-delà du pur conflit d'intérêt, il peut arriver qu'un administrateur exerce un mandat ou une activité dans une autre entreprise ou dans la fonction publique et qu'il constate qu'une opération soumise au Conseil d'Administration est de nature à concerner cette autre entreprise ou la fonction publique au sein de laquelle il exerce un mandat ou une activité. En pareil cas, l'administrateur informe immédiatement le Président et le secrétaire du Conseil et, au plus tard, au début de la réunion où le point donnant lieu au conflit de fonctions sera discuté. L'administrateur ne participera pas à la délibération ni au vote sur ce point.

3.8 Filiales

Le Conseil d'Administration définit les principes qui régissent le cadre de l'action des administrateurs, des membres du personnel et d'autres personnes liées à la SNCB qui sont nommés pour représenter la SNCB au sein des entités dans lesquelles cette dernière détient une participation.

4. Actionnariat - Assemblée générale

4.1 Structure de l'actionnariat

Le capital social est composé de :

- 1° 333.754.509 actions ordinaires d'une valeur nominale de 2,47893525 euros chacune, attribuées à l'Etat belge ;
- 2° 719.856.742 actions ordinaires d'une valeur nominale de 3,09866906 euros chacune, attribuées à l'Etat belge ;
- 3° 20.000.000 actions de jouissance dont 16.615.153 détenues par l'Etat belge et 3.384.847 détenues par des actionnaires privés.

4.2 Assemblée Générale des actionnaires

4.2.1 Convocation

L'Assemblée Générale des actionnaires représente l'ensemble des actionnaires.

L'Assemblée Générale ordinaire se réunit, chaque année, le dernier jour ouvrable du mois de mai.

Une Assemblée Générale extraordinaire peut être convoquée par le Conseil d'Administration et doit être convoquée par celui-ci si le Collège des Commissaires ou des actionnaires ou des détenteurs des actions de jouissance représentant un cinquième au moins du nombre des actions, respectivement, ordinaires ou de jouissance en font la demande.

Les convocations ainsi que les documents et informations sont mis à disposition des actionnaires conformément aux dispositions du Code des Sociétés et des Statuts.

4.2.2 Formalités pour assister à l'Assemblée

Pour pouvoir assister à l'Assemblée Générale, les actionnaires et les détenteurs d'actions de jouissance sont tenus de communiquer à la Société, au plus tard six jours ouvrables avant l'Assemblée, le nombre d'actions ordinaires et d'actions de jouissance avec lequel ils souhaitent participer à l'Assemblée Générale.

Une liste des présences indiquant l'identité des actionnaires et le nombre de parts pour lequel ils participeront, doit être signée par le représentant de l'Etat et les détenteurs d'actions de jouissance qui assistent à l'Assemblée. Cette liste des présences est clôturée avant l'ouverture de la séance.

4.2.3 Droit de vote – Quorum - Majorité

Les actionnaires ont droit à une voix par action ordinaire et à une voix par dix actions de jouissance.

L'assemblée générale peut valablement délibérer lorsque plus de la moitié du capital social représenté par des actions ordinaires ou de jouissance avec droit de vote et, dans les cas visés à l'article 481 du Code des sociétés, par toutes les actions ordinaires et de jouissance, y est représentée.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Si une Assemblée ne peut valablement délibérer, une nouvelle Assemblée, ayant les mêmes objets portés à son ordre du jour, est convoquée dans un délai de huit jours. Elle délibérera valablement quelle que soit la proportion du capital représenté.

4.2.4 Procès-verbal

A l'issue de la séance, les décisions prises sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau ainsi que par les actionnaires présents qui en exprimeraient le désir. Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par un administrateur.

4.3 Relations avec les actionnaires

Chaque actionnaire a, à l'Assemblée Générale, le droit de poser des questions relatives aux points inscrits à l'ordre du jour. Les actionnaires qui ont fait part de leur souhait d'assister à l'Assemblée Générale peuvent poser ces questions par écrit avant la réunion ; l'ensemble des questions et réponses est mis à disposition des actionnaires avant le début de l'Assemblée Générale.

La SNCB conclut avec l'Etat belge, actionnaire à 99,998 %, un Contrat de Gestion, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi du 21 mars 1991. Il précise les règles et conditions selon lesquelles la SNCB exécute les missions de service public qui lui sont confiées par l'article 156 de la loi du 21 mars 1991.

L'Etat belge a un pouvoir de contrôle sur la SNCB qui est exercé par l'intervention d'un Commissaire du Gouvernement qui veille au respect de la loi, des statuts et du Contrat de Gestion.

Liste des annexes

- Annexe 1: Extrait de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques
- Annexe 2: Statuts
- Annexe 3: Règlement d'ordre intérieur du Conseil d'Administration
- Annexe 4: Charte du Comité d'Audit
- Annexe 5: Règlement d'ordre intérieur du Comité de Nominations et de Rémunération
- Annexe 6: Règlement d'ordre intérieur du Comité d'Orientation RER
- Annexe 7: Règlement d'ordre intérieur du Comité de Direction

Annexe 1

Loi 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques – Titres I et V (mise à jour 25/10/2017)

TABLE DES MATIERES - INHOUDSTAFEL

TITRE I. - LES ENTREPRISES PUBLIQUES AUTONOMES.	Articles	TITEL I. - DE AUTONOME OVERHEIDSBEDRIJVEN.
<u>CHAPITRE I.</u> - Classification de certains organismes d'intérêt public parmi les entreprises publiques autonomes.	1-2	<u>HOOFDSTUK I.</u> - Indeling van sommige organismen van openbaar nut bij de autonome overheidsbedrijven.
<u>CHAPITRE II.</u> - Le contrat de gestion. <u>Section I.</u> - Définition et contenu. <u>Section II.</u> - Conclusion, approbation, fin et renouvellement	3 4-6	<u>HOOFDSTUK II.</u> - Het beheerscontract. <u>Afdeling I.</u> - Definitie en inhoud. <u>Afdeling II.</u> - Sluiting, goedkeuring, einde en vernieuwing.
<u>CHAPITRE III.</u> - Autonomie.	7-14	<u>HOOFDSTUK III.</u> - Autonomie.
<u>CHAPITRE IV.</u> - Administration. <u>Section I.</u> - Principes. <u>Section II.</u> - Le conseil d'administration. <u>Section III.</u> - Le comité de direction. <u>Section IV.</u> - Du mandat d'administrateur.	15-16 17-18 19-20 21-22	<u>HOOFDSTUK IV.</u> - Bestuur. <u>Afdeling I.</u> - Beginselen. <u>Afdeling II.</u> - De raad van bestuur. <u>Afdeling III.</u> - Het directiecomité. <u>Afdeling IV.</u> - Het mandaat van bestuurder.
<u>CHAPITRE V.</u> - Tutelle administrative et contrôle. <u>Section I.</u> - Tutelle administrative. <u>Section II.</u> - Contrôle.	23-24 25	<u>HOOFDSTUK V.</u> - Administratief toezicht en controle. <u>Afdeling I.</u> - Administratief toezicht. <u>Afdeling II.</u> - Controle.
<u>CHAPITRE VI.</u> - Plan d'entreprise.	26	<u>HOOFDSTUK VI.</u> - Ondernemingsplan.
<u>CHAPITRE VII.</u> - Comptabilité et comptes annuels.	27-28	<u>HOOFDSTUK VII.</u> - Boekhouding en jaarrekening.
<u>CHAPITRE VIII.</u> - Personnel. <u>Section I.</u> - Principes gouvernant le statut du personnel et le statut syndical. <u>Section II.</u> - La commission paritaire. <u>Section III.</u> - La Commission Entreprises publiques. <u>Section IV.</u> - La fixation du statut du personnel et du statut syndical. <u>Section V.</u> - Emploi des langues; compétences spécifiques de la commission paritaire.	29, 29bis 30 31 32-35 36	<u>HOOFDSTUK VIII.</u> - Personeel. <u>Afdeling I.</u> - Beginselen betreffende het statuut van het personeel en het syndicaal statuut. <u>Afdeling II.</u> - Het paritair comité. <u>Afdeling III.</u> - Het Comité Overheidsbedrijven. <u>Afdeling IV.</u> - De vaststelling van het statuut van het personeel en van het syndicaal statuut <u>Afdeling V.</u> - Gebruik der talen; bijzondere bevoegdheden van het paritair comité.
<u>CHAPITRE IX.</u> - Transformation en société anonyme de droit public. <u>Section I.</u> - La transformation. <u>Section II.</u> - Les actions. <u>Section III.</u> - Dispositions diverses.	37-38 39-40 41-42	<u>HOOFDSTUK IX.</u> - Omzetting in naamloze vennootschap van publiek recht. <u>Afdeling I.</u> - De omzetting. <u>Afdeling II.</u> - De aandelen. <u>Afdeling III.</u> - Diverse bepalingen.

CHAPITRE X. - Des services de médiation. <L 1997-12-19/30, art. 2, 017; En vigueur : 01-01-1998>

Section I. - Les compétences du service de médiation.

Section II. - Composition et fonctionnement du service de médiation.

CHAPITRE XI. - Comité consultatif.

CHAPITRE Xibis. - Cellule d'investissement ferroviaire.

CHAPITRE XII. - Dispositions transitoires et modificatives.

Section I. - Constitution et compétences de nouveaux organes auprès de certains organismes.

Section II. - Dispositions modificatives.

CHAPITRE XIII. - Dispositions particulières relatives aux entreprises publiques autonomes actives dans des secteurs ouverts à la concurrence

CHAPITRE XIV - Dispositions particulières relatives aux entreprises publiques autonomes cotées en bourse

TITRE V. - LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES. <AR 2013-12-11/03, art. 6, 086; En vigueur : 01-01-2014>

CHAPITRE I. - Définitions et objet social <AR 2013-12-11/03, art. 7, 086; En vigueur : 01-01-2014>

CHAPITRE II. - Missions de service public.

CHAPITRE IIIBIS. - Le comité d'orientation au sein de la SNCB. <Rétabli par AR 2013-12-11/03, art. 15, 086; En vigueur : 01-01-2014>

CHAPITRE IIITER. - Le comité d'orientation RER.

CHAPITRE IV. - Administration.

CHAPITRE IVbis. - Dispositions financières et comptables. <Inséré par AR 2013-12-11/03, art. 26, 086; En vigueur : 01-01-2014>

CHAPITRE V. - Personnel.

43, 43bis, 43ter

44, 44bis, 44ter, 45, 45bis, 45ter, 46, 46bis, 46ter

47, 47/1

47/2

48-49

50-54

54/1 – 54/4

54/5 – 54/9

154quater, 154quinquies, 155

156, 156bis, 156ter, 156quater, 156quinquies, 156sexies, 157-159, 159bis, 160-161, 161bis, 161ter, 161quater, 161quinquies

Art. 161sexies, 161septies, 161octies

162, 162bis, 162bis/1, 162ter, 162quater, 162quinquies, 162sexies, 162septies, 162octies, 162nonies, 162decies, 162undecies, 162duodecies

163, 163bis, 163ter

HOOFDSTUK X. - De ombudsdiensten. <W 1997-12-19/30, art. 2, 017; En vigueur : 01-01-1998>

Afdeling I. - Bevoegdheid van de dienst "ombudsman".

Afdeling II. - Samenstelling en werking van de dienst "ombudsman".

HOOFDSTUK XI. - Raadgevend Comité.

HOOFDSTUK Xibis. - Investeringscel voor het spoor

HOOFDSTUK XII. - Overgangs- en wijzigingsbepalingen.

Afdeling I. - Oprichting en bevoegdheden van nieuwe organen bij sommige organismen.

Afdeling II. - Wijzigingsbepalingen.

HOOFDSTUK XIII. - Bijzondere bepalingen betreffende autonome overheidsbedrijven in sectoren opengesteld voor mededinging

HOOFDSTUK XIV. - Bijzondere bepalingen betreffende beursgenoteerde autonome overheidsbedrijven

TITEL V. - DE NATIONALE MAATSCHAPPIJ DER BELGISCHE SPOORWEGEN <AR 2013-12-11/03, art. 6, 086; En vigueur : 01-01-2014>

HOOFDSTUK I. - Definities en maatschappelijk doel <AR 2013-12-11/03, art. 7, 086; En vigueur : 01-01-2014>

HOOFDSTUK II. - Opdrachten van openbare dienst.

HOOFDSTUK IIIBIS. - Het oriënteringscomité binnen de NMBS. <Rétabli par AR 2013-12-11/03, art. 15, 086; En vigueur : 01-01-2014>

HOOFDSTUK IV. - Beheer.

HOOFDSTUK IVbis. Financiële en boekhoudkundige bepalingen. <Inséré par AR 2013-12-11/03, art. 26, 086; En vigueur : 01-01-2014>

HOOFDSTUK V. - Personeel.

CHAPITRE Vbis. - La convention de transport.

<Inséré par AR 2013-12-11/03, art. 27, 086; En vigueur : 01-01-2014>

Section Ire. - Définition et contenu.

Section II. - Conclusion, approbation, fin et renouvellement.

CHAPITRE VI. - Dispositions transitoires et modifications.

163quater
163quinquies,
163sexies, 163septies

164-168

HOOFDSTUK Vbis. - De vervoersovereenkomst.

<Inséré par AR 2013-12-11/03, art. 27, 086; En vigueur : 01-01-2014>

Afdeling I. - Definitie en inhoud.

Afdeling II. - Sluiting, goedkeuring, einde en vernieuwing.

HOOFDSTUK VI. - Overgangsbepalingen en wijzigingen.

TITRE I. - LES ENTREPRISES PUBLIQUES AUTONOMES.

CHAPITRE I. - Classification de certains organismes d'intérêt public parmi les entreprises publiques autonomes.

Article 1.

§ 1. Chaque organisme d'intérêt public qui doit disposer d'une autonomie de gestion dans un secteur industriel ou commercial donné, peut, après adaptation par la loi de son statut organique aux dispositions du présent titre, obtenir une telle autonomie par la conclusion d'un contrat de gestion avec l'Etat aux conditions de la présente loi.

§ 2. Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, supprime à l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, remplacé par l'arrêté royal n° 431 du 5 août 1986, modifié par l'arrêté royal n° 429 du 5 août 1986, complété par le décret du 23 avril 1986, modifié par l'arrêté royal n° 526 du 31 mars 1987 et par le décret du 13 juillet 1988, tout organisme visé au § 1er, à partir de la date d'entrée en vigueur de son premier contrat de gestion, au cas où l'organisme concerné était soumis à la loi du 16 mars 1954 visée.

§ 3. Le Roi classe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, à partir de la date d'entrée en vigueur de son premier contrat de gestion, tout organisme visé au § 1er parmi les entreprises publiques autonomes. Celles-ci sont reprises au § 4.

§ 4. Les organismes classés (...) parmi les entreprises publiques autonomes sont : <AR 2006-11-10/78, art. 3, 1°, 063; En vigueur : 01-01-2005>

- 1° PROXIMUS; <L 2015-08-10/26, art. 2, 092; En vigueur : 22-06-2015 (voir AR 2015-09-11/02, art. 1)>
- 2° la Société Nationale des Chemins de fer belges, en abrégé SNCB, et Infrabel <AR 2013-12-11/03, art. 2, 086; En vigueur : 01-01-2014>
- 3° bpost <L 2010-12-13/07, art. 4, 078; En vigueur : 17-01-2011, voir AR 2011-01-10/01, art. 1, 1°>;
- 4° Belgocontrol <L 1998-08-25/33, art. 2, 022; En vigueur : 02-10-1998>
(alinéa 2 abrogé) <AR 2004-05-27/44, art. 62, 048; En vigueur : 29-12-2004; date de la transformation de B.I.A.C. en société anonyme de droit privé régie par le Code des sociétés>
- 5° [...] <AR 2008-09-28/33, art. 19, 076; En vigueur : 01-01-2009>

Article 2.

§ 1. Par dérogation à l'article 1er, § 1er, le Roi peut, dans l'arrêté portant approbation du premier contrat de gestion d'un organisme visé au § 2, abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions législatives qui règlent le statut organique, le financement et le fonctionnement de l'organisme concerné afin de rendre les règles qu'elles contiennent compatibles avec les dispositions de la présente loi.

TITEL I. - DE AUTONOME OVERHEIDSBEDRIJVEN.

HOOFDSTUK I. - Indeling van sommige organismen van openbaar nut bij de autonome overheidsbedrijven.

Artikel 1

§ 1. Elk organisme van openbaar nut dat over beheersautonomie moet beschikken in een gegeven industriële of commerciële sector kan, na aanpassing bij wet van zijn organiek statuut aan de bepalingen van deze titel, dergelijke autonomie verkrijgen door het sluiten van een beheerscontract met de Staat onder de voorwaarden van deze wet.

§ 2. De Koning schrapt, bij in Ministerraad overlegd besluit, een in § 1 bedoeld organisme, met ingang van de datum van inwerkingtreding van zijn eerste beheerscontract, in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, vervangen bij koninklijk besluit nr 431 van 5 augustus 1986, gewijzigd bij koninklijk besluit nr 429 van 5 augustus 1986, aangevuld bij decreet van 23 april 1986, gewijzigd bij koninklijk besluit nr 526 van 31 maart 1987 en bij decreet van 13 juli 1988, ingeval het betrokken organisme onderworpen was aan bedoelde wet van 16 maart 1954.

§ 3. De Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, deelt een in § 1 bedoeld organisme, met ingang van de datum van inwerkingtreding van zijn eerste beheerscontract, in bij de autonome overheidsbedrijven. Laatstgenoemden worden gerangschikt in § 4.

§ 4. De organismen die (...) zijn ingedeeld bij de autonome overheidsbedrijven zijn : <KB 2006-11-10/78, art. 3, 1°, 063; En vigueur : 01-01-2005>

- 1° PROXIMUS; <W 2015-08-10/26, art. 2, 092; Inwerkingtreding : 22-06-2015 (zie KB 2015-09-11/02, art. 1)>
- 2° de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, afgekort NMBS, en Infrabel; <AR 2013-12-11/03, art. 2, 086; En vigueur : 01-01-2014>
- 3° bpost <L 2010-12-13/07, art. 4, 078; En vigueur : 17-01-2011, voir AR 2011-01-10/01, art. 1, 1°>;
- 4° Belgocontrol. <KB 1998-08-25/33, art. 2, 022; En vigueur : 02-10-1998>
(Lid 2 opgeheven) <KB 2004-05-27/44, art. 62, 048; En vigueur : 29-12-2004; datum van de omzetting van B.I.A.C. in een naamloze vennootschap van privaatrecht, beheerst door het Wetboek van vennootschappen>
- 5° [...] <AR 2008-09-28/33, art. 19, 076; En vigueur : 01-01-2009>

Artikel 2

§ 1. In afwijking van artikel 1, § 1, kan de Koning in het besluit tot goedkeuring van het eerste beheerscontract van een in § 2 bedoeld organisme de wetbepalingen die het organiek statuut, de financiering en de werking regelen van het betrokken organisme, opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen, teneinde de daarin vervatte regelen in overeenstemming te brengen met de bepalingen van deze wet.

Le Roi peut, dans l'arrêté visé à l'alinéa premier, coordonner les dispositions législatives réglant les organismes visés au § 2 ainsi que les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où cette coordination est établie. A cette fin, Il peut :

- 1° modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;
- 2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner, en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;
- 3° modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie, sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions autrement qu'en vertu de l'alinéa premier;
- 4° reprendre des dispositions de la présente loi dans le texte coordonné, dans l'ordre et avec le numérotage qu'il détermine;
- 5° arrêter l'intitulé de la coordination.

§ 2. Le paragraphe premier est applicable aux organismes d'intérêt public suivants :

- 1° la Régie des voies aériennes;
- 2° la SNCB <AR 2013-12-11/03, art. 3, 086; En vigueur : 01-01-2014>
- 3° la Régie des postes;
- 4° la Régie des télégraphes et des téléphones.

CHAPITRE II. - Le contrat de gestion.

Section I. - Définition et contenu.

Article 3

§ 1. Les règles et conditions spéciales selon lesquelles une entreprise publique autonome exerce les missions de service public qui lui sont confiées par la loi, sont arrêtées dans un contrat de gestion conclu entre l'Etat et l'entreprise publique concernée.

§ 2. Le contrat de gestion règle les matières suivantes :

- 1° les tâches que l'entreprise publique assume en vue de l'exécution de ses missions de service public, ci-après dénommées les " tâches de service public ";
- 2° les principes gouvernant les tarifs pour les prestations fournies dans le cadre des tâches de service public, ci-après dénommées les " prestations de service public ";
- 3° des règles de conduite vis-à-vis des usagers des prestations de service public;
- 4° la fixation, le calcul et les modalités de paiement des subventions éventuelles à charge du budget général des dépenses de l'Etat que l'Etat accepte d'affecter à la couverture des charges qui découlent pour l'entreprise publique de ses tâches de service public, compte tenu des coûts et recettes propres à ces tâches et des conditions d'exploitation imposées par ou en vertu de la loi, ou par le contrat de gestion et, pour ce qui concerne le coût du personnel, de l'évolution des salaires comparables dans les administrations de l'Etat;

De Koning kan bij het in het eerste lid bedoelde besluit de wetbepalingen die de in § 2 bedoelde organismen regelen, coördineren, evenals de bepalingen waardoor ze uitdrukkelijk of impliciet gewijzigd zouden zijn op het tijdstip van deze coördinatie. Daartoe kan Hij :

- 1° de volgorde, de nummering van de te coördineren bepalingen en, in het algemeen, de teksten naar de vorm wijzigen;
- 2° de verwijzingen die zouden voorkomen in de te coördineren bepalingen met de nieuwe nummering overeenbrengen;
- 3° de redactie van de te coördineren bepalingen wijzigen teneinde ze onderling te doen overeenstemmen en eenheid in de terminologie te brengen, zonder afbreuk te doen aan de beginselen welke in deze bepalingen vervat zijn behoudens bij toepassing van het eerste lid;
- 4° bepalingen van deze wet hernemen, in de volgorde en met de nummering die Hij vaststelt;
- 5° het opschrift van de coördinatie vaststellen.

§ 2. Paragraaf 1 is van toepassing op de volgende organismen van openbaar nut :

- 1° de Regie der luchtwegen;
- 2° de NMBS <KB 2013-12-11/03, art. 3, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>
- 3° de Regie der posterijen;
- 4° de Regie van telegraaf en telefoon.

HOOFDSTUK II. - Het beheerscontract.

Afdeling I. - Definitie en inhoud.

Artikel 3

§ 1. De bijzondere regels en voorwaarden waaronder een autonoom overheidsbedrijf de opdrachten van openbare dienst vervult die het door de wet zijn toevertrouwd, worden vastgelegd in een beheerscontract tussen de Staat en het betrokken overheidsbedrijf.

§ 2. Het beheerscontract regelt de volgende aangelegenheden :

- 1° de taken die het overheidsbedrijf op zich neemt ter vervulling van zijn opdrachten van openbare dienst, hierna de " taken van openbare dienst " genoemd;
- 2° de grondregelen inzake de tarieven voor de prestaties geleverd in het kader van de taken van openbare dienst, hierna de " prestaties van openbare dienst " genoemd;
- 3° gedragsregels ten aanzien van de gebruikers van de prestaties van openbare dienst;
- 4° de vaststelling, de berekening en de betalingsmodaliteiten van eventuele toelagen ten laste van de algemene uitgavenbegroting van het Rijk, waarvan de Staat de toekenning aanvaardt tot dekking van de lasten die voor het overheidsbedrijf voortvloeien uit zijn taken van openbare dienst, rekening houdend met de kosten en ontvangsten eigen aan deze taken, en met de exploitatievoorwaarden die bij of krachtens de wet, of door het beheerscontract, worden opgelegd en, wat de personeelskosten betreft, met de evolutie van vergelijkbare lonen in de Rijksbesturen;

5° la fixation, le calcul et les modalités de paiement des indemnités éventuelles à verser par l'entreprise publique à l'Etat, notamment en ce qui concerne les avantages liés aux droits exclusifs éventuels de l'entreprise publique et, le cas échéant, les droits d'usage qui sont concédés par l'Etat à l'entreprise publique sur des biens;

6° le cas échéant, les matières d'intérêt économique stratégique pour lesquelles la passation des marchés est soumise à l'approbation, selon le montant, du ministre dont relève l'entreprise publique ou du Comité ministériel compétent, ainsi que la détermination du montant visé;

7° le cas échéant, des objectifs relatifs à la structure financière de l'entreprise publique;

8° le cas échéant, des règles relatives à la répartition des bénéfices nets;

9° les éléments que le plan d'entreprise doit contenir et les délais pour la communication et le délai au delà duquel l'autorisation est censée être donnée;

10° le cas échéant, la fixation d'un montant, pour ce qui concerne les opérations immobilières soumises à l'autorisation préalable du ministre dont relève l'entreprise publique et, le cas échéant, la fixation d'un délai à l'expiration duquel l'autorisation est supposée être accordée;

11° les sanctions en cas de non-respect par une partie de ses engagements résultant du contrat de gestion

§ 3. Toute clause résolutoire expresse dans le contrat de gestion est réputée non écrite.

L'article 1184 du Code Civil n'est pas applicable au contrat de gestion. La partie envers laquelle une obligation dans le contrat de gestion n'est pas exécutée, ne peut poursuivre que l'exécution de l'obligation, et, le cas échéant, demander des dommages-intérêts, sans préjudice de l'application de toute sanction spéciale prévue dans le contrat de gestion.

§ 4. Les obligations financières générales éventuelles de l'Etat à l'égard d'une entreprise publique autonome sont limitées à celles qui résultent des dispositions du contrat de gestion conclu avec l'entreprise concernée. Les régimes légaux particuliers de subvention existant en faveur de l'entreprise publique ne sont plus d'application à partir de la date d'entrée en vigueur du classement de l'entreprise publique parmi les entreprises publiques autonomes.

§ 5. Le contrat de gestion ne constitue pas un acte ou règlement visé à l'article 14 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973. Toutes ses clauses sont réputées contractuelles.

Section II. - Conclusion, approbation, fin et renouvellement.

Article 4

§ 1. Lors de la négociation et de la conclusion du contrat de gestion, l'Etat est représenté par le ministre dont relève l'entreprise publique.

5° de vaststelling, de berekening en de betalingsmodaliteiten van gebeurlijke vergoedingen door het overheidsbedrijf te betalen aan de Staat, inzonderheid wat betreft de voordelen verbonden aan de gebeurlijke alleenrechten van het overheidsbedrijf en, in voorkomend geval, de door de Staat aan het overheidsbedrijf verleende gebruiksrechten op goederen;

6° in voorkomend geval, de aangelegenheden van strategisch economisch belang waarvoor de gunning van opdrachten, naargelang het bedrag, onderworpen is aan de goedkeuring van de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert of van het bevoegde Ministerieel Comité, alsmede de vaststelling van bedoeld bedrag;

7° in voorkomend geval, doelstellingen betreffende de financiële structuur van het overheidsbedrijf;

8° in voorkomend geval, regelen betreffende de bestemming van de nettowinst;

9° de verplichte bestanddelen van het ondernemingsplan en de termijnen voor de mededeling en de termijn na overschrijding waarvan de goedkeuring geacht wordt gegeven te zijn;

10° in voorkomend geval, de vaststelling van een bedrag, wat de onroerende verrichtingen betreft die onderworpen zijn aan de voorafgaande machtiging van de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert en, in voorkomend geval, de bepaling van een termijn waarna de toestemming geacht wordt gegeven te zijn;

11° de sancties bij niet-naleving door een partij van haar verbintenissen uit hoofde van het beheerscontract.

§ 3. Elke uitdrukkelijke ontbindende voorwaarde in het beheerscontract wordt voor niet geschreven gehouden.

Artikel 1184 van het Burgerlijk Wetboek is niet van toepassing op het beheerscontract. De partij jegens wie een verbintenis in het beheerscontract niet is uitgevoerd kan slechts de uitvoering van de verbintenis vorderen alsmede, in voorkomend geval, schadevergoeding, onverminderd de toepassing van eventuele bijzondere sancties bepaald in het beheerscontract

§ 4. De eventuele algemene financiële verplichtingen van de Staat ten opzichte van een autonoom overheidsbedrijf zijn beperkt tot die welke voortvloeien uit de bepalingen van het met het betrokken overheidsbedrijf gesloten beheerscontract. De bestaande bijzondere wettelijke toelageregelingen ten gunste van het overheidsbedrijf zijn niet meer van toepassing vanaf de datum met ingang waarvan het overheidsbedrijf wordt ingedeeld bij de autonome overheidsbedrijven.

§ 5. Het beheerscontract is geen akte of reglement bedoeld in artikel 14 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973. Alle clausules in het beheerscontract worden geacht contractueel te zijn.

Afdeling II. - Sluiting, goedkeuring, einde en vernieuwing.

Artikel 4

§ 1. Bij de onderhandeling en het sluiten van het beheerscontract wordt de Staat vertegenwoordigd door de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.

§ 2. Lors de la négociation du contrat de gestion, l'entreprise publique est représentée par son comité de direction. Le contrat de gestion est soumis à l'approbation du conseil d'administration statuant à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

Le projet de contrat de gestion ou de modification du contrat de gestion est soumis pour concertation à la commission paritaire.

La commission paritaire est appelée périodiquement, sur convocation de son président, à donner son avis motivé à propos de l'état d'avancement des négociations.

Pour l'application des deux alinéas qui précèdent, le comité d'entreprise stratégique auprès d'Infrabel et de la SNCB remplit la fonction de la commission paritaire. <AR 2013-12-11/02, art. 7, 085; En vigueur : 01-01-2014>

§ 3. Le contrat de gestion n'entre en vigueur qu'après son approbation par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, et à la date fixée par cet arrêté.

Article 5

§ 1. Le contrat de gestion est réévalué chaque année et, le cas échéant, adapté aux modifications des conditions du marché et aux développements techniques par application de paramètres objectifs prévus dans le contrat de gestion.

Toutefois, toute autre adaptation, proposée par une des parties ou par les deux parties, est faite conformément à l'article 4.

§ 2. Le contrat de gestion est conclu pour une durée de trois ans au moins et de cinq ans au plus.

§ 2/1. Au plus tard un mois après réception du projet de nouveau contrat de gestion proposé par le comité de direction de l'entreprise publique, le ministre en fait rapport aux Chambres législatives. <L 2013-01-29/09, art. 2, 084; En vigueur : 04-03-2013>

§ 3. Au plus tard six mois avant l'expiration d'un contrat de gestion, le comité de direction soumet au ministre dont relève l'entreprise publique un projet de nouveau contrat de gestion.

Si, à l'expiration d'un contrat de gestion, un nouveau contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le contrat est prorogé de plein droit jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau contrat de gestion. Cette prorogation est publiée au Moniteur belge par le ministre dont relève l'entreprise publique.

Si, un an après la prorogation visée à l'alinéa précédent, un nouveau contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, fixer des règles provisoires concernant les matières visées à l'article 3, § 2. Ces règles provisoires valent comme nouveau contrat de gestion et sont d'application jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau contrat de gestion, conclu conformément à l'article 4.

Article 6

Les arrêtés portant approbation d'un contrat de gestion, ou de son adaptation, ainsi que les arrêtés fixant des règles provisoires sont publiés au Moniteur belge.

§ 2. Het overheidsbedrijf wordt bij de onderhandeling van het beheerscontract vertegenwoordigd door zijn directiecomité. Het beheerscontract wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de raad van bestuur die er bij meerderheid van twee derde van de uitgebrachte stemmen over beslist.

Het ontwerp van beheerscontract of van wijziging van het beheerscontract wordt voor overleg aan het paritair comité voorgelegd.

Het paritair comité wordt op geregelde tijdstippen door zijn voorzitter bijeengeroepen om zijn gemotiveerd advies te verlenen betreffende de vooruitgang van de onderhandelingen.

Voor de toepassing van de twee voorgaande leden vervult het strategisch bedrijfscomité bij Infrabel en NMBS de taak van het paritair comité. <KB 2013-12-11/02, art. 7, 085; Inwerkingtreding : 01-04-2014>

§ 3. Het beheerscontract treedt slechts in werking na goedkeuring door de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, vanaf de datum vastgesteld bij dat besluit.

Artikel 5

§ 1. Het beheerscontract wordt jaarlijks getoetst en, in voorkomend geval, aangepast aan gewijzigde marktomstandigheden en technische ontwikkelingen met toepassing van in het beheerscontract vastgelegde objectieve parameters.

Echter, elke andere aanpassing voorgesteld door één van de partijen, of door hen beiden, kan slechts tot stand komen overeenkomstig artikel 4.

§ 2. Het beheerscontract wordt gesloten voor een duur van ten minste drie jaar en ten hoogste vijf jaar.

§ 2/1. Uiterlijk één maand na ontvangst van het door het directiecomité van het overheidsbedrijf voorgestelde ontwerp voor een nieuw beheerscontract brengt de minister daarover verslag uit bij de Wetgevende Kamers. <W 2013-01-29/09, art. 2, 084; Inwerkingtreding : 04-03-2013>

§ 3. Uiterlijk zes maanden voor het verstrijken van een beheerscontract legt het directiecomité aan de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert een ontwerp van nieuw beheerscontract voor.

Indien bij het verstrijken van een beheerscontract geen nieuw beheerscontract is in werking getreden, wordt het van rechtswege verlengd, tot op het ogenblik dat een nieuw beheerscontract is in werking getreden. Deze verlenging wordt in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt door de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.

Indien geen nieuw beheerscontract in werking is getreden binnen een termijn van één jaar na de in het voorgaande lid bedoelde verlenging, kan de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, voorlopige regels vaststellen inzake de in artikel 3, § 2, bedoelde aangelegenheden. Deze voorlopige regels zullen als nieuw beheerscontract gelden tot op het ogenblik dat een nieuw beheerscontract, gesloten overeenkomstig artikel 4, in werking treedt.

Artikel 6

De besluiten tot goedkeuring van een beheerscontract, of van een aanpassing ervan, alsmede de besluiten tot vaststelling van voorlopige regels, worden bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

Les dispositions du contrat de gestion ou, le cas échéant, des règles provisoires, sont publiées en annexe de l'arrêté royal, à l'exception de celles qui contiennent des secrets industriels ou commerciaux.

CHAPITRE III. - Autonomie.

Article 7

Les entreprises publiques autonomes sont libres de développer, dans les limites de la présente loi, toutes les activités qui sont compatibles avec leur objet social. Elles peuvent constituer des succursales ou des agences en Belgique et à l'étranger sur décision de leur conseil d'administration.

Article 8

Les actes des entreprises publiques autonomes sont réputés commerciaux.

Les entreprises publiques autonomes ne sont toutefois pas soumises aux dispositions du livre III du Code de Commerce. Elles bénéficient de l'immunité d'exécution pour les biens entièrement ou partiellement affectés à la mise en œuvre de leurs tâches de service public

Article 9

Les entreprises publiques autonomes sont soumises à la législation sur le contrôle des prix.

Elles déterminent librement les tarifs et les structures tarifaires pour les prestations qu'elles fournissent, autres que les prestations de service public.

Elles déterminent les tarifs et les structures tarifaires pour les prestations de service public dans les limites des principes concernant les tarifs contenus dans le contrat de gestion. Toutefois, les tarifs maximums, ou les formules pour leur calcul, qui ne sont pas réglés dans le contrat de gestion, sont soumis à l'approbation du ministre dont relève l'entreprise publique. L'approbation est demandée par l'entreprise publique par le biais d'une demande écrite préalable, chiffrée et argumentée, au ministre dont relève l'entreprise publique. <L 2007-04-01/50, art. 2, 1°, 069; En vigueur : 24-05-2007>

Le ministre dispose d'un délai de 40 jours à partir de la réception du dossier pour approuver ou refuser les tarifs maximaux ou les formules visés à l'alinéa précédent. A défaut d'une décision dans le délai mentionné, la demande est considérée comme approuvée tacitement. <L 2007-04-01/50, art. 2, 2°, 069; En vigueur : 24-05-2007>

Article 10

§ 1. Les entreprises publiques autonomes décident librement, dans les limites de leur objet social, de l'acquisition, l'utilisation et l'aliénation de leurs biens matériels et immatériels, de la constitution ou la suppression de droits réels sur ces biens, ainsi que de

De bepalingen van het beheerscontract of, in voorkomend geval, van de voorlopige regels met uitzondering van die welke industriële of commerciële geheimen bevatten, worden in bijlage bij het koninklijk besluit bekendgemaakt

HOOFDSTUK III. - Autonomie.

Artikel 7

De autonome overheidsbedrijven kunnen vrij, binnen de grenzen van deze wet, alle bedrijvigheden ontwikkelen die verenigbaar zijn met hun doel. Zij kunnen bij beslissing van hun raad van bestuur bijhuizen of agentschappen oprichten in België en in het buitenland.

Artikel 8

De handelingen van de autonome overheidsbedrijven worden geacht daden van koophandel te zijn.

De autonome overheidsbedrijven zijn echter niet onderworpen aan de bepalingen van boek III van het Wetboek van Koophandel. Zij genieten de immuniteit van tenuitvoerlegging voor de goederen die geheel of gedeeltelijk zijn bestemd voor de uitvoering van hun taken van openbare dienst.

Artikel 9

De autonome overheidsbedrijven zijn onderworpen aan de wetgeving betreffende de controle der prijzen.

Zij stellen vrij de tarieven en de tariefstructuren vast voor de door hen geleverde prestaties andere dan prestaties van openbare dienst.

Zij stellen de tarieven en de tariefstructuren voor de door hen geleverde prestaties van openbare dienst vast binnen de grenzen van de in het beheerscontract bepaalde grondregelen inzake tarifiering. De maximumtarieven, of de formules voor hun berekening, die niet in het beheerscontract zijn geregeld, worden evenwel ter goedkeuring voorgelegd aan de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert. De goedkeuring wordt door het overheidsbedrijf gevraagd bij wege van een voorafgaandelijke becijferde en geargumenteerde schriftelijke aanvraag aan de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert. <W 2007-04-01/50, art. 2, 1°, 069; En vigueur : 24-05-2007>

De minister beschikt over een termijn van 40 dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het dossier om de in het vorige lid bedoelde maximumtarieven of formules goed te keuren of te weigeren. Bij gebrek aan een beslissing binnen de voormelde termijn wordt de aanvraag geacht stilzwijgend te zijn goedgekeurd. <W 2007-04-01/50, art. 2, 2°, 069; En vigueur : 24-05-2007>

Artikel 10

§ 1. De autonome overheidsbedrijven beslissen vrij, binnen de grenzen van hun doel, over de verwerving, de aanwending en de vervreemding van hun lichamelijke en onlichamelijke goederen, de vestiging of opheffing van zakelijke rechten op deze goederen, alsmede over de

l'exécution de telles décisions.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} et sans préjudice de l'application de l'article 167 de la loi-programme du 30 décembre 1988, le contrat de gestion peut déterminer un montant au delà duquel toute décision d'acquérir, construire ou aliéner un immeuble ou un droit immobilier est soumise à l'autorisation préalable du ministre dont relève l'entreprise publique, le cas échéant, dans le délai fixé dans le contrat de gestion.

§ 2. Les entreprises publiques autonomes chargent le comité d'acquisition d'immeubles compétent de :

1° la passation des actes authentiques de transmission, déclaration ou création d'un droit réel sur des immeubles;

2° l'introduction et la poursuite des procédures d'expropriation d'immeubles décidées par l'entreprise publique conformément à la loi.

§ 3. L'Etat peut, aux conditions fixées dans l'arrêté royal portant approbation du premier contrat de gestion, notamment en ce qui concerne une contrepartie éventuelle, céder à une entreprise publique autonome la propriété de biens meubles ou immeubles dont il est propriétaire et qui sont affectés, à la date d'entrée en vigueur du contrat visé, à l'exécution de prestations de service public assumées par l'entreprise concernée.

Article 11

§ 1. Les entreprises publiques autonomes ne sont soumises à l'application de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services que pour les marchés publics ayant trait à leurs tâches de service public. Cela ne porte pas préjudice à la mise en concurrence dans le cadre de la Communauté européenne de certains marchés n'ayant pas trait à ces mêmes tâches, mais se rapportant à une des activités visées (par les livres premier et II de cette loi.) <L 1993-12-24/37, art. 46, 008; En vigueur : 01-05-1997> <AR 1998-01-10/30, art. 2, 025; En vigueur : 14-01-1999>

§ 2. Les marchés de travaux, de fournitures et de services sont passés par ou en vertu d'une décision du conseil d'administration de l'entreprise publique. Le conseil d'administration détermine les marchés pour lesquels le comité de direction est seul compétent et les marchés pour lesquels le comité peut déléguer la décision.

Par dérogation à l'alinéa premier, le contrat de gestion peut, pour les marchés ayant trait à la mise en oeuvre de tâches de service public, désigner les matières qui sont d'intérêt économique stratégique et pour lesquelles la décision de passer le marché est soumise, selon le montant du marché, à l'approbation du ministre dont relève l'entreprise publique ou du comité ministériel compétent en matière d'investissements publics.

uitvoering van dergelijke beslissingen.

In afwijking van het eerste lid en onverminderd de toepassing van artikel 167 van de programmawet van 30 december 1988, kan het beheerscontract een bedrag bepalen boven hetwelk elke beslissing tot verwerving, oprichting of vervreemding van een onroerend goed of recht onderworpen is aan de voorafgaande machtiging van de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert, in voorkomend geval binnen de termijn die in het beheerscontract wordt bepaald.

§ 2. De autonome overheidsbedrijven belasten het bevoegde aankoopcomité voor onroerende goederen met :

1° het verlijden van de authentieke akten tot overdracht, aanwijzing of vestiging van een onroerend zakelijk recht;

2° het inleiden en vervolgen van de procedures tot onteigening van onroerende goederen waartoe het overheidsbedrijf overeenkomstig de wet beslist.

§ 3. De Staat kan, onder de voorwaarden bepaald in het koninklijk besluit tot goedkeuring van het eerste beheerscontract, inzonderheid wat een eventuele vergoeding betreft, de eigendom van roerende en onroerende goederen die hem toebehoren en die op de datum van inwerkingtreding van het bedoelde contract, worden aangewend ten behoeve van de uitvoering van prestaties van openbare dienst die het autonoom overheidsbedrijf op zich neemt, aan het betrokken bedrijf overdragen

Artikel 11

§ 1. De autonome overheidsbedrijven zijn enkel onderworpen aan de toepassing van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten voor de overheidsopdrachten die betrekking hebben op taken van openbare dienst. Dit doet geen afbreuk aan de in mededingingstelling voorzien in het kader van de Europese Gemeenschap van sommige opdrachten die geen betrekking hebben op deze zelfde taken doch slaan op één van de werkzaamheden bedoeld in (boek I en boek II van deze wet.) <W 1993-12-24/37, art. 46, 008; En vigueur : 01-05-1997> <KB 1998-01-10/30, art. 2, 025; En vigueur : 14-01-1999>

§ 2. De opdrachten voor de aanneming van werken, leveringen en diensten worden gegund bij of krachtens beslissing van de raad van bestuur van het overheidsbedrijf. De raad van bestuur duidt de opdrachten aan waarvan de gunning behoort tot de uitsluitende bevoegdheid van het directiecomité alsmede de opdrachten waarvoor de beslissing door het comité mag worden gesubdelegeerd.

Voor de opdrachten die verband houden met de uitvoering van taken van openbare dienst kan het beheerscontract de aangelegenheden van strategisch economisch belang aanwijzen waarvoor de gunningsbeslissing, naargelang het bedrag van de opdracht, in afwijking van het eerste lid, is onderworpen aan de goedkeuring van de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert of van het terzake van overheidsinvesteringen bevoegde ministerieel comité.

Si la décision du ministre ou du comité ministériel n'est pas conforme à la proposition de l'entreprise publique concernée et qu'il en résulte pour celle-ci un coût supplémentaire, ce coût supplémentaire devra être couvert par une intervention équivalente à charge du budget général des dépenses de l'Etat.

Article 12

§ 1. Les entreprises publiques autonomes décident librement, dans les limites de leur objet social et, le cas échéant, conformément aux dispositions de leur contrat de gestion concernant la structure financière, de l'étendue, des techniques et des conditions de leur financement externe.

§ 2. Les entreprises publiques autonomes dont les emprunts bénéficient de plein droit de la garantie de l'Etat par ou en vertu d'une loi, peuvent, nonobstant toute disposition contraire, choisir de faire appel ou non à la garantie de l'Etat pour les emprunts qu'elles contractent.

A compter de la date à partir de laquelle une entreprise publique est classée parmi les entreprises publiques autonomes :

1° les limitations et modalités de contrôle imposées par les lois susvisées ne s'appliquent qu'aux emprunts contractés par l'entreprise publique concernée avec la garantie de l'Etat;

2° l'entreprise publique concernée est ou reste soumise à l'arrêté royal n° 517 du 31 mars 1987 instaurant une prime annuelle sur les nouveaux engagements garantis par l'Etat de certaines institutions du secteur public.

§ 3. Les entreprises publiques autonomes décident librement, dans les limites de leur objet social, du placement de leurs fonds disponibles en francs belges. Les placements en devises sont soumis à l'autorisation préalable du Ministre des Finances, à l'exception des opérations en devises couvrant des opérations commerciales.

§ 4. A l'exception de la couverture temporaire de besoins de trésorerie, les entreprises publiques autonomes n'utilisent des moyens provenant de subventions de l'Etat ou de revenus de prestations de service public, pour le développement, le financement ou l'exploitation d'activités autres que dans le cadre de leurs tâches de service public.

Article 13

§ 1. Les entreprises publiques autonomes peuvent, aux conditions déterminées ci-dessous, prendre des participations directes ou indirectes dans des sociétés, associations et institutions de droit public ou privé dont l'objet est compatible avec leur objet social, ci-après dénommées les "filiales".

§ 2. Le conseil d'administration décide à la majorité simple des voix exprimées de toute prise de participation conformément au § 1er pour autant que la participation dans son intégralité :

1° représente moins de 25 % du capital de la filiale concernée; et

Indien de beslissing van de minister of van het ministerieel comité niet overeenstemt met het voorstel van het betrokken overheidsbedrijf en voor laatstgenoemde leidt tot bijkomende kosten, worden deze kosten gedekt door een gelijkwaardige tegemoetkoming ten laste van de algemene uitgavenbegroting van het Rijk.

Artikel 12

§ 1. De autonome overheidsbedrijven beslissen vrij, binnen de grenzen van hun doel en, in voorkomend geval, overeenkomstig de bepalingen van hun beheerscontract betreffende de financiële structuur, over de omvang, de technieken en de voorwaarden van hun externe financiering

§ 2. De autonome overheidsbedrijven wier leningen bij of krachtens wet van rechtswege de staatswaarborg genieten, hebben, niettegenstaande elke strijdige bepaling, de keuze om al dan niet een beroep te doen op de staatswaarborg voor de leningen die zij aangaan.

Vanaf de datum met ingang waarvan een overheidsbedrijf wordt ingedeeld bij de autonome overheidsbedrijven :

1° zijn de in voornoemde wetten gestelde beperkingen en controlemodaliteiten nog slechts van toepassing op de door dat overheidsbedrijf onder staatswaarborg aangegane leningen;

2° is of blijft het betrokken overheidsbedrijf onderworpen aan koninklijk besluit nr 517 van 31 maart 1987 tot invoering van een jaarlijkse premie op de door de Staat gewaarborgde nieuwe verbintenissen van bepaalde instellingen van de openbare sector.

§ 3. De autonome overheidsbedrijven beslissen vrij, binnen de grenzen van hun doel, over de belegging van hun beschikbare gelden in Belgische frank. Beleggingen in vreemde munt zijn onderworpen aan de voorafgaande machtiging van de Minister van Financiën, uitgezonderd de verrichtingen in deviezen die commerciële verrichtingen dekken.

§ 4. Tenzij ter tijdelijke dekking van kasbehoeften wenden de autonome overheidsbedrijven geen middelen aan, afkomstig van Rijkstoelagen of van inkomsten uit prestaties van openbare dienst, voor de ontwikkeling, financiering of uitbating van activiteiten andere dan deze in het kader van hun taken van openbare dienst.

Artikel 13

§ 1. De autonome overheidsbedrijven kunnen onder de hierna bepaalde voorwaarden rechtstreeks of onrechtstreeks belangen nemen in vennootschappen, verenigingen en instellingen van publiek of privaat recht waarvan het doel verenigbaar is met hun doel, hierna "dochterondernemingen" genoemd.

§ 2. De raad van bestuur beslist bij gewone meerderheid van uitgebrachte stemmen over het nemen van een in § 1 bedoeld belang voor zover het belang in zijn geheel :

1° minder dan 25 % van het kapitaal van de betrokken dochteronderneming vertegenwoordigt; en

2° n'excède pas un pourcentage des capitaux propres de l'entreprise publique concernée déterminé dans l'arrêté royal portant approbation du premier contrat de gestion.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, ramener la limite prévue à l'alinéa précédent, 1°, au-dessous de 25 % et modifier la limite visée à l'alinéa précédent, 2°, pour les entreprises publiques autonomes qu'il désigne.

Le conseil d'administration peut décider, à la majorité des deux tiers des voix exprimées, de prendre une participation qui excède l'une des limites ou les limites déterminées à l'alinéa premier.

§ 3. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, autoriser, le cas échéant, sous les conditions spéciales qu'il détermine, une entreprise publique autonome à associer une filiale à la mise en œuvre de ses tâches de service public, pour autant que la participation directe ou indirecte des autorités publiques dans la filiale concernée excède 50 % du capital et donne droit statutairement à plus de 75 % des voix et des mandats dans tous les organes de la filiale concernée.

Toute cession d'actions représentatives du capital, suite à laquelle la participation directe ou indirecte des pouvoirs publics visée à l'alinéa précédent n'excéderait plus 50 %, est nulle de plein droit à défaut de porter cette participation au-delà de 50 % dans un délai de trois mois de ladite cession par une augmentation de capital entièrement ou partiellement souscrite par les autorités publiques.

Les conditions concernant la participation des autorités publiques déterminées par les alinéas premier et deux ne sont pas applicables aux projets de coopération internationale dont le champ d'application excède le territoire du Royaume.

Pour l'application du présent article, il y a lieu d'entendre par autorité publique, une ou plusieurs des autorités visées à l'article 42.

§ 4. Le Roi peut, dans l'arrêté visé au § 3, premier alinéa, classer, parmi les entreprises publiques autonomes, la filiale, constituée conformément au droit belge, le cas échéant, pour la durée qu'il détermine. Dans ce cas, la filiale et l'entreprise publique autonome concernée sont solidairement responsables envers l'Etat de l'exécution par la filiale des tâches de service public auxquelles la filiale est associée, et ce, jusqu'à l'entrée en vigueur d'un contrat de gestion avec la filiale.

A défaut de classement conformément à l'alinéa précédent, l'entreprise publique autonome concernée reste responsable envers l'Etat de l'exécution par la filiale des tâches de service public auxquelles celle-ci est associée.

L'alinéa précédent n'est pas applicable aux projets de coopération internationale dont le champ d'application excède le territoire du Royaume.

2° minder bedraagt dan een percentage van het eigen vermogen van het betrokken overheidsbedrijf bepaald in het koninklijk besluit tot goedkeuring van het eerste beheerscontract.

De Koning kan bij in Ministerraad overlegd besluit de in voorgaand lid, 1°, bedoelde grens van 25 % verlagen en de in voorgaand lid, 2°, bedoelde grens wijzigen voor de autonome overheidsbedrijven die Hij aanwijst.

De raad van bestuur kan bij tweederde meerderheid van de uitgebrachte stemmen beslissen een belang te nemen dat één of beide der in het eerste lid bedoelde grenzen overschrijdt.

§ 3. De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, een autonoom overheidsbedrijf machtigen, in voorkomend geval, onder de bijzondere voorwaarden die Hij bepaalt, een dochteronderneming te betrekken bij de uitvoering van zijn taken van openbare dienst voor zover het rechtstreeks of onrechtstreeks belang van de overheid in de betrokken dochteronderneming meer dan 50 % van het kapitaal vertegenwoordigt en statutair recht geeft op meer dan 75 % van de stemmen en mandaten in alle organen van de bedoelde dochteronderneming.

Elke overdracht van aandelen die het kapitaal vertegenwoordigen, waardoor het in voorgaand lid bedoelde rechtstreeks of onrechtstreeks belang van de overheid in dat kapitaal niet langer meer dan 50 % bedraagt, is van rechtswege nietig indien, binnen een termijn van drie maanden na de overdracht, het belang van de overheid, door middel van een kapitaalverhoging geheel of gedeeltelijk geplaatst bij de overheid, niet boven de 50 % wordt gebracht.

De in het eerste en het tweede lid gestelde voorwaarden betreffende het belang van de overheid zijn niet van toepassing op projecten van internationale samenwerking waarvan het toepassingsgebied het grondgebied van het Rijk overschrijdt.

Onder overheid in de zin van dit artikel moet worden verstaan, één of meer van de overheden bedoeld in artikel 42.

§ 4. De Koning kan bij het in § 3, eerste lid, bedoelde besluit de dochteronderneming die is opgericht naar Belgisch recht, indelen bij de autonome overheidsbedrijven, in voorkomend geval, voor de duur die Hij bepaalt. In dat geval zijn de dochteronderneming en het betrokken autonoom overheidsbedrijf hoofdelijk aansprakelijk ten opzichte van de Staat wat de uitvoering door de dochteronderneming betreft van de taken van openbare dienst waarbij zij wordt betrokken, tot op het ogenblik dat een beheerscontract met bedoelde dochteronderneming in werking treedt.

Bij ontstentenis van indeling overeenkomstig het voorgaand lid, blijft het betrokken autonoom overheidsbedrijf ten opzichte van de Staat aansprakelijk wat de uitvoering betreft van de taken van openbare dienst waarbij de dochtervennootschap wordt betrokken.

Het voorgaande lid is niet van toepassing op projecten van internationale samenwerking waarvan het toepassingsgebied het grondgebied van het Rijk overschrijdt.

§ 5. Le Roi peut dans l'arrêté visé au § 3, premier alinéa, transférer ou attribuer des droits exclusifs légaux de l'entreprise publique autonome à une filiale de celle-ci dans la mesure où un tel transfert ou une telle attribution est nécessaire pour le développement de la filiale. Dans ce cas, le Roi peut classer la filiale concernée parmi les entreprises publiques autonomes conformément au § 4.

§ 6. Le présent article est également applicable à la constitution de sociétés, d'associations ou d'institutions par une entreprise publique autonome.

Une entreprise publique autonome peut constituer seule des sociétés anonymes. Dans ce cas, l'article 13ter, alinéa 1er, 4°, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, n'est pas d'application, de même que l'article 104bis, deuxième alinéa, des mêmes lois, aussi longtemps que l'entreprise fondatrice est le seul actionnaire.

Article 14

Une entreprise publique autonome peut transiger et compromettre. Toutefois, toute convention d'arbitrage conclue avec des personnes physiques avant la naissance du différend est nulle.

CHAPITRE IV. - Administration.

Section I. - Principes.

Article 15

Les entreprises publiques autonomes sont gérées par un conseil d'administration et un comité de direction.

(Alinéa 2 abrogé) <L 2002-03-22/30, art. 2, 039; En vigueur : 26-03-2002>

Article 16

Dans les entreprises publiques autonomes dont les tâches de service public couvrent l'ensemble du Royaume, le conseil d'administration et le comité de direction comptent autant de membres d'expression française que d'expression néerlandaise, éventuellement à l'exception respectivement du président du conseil d'administration et de l'administrateur délégué.

Section II. - Le conseil d'administration.

Article 17

§ 1. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de l'entreprise publique.

Le conseil d'administration contrôle la gestion assurée par le comité de direction. Le comité de direction fait régulièrement rapport au conseil.

Le conseil, ou son président, sans préjudice des pouvoirs lui conférés par l'article 18, § 5, peut, à tout moment, demander au comité de direction un rapport sur les activités de l'entreprise ou sur certaines d'entre elles

§ 5. De Koning kan bij het in § 3, eerste lid, bedoelde besluit, wettelijke alleenrechten van het autonoom overheidsbedrijf overdragen of toewijzen aan een dochteronderneming van laatstgenoemde, voor zover zulks noodzakelijk is voor de ontwikkeling van de dochteronderneming. In dat geval kan de Koning de betrokken dochteronderneming indelen bij de autonome overheidsbedrijven overeenkomstig § 4.

§ 6. Dit artikel is eveneens van toepassing op de oprichting door een autonoom overheidsbedrijf van vennootschappen, verenigingen en instellingen.

Een autonoom overheidsbedrijf kan naamloze vennootschappen alleen oprichten. In dat geval is artikel 13ter, eerste lid, 4°, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen niet van toepassing, noch artikel 104bis, tweede lid, van dezelfde wetten zolang het oprichtend overheidsbedrijf de enige aandeelhouder is.

Artikel 14

Een autonoom overheidsbedrijf kan dadingen en overeenkomsten tot arbitrage sluiten. Echter, elke overeenkomst tot arbitrage met natuurlijke personen die werd gesloten vooraleer het geschil is gerezen, is nietig.

HOOFDSTUK IV. - Bestuur.

Afdeling I. - Beginselen

Artikel 15

De autonome overheidsbedrijven worden bestuurd door een raad van bestuur en een directiecomité.

(Lid 2 opgeheven) <W 2002-03-22/30, art. 2, 039; En vigueur : 26-03-2002>

Artikel 16

In de autonome overheidsbedrijven wier taken van openbare dienst het ganse grondgebied van het Rijk bestrijken, tellen de raad van bestuur en het directiecomité elk evenveel Nederlands- als Franstaligen, de voorzitter van de raad van bestuur, respectievelijk de gedelegeerd-bestuurder, eventueel uitgezonderd.

Afdeling II. - De raad van bestuur

Artikel 17

§ 1. De raad van bestuur is bevoegd om alle handelingen te verrichten die nodig of dienstig zijn tot verwezenlijking van het doel van het overheidsbedrijf.

De raad van bestuur houdt toezicht op het beleid van het directiecomité. Het directiecomité doet op geregelde tijdstippen verslag aan de raad.

De raad, of zijn voorzitter, onverminderd de bevoegdheden van laatstgenoemde, hem toegekend krachtens artikel 18, § 5, kan op elk ogenblik van het directiecomité een verslag vragen betreffende de activiteiten van het bedrijf of sommige ervan.

§ 2. Le conseil d'administration peut déléguer au comité de direction en tout ou en partie les compétences visées au § 1^{er}, à l'exception de :

- 1° l'approbation du contrat de gestion, de même que de toute modification de celui-ci;
- 2° l'élaboration du plan d'entreprise et la définition de la politique générale;
- 3° le contrôle du comité de direction, notamment en ce qui concerne l'exécution du contrat de gestion;
- 4° les autres compétences qui sont réservées au conseil d'administration par le présent titre et, si l'entreprise publique a la forme de société anonyme de droit public, par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

§ 3. Au cas où l'entreprise publique n'a pas la forme de société anonyme de droit public, les articles 54, deuxième alinéa, 60, alinéa 1^{er}, 61, 62, 63bis et 67 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, sont applicables par analogie au conseil d'administration.

§ 4. Le conseil d'administration constitue en son sein un comité des rémunérations ainsi que tout autre comité qu'il estimera nécessaire. Il en fixe la composition et le mode de fonctionnement en se conformant à la présente loi.

Le comité de rémunération remet une proposition de décision au conseil d'administration, au Roi ou à l'assemblée générale selon le cas, pour chaque décision relative aux avantages pécuniaires, directs ou immédiats, indirects ou postposés, liés directement à la fonction ou accordés aux membres des organes de gestion. Il établit en outre annuellement un rapport relatif aux rémunérations qui sera inséré dans le rapport de gestion. <L 2002-12-24/31, art. 502, 042; En vigueur : 10-01-2003>

Ce rapport contient les informations figurant dans le rapport visé à l'article 96, § 3, du Code des sociétés. Pour les membres des organes de gestion, les informations visées à l'article 96, § 3, du même Code, tel qu'il s'applique aux sociétés dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé au sens de l'article 2, 3°, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, sont communiquées mutatis mutandis. <L 2010-04-06/21, art. 21, 077; En vigueur : 03-05-2010; voir aussi L 2010-04-06/21, art. 23>

Article 18

§ 1. Le conseil d'administration est composé de dix-huit membres au plus, y compris les membres du comité de direction, qui en sont membres de plein droit.

Le nombre des membres ordinaires du conseil d'administration est le double du nombre des membres du comité de direction.

§ 2. Au cas où l'entreprise publique n'a pas la forme de société anonyme de droit public, le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, détermine le nombre d'administrateurs et nomme les administrateurs ordinaires.

Si l'entreprise publique a la forme de société anonyme de droit public, le nombre des membres du conseil

§ 2. De raad van bestuur kan de in § 1 bedoelde bevoegdheden geheel of gedeeltelijk opdragen aan het directiecomité, met uitzondering van :

- 1° de goedkeuring van het beheerscontract, evenals van elke wijziging ervan;
- 2° het vaststellen van het ondernemingsplan en het algemeen beleid;
- 3° het toezicht op het directiecomité, inzonderheid wat de uitvoering van het beheerscontract betreft;
- 4° de andere bevoegdheden die door deze titel en, ingeval het overheidsbedrijf de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht heeft, door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen uitdrukkelijk aan de raad van bestuur worden toegewezen.

§ 3. Ingeval het overheidsbedrijf niet de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht heeft, zijn de artikelen 54, tweede lid, 60, eerste lid, 61, 62, 63bis en 67 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, van overeenkomstige toepassing op de raad van bestuur.

§ 4. De raad van bestuur richt in zijn schoot een bezoldigingscomité op, alsook elk ander comité dat hij nodig zal achten. Hij legt de samenstelling en de werkingswijze ervan vast in overeenstemming met deze wet.

Het bezoldigingscomité maakt een voorstel van beslissing, naargelang van het geval, over aan de raad van bestuur, aan de Koning of aan de algemene vergadering, voor elke beslissing betreffende geldelijke voordelen, rechtstreekse of onmiddellijke, onrechtstreekse of uitgestelde, rechtstreeks verbonden aan de functie of toegekend aan leden van beheersorganen. Hij stelt daarnaast jaarlijks een verslag op betreffende de bezoldigingen dat in het beheersverslag zal worden ingevoegd.) <W 2002-12-24/31, art. 502, 042; En vigueur : 10-01-2003>

Dit verslag bevat de informatie zoals opgenomen in het verslag bedoeld in artikel 96, § 3, van het Wetboek van Vennootschappen. Voor de leden van de beheersorganen dient de informatie bedoeld in artikel 96, § 3, van hetzelfde Wetboek, zoals van toepassing op vennootschappen waarvan de aandelen zijn toegelaten tot de verhandeling op een gereglementeerde markt in de zin van artikel 2, 3°, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, mutatis mutandis te worden geleverd. <W 2010-04-06/21, art. 21, 077; En vigueur : 03-05-2010; zie ook W 2010-04-06/21, art. 23>

Artikel 18

§ 1. De raad van bestuur telt ten hoogste achttien leden, met inbegrip van de leden van het directiecomité die er van rechtswege deel van uitmaken.

Het aantal gewone leden van de raad van bestuur bedraagt het dubbel van het aantal leden van het directiecomité.

§ 2. Ingeval het overheidsbedrijf niet de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht heeft, wordt het aantal leden van de raad van bestuur vastgesteld en worden de gewone leden benoemd door de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit.

Ingeval het overheidsbedrijf de vorm van naamloze

d'administration est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires. Le Roi nomme, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, un nombre de membres ordinaires proportionnel aux droits de vote attachés aux actions détenues par les autorités publiques <L 2015-12-16/30, art. 2, 093; En vigueur : 12-01-2016>. Les autres membres ordinaires sont ensuite nommés par les autres actionnaires.

(alinéa 3 abrogé) <AR 2004-10-18/32, art. 27, 050 ; En vigueur : 01-01-2005>

Les membres ordinaires du conseil d'administration nommés par le Roi ne peuvent être révoqués que par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, sur avis conforme motivé du conseil d'administration, approuvé à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

§2bis. Un tiers au moins des membres du conseil d'administration désignés par l'Etat belge ou par une société contrôlée par l'Etat belge sont de sexe différent de celui des autres membres. Pour l'application de la présente disposition, le nombre minimum requis de ces membres de sexe différent est arrondi au nombre entier le plus proche. Si le nombre d'administrateurs de sexe différent n'atteint pas le minimum fixé par la présente disposition, le prochain administrateur nommé est de ce sexe, faute de quoi, sa nomination est nulle. Il en va de même si une nomination a pour effet de faire baisser le nombre de ces administrateurs de sexe différent sous ce nombre minimum requis.

§ 3. Les membres ordinaires du conseil d'administration sont nommés pour un terme renouvelable de six ans.

§ 4. En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement jusqu'à une nomination définitive conformément à l'article 18 ou 20.

§ 5. Le Roi nomme, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le président du conseil d'administration parmi les membres ordinaires.

En cas de partage des voix au sein du conseil d'administration, la voix du président est prépondérante.

Le président peut, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de l'entreprise publique. Il peut requérir des membres du comité de direction, des agents et des préposés de l'entreprise publique toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui lui paraissent nécessaires pour l'exécution de son mandat. Il peut se faire assister par un expert-comptable désigné par lui. La rémunération de l'expert-comptable incombe à l'entreprise publique.

Section III. - Le comité de direction.

Article 19

Le comité de direction est chargé de la gestion journalière et de la représentation en ce qui concerne cette gestion, de même que de l'exécution des décisions du conseil d'administration et de la négociation du contrat de

vennootschap van publiek recht heeft, wordt het aantal leden van de raad van bestuur vastgesteld door de algemene vergadering van de aandeelhouders. De Koning benoemt, bij in Ministerraad overlegd besluit, een aantal gewone leden in verhouding tot het aantal stemmen dat verbonden is aan de aandelen in het bezit van de overheid <W 2015-12-16/30, art. 2, 093; Inwerkingtreding : 12-01-2016>. De overige gewone leden worden daarna benoemd door de andere aandeelhouders.

(Derde lid opgeheven) <KB 2004-10-18/32, art. 27, 050 ; En vigueur : 01-01-2005>.

De gewone leden van de raad van bestuur, die werden benoemd door de Koning, kunnen slechts worden ontslagen, bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, op eensluidend gemotiveerd advies van de raad van bestuur, goedgekeurd bij twee derde van de uitgebrachte stemmen.

§ 2bis. Ten minste één derde van de leden van de raad van bestuur die worden aangewezen door de Belgische Staat of door een door de Belgische Staat gecontroleerde vennootschap is van een ander geslacht dan dat van de overige leden. Voor de toepassing van deze bepaling wordt het vereiste minimumaantal van die leden van een ander geslacht afgerond naar het dichtstbijzijnde gehele getal. Indien het aantal bestuurders van een ander geslacht kleiner is dan het bij deze bepaling vastgestelde minimum, is de eerstvolgende bestuurder die wordt benoemd van dat geslacht. Zo niet, is zijn benoeming nietig. Hetzelfde geldt indien een benoeming ertoe leidt dat het aantal van die bestuurders van een ander geslacht daalt tot onder dit vereiste minimumaantal

§ 3. De gewone leden van de raad van bestuur worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van zes jaar.

§ 4. Wanneer een plaats van bestuurder openvalt, hebben de overblijvende bestuurders het recht om voorlopig in de vacature te voorzien tot op het ogenblik dat een definitieve benoeming gebeurt overeenkomstig artikel 18 of artikel 20.

§ 5. De Koning benoemt, bij in Ministerraad overlegd besluit, de voorzitter van de raad van bestuur onder de gewone leden.

Bij staking van de stemmen in de raad van bestuur is de stem van de voorzitter beslissend.

De voorzitter kan te allen tijde ter plaatse inzage nemen van de boeken, brieven, notulen en, in het algemeen, van alle documenten en geschriften van het overheidsbedrijf. Hij kan van de leden van het directiecomité, van de gemachtigden en de personeelsleden van het organisme alle ophelderingen en inlichtingen vorderen en alle verificaties verrichten die hij nodig acht voor de uitvoering van zijn mandaat. Hij kan zich laten bijstaan door een door hem aangeduide accountant. De vergoeding van de accountant is ten laste van het overheidsbedrijf.

Afdeling III. - Het directiecomité.

Artikel 19

Het dagelijks bestuur en de vertegenwoordiging wat dat bestuur aangaat, alsmede de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur en de onderhandeling van het beheerscontract worden opgedragen aan het

gestion.

Les membres du comité de direction forment un collège. Ils peuvent se répartir les tâches.

A l'exception de celles visées aux articles 4, § 2, et 11, § 2, le comité de direction peut déléguer certaines de ces compétences à un ou plusieurs de ses membres ou à des membres du personnel. Il peut en autoriser la subdélégation.

Au cas où l'entreprise publique n'a pas la forme de société anonyme de droit public, les articles 60, premier alinéa, 61, 62, 63, troisième alinéa, 63bis et 67 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, sont applicables par analogie.

Article 20

§ 1. Le comité de direction est composé de l'administrateur délégué et des administrateurs-directeurs. Le comité de direction est présidé par l'administrateur délégué.

§ 2. Le Roi nomme l'administrateur délégué par arrêté délibéré en Conseil des Ministres pour un terme renouvelable de six ans. L'administrateur délégué appartient à un rôle linguistique différent de celui du président du conseil d'administration. Il ne peut être révoqué que par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, sur avis conforme motivé de deux tiers des membres ordinaires du conseil d'administration.

§ 3. Les membres ordinaires du conseil d'administration nomment, sur la proposition de l'administrateur délégué, les autres membres du comité de direction pour un terme renouvelable de six ans, afin de compléter le conseil d'administration. Ces membres du comité de direction portent le titre d'administrateur-directeur. Leur nomination est soumise à l'approbation du ministre dont relève l'entreprise publique.

Un membre ordinaire du conseil d'administration ne peut être membre du comité de direction en même temps.

Les administrateurs-directeurs ne peuvent être révoqués que par décision de deux tiers des membres ordinaires du conseil d'administration. La révocation est soumise à l'approbation du ministre dont relève l'entreprise publique.

§ 4. L'administrateur délégué et les administrateurs-directeurs remplissent au sein de l'entreprise ou pour la représentation de celle-ci, des fonctions de plein exercice.

Section IV. - Du mandat d'administrateur.

Article 21

§ 1. Les droits, y compris la rémunération, et obligations mutuels de l'administrateur délégué et des administrateurs-directeurs, d'une part, et de l'entreprise publique, d'autre part, sont réglés dans une convention particulière entre les parties concernées. Lors de la négociation de cette convention, l'entreprise publique est représentée par les membres ordinaires du conseil d'administration.

L'administrateur délégué ou l'administrateur-directeur qui, au moment de sa nomination, se trouve dans un lien statutaire avec l'Etat ou toute autre personne de droit public relevant de l'Etat est mis de plein droit en congé

directiecomité.

De leden van het directiecomité vormen een college. Zij kunnen hun taken onder elkaar verdelen.

Het directiecomité kan zekere van zijn bevoegdheden, doch met uitzondering van de bevoegdheden bedoeld in de artikelen 4, § 2, en 11, § 2, opdragen aan één of meer van zijn leden of aan leden van het personeel. Het kan subdelegaties toestaan.

Ingeval het overheidsbedrijf niet de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht heeft, zijn de artikelen 60, eerste lid, 61, 62, 63, derde lid, 63bis en 67 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, van overeenkomstige toepassing.

Artikel 20

§ 1. De gedelegeerd-bestuurder en de bestuurders-directeurs vormen het directiecomité. Het directiecomité wordt voorgezeten door de gedelegeerdbestuurder.

§ 2. De Koning benoemt de gedelegeerd-bestuurder bij in Ministerraad overlegd besluit voor een hernieuwbare termijn van zes jaar. De gedelegeerd-bestuurder behoort tot een andere taalrol dan deze waartoe de voorzitter van de raad van bestuur behoort. Hij kan slechts worden ontslagen, bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, op eensluidend gemotiveerd advies van twee derde van de gewone leden van de raad van bestuur.

§ 3. De gewone leden van de raad van bestuur benoemen op de voordracht van de gedelegeerd-bestuurder de overige leden van het directiecomité, voor een hernieuwbare termijn van zes jaar, teneinde de raad van bestuur voltallig samen te stellen. Deze leden van het directiecomité voeren de titel van bestuurder-directeur. Hun benoeming wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.

Een gewoon lid van de raad van bestuur kan niet terzelfder tijd lid van het directiecomité zijn.

De bestuurders-directeurs kunnen slechts worden ontslagen bij besluit van twee derde van de gewone leden van de raad van bestuur. Het ontslag wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.

§ 4. De gedelegeerd-bestuurder en de bestuurders-directeurs oefenen in of ter vertegenwoordiging van het overheidsbedrijf een voltijdse functie uit.

Afdeling IV. - Het mandaat van bestuurder.

Artikel 21

§ 1. De wederzijdse rechten, met inbegrip van de bezoldiging, en plichten van de gedelegeerd-bestuurder en de bestuurders-directeurs, enerzijds, en het overheidsbedrijf, anderzijds, worden geregeld in een bijzondere overeenkomst tussen bedoelde partijen. Bij de onderhandeling over de overeenkomst wordt het overheidsbedrijf vertegenwoordigd door de gewone leden van de raad van bestuur.

De gedelegeerd-bestuurder of een bestuurder-directeur die zich, op het ogenblik van zijn benoeming, in een statutaire band bevindt met de Staat of met enig ander rechtspersoon van publiek recht die onder de Staat

pour mission selon les dispositions du statut en question pour toute la durée de son mandat. Toutefois, durant cette période, il garde ses titres à la promotion et à l'avancement de traitement.

Lorsque l'administrateur délégué ou un administrateur-directeur au moment de sa nomination se trouve dans un lien contractuel avec l'Etat ou avec toute autre personne de droit public relevant de l'Etat, le contrat concerné est suspendu de plein droit pour toute la durée de son mandat. Toutefois, durant cette période, il garde ses titres à l'avancement de traitement.

Les articles 520bis et 520ter du Code des sociétés s'appliquent mutatis mutandis à l'administrateur délégué, aux administrateurs-directeurs et aux membres du comité de direction.

Si une convention mentionnée à l'alinéa 1er prévoit une indemnité de départ qui dépasse les 12 mois de rémunération, ou, sur l'avis motivé du comité de rémunération, dépasse les 18 mois de rémunération, cette clause en matière d'indemnité de départ doit recueillir l'approbation préalable de la première assemblée générale ordinaire qui suit. Toute disposition contraire est nulle de plein droit.

L'alinéa précédent s'applique également à la convention conclue avec les membres du comité de direction.

La demande de convenir d'une indemnité de départ plus élevée comme stipulée dans l'alinéa 5, doit être communiquée à la commission paritaire ou, à défaut, aux représentants des travailleurs au comité pour la prévention et la protection au travail ou, à défaut, à la délégation syndicale. A la demande d'une des parties à la commission paritaire, de la délégation syndicale ou des représentants des travailleurs au comité pour la prévention et la protection au travail, celui-ci donne un avis à l'assemblée générale.

Dans ce cas, la demande doit être communiquée trente jours avant le jour de la publication de la convocation de la première assemblée générale ordinaire qui suit et la demande d'avis doit être formulée au moins vingt jours avant la même date. L'avis est donné et publié sur le site Internet de l'entreprise publique au plus tard le jour de publication de la convocation.

Les données à caractère personnel ainsi transmises, selon le cas, à la commission paritaire, à la délégation syndicale ou aux représentants des travailleurs au comité pour la prévention et la protection au travail ne peuvent être divulguées par ceux-ci, sauf aux fins de l'avis à l'assemblée générale visé à l'alinéa précédent.

Les alinéas 4 à 9 ne sont pas d'application aux entreprises publiques autonomes dont les actions sont admises à la négociation sur un marché visé à l'article 2, 3°, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers.

<L 2010-04-06/21, art. 22, 077; En vigueur : 03-05-2010; voir aussi L 2010-04-06/21, art. 23> <L 2011-11-14/05, art. 2, 082; En vigueur : 10-12-2011>

ressorteert, wordt van rechtswege ter beschikking gesteld overeenkomstig de modaliteiten van het betrokken statuut voor de gehele duur van zijn mandaat. Gedurende deze periode behoudt hij evenwel zijn rechten op bevordering en weddeverhoging.

Indien de gedelegeerd-bestuurder of een bestuurder-directeur zich op het ogenblik van zijn benoeming in een contractuele band bevindt met de Staat of met enig ander rechtspersoon van publiek recht die onder de Staat ressorteert, wordt de betrokken overeenkomst van rechtswege geschorst voor de gehele duur van zijn mandaat. Gedurende deze periode behoudt hij evenwel zijn rechten op weddeverhoging.

De artikelen 520bis en 520ter van het Wetboek van Vennootschappen zijn mutatis mutandis van toepassing op de gedelegeerd bestuurder, de bestuurders-directeurs en de leden van het directiecomité.

Indien in een overeenkomst bedoeld in het eerste lid een vertrekvergoeding wordt opgenomen die hoger is dan 12 maanden loon of, op gemotiveerd advies van het bezoldigingscomité, hoger is dan 18 maanden loon, wordt die bepaling omtrent de vertrekvergoeding voorafgaand goedgekeurd door de eerstvolgende gewone algemene vergadering. Elk hiermee strijdig beding is van rechtswege nietig.

Het voorgaande lid geldt ook voor de overeenkomst die wordt gesloten met de leden van het directiecomité.

Het verzoek om een hogere vertrekvergoeding toe te kennen zoals bepaald in het vijfde lid moet worden medegedeeld aan het paritair comité, of, zo er geen is, aan de werknemersafgevaardigden in het comité voor preventie en bescherming op het werk, of, zo er geen is, aan de syndicale afvaardiging. Op vraag van een van de partijen in het paritair comité, de syndicale afvaardiging of de werknemersafgevaardigden in het comité voor preventie en bescherming op het werk brengt deze een advies uit aan de algemene vergadering.

In dit geval, moet het verzoek dertig dagen voor de datum van de publicatie van de oproeping tot de eerstvolgende gewone algemene vergadering worden meegedeeld en de vraag om een advies worden ingediend ten minste twintig dagen voor dezelfde datum. Het advies wordt uiterlijk op de dag van de publicatie van de oproeping gegeven en op de website van het overheidsbedrijf gepubliceerd.

De persoonsgegevens die aldus, naargelang het geval, aan het paritair comité, aan de syndicale afvaardiging of aan de werknemersafgevaardigden in het comité voor preventie en bescherming op het werk worden overgelegd, mogen door laatstgenoemden enkel worden bekendgemaakt voor doeleinden van het in vorig lid bedoeld advies aan de algemene vergadering.

Het vierde tot negende lid zijn niet van toepassing op de autonome overheidsbedrijven waarvan de aandelen zijn toegelaten op de verhandeling op een in artikel 2, 3°, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten bedoelde markt.

<W 2010-04-06/21, art. 22, 077; En vigueur : 03-05-2010; zie ook W 2010-04-06/21, art. 23> <W 2011-11-14/05, art. 2, 082; En vigueur : 10-12-2011>

§ 2. Le Roi ou, si l'entreprise publique a la forme de société anonyme de droit public, l'assemblée générale, détermine

§ 2. De Koning of, indien het overheidsbedrijf de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht heeft, de

la rémunération des membres du conseil d'administration en vertu de leur mandat d'administrateur.

§ 3. Les rémunérations visées aux §§ 1er et 2 sont à charge de l'entreprise publique. Si les rémunérations concernées comportent un élément variable, l'assiette ne peut comprendre des éléments ayant le caractère de charge d'exploitation.

§ 4. Pour l'application du présent article, le comité d'entreprise stratégique auprès d'Infrabel et de la SNCB remplit la fonction de la commission paritaire. <AR 2013-12-11/02, art. 8, 085; En vigueur : 01-01-2014>

Article 22

§ 1^{er} Sans préjudice des autres limitations prévues par ou en vertu d'une loi ou dans le statut organique de l'entreprise publique autonome, le mandat d'administrateur est incompatible avec le mandat ou les fonctions de :

- 1° membre du Parlement européen;
- 2° membre des Chambres législatives;
- 3° ministre ou secrétaire d'Etat;
- 4° membre du Parlement ou du Gouvernement d'une Communauté ou d'une Région;

<L 2006-03-27/35, art. 21, 062; En vigueur : 21-04-2006>

5° gouverneur d'une province ou membre de la députation permanente d'un conseil provincial;

6° membre du personnel de l'entreprise publique concernée pour ce qui concerne les membres ordinaires du conseil d'administration; (...). <AR 2004-10-18/32, art. 27, 050 ; En vigueur : 01-01-2005>

En outre, le mandat d'administrateur-directeur est incompatible avec le mandat de bourgmestre, échevin ou président du centre public d'aide sociale, d'une commune de plus de 30.000 habitants.

§ 2. Lorsqu'un administrateur contrevient aux dispositions du § 1^{er}, il est tenu de se démettre des mandats ou fonctions en question dans un délai de trois mois. S'il ne le fait pas, il est réputé, à l'expiration de ce délai, s'être démis de plein droit de son mandat auprès de l'entreprise publique, sans que cela ne porte préjudice à la validité juridique des actes qu'il a accomplis ou des délibérations auxquelles il a pris part pendant la période concernée.

§ 3. (...). <L 2000-08-12/62, art. 234, 031; En vigueur : 01-02-2000>

CHAPITRE V. - Tutelle administrative et contrôle.

Section I. - Tutelle administrative.

Article 23

§ 1. L'entreprise publique autonome est soumise au pouvoir de contrôle du ministre dont elle relève. Ce contrôle est exercé à l'intervention d'un commissaire du Gouvernement, nommé et révoqué par le Roi sur la proposition du ministre concerné.

Le ministre dont relève l'entreprise publique désigne un suppléant pour le cas d'empêchement éventuel du commissaire du Gouvernement.

Le Roi règle l'exercice des missions des commissaires du Gouvernement (et leur rémunération. Cette rémunération est à charge de l'entreprise publique concernée.) <L 1994-12-31, art. 1, 009; En vigueur : 22-12-1994>

algemene vergadering, stelt de bezoldiging vast die de leden van de raad van bestuur genieten uit hoofde van hun mandaat als bestuurder.

§ 3. De in §§ 1 en 2 bedoelde bezoldigingen zijn ten laste van het overheidsbedrijf. Indien de betrokken bezoldigingen een variabel bestanddeel hebben dan kunnen in de berekeningsbasis geen elementen voorkomen die als bedrijfskosten worden aangemerkt.

§ 4. Voor de toepassing van dit artikel vervult het strategisch bedrijfscomité bij Infrabel en NMBS de taak van het paritair comité. <KB 2013-12-11/02, art. 8, 085; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

Artikel 22

§ 1. Onverminderd andere beperkingen bepaald bij of krachtens wet of door het organiek statuut van het autonoom overheidsbedrijf, is het mandaat van bestuurder onverenigbaar met het mandaat of de functie van :

- 1° lid van het Europees Parlement;
- 2° lid van de Wetgevende Kamers;
- 3° minister of staatssecretaris;
- 4° lid van het Parlement of de regering van een Gemeenschap of Gewest;

<W 2006-03-27/35, art. 21, 062; En vigueur : 21-04-2006>

5° gouverneur van een provincie of lid van de bestendige deputatie van een provincieraad;

6° lid van het personeel van het betrokken overheidsbedrijf wat de gewone leden van de raad van bestuur betreft; (...). <KB 2004-10-18/32, art. 27, 050 ; En vigueur : 01-01-2005>

Het mandaat van bestuurder-directeur is bovendien onverenigbaar met het mandaat van burgemeester, schepen of voorzitter van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente met meer dan 30.000 inwoners.

§ 2. Wanneer een bestuurder zich in overtreding bevindt met de bepalingen van § 1, moet hij binnen een termijn van drie maanden de betrokken mandaten of functies neerleggen. Indien hij nalaat dit te doen wordt hij na afloop van deze termijn van rechtswege geacht zijn mandaat in het overheidsbedrijf te hebben neergelegd, zonder dat dit afbreuk doet aan de rechtsgeldigheid van de handelingen die hij inmiddels heeft gesteld, of van de beraadslagingen waaraan hij inmiddels heeft deelgenomen.

§ 3. (...). <W 2000-08-12/62, art. 234, 031; En vigueur : 01-02-2000>

HOOFDSTUK V. - Administratief toezicht en controle

Afdeling I. - Administratief toezicht.

Artikel 23

§ 1. Het autonoom overheidsbedrijf staat onder de controlebevoegdheid van de minister onder wie het ressorteert. Deze controle wordt uitgeoefend door bemiddeling van een Regeringscommissaris benoemd en ontslagen door de Koning, op de voordracht van de betrokken minister.

De minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert duidt een plaatsvervanger aan voor het geval de Regeringscommissaris verhinderd zou zijn.

De Koning regelt de uitoefening van de opdrachten van de Regeringscommissarissen (en hun bezoldiging. Deze bezoldiging is ten laste van het betrokken

§ 2. Le commissaire du Gouvernement veille au respect de la loi, du statut organique de l'entreprise publique et du contrat de gestion. Il s'assure de ce que la politique de l'entreprise publique, en particulier, celle menée en exécution de l'article 13, ne porte pas préjudice à la mise en œuvre des tâches de service public.

Le commissaire du Gouvernement fait rapport au ministre dont relève l'entreprise publique. Il fait rapport au Ministre du Budget sur toutes les décisions du conseil d'administration ou du comité de direction qui ont une incidence sur le budget général des dépenses de l'Etat.

§ 3. Le commissaire du Gouvernement est invité à toutes les réunions du conseil d'administration et du comité de direction et y a voix consultative. Il peut, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de l'entreprise publique. Il peut requérir des administrateurs, des agents et des préposés de l'entreprise publique toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui lui paraissent nécessaires à l'exécution de son mandat.

L'entreprise publique met à la disposition du commissaire du Gouvernement les ressources humaines et matérielles nécessaires à l'exécution de son mandat.

§ 4. Le commissaire du Gouvernement peut, dans un délai de quatre jours francs, introduire un recours auprès du ministre dont relève l'entreprise publique contre toute décision qu'il estime contraire à la loi, au statut organique ou au contrat de gestion.

Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que le commissaire du Gouvernement y ait été régulièrement convoqué et, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a reçu connaissance. Le recours est suspensif.

En cas d'incidence sur le budget général des dépenses de l'Etat, le ministre dont relève l'entreprise publique demande l'accord du Ministre du Budget.

Si, dans un délai de huit jours francs commençant le même jour que le délai visé à l'alinéa premier, le ministre dont relève l'entreprise publique n'a pas prononcé l'annulation, la décision devient définitive, sans préjudice des dispositions du dernier alinéa. Le ministre concerné notifie l'annulation à l'organe de gestion.

Si le Ministre du Budget et le ministre dont relève l'entreprise publique ne trouvent pas d'accord dans le délai de huit jours visé à l'alinéa précédent, il est statué dans un délai de trente jours francs commençant le même jour que le délai visé à l'alinéa premier, selon la procédure fixée par le Roi.

§ 5. Chaque année, le conseil d'administration fait rapport au ministre dont relève l'entreprise publique de l'accomplissement par l'entreprise publique de ses tâches

overheidsbedrijf.) <W 1994-12-12/31, art. 1, 009; En vigueur : 22-12-1994>

§ 2. De Regeringscommissaris waakt over de naleving van de wet, het organiek statuut van het overheidsbedrijf en het beheerscontract. Hij ziet er inzonderheid op toe dat het door het overheidsbedrijf gevoerde beleid, inzonderheid wat het beleid bij toepassing van artikel 13 betreft, de uitvoering van de taken van openbare dienst niet in het gedrang brengt.

De Regeringscommissaris brengt verslag uit bij de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert. Hij brengt verslag uit bij de Minister van Begroting aangaande alle beslissingen van de raad van bestuur of het directiecomité die een weerslag hebben op de algemene uitgavenbegroting van het Rijk.

§ 3. De Regeringscommissaris wordt uitgenodigd op alle vergaderingen van de raad van bestuur en van het directiecomité en heeft er een raadgevende stem. Hij kan te allen tijde ter plaatse inzage nemen van de boeken, brieven, notulen en, in het algemeen, van alle documenten en geschriften van het overheidsbedrijf. Hij kan van de leden van de raad van bestuur, van de gemachtigden en de personeelsleden van het overheidsbedrijf alle ophelderingen en inlichtingen vorderen en alle verificaties verrichten die hij nodig acht voor de uitvoering van zijn mandaat.

Het overheidsbedrijf stelt de menselijke en materiële middelen ter beschikking van de Regeringscommissaris die nodig zijn voor de uitvoering van zijn mandaat.

§ 4. De Regeringscommissaris kan binnen een termijn van vier vrije dagen beroep aantekenen bij de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert tegen elke beslissing die hij strijdig acht met de wet, met het organieke statuut of met het beheerscontract.

Deze termijn gaat in de dag van de vergadering waarop de beslissing werd genomen, voor zover de Regeringscommissaris daarop regelmatig was uitgenodigd, en, in het tegenovergestelde geval, de dag waarop hij van de beslissing kennis heeft gekregen. Het beroep is opschortend.

In geval van weerslag op de algemene uitgavenbegroting van het Rijk vraagt de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert het akkoord van de Minister van Begroting.

Heeft de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert, binnen een termijn van acht vrije dagen, ingaand dezelfde dag als de in het eerste lid bedoelde termijn, de nietigverklaring niet uitgesproken, dan wordt de beslissing definitief, onverminderd de bepalingen van het laatste lid. De minister betekent de nietigverklaring aan het bestuursorgaan.

Indien de Minister van Begroting en de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert binnen de in het voorgaand lid bedoelde termijn van acht vrije dagen niet tot een akkoord komen, wordt over de aangelegenheid beslist binnen een termijn van dertig vrije dagen, ingaand dezelfde dag als de in het eerste lid bedoelde termijn, overeenkomstig de door de Koning vastgestelde procedure.

§ 5. Elk jaar brengt de raad van bestuur verslag uit bij de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert over de uitvoering door het overheidsbedrijf van zijn taken van

de service public.

§ 6. Chaque année, le ministre dont relève l'entreprise publique autonome fait rapport aux Chambres législatives de l'application du présent titre.

Article 24

Lorsque le respect de la loi, du statut organique ou du contrat de gestion le requiert, le ministre dont relève l'entreprise publique autonome ou le commissaire du Gouvernement peut requérir l'organe de gestion compétent de délibérer, dans le délai qu'il fixe, sur toute question qu'il détermine.

Section II. - Contrôle.

Article 25

§ 1. Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité, au regard de la loi et du statut organique, des opérations à constater dans les comptes annuels, est confié, dans chaque entreprise publique autonome, à un collège de commissaires qui compte quatre membres. Les membres du collège portent le titre de commissaire.

§ 2. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, préciser la mission, les moyens d'action et le statut des commissaires.

§ 3. Au cas où l'entreprise publique n'a pas la forme de société anonyme de droit public, deux membres du collège des commissaires sont nommés par la Cour des Comptes et deux membres sont nommés par le ministre dont relève l'entreprise publique.

Dans les entreprises publiques qui ont la forme de société anonyme de droit public, la Cour des Comptes nomme deux membres. Les autres membres sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

Les membres nommés par la Cour des Comptes sont nommés parmi les membres de la Cour des Comptes. Les autres membres sont nommés parmi les membres, personnes physiques ou morales, de l'Institut des réviseurs d'entreprises proposés conformément à l'article 15ter de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, inséré par la loi du 21 février 1985, la commission paritaire remplissant la fonction du conseil d'entreprise.

Pour l'application de l'alinéa qui précède, le comité d'entreprise stratégique auprès d'Infrabel et de la SNCB remplit la fonction du conseil d'entreprise. <AR 2013-12-11/02, art. 9, 085; En vigueur : 01-01-2014>

§ 4. Les commissaires sont nommés pour un terme renouvelable de maximum six ans. La durée du mandat doit, le cas échéant, être précisée dans les statuts de l'entreprise publique. Sous peine de dommages-intérêts, ils ne peuvent être révoqués en cours de mandat que pour juste motif. La durée du mandat doit, le cas échéant, être précisée dans les statuts de l'entreprise publique concernée. Un commissaire ne peut, sans motifs personnels graves, démissionner de ses fonctions qu'à l'occasion du dépôt de son rapport sur les comptes annuels et après avoir fait un rapport par écrit sur les raisons de sa démission au ministre dont relève l'entreprise publique et,

openbare dienst.

§ 6. Elk jaar brengt de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert verslag uit bij de Wetgevende Kamers betreffende de toepassing van deze titel.

Artikel 24

Wanneer de naleving van de wet, van het organiek statuut of van het beheerscontract het eist, kan de minister onder wie het autonoom overheidsbedrijf ressorteert of de Regeringscommissaris, het bevoegde bestuursorgaan verplichten om, binnen de door hem gestelde termijn, te beraadslagen over iedere door hem bepaalde aangelegenheid.

Afdeling II. - Controle

Artikel 25

§ 1. De controle op de financiële toestand, op de jaarrekening en op de regelmatigheid, vanuit het oogpunt van de wet en van het organiek statuut, van de verrichtingen weer te geven in de jaarrekening, wordt in elk autonoom overheidsbedrijf opgedragen aan een college van commissarissen dat vier leden telt. De leden van het college voeren de titel van commissaris.

§ 2. De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, nadere regelen vaststellen aangaande de opdracht, de actiemiddelen en het statuut van de commissarissen.

§ 3. Ingeval het overheidsbedrijf niet de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht heeft, worden twee leden van het college van commissarissen benoemd door het Rekenhof en worden twee leden benoemd door de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.

In de overheidsbedrijven die de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht hebben, benoemt het Rekenhof twee leden. De andere leden worden benoemd door de algemene vergadering van aandeelhouders. De leden benoemd door het Rekenhof worden benoemd onder de leden van het Rekenhof. De andere leden worden benoemd onder de leden, natuurlijke personen of rechtspersonen, van het Instituut der bedrijfsrevisoren voorgedragen overeenkomstig artikel 15ter van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, ingevoegd door de wet van 21 februari 1985, waarbij het paritair comité de taak van de ondernemingsraad vervult.

Voor de toepassing van het voorgaande lid vervult het strategisch bedrijfscomité bij Infrabel en NMBS de taak van de ondernemingsraad. <KB 2013-12-11/02, art. 9, 085; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

§ 4. De commissarissen worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van maximaal zes jaar. In voorkomend geval dient in de statuten van het desbetreffende overheidsbedrijf de duur van de benoemingstermijn te worden gespecificeerd. Op straf van schadevergoeding kunnen zij tijdens hun opdracht alleen om wettige redenen worden ontslagen. Behoudens gewichtige persoonlijke redenen mag een commissaris geen ontslag nemen tenzij ter gelegenheid van de neerlegging van zijn verslag bij de jaarrekening en nadat hij de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert en, in voorkomend geval, de algemene vergadering schriftelijk

- § 5. Le Roi ou, si l'entreprise publique a la forme de société anonyme de droit public, l'assemblée générale, détermine la rémunération des commissaires. Cette rémunération est à charge de l'entreprise publique concernée.
- § 6. Les articles 64, § 1er, quatrième alinéa, 64bis, 64ter, 64sexies, 64octies et 65 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, sont applicables au collège des commissaires par analogie dans les entreprises publiques qui n'ont pas la forme de société anonyme de droit public. Le rapport visé à l'article 65 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, est transmis au conseil d'administration et au ministre dont relève l'entreprise publique
- § 7. La Cour des Comptes exerce son contrôle exclusivement sur la base de l'article 27, § 3. Les comptes des entreprises publiques autonomes ne sont pas soumis à la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes.

CHAPITRE VI. - Plan d'entreprise.

Article 26

Le conseil d'administration de chaque entreprise publique autonome établit chaque année un plan d'entreprise fixant les objectifs et la stratégie à moyen terme de l'entreprise publique.

Les éléments du plan d'entreprise qui concernent l'exécution des tâches de service public sont communiqués pour information à la commission paritaire auprès de l'entreprise publique autonome. Ils sont soumis à l'approbation du ministre dont relève l'entreprise publique pour évaluation en regard des dispositions du contrat de gestion. Les autres éléments sont communiqués pour information au ministre concerné.

Pour l'application de l'alinéa qui précède, le comité d'entreprise stratégique auprès d'Infrabel et de la SNCB remplit la fonction de la commission paritaire. <AR 2013-12-11/02, art. 10, 085; En vigueur : 01-01-2014>

CHAPITRE VII. - Comptabilité et comptes annuels.

Article 27

- § 1. Les entreprises publiques autonomes sont soumises à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises. Elles établissent leur comptabilité par année civile. Elles établissent un système distinct de comptes pour les activités ayant trait à leurs tâches de service public, d'une part, et pour leurs autres activités, d'autre part.

L'annexe des comptes annuels contient un état récapitulatif des comptes relatifs aux tâches de service public et un commentaire à ce sujet. Le Roi peut arrêter des règles générales ou particulières relatives à la forme et au contenu de cet état récapitulatif et de ce commentaire.

- § 2. Chaque année, le conseil d'administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels et un rapport de

- § 5. De Koning of, indien het overheidsbedrijf de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht heeft, de algemene vergadering, stelt de bezoldiging vast van de commissarissen. Deze bezoldiging is ten laste van het overheidsbedrijf.
- § 6. In de overheidsbedrijven die niet de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht hebben, zijn de artikelen 64, § 1, vierde lid, 64bis, 64ter, 64sexies, 64octies en 65 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, van overeenkomstige toepassing op het college van commissarissen. Het in artikel 65 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, bedoelde verslag wordt overgezonden aan de raad van bestuur en aan de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.
- § 7. Het Rekenhof oefent zijn toezicht uit uitsluitend op grond van artikel 27, § 3. De rekenplichtigen van de autonome overheidsbedrijven zijn niet onderworpen aan de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof.

HOOFDSTUK VI. - Ondernemingsplan.

Artikel 26

De raad van bestuur van elk autonoom overheidsbedrijf stelt elk jaar een ondernemingsplan op dat de doelstellingen en de strategie op halfjarige termijn van het overheidsbedrijf vastlegt.

De onderdelen van het plan die de uitvoering van de taken van openbare dienst betreffen worden ter informatie medegedeeld aan het paritair comité bij het autonoom overheidsbedrijf. Zij worden voor toetsing aan de bepalingen van het beheerscontract ter goedkeuring voorgelegd aan de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert. De overige onderdelen worden ter informatie aan de betrokken minister medegedeeld.

Voor de toepassing van het voorgaande lid, vervult het strategisch bedrijfscomité bij Infrabel en NMBS de taak van het paritair comité. <KB 2013-12-11/02, art. 10, 085; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

HOOFDSTUK VII. - Boekhouding en jaarrekening.

Artikel 27

- § 1. De autonome overheidsbedrijven zijn onderworpen aan de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen. Zij voeren hun boekhouding per kalenderjaar. Zij voorzien in een afzonderlijk stelsel van rekeningen voor de activiteiten die verband houden met hun taken van openbare dienst, enerzijds, en hun andere activiteiten, anderzijds.

De bijlage bij de jaarrekening bevat een samenvattende staat van de rekeningen betreffende de taken van openbare dienst en een desbetreffend commentaar. De Koning kan algemene of bijzondere regelen bepalen inzake de vorm en inhoud van deze samenvattende staat en commentaar.

- § 2. Elk jaar maakt de raad van bestuur een inventaris op, alsmede de jaarrekening en een jaarverslag. Het jaarverslag

gestion. Le rapport de gestion contient les informations visées à l'article 77, quatrième alinéa, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Le rapport de gestion comprendra en outre des informations complètes sur la rémunération des membres des organes de gestion ainsi que sur les mandats et les rémunérations y afférent que ces membres et le personnel de l'entreprise exercent dans les sociétés, groupements et organismes dans lesquels l'entreprise détient des participations ou au fonctionnement desquels elle contribue, et où ces personnes ont été désignées sur sa proposition. <L 2002-12-24/31, art. 503, 042; En vigueur : 10-01-2003>

Sous réserve des règles particulières arrêtées en vertu de l'article 10, § 2, deuxième alinéa, de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, inséré par la loi du 1er juillet 1983, les comptes annuels, le rapport de gestion et le rapport du collège des réviseurs sont publiés de la manière déterminée à l'article 80 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. L'article 80bis des mêmes lois est applicable par analogie.

§ 3. Le conseil d'administration communique les comptes annuels accompagnés du rapport de gestion et du rapport du collège des commissaires au ministre dont relève l'entreprise publique et au Ministre du Budget, avant le 30 avril de l'année suivant l'exercice concerné.

Les comptes annuels des entreprises publiques qui n'ont pas la forme de société anonyme de droit public et l'affectation des résultats qui y est proposée, sont soumis à l'approbation du ministre dont relève l'entreprise publique.

Avant le 31 mai de l'année suivant l'exercice concerné, le ministre dont relève l'entreprise publique communique les documents visés au premier alinéa à la Cour des Comptes pour vérification.

La Cour des Comptes peut, à l'intervention de ses représentants au collège des commissaires, organiser un contrôle sur place des comptes et opérations ayant trait à l'exécution des tâches de service public. La Cour peut publier les comptes dans son Cahier d'observations.

Avant la même date, le ministre dont relève l'entreprise publique communique les documents visés au premier alinéa aux Chambres législatives.

§ 4. Par dérogation au § 3, alinéa 1er, pour ce qui concerne la SNCB et Infrabel, le conseil d'administration communique les comptes annuels accompagnés du rapport de gestion et du rapport du collège des commissaires au ministre dont relève l'entreprise publique et au Ministre du Budget, quatorze jours avant la tenue de l'assemblée générale. <AR 2013-12-11/03, art. 4, 086; En vigueur : 01-01-2014>

§ 5. Par dérogation au § 3, alinéa 3, pour ce qui concerne Infrabel et la SNCB, la date de communication à la Cour des comptes des documents visés au premier alinéa du § 3 est le 30 juin de l'année suivant l'exercice concerné. <L 2008-12-22/33, art. 74, 072; En vigueur : 08-01-2009> <AR 2013-12-11/03, art. 4, 086; En vigueur : 01-01-2014>

Article 28

Le statut organique de l'entreprise publique autonome règle l'affectation des bénéfices nets. Au cas où l'entreprise

bevat de informatie bepaald in artikel 77, vierde lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Het beheersverslag omvat verder volledige informatie over de bezoldiging van de leden van de beheersorganen alsook over de mandaten en de bijhorende bezoldigingen die deze leden en het personeel van het bedrijf uitoefenen binnen de vennootschappen, groepen en organismen binnen dewelke het bedrijf participaties bezit of waarvoor zij bijdraagt aan de werking, en waar deze personen op haar voorstel werden aangewezen. <W 2002-12-24/31, art. 503, 042; En vigueur : 10-01-2003>

Onder voorbehoud van bijzondere regelen vastgesteld krachtens artikel 10, § 2, tweede lid, van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, ingevoegd bij de wet van 1 juli 1983, worden de jaarrekening, het jaarverslag en het verslag van het college van revisoren bekendgemaakt op de wijze bepaald in artikel 80 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. Artikel 80bis van dezelfde wetten is van overeenkomstige toepassing.

§ 3. De raad van bestuur zendt, vóór 30 april van het jaar volgend op het betrokken boekjaar, de jaarrekening tezamen met het jaarverslag en het verslag van het college van commissarissen, over aan de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert, alsmede aan de Minister van Begroting.

In de overheidsbedrijven die niet de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht hebben, wordt de jaarrekening en de daarin voorgestelde resultaatverwerking onderworpen aan de goedkeuring van de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.

De minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert, zendt de in het eerste lid bedoelde stukken vóór 31 mei van het jaar volgend op het betrokken boekjaar ter nazicht over aan het Rekenhof.

Het Rekenhof kan door bemiddeling van haar vertegenwoordigers in het college van commissarissen een toezicht ter plaatse inrichten op de rekeningen en verrichtingen die betrekking hebben op de uitvoering van de taken van openbare dienst. Het Hof kan de rekeningen in zijn Opmerkingenboek bekendmaken.

Vóór dezelfde datum deelt de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert, de in het eerste lid bedoelde stukken mee aan de Wetgevende Kamers.

§ 4. In afwijking van § 3, eerste lid, voor wat de NMBS en Infrabel betreft, bezorgt de raad van bestuur de jaarrekening samen met het jaarverslag en het verslag van het college van commissarissen aan de Minister die bevoegd is voor het overheidsbedrijf en aan de Minister van Begroting, veertien dagen vóór de algemene vergadering. <KB 2013-12-11/03, art. 4, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

§ 5. In afwijking van § 3, derde lid, voor wat betreft Infrabel, de NMBS en de NMBS-Holding, is de datum van mededeling van de onder de eerste alinea van § 3 bedoelde documenten aan het Rekenhof 30 juni van het jaar volgend op het betrokken boekjaar. <W 2008-12-22/33, art. 74, 072; En vigueur : 08-01-2009>

Artikel 28

Het organiek statuut van het autonoom overheidsbedrijf regelt de bestemming van de nettowinst.

publique n'a pas la forme de société anonyme de droit public et le statut organique ne règle pas l'affectation des bénéfices, cette affectation est réglée dans le contrat de gestion.

Au cas où l'entreprise publique autonome n'a pas encore pris la forme d'une société anonyme de droit public, il est fait annuellement, sur les bénéfices nets, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint un montant déterminé dans le statut organique.

CHAPITRE VIII. - Personnel.

Section I. - Principes gouvernant le statut du personnel et le statut syndical.

Article 29

§ 1. Les membres du personnel d'une entreprise publique autonome sont recrutés et employés en vertu du cadre et du statut du personnel arrêtés par le conseil d'administration ou, le cas échéant, le Roi, conformément au présent titre.

Toutefois, une entreprise publique autonome peut recruter et employer du personnel en vertu d'un contrat de travail soumis à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, afin :

- 1° de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en œuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;
- 2° d'exécuter des tâches nécessitant une connaissance ou expérience de haute qualification;
- 3° de remplacer des membres du personnel statutaire ou contractuel pendant des périodes d'absence temporaire partielle ou totale;
- 4° d'accomplir des tâches auxiliaires ou spécifiques.

Les membres du personnel d'une entreprise publique autonome sont nommés ou engagés par ou en vertu d'une décision du conseil d'administration.

§ 2. Les relations entre une entreprise publique autonome et les organisations syndicales représentatives de son personnel sont réglées dans le statut syndical arrêté par le conseil d'administration ou, le cas échéant, le Roi, conformément au présent titre.

Article 29bis <Inséré par L 2006-12-27/30, art. 273; ED : 01-01-2007>

Les membres du personnel nommés des entreprises publiques autonomes qui répondent aux conditions visées au cinquième alinéa peuvent solliciter, à titre individuel ou dans le cadre d'un projet, la mobilité externe vers tout service public prévoyant cette possibilité.

Pendant une période, déterminée conformément à l'alinéa 6, les membres du personnel visés à l'alinéa 1er, conservent leur position administrative au sein de leur entreprise publique autonome.

Ils peuvent, après une période de stage ou d'essai, être nommés dans cet autre service public s'ils en conservent au moins leur ancienneté pécuniaire auprès de l'entreprise

Ingeval het overheidsbedrijf niet de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht heeft en het organiek statuut de winstbestemming niet regelt, wordt de winstbestemming geregeld in het beheerscontract.

In het geval een autonoom overheidsbedrijf nog niet de vorm van een naamloze vennootschap van publiek recht heeft aangenomen, wordt jaarlijks van de nettowinst een bedrag van ten minste één twintigste afgenomen voor de vorming van een reservefonds; de verplichting tot deze afnemering houdt op wanneer het reservefonds een in het organiek statuut bepaald bedrag bereikt.

HOOFDSTUK VIII. - Personeel.

Afdeling I. - Beginselen betreffende het statuut van het personeel en het syndicaal statuut.

Artikel 29

§ 1. De personeelsleden van een autonoom overheidsbedrijf worden aangeworven en tewerkgesteld krachtens het personeelskader en het personeelsstatuut die door de raad van bestuur of, in voorkomend geval, door de Koning, overeenkomstig deze titel worden vastgesteld.

Echter, een autonoom overheidsbedrijf kan personeelsleden aanwerven en tewerkstellen onder arbeidsovereenkomst onderworpen aan de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, met het oog op :

- 1° de tegemoetkoming aan buitengewone en tijdelijke personeelsbehoeften, ten gevolge van de uitvoering van in de tijd beperkte projecten of een buitengewone toename in het werk;
- 2° de uitvoering van taken die een kennis of ervaring op hoog niveau vereisen;
- 3° de vervanging van statutaire of contractuele personeelsleden gedurende perioden van tijdelijke, gehele of gedeeltelijke afwezigheid;
- 4° de uitvoering van bijkomstige of specifieke opdrachten.

De personeelsleden van een autonoom overheidsbedrijf worden benoemd of in dienst genomen bij of krachtens beslissing van de raad van bestuur.

§ 2. De betrekkingen tussen een autonoom overheidsbedrijf en de representatieve vakorganisaties van zijn personeel worden geregeld in het syndicaal statuut dat door de raad van bestuur of, in voorkomend geval, door de Koning, overeenkomstig deze titel wordt vastgesteld.

Artikel 29 bis <Ingevoegd bij W 2006-12-27/30, art. 273; En vigueur : 01-01-2007>

De vastbenoemde personeelsleden van de autonome overheidsbedrijven die aan de voorwaarden van het vijfde lid voldoen, kunnen individueel of in het kader van een project zich kandidaat stellen voor externe mobiliteit naar elke openbare overheid die in deze mogelijkheid voorziet.

Gedurende een periode, bepaald overeenkomstig het zesde lid, behouden de in het eerste lid bedoelde personeelsleden hun administratieve stand binnen hun autonoom overheidsbedrijf.

Zij kunnen na een stage- of proefperiode bij deze openbare overheid benoemd worden indien zij minstens hun geldelijke anciënniteit bij het autonoom

publique autonome et s'ils sont nommés dans le niveau conformément à leur diplôme ou, s'ils ne disposent pas du diplôme requis, dans le niveau comparable à leur niveau auprès de l'entreprise publique autonome.

Le service public dans le sens de l'alinéa 1er du présent article est tout service public dépendant du pouvoir fédéral, des régions et des communautés ainsi que les institutions qui en dépendent, les provinces et les communes, les agglomérations, les fédérations et associations de communes, les zones de police. Les entreprises publiques autonomes sont, dans le cadre du présent article, également considérées comme " services publics ".

Les conditions auxquelles doivent répondre ces membres du personnel pour demander la mobilité externe ainsi que les modalités sont définies par l'entreprise publique autonome dont provient le membre du personnel, conformément à l'article 34, § 2, A, 4°, et l'article 35 de la présente loi.

Lorsque le service public visé au quatrième alinéa n'est pas régi par des dispositions permettant l'entrée en fonction et la nomination définitive des membres du personnel visés à l'alinéa 1er, il conclut un protocole d'accord avec l'entreprise publique autonome concernée comprenant au moins :

- 1° les conditions de sélections;
- 2° la fixation des niveaux et des tableaux barémiques dans lesquels le personnel affecté sera versé et qui sont d'application au sein du service public recevant;
- 3° la durée du stage ou période d'essai;
- 4° le règlement en matière de transfert de jours de congé et de maladie.

En outre, chaque entreprise publique autonome conclut un protocole d'accord avec le service public, visé au quatrième alinéa, concernant :

- 1° les règles concernant les modalités de répartition du coût salarial selon le niveau;
- 2° une référence à la réglementation en vigueur relative à la fixation des cotisations de pension pour le membre du personnel auprès d'un service public recevant dans le cadre de la mobilité externe.

Le protocole visé à l'alinéa 7 peut être conclu par l'autorité compétente pour plusieurs services publics.

Le service public recevant peut éventuellement déterminer un projet précis ainsi que le nombre de membres du personnel pouvant être affectés dans le cadre de cette mobilité.

Section II. - La commission paritaire.

Article 30

§ 1. Il est constitué dans chaque entreprise publique autonome une commission paritaire.

§ 2. La commission paritaire est compétente en ce qui concerne :

- 1° la concertation et l'information générale du personnel, en ce compris, pour les matières visées à l'article 34, § 2, les réglementations que la commission paritaire n'aurait pas désignées, à la majorité des deux

overheidsbedrijf behouden en ze benoemd worden in het niveau overeenkomstig hun diploma of indien ze het vereiste diploma niet bezitten, het niveau vergelijkbaar aan hun niveau bij het autonoom overheidsbedrijf.

Elke openbare overheid in de zin van het eerste lid van dit artikel is elke openbare dienst die afhangt van de federale overheid, van de gewesten en de gemeenschappen alsook de instellingen die ervan afhangen, de provincies en de gemeenten, de agglomeraties, federaties en verenigingen van gemeenten, de politiezones. In het kader van huidig artikel worden de autonome overheidsbedrijven eveneens als " openbare overheid " beschouwd.

De voorwaarden waaraan deze personeelsleden dienen te voldoen om de externe mobiliteit aan te vragen en de nadere regels worden bepaald door het autonoom overheidsbedrijf waarvan het personeelslid afkomstig is, overeenkomstig artikel 34, § 2, A, 4°, en artikel 35 van deze wet.

Wanneer voor de in het vierde lid bedoelde openbare overheid geen bepalingen gelden die de indiensttreding en de definitieve benoeming van de in het eerste lid bedoelde personeelsleden mogelijk maken, sluit hij een protocolakkoord met het betrokken autonoom overheidsbedrijf dat minstens volgende punten omvat :

- 1° de selectievoorwaarden;
- 2° de bepaling van de niveaus en de weddetabellen waarin het ingezet personeel terechtkomt en die van toepassing zijn bij de ontvangende openbare overheid;
- 3° de duurtijd van de stage of proefperiode;
- 4° de regeling inzake de overdracht van vakantie- en ziekteverlofdagen.

Bovendien sluit elk autonoom overheidsbedrijf, met de openbare overheid, bedoeld in het vierde lid, een protocolakkoord betreffende :

- 1° de regels betreffende de wijze van verdeling van de loonkosten naargelang van het niveau;
- 2° een verwijzing naar de toepasselijke regelgeving betreffende de bepaling van de pensioenbijdragen voor personeel bij een ontvangende openbare overheid in het kader van de externe mobiliteit.

Het protocol, bedoeld in het zevende lid, kan gesloten worden door de bevoegde overheid voor meerdere openbare overheidsdiensten.

De ontvangende openbare overheidsdienst kan eventueel een welomschreven project bepalen evenals het aantal personeelsleden dat in het kader van deze mobiliteit kan aangesteld worden.

Afdeling II. - Het paritair comité.

Artikel 30

§ 1. In elk autonoom overheidsbedrijf wordt een paritair comité opgericht.

§ 2. Het paritair comité is bevoegd inzake :

- 1° het overleg met en de algemene informatie van het personeel, met inbegrip van, wat de aangelegenheden bedoeld in artikel 34, § 2, betreft de regelen die het paritair comité niet, bij meerderheid van twee derde van de uitgebrachte stemmen, heeft aangeduid, als

tiers des voix exprimées, comme réglementations de base;

2° la négociation avec les organisations syndicales représentatives au sujet de la fixation du statut du personnel et du statut syndical, conformément à l'article 33 ou 35;

3° les matières concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail, conformément à l'article 36, § 2;

4° l'examen de l'information économique et financière concernant l'entreprise publique et ses entreprises liées, visée à l'article 15, premier alinéa, littera b, et deuxième alinéa, de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, modifié par la loi du 17 février 1971, telle que précisée et complétée dans les conventions collectives conclues au sein du Conseil national du travail;

4°bis la formulation d'un avis concernant l'état triennal du chef d'entreprise sur les déplacements de ses travailleurs entre leur domicile et leur lieu du travail, vise à l'article 15, l), de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, inséré par la loi-programme du 8 avril 2003; <L 2003-04-08/33, art. 166, 045; ED : 01-07-2004>

5° la concertation avec les organisations syndicales représentatives au sujet de la conclusion du contrat de gestion, conformément à l'article 4, § 2;

6° l'établissement et la modification du règlement de travail, conformément à l'article 11 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail, la commission paritaire exerçant les tâches du conseil d'entreprise.

§ 3. Le Roi fixe le nombre des membres de la commission paritaire, sans qu'il puisse dépasser dix-huit, le président non compris.

La commission paritaire est présidée par le président du conseil d'administration; le président dispose d'une voix consultative.

§ 4. La moitié des membres de la commission paritaire est nommée par le conseil d'administration. L'autre moitié est nommée par le conseil d'administration sur avis conforme des organisations syndicales représentatives. Il est nommé un suppléant pour chaque membre de la commission paritaire.

Chaque organisation syndicale représentative propose un nombre de membres proportionnel au nombre de ses affiliés cotisants parmi le nombre total des membres du personnel de l'entreprise publique affiliés à une organisation syndicale représentative.

§ 5. Est considérée comme représentative pour siéger dans la commission paritaire d'une entreprise publique :

1° toute organisation syndicale visée à l'article 8, § 1er, 1°, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, tel que modifié par l'article 51, § 3, de la présente loi;

2° sans préjudice du 1°, l'organisation syndicale qui, à la fois :

a) défend les intérêts de toutes les catégories du personnel;

grondregel;

2° de de onderhandeling met de representatieve vakorganisaties wat de vaststelling van het personeelsstatuut en het syndicaal statuut betreft, overeenkomstig artikel 33 of 35;

3° de aangelegenheden betreffende de gezondheid en de veiligheid van de werknemers alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen, overeenkomstig artikel 36, § 2;

4° het onderzoek van de economische en financiële informatie bedoeld in artikel 15, eerste lid, littera b, en tweede lid, van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, gewijzigd door de wet van 17 februari 1971, met betrekking tot het overheidsbedrijf en zijn verbonden ondernemingen, zoals gepreciseerd en aangevuld door de collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in het kader van de Nationale Arbeidsraad;

4°bis het formuleren van een advies omtrent het driejaarlijks verslag van de bedrijfsleider betreffende de woon-werkverplaatsingen van zijn werknemers, bedoeld in artikel 15, l), van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, ingevoegd bij de programmawet van 8 april 2003; <W 2003-04-08/33, art. 166, 045; Inwerkingtreding : 01-07-2004>

5° het overleg met de representatieve vakorganisaties wat het sluiten van het beheerscontract betreft, overeenkomstig artikel 4, § 2;

6° het vaststellen en de wijziging van het arbeidsreglement, overeenkomstig artikel 11 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen waarbij het paritair comité de taken van de ondernemingsraad vervult.

§ 3. De Koning bepaalt het aantal leden van het paritair comité, zonder dat het meer dan achttien, de voorzitter niet meegerekend, kan bedragen.

Het paritair comité wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur; de voorzitter heeft raadgevende stem.

§ 4. De helft van de leden van het paritair comité wordt benoemd door de raad van bestuur. De andere helft wordt benoemd door de raad van bestuur op eensluidend advies van de representatieve vakorganisaties. Voor elk lid van het paritair comité wordt een plaatsvervanger benoemd.

Iedere representatieve vakorganisatie stelt een aantal leden voor in verhouding tot haar aantal bijdrageplichtige leden onder het totaal aantal personeelsleden van het overheidsbedrijf die bij een representatieve vakorganisatie zijn aangesloten.

§ 5. Wordt als representatief beschouwd om te zetelen in het paritair comité van een autonoom overheidsbedrijf :

1° iedere vakorganisatie bedoeld in artikel 8, § 1, 1°, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, zoals gewijzigd bij artikel 51, § 3, van deze wet;

2° onverminderd het 1°, de vakorganisatie die, tegelijk:

a) de belangen verdedigt van al de categorieën van het personeel;

b) aangesloten is bij een op nationaal vlak als centrale

- b) est affiliée à une organisation syndicale constituée en centrale sur le plan national ou fait partie d'une fédération syndicale constituée sur le même plan;
- c) comprend le plus grand nombre d'affiliés cotisants parmi les organisations syndicales autres que celles visées au 1° et dont le nombre d'affiliés cotisants représente au moins 10 % de l'effectif de l'entreprise publique concernée.

Le contrôle de la représentativité des organisations syndicales est exercé par la commission visée à l'article 14, § 1er, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités. Tous les six ans, la commission visée fixe pour chaque organisation syndicale représentative le nombre de membres de la commission paritaire à nommer par l'organisation, conformément au § 4, deuxième alinéa.

§ 6. (...) <Abrogé par AR 2013-12-11/02, art. 11, 085; En vigueur : 01-01-2014>

§ 7. Pour l'application du présent titre, les termes " affilié cotisant ", " membre du personnel " et " effectif " sont entendus tels que définis en vertu de l'article 14, § 3, de la loi du 19 décembre 1974 précitée.

§ 8. Le Roi règle les modalités d'application du présent article.

Section III. - La Commission Entreprises publiques.

Article 31 <AR 2013-12-11/02, art. 12, 085; En vigueur : 01-01-2014>

§ 1. Il est créé une commission paritaire pour les entreprises publiques autonomes qui est compétente pour l'ensemble des entreprises publiques autonomes et pour HR Rail, ci-après dénommée la " Commission Entreprises publiques ".

§ 2. La Commission Entreprises publiques est compétente en ce qui concerne :

- 1° le recours visé à l'article 35, § 3, 1°;
- 2° l'avis visé au § 3;
- 3° la conclusion des conventions collectives visée au § 4.

§ 3. Chaque avant-projet de loi ou d'arrêté réglant le statut du personnel ou le statut syndical de plus d'une entreprise publique autonome est soumis à l'avis de la Commission Entreprises publiques. La Commission dispose d'un délai d'un mois à partir de la date de la communication du projet pour rendre son avis.

Elle émet son avis à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

La Commission Entreprises publiques n'est pas compétente en matière d'avant-projet de loi ou d'arrêté réglant exclusivement le statut du personnel ou le statut syndical au sens de l'Art. 21 de la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges, en ce qui concerne le personnel mis ou non à la disposition d'Infrabel ou de la SNCB.

§ 4. Il peut être conclu au sein de la Commission Entreprises publiques, à l'unanimité de ses membres présents, des conventions collectives relatives au statut du personnel et au statut syndical des entreprises publiques autonomes, sans préjudice :

- 1° des dispositions légales et réglementaires;

opgerichte vakorganisatie of deel uitmaakt van een op hetzelfde vlak opgericht vakverbond;

- c) het grootste aantal bijdrageplichtige leden telt onder de vakorganisaties andere dan die bedoeld onder 1° en die een aantal bijdrageplichtige leden telt dat ten minste 10 % vertegenwoordigt van de personeelssterkte van het betrokken overheidsbedrijf.

De controle op de representativiteit van de vakorganisaties wordt uitgevoerd door de commissie bedoeld in artikel 14, § 1, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel. Bedoelde commissie stelt om de zes jaar, voor elk van de representatieve vakorganisaties, het aantal leden van het paritair comité vast waarvan de benoeming, overeenkomstig § 4, tweede lid, aan die organisatie toekomt.

§ 6. (...) <Opgeheven bij KB 2013-12-11/02, art. 11, 085; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

§ 7. Voor de toepassing van deze titel worden de woorden " bijdrageplichtig lid ", " personeelslid " en " personeelssterkte " verstaan zoals vastgesteld krachtens artikel 14, § 3, van de voornoemde wet van 19 december 1974.

§ 8. De Koning regelt de toepassingsmodaliteiten van dit artikel.

Afdeling III. - Het Comité Overheidsbedrijven.

Artikel 31 <KB 2013-12-11/02, art. 12, 085; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

§ 1. Er wordt een paritair comité opgericht voor de autonome overheidsbedrijven bevoegd voor alle autonome overheidsbedrijven en voor HR Rail, hierna het " Comité Overheidsbedrijven " genoemd. "

§ 2. Het Comité Overheidsbedrijven is bevoegd inzake :

- 1° het in artikel 35, § 3, 1°, bedoelde beroep;
- 2° het in § 3 bedoelde advies;
- 3° het sluiten van de collectieve overeenkomsten bedoeld in § 4.

§ 3. Elk voorontwerp van wet of van besluit dat het personeelsstatuut of het syndicaal statuut van meer dan één autonoom overheidsbedrijf regelt, wordt voor advies overgezonden aan het Comité Overheidsbedrijven. Het Comité beschikt over een termijn van één maand vanaf de datum van mededeling voor het verlenen van zijn advies.

Het brengt zijn advies uit bij tweederde meerderheid van de uitgebrachte stemmen.

Het Comité Overheidsbedrijven is niet bevoegd inzake een voorontwerp van wet of van besluit dat uitsluitend het personeelsstatuut of het syndicaal statuut in de zin van Art. 21 van de wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen regelt, met betrekking tot personeel dat al dan niet ter beschikking is gesteld van Infrabel of NMBS.

§ 4. In de schoot van het Comité Overheidsbedrijven kunnen, bij eenstemmigheid van zijn aanwezige leden, collectieve overeenkomsten worden gesloten met betrekking tot het personeelsstatuut en het syndicaal statuut van de autonome overheidsbedrijven, onverminderd :

2° dans chaque entreprise publique autonome, des dispositions du statut du personnel et du statut syndical plus avantageuses pour le personnel.

Les conventions collectives lient toutes les entreprises publiques autonomes et les organisations syndicales, qui sont représentées à la Commission Entreprises publiques, ainsi que les membres du personnel de ces entreprises.

Le Roi peut, sur proposition des ministres dont relèvent les entreprises publiques autonomes concernées, rendre une convention collective obligatoire pour toutes les entreprises publiques non représentées au sein de la Commission Entreprises publiques, les organisations syndicales et les membres du personnel de ces entreprises.

§ 5. La Commission Entreprises publiques est présidée par une personne choisie pour ses compétences particulières en matière de relations sociales.

Le Roi nomme le président, sur proposition du Premier Ministre, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

§ 6. La Commission Entreprises publiques compte dix-huit membres, le président et les membres avec voix consultative non compris.

Le conseil d'administration de chaque entreprise publique autonome, à l'exception des entreprises publiques autonomes qui sont une filiale d'une autre entreprise publique autonome, et à l'exception d'Infrabel et de la SNCB, propose au moins trois candidats. Le conseil d'administration d'Infrabel et le conseil d'administration de la SNCB proposent chacun au moins deux candidats.

Le Roi nomme, sur proposition du Premier Ministre par arrêté délibéré en Conseil des ministres, neuf membres choisis parmi les candidats proposés par les conseils d'administration. Il nomme au moins deux membres sur proposition du conseil d'administration de chaque entreprise publique autonome, à l'exception d'Infrabel et de la SNCB, pour lesquelles Il nomme au moins un membre sur proposition du conseil d'administration d'Infrabel et au moins un membre sur proposition du conseil d'administration de la SNCB.

En outre, le conseil d'administration de HR Rail propose au moins deux candidats pour représenter HR Rail dans la Commission Entreprises publiques avec voix consultative. Parmi ces candidats proposés le Roi nomme un représentant de HR Rail avec voix consultative au sein de la Commission Entreprises publiques.

Neuf membres sont nommés par les ministres dont relèvent les entreprises publiques concernées et HR Rail, sur proposition des organisations syndicales représentatives. Chaque organisation syndicale représentative propose un nombre de membres proportionnel au nombre de ses affiliés cotisants parmi le nombre total des membres du personnel de l'ensemble des entreprises publiques autonomes et de HR Rail affiliés à une organisation syndicale représentative.

Il est nommé un suppléant pour chaque membre de la Commission Entreprises publiques conformément aux alinéas précédents.

Est considérée comme représentative pour siéger dans la Commission Entreprises publiques, toute organisation

1° de wettelijke en reglementaire bepalingen;

2° in elk autonoom overheidsbedrijf, de bepalingen van het personeelsstatuut en van het syndicaal statuut die voordeliger zijn voor het personeel.

De collectieve overeenkomsten binden alle autonome overheidsbedrijven en vakorganisaties, die vertegenwoordigd zijn in het Comité Overheidsbedrijven, alsmede de personeelsleden van die bedrijven.

De Koning kan, op voordracht van de ministers onder wie de betrokken autonome overheidsbedrijven ressorteren, een collectieve overeenkomst verbindend verklaren voor alle overheidsbedrijven die niet in het Comité Overheidsbedrijven vertegenwoordigd zijn, de vakorganisaties en de personeelsleden van die bedrijven.

§ 5. Het Comité Overheidsbedrijven wordt voorgezeten door een persoon gekozen omwille van zijn bijzondere bevoegdheden aangaande sociale relaties.

De Koning benoemt, op voordracht van de Eerste Minister, de voorzitter bij een in Ministerraad overlegd besluit.

§ 6. Het Comité Overheidsbedrijven telt achttien leden, de voorzitter en de leden met raadgevende stem niet meegerekend.

De raad van bestuur van elk autonoom overheidsbedrijf, met uitzondering van de autonome overheidsbedrijven die dochteronderneming zijn van een ander autonoom overheidsbedrijf, en met uitzondering van Infrabel en NMBS, draagt ten minste drie kandidaten voor. De raad van bestuur van Infrabel en de raad van bestuur van NMBS dragen elk ten minste twee kandidaten voor.

De Koning benoemt, op voordracht van de Eerste Minister bij een besluit vastgesteld na beraadslaging in de Ministerraad, negen leden uit de door de raden van bestuur voorgedragen kandidaten. Hij benoemt ten minste twee leden op voordracht van de raad van bestuur van elk autonoom overheidsbedrijf, met uitzondering van Infrabel en NMBS, waar Hij minstens één lid op voordracht van de raad van bestuur van Infrabel en minstens één lid op voordracht van de raad van bestuur van NMBS benoemt.

Bovendien draagt de raad van bestuur van HR Rail ten minste twee kandidaten voor, om HR Rail in het Comité overheidsbedrijven met raadgevende stem te vertegenwoordigen. Uit deze voorgedragen kandidaten benoemt de Koning één vertegenwoordiger van HR Rail met raadgevende stem in het Comité overheidsbedrijven.

Negen leden worden benoemd door de ministers onder wie de betrokken overheidsbedrijven en HR Rail ressorteren, op voordracht van de representatieve vakorganisaties. Iedere representatieve vakorganisatie stelt een aantal leden voor in verhouding tot haar aantal bijdrageplichtige leden onder het totaal aantal personeelsleden van het geheel van de autonome overheidsbedrijven en HR Rail die bij een representatieve vakorganisatie zijn aangesloten.

Voor elk lid van het Comité Overheidsbedrijven wordt een plaatsvervanger benoemd overeenkomstig de voorgaande leden.

Wordt als representatief beschouwd om te zetelen in het Comité Overheidsbedrijven, iedere vakorganisatie die tegelijk :

syndicale qui, à la fois :

- 1° compte un nombre d'affiliés cotisants représentant au moins 10 % du nombre total des membres du personnel de l'ensemble des entreprises publiques autonomes;
- 2° exerce son activité sur le plan national;
- 3° défend les intérêts de toutes les catégories du personnel des entreprises publiques autonomes;
- 4° est affiliée à une organisation syndicale représentée au Conseil national du travail.

§ 7. Un membre d'une commission paritaire ne peut pas être nommé membre de la Commission Entreprises publiques.

Pour Infrabel et la SNCB les mots " une commission paritaire " dans l'alinéa qui précède doivent être compris comme la Commission paritaire nationale visée à l'article 115 de la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges.

§ 8. Le Roi règle les modalités d'application du présent article.

Section IV. - La fixation du statut du personnel et du statut syndical.

Article 32

A l'exception des dispositions introduites par les articles 50, 51, §§ 2 et 3, et 53 de la présente loi, les dispositions légales et réglementaires qui règlent le statut du personnel et le statut syndical restent applicables à une entreprise publique autonome jusqu'à l'entrée en vigueur d'une réglementation y afférente dans un statut du personnel ou dans un statut syndical, arrêtée conformément au présent titre.

Article 33

§ 1. Le conseil d'administration fixe, sans préjudice des dispositions du présent titre, le premier statut du personnel et le premier statut syndical sur avis conforme de la commission paritaire.

La commission paritaire émet l'avis conforme à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

Le commissaire du Gouvernement peut assister aux travaux de la commission paritaire relatifs à la fixation du premier statut du personnel et du premier statut syndical.

Le Roi peut, sans préjudice des dispositions du présent titre, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, abroger, compléter, modifier ou remplacer des dispositions légales relatives au statut du personnel et au statut syndical afin de les rendre compatibles avec les dispositions du premier statut du personnel et du premier statut syndical arrêtés conformément au premier alinéa.

§ 2. Au cas où un premier statut du personnel ou statut syndical ne serait pas arrêté conformément au § 1er, premier alinéa, dans un délai d'un an à partir de la date d'entrée en vigueur du classement de l'entreprise parmi les entreprises publiques autonomes, le Roi peut, dans un délai supplémentaire de trois mois, fixer le premier statut du personnel et le premier statut syndical par arrêté

- 1° een aantal bijdrageplichtige leden telt dat ten minste 10 % vertegenwoordigt van het totaal aantal personeelsleden van het geheel van de autonome overheidsbedrijven;
- 2° zijn bedrijvigheid uitoefent op nationaal vlak;
- 3° de belangen verdedigt van al de categorieën van het personeel van de autonome overheidsbedrijven;
- 4° aangesloten is bij een vakorganisatie die zetelt in de Nationale Arbeidsraad.

§ 7. Een lid van een paritair comité kan niet tot lid van het Comité Overheidsbedrijven worden benoemd.

Voor Infrabel en NMBS moeten de woorden " een paritair comité " in het voorgaande lid worden begrepen als de Nationale Paritaire Commissie bedoeld in artikel 115 van de wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen.

§ 8. De Koning regelt de toepassingsmodaliteiten van dit artikel.

Afdeling IV. - De vaststelling van het statuut van het personeel en van het syndicaal statuut.

Artikel 32

De wettelijke en reglementaire bepalingen, met uitzondering van de bepalingen die worden ingevoegd door de artikelen 50, 51, §§ 2 en 3, en 53 van deze wet, die het personeelsstatuut en het syndicaal statuut regelen, blijven van toepassing op een autonoom overheidsbedrijf tot op de datum van inwerkingtreding van een desbetreffende regeling, in een personeelsstatuut of in een syndicaal statuut, die overeenkomstig deze titel werd vastgesteld

Artikel 33

§ 1. De raad van bestuur stelt, onverminderd de bepalingen van deze titel, het eerste personeelsstatuut en het eerste syndicaal statuut vast op eensluidend advies van het paritair comité.

Het paritair comité brengt het eensluidend advies uit met tweederde meerderheid van de uitgebrachte stemmen.

De Regeringscommissaris kan de werkzaamheden van het paritair comité wat het eerste personeelsstatuut en het eerste syndicaal statuut betreft, bijwonen.

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, onverminderd de bepalingen van deze titel, wettelijke bepalingen met betrekking tot het personeelsstatuut en het syndicaal statuut opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen teneinde deze in overeenstemming te brengen met de bepalingen in het overeenkomstig het eerste lid vastgestelde eerste personeelsstatuut en eerste syndicaal statuut.

§ 2. Ingeval geen eerste personeelsstatuut of syndicaal statuut zou zijn vastgesteld overeenkomstig § 1, eerste lid, binnen een termijn van één jaar na de datum met ingang waarvan het organisme werd ingedeeld onder de autonome overheidsbedrijven, kan de Koning, binnen een bijkomende termijn van drie maanden, bij een in Ministerraad overlegd besluit, het eerste personeelsstatuut

délibéré en Conseil des Ministres sans préjudice des droits du personnel en ce qui concerne la sécurité d'emploi, la pension et la rémunération.

Le Roi peut, dans l'arrêté visé au premier alinéa, abroger, compléter, modifier ou remplacer des dispositions légales, sans préjudice :

- 1° des droits du personnel en ce qui concerne la sécurité d'emploi, la pension et la rémunération;
- 2° des dispositions du présent titre;
- 3° des règles relatives à la constitution et la composition de la Commission paritaire nationale visée à l'article 13 de la loi du 23 juillet 1926 portant création de la Société nationale des chemins de fer belges.

Une réglementation dans le premier statut arrêté par le Roi restera applicable jusqu'à la fixation d'une réglementation y afférente par le conseil d'administration, conformément à la procédure visée à l'article 34, § 1^{er}, ou 35.

Article 34

§ 1. Une fois le premier statut établi conformément à l'article 33, et au plus tard à partir de l'expiration du délai de quinze mois après la date d'entrée en vigueur du classement de l'organisme parmi les entreprises publiques autonomes, le statut du personnel et le statut syndical sont fixés par le conseil d'administration, sans préjudice des dispositions légales et réglementaires qui règlent le statut concerné. Toutefois, pour ce qui concerne les réglementations de base désignées conformément au § 2, le conseil décide conformément à la procédure visée à l'article 35.

§ 2. Les réglementations suivantes du statut du personnel, respectivement du statut syndical, qui au préalable ont été désignées par la commission paritaire, statuant à la majorité des deux tiers des voix exprimées, soit comme réglementations de base, soit comme principes généraux visés à l'article 35, § 3, 1°, sont fixées conformément à la procédure visée à l'article 35 :

A) Les réglementations de base relatives au statut administratif du personnel statutaire ayant trait :

- 1° au recrutement, à l'admission au stage et à la nomination;
- 2° aux droits, aux devoirs et à la responsabilité du personnel;
- 3° au régime disciplinaire;
- 4° aux positions administratives, notamment l'activité de service, la non-activité de service et la disponibilité;
- 5° aux règles applicables en matière de congés;
- 6° au calcul de l'ancienneté;
- 7° à la cessation définitive des fonctions;
- 8° à la durée maximale du travail;
- 9° au régime relatif aux accidents du travail, aux accidents sur le chemin du travail et aux maladies professionnelles.

en het eerste syndicaal statuut vaststellen zonder afbreuk te doen aan de rechten van de personeelsleden inzake werkzekerheid, pensioen en bezoldiging.

De Koning kan bij het in het eerste lid bedoelde besluit wettelijke bepalingen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen, zonder evenwel afbreuk te doen :

- 1° aan de rechten van de personeelsleden inzake werkzekerheid, pensioen en bezoldiging;
- 2° aan de bepalingen van deze titel;
- 3° aan de regels betreffende de oprichting en de samenstelling van de Nationale Paritaire Commissie bedoeld in artikel 13 van de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen.

Een regeling in het door de Koning vastgesteld eerste personeelsstatuut blijft van toepassing tot op het ogenblik dat een desbetreffende regeling wordt vastgesteld door de raad van bestuur, overeenkomstig de procedure bepaald in artikel 34, § 1, of 35.

Artikel 34

§ 1. Eens het eerste statuut is vastgesteld overeenkomstig artikel 33, doch uiterlijk met ingang van het verstrijken van een termijn van vijftien maanden na de datum van inwerkingtreding van de indeling van het organisme bij de autonome overheidsbedrijven, worden het personeelsstatuut en het syndicaal statuut vastgesteld door de raad van bestuur, onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen die het betrokken statuut regelen. Echter, wat de overeenkomstig § 2 aangeduide grondregelen betreft, beslist de raad overeenkomstig de procedure bepaald in artikel 35.

§ 2. De volgende regelen van het personeelsstatuut, respectievelijk syndicaal statuut, worden vastgesteld overeenkomstig de procedure bepaald in artikel 35 indien zij vooraf door het paritair comité, bij meerderheid van twee derde van de uitgebrachte stemmen, werden aangeduid als grondregel of als algemeen beginsel, zoals bedoeld in artikel 35, § 3, 1° :

A) De grondregelen betreffende het administratief statuut van het statutair personeel inzake :

- 1° de aanwerving, de toelating tot de stage en de benoeming;
- 2° de rechten, de plichten en de aansprakelijkheid van het personeel;
- 3° de tuchtregeling;
- 4° de administratieve standen, met name de dienstactiviteit, de non-activiteit en de beschikbaarheid;
- 5° de verlofregeling;
- 6° de anciënniteitsberekening;
- 7° de definitieve ambtsneerlegging;
- 8° de maximum arbeidsduur;
- 9° de regelen betreffende de arbeidsongevallen, de ongevallen op de weg naar het werk en de beroepsziekten.

B) Les réglementations de base relatives au statut pécuniaire du personnel statutaire ayant trait :

- 1° au droit au traitement et à l'avancement de traitement;
- 2° au traitement, à la rémunération, au salaire, y compris la fixation des échelles de traitement, et le calcul de leur montant, y compris les périodes qui entrent en considération pour leur fixation;
- 3° à l'ancienneté pécuniaire;
- 4° à la périodicité du paiement du traitement;
- 5° au traitement garanti;
- 6° à la protection du traitement;
- 7° aux indemnités, allocations, primes et avantages en nature;
- 8° à l'attribution d'un pourcentage éventuel des bénéfices.

C) Les réglementations de base relatives au régime des pensions du personnel statutaire ayant trait :

- 1° au champ d'application;
- 2° aux différentes catégories d'ayants droit;
- 3° à l'âge de la retraite;
- 4° aux conditions d'ouverture du droit à la pension;
- 5° au calcul du montant de la pension;
- 6° à la protection de la pension;

D) Les réglementations de base relatives aux relations collectives de travail ayant trait :

- 1° à l'agrégation des organisations syndicales du personnel;
- 2° à l'agrégation des délégués syndicaux, des dirigeants responsables et des mandataires permanents des organisations syndicales;
- 3° aux prérogatives des organisations syndicales représentatives et des organisations syndicales agréées;
- 4° à l'organisation et aux compétences des commissions paritaires au niveau local;
- 5° aux avantages accordés aux affiliés des organisations syndicales représentatives et des organisations syndicales agréées.

E) Les réglementations de base ayant trait à l'organisation des services sociaux éventuels ayant trait :

- 1° au cadre général des missions des services sociaux;
- 2° au fonctionnement, à la gestion et au contrôle;
- 3° à la détermination des bénéficiaires;
- 4° au financement.

F) Les réglementations de base relatives aux matières suivantes en ce qui concerne le personnel statutaire :

- 1° la détermination, la répartition, le classement et l'équivalence des grades, emplois ou fonctions;
- 2° l'appréciation professionnelle du personnel;
- 3° l'organisation d'un recours à l'encontre de décisions en matière disciplinaire, de nomination à titre définitif, d'appréciation professionnelle et de licenciement pour inaptitude professionnelle;
- 4° la carrière du personnel;
- 5° la procédure relative aux mesures d'ordre, y compris les mutations dans l'intérêt du service;
- 6° la réaffectation du personnel en excédent ou inapte;
- 7° l'interruption de carrière professionnelle;

B) De grondregelen betreffende de bezoldiging van het statutair personeel inzake :

- 1° het recht op wedde en weddeverhoging;
- 2° de wedde, de vergoeding, het salaris, met inbegrip van de vaststelling van de weddeschalen, en hun berekening, met inbegrip van de periodes die voor de berekening in aanmerking worden genomen;
- 3° de geldelijke anciënniteit;
- 4° de periodiciteit van de weddebetaling;
- 5° de gewaarborgde wedde;
- 6° de bescherming van de wedde;
- 7° de vergoedingen, toelagen, premies en voordelen in natura;
- 8° de toekenning van een eventueel aandeel in de winst.

C) De grondregelen betreffende het pensioenstelsel van het statutair personeel inzake :

- 1° het toepassingsgebied;
- 2° de verschillende categorieën van rechthebbenden;
- 3° de pensioenleeftijd;
- 4° de voorwaarden voor het verkrijgen van recht op pensioen;
- 5° de berekening van het pensioen;
- 6° de bescherming van het pensioen;

D) De grondregelen betreffende de collectieve arbeidsverhoudingen inzake :

- 1° de erkenning van de vakorganisaties;
- 2° de erkenning van de vakbondsafgevaardigden, de verantwoordelijke leiders en de vaste afgevaardigden van de vakorganisaties;
- 3° de prerogatieven van de representatieve en van de erkende vakorganisaties;
- 4° de organisatie en de bevoegdheid van paritaire comités op lokaal vlak;
- 5° de voordelen die aan de leden van de representatieve en van de erkende vakorganisaties worden toegekend.

E) De grondregelen betreffende de organisatie van eventuele sociale diensten inzake :

- 1° het algemeen kader van de opdrachten van de sociale diensten;
- 2° de werking, het bestuur en de controle;
- 3° de bepaling van de begunstigten;
- 4° de financiering.

F) De grondregelen betreffende de volgende aangelegenheden voor wat het statutair personeel aangaat:

- 1° de bepaling, indeling, rangschikking en gelijkwaardigheid van de graden, ambten of functies;
- 2° de professionele beoordeling van het personeel;
- 3° de organisatie van het hoger beroep tegen beslissingen inzake tucht, benoeming in vast verband, professionele beoordeling en ontslag wegens professionele ongeschiktheid;
- 4° de loopbaan van het personeel;
- 5° de procedure inzake ordemaatregelen, met inbegrip van overplaatsing in het belang van de dienst;
- 6° de reffectatie overtollig of ongeschikt personeel;

- 8° la fixation du cadre du personnel;
- 9° la formation et le recyclage; la préparation aux épreuves de carrière;
- 10° les vêtements de travail;
- 11° l'accueil du personnel;
- 12° les horaires de travail;
- 13° la sécurité du personnel;
- 14° les conditions de travail;
- 15° les incompatibilités;
- 16° les missions à l'extérieur de l'entreprise publique en question;
- 17° les aptitudes physiques exigées;
- 18° l'organisation de la médecine du travail.

G) Pour ce qui concerne le personnel contractuel :

- 1° la nature ou les catégories de fonctions ouvertes au personnel contractuel;
- 2° les réglementations de base relatives aux droits et obligations du personnel contractuel.

Article 35

§ 1. Le conseil d'administration ou la délégation d'une organisation syndicale représentative siégeant dans la commission paritaire soumet chaque proposition portant fixation ou modification des réglementations de base du statut du personnel ou du statut syndical, désignées conformément à l'article 34, § 2, à la commission paritaire.

§ 2. Le conseil d'administration est lié par toute réglementation arrêtée par la commission paritaire à la majorité des deux tiers des voix exprimées au sujet de matières qui font l'objet d'une proposition.

§ 3. A défaut d'une réglementation liant le conseil d'administration arrêtée par la commission paritaire dans un délai d'un mois après la communication de la proposition au président de la commission paritaire :

- 1° le conseil d'administration ou la délégation d'une organisation syndicale représentative siégeant dans la commission paritaire peut soumettre la proposition à la Commission Entreprises publiques, au cas où la proposition vise à arrêter ou modifier l'une des réglementations de base visées, à l'article 34, § 2, subdivisions B, C, D et E, ou l'un des principes généraux des réglementations de base visées à la subdivision A;
- 2° le conseil d'administration peut décider sur la proposition à la majorité des deux tiers des voix exprimées, pour toutes les autres propositions.

Dans le cas visé au 1° de l'alinéa premier, le délai d'un mois est prorogé d'un délai supplémentaire d'un mois, au cas où le conseil d'administration ou la délégation d'une organisation syndicale représentative siégeant dans la commission paritaire charge le président de la Commission Entreprises publiques d'une mission de conciliation préalable.

§ 4. En cas de recours visé au 1° de l'alinéa premier du § 3, le conseil d'administration est lié par toute réglementation arrêtée par la Commission Entreprises publiques à la majorité des deux tiers des voix exprimées au sujet de matières qui font l'objet de la proposition à l'origine du recours.

A défaut d'une réglementation liant le conseil

- 7° de loopbaanonderbreking;
- 8° de vastlegging van het personeelskader;
- 9° de vorming en herscholing; de voorbereiding op de loopbaanproeven;
- 10° de arbeidskledij;
- 11° het onthaal van het personeel;
- 12° de arbeidsuren;
- 13° de veiligheid van het personeel;
- 14° de arbeidsvoorwaarden;
- 15° de onverenigbaarheden;
- 16° de opdrachten buiten het betrokken overheidsbedrijf;
- 17° de vereiste lichamelijke geschiktheid;
- 18° de organisatie van de arbeidsgeneeskunde.

G) Wat de contractuele personeelsleden betreft :

- 1° de aard en de categorieën van betrekkingen die openstaan voor het contractueel personeel;
- 2° de grondregelen betreffende de rechten en plichten van het contractueel personeel.

Artikel 35

§ 1. De raad van bestuur of de delegatie van een representatieve vakorganisatie die in het paritair comité zetelt, legt elk voorstel tot vaststelling of wijziging van de overeenkomstig artikel 34, § 2, aangeduide grondregelen van het personeelsstatuut of van het syndicaal statuut voor aan het paritair comité.

§ 2. Elke regeling vastgesteld door het paritair comité met tweederde meerderheid van de uitgebrachte stemmen betreffende aangelegenheden die het voorwerp uitmaken van een voorstel is bindend voor de raad van bestuur.

§ 3. Bij ontstentenis van een voor de raad van bestuur bindende regeling vastgesteld door het paritair comité binnen een termijn van één maand nadat het voorstel is overgezonden aan de voorzitter van het paritair comité :

- 1° kan de raad van bestuur of de delegatie van een representatieve vakorganisatie die in het paritair comité zetelt, het voorstel voorleggen aan het Comité Overheidsbedrijven, ingeval het voorstel strekt tot vaststelling of wijziging van één der grondregelen bedoeld in artikel 34, § 2, onderafdelingen B, C, D en E, of van een algemeen beginsel betreffende één van de grondregels bedoeld in onderafdeling A;
- 2° kan de raad van bestuur over het voorstel beslissen met tweederde meerderheid van de uitgebrachte stemmen, voor elk ander voorstel.

In het in 1° van het eerste lid bedoelde geval wordt de termijn van één maand verlengd met een bijkomende termijn van één maand, ingeval de raad van bestuur of de delegatie van een representatieve vakorganisatie, die zetelt in het paritair comité, de voorzitter van het Comité Overheidsbedrijven belast met een voorafgaande bemiddelingsopdracht.

§ 4. In geval van beroep zoals bedoeld in § 3, eerste lid, 1°, is elke regeling vastgesteld door het Comité Overheidsbedrijven met tweederde meerderheid van de uitgebrachte stemmen betreffende aangelegenheden die het voorwerp uitmaken van een voorstel, dat aan de basis ligt van het beroep, bindend voor de raad van bestuur.

Bij ontstentenis van een voor de raad van bestuur

d'administration dans un délai d'un mois après la communication du recours au président de la Commission Entreprises publiques, le conseil d'administration peut décider sur la proposition à la majorité des deux tiers des voix exprimées. Le commissaire du Gouvernement communique la décision au ministre dont relève l'entreprise publique autonome. Le ministre dispose d'un délai de huit jours francs pour annuler la décision. Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que le commissaire du Gouvernement y ait été régulièrement convoqué et, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a reçu connaissance

§ 5. Les §§ 3 et 4 ne sont pas applicables à la Société nationale des chemins de fer belges. Aucune modification ne pourra être apportée aux réglementations de base désignées conformément à l'article 34, § 2, sauf conformément à une réglementation liant le conseil d'administration, arrêtée par la Commission paritaire nationale auprès de cette Société.

Section V. - Emploi des langues; compétences spécifiques de la commission paritaire.

Article 36

§ 1. Les entreprises publiques autonomes, ainsi que leurs filiales qu'elles associent à la mise en œuvre de leurs tâches de service public et dans lesquelles la participation des autorités publiques dépasse 50 %, sont soumises aux dispositions des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966

§ 2. Les entreprises publiques autonomes sont soumises à la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail, étant entendu que la commission paritaire exerce les tâches et est dotée des compétences du comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail. La commission paritaire organise les tâches et les attributions des organes de sécurité, d'hygiène et d'embellissement, conformément aux dispositions du Règlement général pour la protection du travail.

§ 3. Le conseil d'administration de chaque entreprise publique autonome communique à la commission paritaire les informations économiques et financières visées à l'article 15, premier alinéa, littéra b, et deuxième alinéa, de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie. L'article 15bis de la loi du 20 septembre 1948 susvisée est applicable aux entreprises publiques autonomes. L'article 30 de la même loi est applicable aux membres de la commission paritaire et leurs suppléants.

CHAPITRE IX. - Transformation en société anonyme de droit public.

Section I. - La transformation.

Article 37

Les entreprises publiques autonomes peuvent adopter la forme de société anonyme de droit public. Dans ce cas,

bindende regeling binnen een termijn van één maand nadat het beroep is overgezonden aan de voorzitter van het Comité Overheidsbedrijven, kan de raad van bestuur over het voorstel beslissen bij tweederde meerderheid van de uitgebrachte stemmen. De Regeringscommissaris deelt de beslissing mede aan de minister onder wie het autonoom overheidsbedrijf ressorteert. De minister kan binnen een termijn van acht vrije dagen de beslissing vernietigen. Deze termijn gaat in op de dag van de vergadering waarop de beslissing werd genomen, voor zover de Regeringscommissaris daarop regelmatig was uitgenodigd, en, in het tegenovergestelde geval, de dag waarop hij van de beslissing kennis heeft gekregen.

§ 5. De §§ 3 en 4 zijn niet van toepassing op de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen. Geen wijziging kan in de overeenkomstig artikel 34, § 2, aangeduide grondregelen worden aangebracht dan bij voor de raad van bestuur bindende regeling vastgesteld door de Nationale Paritaire Commissie bij deze Maatschappij.

Afdeling V. - Gebruik der talen; bijzondere bevoegdheden van het paritair comité.

Artikel 36

§ 1. De autonome overheidsbedrijven, alsmede hun dochterondernemingen die zij betrekken bij de uitvoering van hun taken van openbare dienst en waarin het belang van de overheid in het kapitaal meer dan 50 % bedraagt, zijn onderworpen aan de bepalingen van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966.

§ 2. De autonome overheidsbedrijven zijn onderworpen aan de wet van 10 juni 1952 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de werknemers, alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen, met dien verstande dat het paritair comité de taken uitvoert en de bevoegdheden heeft van het comité voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing der werkplaatsen. Het paritair comité bepaalt de taken en de bevoegdheden van de verschillende organen van veiligheid, gezondheid en verfraaiing, overeenkomstig het Algemeen Reglement op de arbeidsbescherming.

§ 3. De raad van bestuur van elk autonoom overheidsbedrijf verstrekt aan het paritair comité de economische en financiële inlichtingen bedoeld in artikel 15, eerste lid, littera b, en tweede lid, van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven. Artikel 15bis van bedoelde wet van 20 september 1948 is van toepassing op de autonome overheidsbedrijven. Artikel 30 van dezelfde wet is van toepassing op de leden van het paritair comité en hun plaatsvervangers.

HOOFDSTUK IX. - Omzetting in naamloze vennootschap van publiek recht.

Afdeling I. - De omzetting.

Artikel 37

De autonome overheidsbedrijven kunnen de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht aannemen. In

l'entreprise publique concernée est soumise aux dispositions légales et réglementaires de droit commercial qui sont applicables aux sociétés anonymes pour tout ce qui n'est pas expressément autrement prévu par ou en vertu du présent titre ou par ou en vertu d'une loi spécifique quelconque.

Article 38

§ 1. La décision de transformation en société anonyme de droit public est prise par le conseil d'administration.

Le conseil justifie sa décision dans un rapport.

A ce rapport est joint un état résumant l'actif et le passif, arrêté à une date ne remontant pas à plus de trois mois et indiquant le montant du capital social après la transformation. Ce montant ne peut être supérieur à l'actif net, tel qu'il résulte de l'état précité. Un réviseur d'entreprises, désigné par le ministre dont relève l'entreprise publique, fait rapport sur cet état et indique notamment s'il traduit d'une manière complète, fidèle et correcte la situation de l'entreprise publique.

§ 2. Les statuts de l'entreprise publique sous sa forme nouvelle sont établis par le conseil d'administration.

§ 3. La transformation ne produit ses effets qu'après l'approbation par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, de la décision de transformation et des statuts.

§ 4. Les articles 170 et 171, alinéa 1er, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales sont applicables par analogie à la transformation.

§ 5. Le cas échéant, l'article 118 du Code des impôts sur les revenus n'est pas applicable à la transformation. Par dérogation à l'article 115 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, la transformation est exemptée du droit d'enregistrement proportionnel.

§ 6. Le directeur général de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, ou son délégué, a qualité pour conférer l'authenticité à l'acte de transformation et aux statuts.

§ 7. Par dérogation au § 1er, premier alinéa, et au § 3, le Roi peut, dans l'arrêté portant approbation du premier contrat de gestion, décider de la transformation sous les conditions et avec les statuts qu'il détermine. Les §§ 1er, troisième alinéa, 4, 5 et 6 sont applicables à une telle transformation. Les conclusions du réviseur visé au § 1er, troisième alinéa, sont reprises dans le rapport au Roi.

Le Roi applique les dispositions de l'alinéa précédent à la Société nationale des chemins de fer belges dans l'arrête classant ladite Société parmi les entreprises publiques autonomes.

Section II. - Les actions.

Article 39

§ 1. Toutes les actions émises à l'occasion de la transformation en société anonyme de droit public sont attribuées à l'Etat.

Le premier alinéa n'est pas applicable aux actions émises par la Société nationale des chemins de fer belges

dat geval is het betrokken overheidsbedrijf, voor al wat niet uitdrukkelijk anders is geregeld door of krachtens deze titel of door of krachtens enige specifieke wet, onderworpen aan de wettelijke en reglementaire handelsrechtelijke bepalingen die van toepassing zijn op de naamloze vennootschappen.

Artikel 38

§ 1. De raad van bestuur beslist tot de omzetting in naamloze vennootschap van publiek recht.

De raad licht zijn beslissing toe in een verslag.

Bij dit verslag wordt een samenvattende staat van activa en passiva gevoegd, die niet meer dan drie maanden voordien is vastgesteld en waarin het bedrag van het maatschappelijk kapitaal na de omzetting wordt aangegeven. Dit bedrag mag niet hoger zijn dan de uit voornoemde staat blijkenende netto-activa. Een bedrijfsrevisor aangewezen door de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert, brengt verslag uit over die staat en vermeldt inzonderheid of daarin de toestand van het overheidsbedrijf op volledige, getrouwe en juiste wijze is weergegeven.

§ 2. De raad van bestuur stelt de statuten vast van het overheidsbedrijf in zijn nieuwe vorm.

§ 3. De omzetting heeft slechts uitwerking na goedkeuring door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, van de omzettingsbeslissing en de statuten.

§ 4. De artikelen 170 en 171, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, zijn van overeenkomstige toepassing op de omzetting.

§ 5. In voorkomend geval is artikel 118 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen niet van toepassing op de omzetting. In afwijking van artikel 115 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten is de omzetting vrijgesteld van het evenredig registratierecht.

§ 6. De directeur-generaal van de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen of zijn gemachtigde is bevoegd om authenticiteit te verlenen aan de akte van omzetting en de statuten.

§ 7. In afwijking van § 1, eerste lid, en § 3, kan de Koning in het besluit tot goedkeuring van het eerste beheerscontract tot de omzetting beslissen, onder de voorwaarden en met de statuten die Hij bepaalt. De §§ 1, derde lid, 4, 5 en 6 zijn van toepassing op een dergelijke omzetting. De conclusies van de in § 1, derde lid, bedoelde revisor worden opgenomen in het verslag aan de Koning.

De Koning past het in het eerste lid bepaalde toe op de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen in het besluit waarbij bedoelde Maatschappij wordt ingedeeld onder de autonome overheidsbedrijven.

Afdeling II. - De aandelen.

Artikel 39

§ 1. Alle aandelen die ter gelegenheid van de omzetting in naamloze vennootschap van publiek recht worden uitgegeven, worden toegekend aan de Staat.

Het eerste lid is niet van toepassing op de aandelen uitgegeven door de Nationale Maatschappij der Belgische

qui ne représentent pas la participation de l'Etat.

L'Etat ne peut céder les actions qui lui sont attribuées à l'occasion de la transformation qu'aux autorités publiques désignées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sous les conditions qu'il détermine et, au maximum, à concurrence de la moitié.

- § 2. Les actions attribuées à l'Etat à l'occasion de la transformation, de même que les actions souscrites par une autorité publique à l'occasion d'une augmentation de capital, sont nominatives.
- § 3. De nouvelles actions ou obligations convertibles ou avec droit de souscription ne peuvent être souscrites par des personnes autres que les autorités publiques si, suite à une telle souscription, la participation directe des autorités publiques dans le capital, au moment de la souscription, n'excédait plus 50 %.
- § 4. Toute cession par une autorité publique, autre que l'Etat, d'actions représentatives du capital est notifiée par l'autorité publique concernée à l'entreprise publique autonome. Une telle cession suite à laquelle la participation directe des autorités publiques n'excéderait plus 50 % est nulle de plein droit, à défaut de porter cette participation au-delà de 50 % dans un délai de trois mois de ladite cession par une augmentation de capital entièrement ou partiellement souscrite par les autorités publiques.
- § 5. Les titres détenus par les autorités publiques donnent droit, dans leur ensemble, de plein droit à plus de 75 % des voix et des mandats dans tous les organes de l'entreprise publique autonome. Les droits de vote et mandats des autres actionnaires sont réduits proportionnellement.

Article 40

- § 1. Toute émission de nouvelles actions ou d'obligations convertibles ou avec droit de souscription est soumise à l'autorisation préalable du Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.
- § 2. Par dérogation à l'article 34bis, § 1er, premier alinéa, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, les actions à souscrire en espèces sont offertes par préférence à l'Etat, puis aux autres autorités publiques désignées dans l'arrêté visé au § 1er, et enfin, sans préjudice du § 3, aux autres actionnaires qui exerceraient alors leur droit de préférence conformément audit article.
- § 3. En cas de souscription d'actions visées au § 2 par des personnes autres que les autorités publiques, une partie de l'émission est offerte par préférence aux membres du personnel de l'entreprise publique émettrice.
- Les membres du personnel exercent leur droit préférentiel de souscription avant les autres actionnaires. Ce droit préférentiel n'est pas négociable.
- Les actions souscrites par des membres du personnel, en vertu du présent article, en limitant le droit de préférence des actionnaires autres que l'Etat, sont privées du droit de vote, sauf dans le cas visé à l'article 71 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.
- Le Roi détermine dans l'arrêté visé au § 1er :

spoorwegen die niet het belang van de Staat vertegenwoordigen.

De Staat kan de aandelen die hem ter gelegenheid van de omzetting worden toegekend, slechts overdragen aan de overheden aangewezen door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, en onder de voorwaarden die Hij bepaalt, en ten belope van ten hoogste de helft.

- § 2. De aandelen die aan de Staat ter gelegenheid van de omzetting worden toegekend, of waarop een overheid, ter gelegenheid van een kapitaalverhoging, inschrijft, zijn op naam.
- § 3. Geen nieuwe aandelen of converteerbare obligaties of obligaties met inschrijvingsrecht kunnen worden geplaatst bij personen andere dan een overheid, indien hierdoor het rechtstreeks belang van de overheid in het kapitaal, op het ogenblik van de plaatsing, niet langer meer dan 50 % zou bedragen.
- § 4. Elke overdracht door een overheid, andere dan de Staat, van aandelen die het kapitaal vertegenwoordigen, wordt door de betrokken overheid betekend aan het autonoom overheidsbedrijf. Elke dergelijke overdracht, waardoor het rechtstreeks belang van de overheid in dat kapitaal niet langer meer dan 50 % bedraagt, is van rechtswege nietig indien, binnen een termijn van drie maanden na de overdracht, het belang van de overheid, door middel van een kapitaalverhoging geheel of gedeeltelijk geplaatst bij de overheid, niet boven de 50 % wordt gebracht.
- § 5. De effecten in het bezit van de overheid geven, tezamen, van rechtswege recht op meer dan 75 % van de stemmen en mandaten in alle organen van het autonome overheidsbedrijf. De stemrechten en mandaten van de andere aandeelhouders worden pro rata verminderd.

Artikel 40

- § 1. Elke uitgifte van nieuwe aandelen of van converteerbare obligaties of obligaties met inschrijvingsrecht, moet vooraf door de Koning worden gemachtigd, bij een in Ministerraad overlegd besluit.
- § 2. In afwijking van artikel 34bis, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, worden de aandelen waarop in geld wordt ingeschreven eerst aangeboden aan de Staat, vervolgens aan andere overheden aangewezen in het in § 1 bedoelde besluit en tenslotte, onverminderd het bepaalde in § 3, aan de andere aandeelhouders die alsdan gebruik zouden maken van hun voorkeurrecht overeenkomstig bedoeld artikel.
- § 3. In geval van plaatsing van in § 2 bedoelde aandelen bij personen andere dan de overheid, wordt een gedeelte van de uitgifte bij voorkeur aangeboden aan de personeelsleden van het uitgevende overheidsbedrijf.
- De personeelsleden oefenen hun voorkeurrecht tot inschrijving uit vóór de andere aandeelhouders. Dit voorkeurrecht is niet verhandelbaar.
- De aandelen waarop personeelsleden inschrijven krachtens dit artikel, met inkorting van het voorrecht van aandeelhouders andere dan de Staat, geven geen stemrecht, behoudens het geval bedoeld in artikel 71 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.
- De Koning bepaalt in het in § 1 bedoelde besluit :

- 1° la partie de l'émission qui sera offerte aux membres du personnel;
- 2° les modalités d'exercice du droit préférentiel de souscription des membres du personnel;
- 3° les modalités de l'émission d'actions sans droit de vote.

Section III. - Dispositions diverses.

Article 41

- § 1. Les articles 13ter, alinéa 1er, 4°, 75, deuxième alinéa, 76 et 104bis, deuxième alinéa, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, ne sont pas applicables aux entreprises publiques autonomes qui ont la forme de société anonyme de droit public.
- § 2. Le ministre dont relève l'entreprise publique, ou son délégué, représente l'Etat à l'assemblée générale.
- § 3. Tous les actes, factures, annonces, publications, correspondance, lettres de commande et autres documents émanant de l'entreprise publique portent la mention " société anonyme de droit public ".
- § 4. Une modification aux statuts ne produit ses effets qu'après approbation par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.
- § 5. La dissolution d'une entreprise publique autonome, qui a adopté la forme de société anonyme de droit public, ne peut être prononcée que par ou en vertu d'une loi. La loi règle le mode et les conditions de la liquidation.
- § 6. L'administrateur général de la Documentation Patrimoniale, ou son délégué, a qualité pour conférer l'authenticité à tous les actes passés au nom ou en faveur des entreprises publiques autonomes. <L 2005-12-23/31, art. 90, 059; En vigueur : 09-01-2006>

Article 42

Pour l'application des articles 13 et 18 et des chapitres IX et XIV du présent titre <L 2015-12-16/30, art. 3, 093; En vigueur : 12-01-2016>, il y a lieu d'entendre par " autorité publique " :

- 1° l'Etat;
- 2° les organismes d'intérêt public, sociétés, institutions ou associations de droit public qui relèvent de l'Etat, en ce compris les entreprises publiques autonomes;

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, pour l'entreprise publique ou les entreprises publiques qu'il désigne, limiter la notion d' " autorité publique " à une ou plusieurs des autorités visées au premier alinéa.

CHAPITRE X. - Des services de médiation. <L 1997-12-19/30, art. 2, 017; En vigueur : 01-01-1998>

Section I. - Les compétences du service de médiation.

Article 43

- § 1. Il est créé auprès de chaque entreprise publique autonome à l'exclusion de Proximus, bpost, la SNCB et Infrabel ou, le cas échéant, auprès de chaque groupe d'entreprises publiques autonomes liées, un service de médiation compétent pour les matières concernant les usagers. <L 2010-12-13/07, art. 4, 078; En vigueur : 17-01-2011, voir AR 2011-01-10/01, art.

- 1° het gedeelte van de uitgifte dat aan de personeelsleden zal worden aangeboden;
- 2° de modaliteiten volgens welke de personeelsleden hun voorkeurrecht tot inschrijving uitoefenen;
- 3° de voorwaarden van de uitgifte van aandelen zonder stemrecht.

Afdeling III. - Diverse bepalingen.

Artikel 41

- § 1. De artikelen 13ter, eerste lid, 4°, 75, tweede lid, 76 en 104bis, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, zijn niet van toepassing op de autonome overheidsbedrijven die de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht hebben.
- § 2. De minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert, of zijn afgevaardigde, vertegenwoordigt de Staat op de algemene vergadering.
- § 3. Alle akten, facturen, aankondigingen, bekendmakingen, brieven, orders en andere stukken uitgaande van het overheidsbedrijf dragen de vermelding " naamloze vennootschap van publiek recht ".
- § 4. Een statutenwijziging heeft slechts uitwerking na haar goedkeuring door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit.
- § 5. Tot de ontbinding van een autonoom overheidsbedrijf, dat de vorm van naamloze vennootschap van publiek recht heeft aangenomen, kan slechts worden beslist bij of krachtens wet. De wet regelt de wijze en de voorwaarden van de vereffening.
- § 6. De administrateur-generaal van de Patrimoniumdocumentatie, of zijn afgevaardigde, kan authenticiteit verlenen aan alle akten verleden in naam of ten gunste van de autonome overheidsbedrijven. <W 2005-12-23/31, art. 90, 059; En vigueur : 09-01-2006>

Artikel 42

Voor toepassing van artikelen 13 en 18 en hoofdstukken IX en XIV van deze titel <W 2015-12-16/30, art. 3, 093; Inwerkingtreding : 12-01-2016> moet onder " overheid " worden verstaan :

- 1° de Staat;
- 2° de organismen van openbaar nut, vennootschappen, instellingen of verenigingen van publiek recht, die ressorteren onder de Staat, daaronder begrepen de autonome overheidsbedrijven;

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, voor het overheidsbedrijf of de overheidsbedrijven die Hij aanwijst, het begrip " overheid " beperken tot één of meer van de in het eerste lid bedoelde overheden.

HOOFDSTUK X. - De ombudsdiensten. <W 1997-12-19/30, art. 2, 017; En vigueur : 01-01-1998>

Afdeling I. - Bevoegdheid van de dienst " ombudsman ".

Artikel 43

- § 1. Er wordt bij elk autonoom overheidsbedrijf [2 met uitzondering van Proximus, bpost, de NMBS en Infrabel of, in voorkomend geval, bij elke groep van verbonden autonome overheidsbedrijven een dienst " ombudsman " opgericht, bevoegd voor gebruikersaangelegenheden. <W 2010-12-13/07, art. 4, 078; Inwerkingtreding : 17-01-2011, zie KB 2011-01-10/01, art. 1, 1°> <W 2010-04-28/01, art. 19, 080; Inwerkingtreding : 14-03-2011> <KB 2013-12-11/03, art. 5, 086;

L'alinéa précédent n'est applicable qu'aux entreprises publiques autonomes dont les usagers sont principalement des personnes physiques et qui sont désignées comme telles par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

§ 2. Le service de médiation est composé de deux membres; ils appartiennent à un rôle linguistique différent.

Le service de médiation agit en tant que collège.

§ 3. Le service de médiation a les missions suivantes :

- 1° examiner toutes les plaintes des usagers ayant trait aux activités de l'entreprise publique;
- 2° s'entremettre pour faciliter un compromis à l'amiable des différends entre l'entreprise publique et les usagers;
- 3° émettre un avis à l'entreprise publique au cas où un compromis à l'amiable ne peut être trouvé; une copie de l'avis est adressée au plaignant;
- 4° se prononcer en tant qu'arbitre dans tout différend que l'entreprise publique et l'utilisateur soumettent à un tel arbitrage par convention conclue après la naissance du différend.

§ 4. Le service de médiation peut, dans le cadre d'une plainte dont il est saisi, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de l'entreprise publique ayant trait directement à l'objet de la plainte. Il peut requérir des administrateurs, des agents et des préposés de l'entreprise publique toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui sont nécessaires pour son examen. L'information ainsi obtenue est traitée par le service de médiation comme confidentielle, lorsque la divulgation pourrait nuire à l'entreprise sur un plan général.

§ 5. L'entreprise publique justifie sa décision au cas où elle ne suivrait pas l'avis visé au § 3, 3°. La décision motivée est envoyée au plaignant et au service de médiation.

Article 43bis <Inséré par L 1997-12-19/30, art. 4; En vigueur : 01-01-1998>

§ 1^{er} Il est institué, auprès de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, un service de médiation pour les télécommunications compétent pour les relations entre l'utilisateur final, au sens de la législation en vigueur en matière de communications électroniques, et les personnes suivantes :

- 1° tout opérateur au sens (de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques); <L 2007-04-25/38, art. 157, 067; En vigueur : 18-05-2007>
- 2° toute personne confectionnant, vendant ou distribuant un annuaire au sens (de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques); <L 2007-04-25/38, art. 157, 067; En vigueur : 18-05-2007>;
- 3° toute personne fournissant un service de renseignements téléphonique au sens (de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques); <L 2007-04-25/38, art. 157, 067; En vigueur : 18-05-2007>;
- 4° toute personne exploitant des systèmes de communications électroniques au sens (de la loi du 13

Het eerste lid is slechts van toepassing op de autonome overheidsbedrijven wier gebruikers hoofdzakelijk natuurlijke personen zijn en die als zodanig door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, worden aangewezen.

§ 2. De dienst " ombudsman " bestaat uit twee leden; zij behoren tot een verschillende taalrol.

De dienst " ombudsman " treedt op als college.

§ 3. De dienst " ombudsman " heeft tot opdracht :

- 1° alle klachten van gebruikers te onderzoeken die betrekking hebben op de activiteiten van het overheidsbedrijf;
- 2° te bemiddelen tussen de gebruikers en het overheidsbedrijf met het oog op een minnelijke schikking van de geschillen;
- 3° een advies te verlenen aan het overheidsbedrijf ingeval geen minnelijke schikking kan worden bereikt; een kopie van het advies wordt verstuurd naar de klager;
- 4° uitspraak te doen als scheidsrechter in elk geschil dat het overheidsbedrijf en de gebruiker aan dergelijke arbitrage onderwerpen bij overeenkomst gesloten nadat het geschil is gerezen.

§ 4. De dienst " ombudsman " kan, in het kader van een hem voorgelegde klacht, ter plaatse inzage nemen van de boeken, brieven, notulen en, in het algemeen, van alle documenten en geschriften van het overheidsbedrijf die rechtstreeks betrekking hebben op het voorwerp van de klacht. Hij kan van de leden van de raad van bestuur, van de gemachtigden en de personeelsleden van het overheidsbedrijf alle ophelderingen en inlichtingen vorderen en alle verificaties verrichten die noodzakelijk zijn voor zijn onderzoek. De aldus verkregen informatie wordt door de dienst " ombudsman " als vertrouwelijk behandeld, indien de bekendmaking ervan het bedrijf op algemeen vlak schade zou kunnen berokkenen.

§ 5. Ingeval het overheidsbedrijf afwijkt van het in § 3, 3°, bedoelde advies, motiveert het zijn beslissing. De gemotiveerde beslissing wordt gestuurd aan de klager en aan de dienst " ombudsman ".

Artikel 43 bis <Ingevoegd bij W 1997-12-19/30, art. 4; En vigueur : 01-01-1998>

§ 1. Er wordt bij het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie een ombudsdienst voor telecommunicatie opgericht die bevoegd is voor de betrekkingen tussen de eindgebruiker, in de zin van de van kracht zijnde wetgeving inzake elektronische communicatie, en de volgende personen :

- 1° elke operator in de zin (van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie); <W 2007-04-25/38, art. 157, 067; En vigueur : 18-05-2007>
- 2° elke persoon die een telefoongids vervaardigt, verkoopt of verspreidt in de zin (van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie); <W 2007-04-25/38, art. 157, 067; En vigueur : 18-05-2007>;
- 3° elke persoon die een telefooninlichtingendienst verstrekt in de zin (van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie); <W 2007-04-25/38, art. 157, 067; En vigueur : 18-05-2007>;
- 4° elke persoon die elektronische communicatiesystemen exploiteert in de zin (van de wet

juin 2005 relative aux communications électroniques); <L 2007-04-25/38, art. 157, 067; En vigueur : 18-05-2007>;

5° toute personne fournissant au public des services de cryptographie au sens (de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques); <L 2007-04-25/38, art. 157, 067; En vigueur : 18-05-2007>;

6° toute personne offrant d'autres activités en matière de communications électroniques au sens (de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques).) <L 2005-06-13/32, art. 154, 056; En vigueur : 30-06-2005> <L 2007-04-25/38, art. 157, 067; En vigueur : 18-05-2007>

7° tout fournisseur de services de radiotransmission et/ou de radiodistribution, pour autant qu'il s'agit des plaintes des utilisateurs finals relatives à des factures intermédiaires, aux dispositions contractuelles et aux conditions générales de l'opérateur. <L 2007-05-15/51, art. 18, 1°, 070; En vigueur : 15-07-2007>

§ 2. Le Service de Médiation est composé de deux membres; ils appartiennent à un rôle linguistique différent.

Le Service de Médiation agit en tant que collège. Néanmoins, les médiateurs peuvent s'accorder des délégations par décision collégiale approuvée par le Ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions.

Une convention est conclue entre les membres du service de médiation pour les télécommunications et le Conseil de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, dans laquelle sont reprises les modalités pratiques et organisationnelles du fonctionnement du service de médiation au sein de l'Institut et de l'accomplissement des missions et des compétences confiées par la loi au service de médiation. Cette convention reprend au minimum les modalités concernant :

- la création et le fonctionnement d'un comité de contact entre les membres du service de médiation et le Conseil de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications;
- la résolution de conflits de compétence;
- les aspects logistiques;
- la politique à l'égard du personnel mis à disposition;
- le contrôle financier et le budget. <L 2006-12-21/79, art. 3, 1°, 065; En vigueur : 02-02-2007>

§ 3. Le Service de Médiation est investi des missions suivantes :

1° examiner toutes les plaintes des utilisateurs finals ayant trait aux activités des entreprises visées au § 1er du présent article.

Les plaintes des utilisateurs finals ne sont recevables que lorsque le plaignant a entamé une démarche préalable auprès de l'entreprise concernée. Le Service de Médiation peut refuser de traiter une réclamation lorsque la plainte y afférente a été introduite auprès de l'entreprise concernée plus d'un an auparavant (ou que la plainte est de nature clairement vexatoire); <L 2006-12-21/79, art. 3, 2°, 065; En vigueur : 02-02-2007>

2° s'entremettre pour faciliter un compromis à l'amiable des différends entre les entreprises visées au § 1er du présent article et les utilisateurs finals; <Err. M.B. 23-04-1998, p. 12443>

3° adresser une recommandation aux entreprises visées au § 1er du présent article au cas où un compromis à l'amiable ne peut être trouvé; une copie de la

van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie); <W 2007-04-25/38, art. 157, 067; En vigueur : 18-05-2007>;

5° elke persoon die openbare versleutelingsdiensten verstrekt in de zin (van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie); <W 2007-04-25/38, art. 157, 067; En vigueur : 18-05-2007>;

6° elke persoon die andere activiteiten met betrekking tot elektronische communicatie aanbiedt in de zin (van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie).) <W 2005-06-13/32, art. 154, 056; En vigueur : 30-06-2005> <W 2007-04-25/38, art. 157, 067; En vigueur : 18-05-2007>

7° elke aanbieder van omroeptransmissie- en/of omroepdistributiediensten, voor zover het klachten betreft van eindgebruikers betreffende tussentijdse facturen, de contractuele bepalingen en de algemene voorwaarden van de operator.) <W 2007-05-15/51, art. 18, 1°, 070; En vigueur : 15-07-2007>

§ 2. De ombudsdienst is samengesteld uit twee leden; zij behoren tot een verschillende taalrol.

De ombudsdienst treedt op als college. Niettemin mogen de ombudsmannen elkaar onderling delegaties verlenen via een collegiale beslissing goedgekeurd door de minister bevoegd voor telecommunicatie.

De leden van de ombudsdienst voor telecommunicatie sluiten met de Raad van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie een overeenkomst af waarin de praktische en organisatorische regels van het functioneren van de ombudsdienst binnen het Instituut en van de uitoefening van de door de wet aan de ombudsdienst opgedragen taken en bevoegdheden, worden opgenomen. In deze overeenkomst worden minstens de nadere regels opgenomen inzake :

- de oprichting en de werking van een contactcomité tussen de leden van de ombudsdienst en de Raad van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie;
- de beslechting van bevoegdheidsgeschillen;
- de logistieke aspecten;
- het beleid ten aanzien van het ter beschikking gestelde personeel;
- financiële controle en begroting. <W 2006-12-21/79, art. 3, 1°, 065; En vigueur : 02-02-2007>

§ 3. De ombudsdienst heeft de volgende opdrachten :

1° alle klachten van de eindgebruikers onderzoeken die verband houden met de activiteiten van de in § 1 van dit artikel bedoelde ondernemingen.

De klachten van de eindgebruikers zijn slechts ontvankelijk wanneer de klager voorafgaandelijk bij de betrokken onderneming stappen heeft ondernomen. De ombudsdienst mag weigeren een klacht te behandelen wanneer die klacht meer dan een jaar geleden werd ingediend bij de betrokken onderneming (of wanneer de klacht duidelijk vexatoir is); <W 2006-12-21/79, art. 3, 2°, 065; En vigueur : 02-02-2007>

2° bemiddelen om een minnelijke schikking te vergemakkelijken voor geschillen tussen de in § 1 van dit artikel bedoelde ondernemingen en de eindgebruikers;

3° een aanbeveling richten tot de in § 1 van dit artikel bedoelde ondernemingen indien geen minnelijke schikking kan worden bereikt; een afschrift van de aanbeveling wordt aan de klager toegezonden;

recommandation est adressée au plaignant;

4° (...) <L 2006-12-21/79, art. 3, 3°, 065; En vigueur : 02-02-2007>

5° orienter au mieux de leur intérêt les utilisateurs finals qui s'adressent à lui par écrit ou oralement;

6° émettre, à la demande du Ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions, du ministre qui a la protection de la consommation dans ses attributions ou de l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications ou du Comité consultatif pour les Télécommunications ou des ministres des Communautés qui ont les programmes de radiotélévision dans leurs compétences et des régulateurs des Communautés en matière de programmes de radiotélévision qui relèvent de la compétence du service de médiation pour les télécommunications, des avis dans le cadre de ses missions; <L 2006-12-21/79, art. 3, 4°, 065; En vigueur : 02-02-2007> <L 2007-05-15/51, art. 18, 2°, 070; En vigueur : 15-07-2007>

7° examiner la demande de toute personne se prétendant victime d'une utilisation malveillante d'un réseau ou d'un service de communications électroniques visant à obtenir communication de l'identité et de l'adresse des utilisateurs de réseaux ou de services de communications électroniques l'ayant importunée, pour autant que ces données sont disponibles. Le service de médiation accède à la demande si les conditions suivantes sont réunies :

- a) les faits semblent établis;
- b) la demande se rapporte à des dates et heures précises. <L 2005-06-13/32, art. 154, 056; En vigueur : 30-06-2005>

8° collaborer avec :

- a) d'autres commissions sectorielles indépendantes de litiges ou médiateurs indépendants, entre autres en transmettant des plaintes qui ne relèvent pas de la compétence du service de médiation pour les télécommunications à la commission de litiges ou au médiateur compétent;
- b) les médiateurs étrangers ou des instances dont la fonction est équivalente qui agissent en tant qu'instance de recours pour le traitement des plaintes pour lesquelles le service de médiation pour les télécommunications est compétent;
- c) les régulateurs des Communautés.

Le cas échéant, des protocoles de collaboration peuvent être conclus par le ministre qui a la Protection de la Consommation dans ces attributions.

En ce qui concerne les opérateurs visés au § 1er, 7°, le ministre qui a la Protection de la Consommation dans ses attributions conclura un accord de coopération avec les Communautés en vue de traiter les plaintes autres que celles visées au § 1er, 7°. <L 2007-05-15/51, art. 18, 3°, 070; En vigueur : 15-07-2007>

§ 4. Le Service de Médiation peut, dans le cadre d'une plainte dont il est saisi, prendre connaissance, sur place, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures d'une ou des entreprises concernées ayant trait directement à l'objet de la plainte. Il peut requérir des administrateurs et du personnel d'une ou des entreprises concernées toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui sont nécessaires pour son examen.

4° (...) <W 2006-12-21/79, art. 3, 3°, 065; En vigueur : 02-02-2007>

5° de eindgebruikers die zich schriftelijk of mondeling tot de dienst richten zo goed mogelijk voorlichten over hun belangen;

6° op verzoek van de minister die bevoegd is voor de telecommunicatie, van de minister bevoegd voor consumentenzaken of van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie of van het Raadgevend Comité voor de telecommunicatie of van de Gemeenschapsministers bevoegd voor omroep en de Gemeenschapsregulatoren voor wat betreft de aangelegenheden inzake omroep die onder de bevoegdheid van de ombudsdienst voor telecommunicatie vallen, adviezen uitbrengen in het kader van zijn opdrachten; <W 2006-12-21/79, art. 3, 4°, 065; En vigueur : 02-02-2007> <W 2007-05-15/51, art. 18, 2°, 070; En vigueur : 15-07-2007>

7° van elke persoon die beweert het slachtoffer te zijn van kwaadwillig gebruik van een elektronische communicatienetwerk of -dienst, het verzoek onderzoeken om inlichtingen te krijgen over de identiteit en het adres van de gebruikers van elektronische communicatienetwerken of -diensten die deze persoon hebben lastiggevalen, voorzover die gegevens beschikbaar zijn. De ombudsdienst wiligt het verzoek in indien de volgende voorwaarden vervuld zijn :

- a) de feiten lijken vast te staan;
- b) het verzoek heeft betrekking op precieze data en uren.) <W 2005-06-13/32, art. 154, 056; En vigueur : 30-06-2005>

8° samenwerken met :

- a) andere onafhankelijke sectoriële geschillencommissies of onafhankelijke bemiddelaars, onder meer door het doorsturen van klachten die niet ressorteren onder de bevoegdheid van de ombudsdienst voor de telecommunicatie naar de bevoegde geschillencommissie of bemiddelaar;
- b) de buitenlandse ombudsmannen of hiermee functioneel gelijkgestelde instanties die opereren als beroepsinstantie voor de behandeling van klachten waarvoor de ombudsdienst voor de telecommunicatie bevoegd is;
- c) de Gemeenschapsregulatoren.

Desgevallend kunnen hiervoor door de minister bevoegd voor Consumentenzaken samenwerkingsprotocollen worden gesloten.

Met betrekking tot de operatoren bedoeld in § 1, 7°, wordt door de minister bevoegd voor Consumentenzaken een samenwerkingsakkoord gesloten met de Gemeenschappen voor de behandeling van andere klachten dan deze bedoeld in § 1, 7°. <W 2007-05-15/51, art. 18, 3°, 070; En vigueur : 15-07-2007>

§ 4. De ombudsdienst mag in het kader van een klacht die bij hem is ingediend, ter plaatse, kennis nemen van boeken, briefwisseling, processen-verbaal en in het algemeen van alle documenten en alle geschriften van de betrokken onderneming of ondernemingen die rechtstreeks betrekking hebben op het voorwerp van de klacht. De dienst mag van de beheerders en van het personeel van de betrokken onderneming of ondernemingen alle uitleg of informatie vragen en alle verificaties uitvoeren die nodig zijn voor het onderzoek.

L'information ainsi obtenue est traitée par le Service de Médiation comme confidentielle lorsque la divulgation pourrait nuire à l'entreprise sur un plan général.

Dans les limites de ses attributions, le Service de Médiation ne reçoit d'instruction d'aucune autorité.

L'examen d'une plainte prend fin lorsqu'elle fait l'objet d'un recours juridictionnel, hors le cas visé au § 3, 4°, du présent article.

§ 5. L'entreprise concernée dispose d'un délai de vingt jours ouvrables pour motiver sa décision au cas où elle ne suivrait pas la recommandation visée au § 3, 3°, du présent article. La décision motivée est envoyée au plaignant et au Service de Médiation.

Après l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, le service de médiation envoie un rappel à l'entreprise concernée. Celle-ci dispose d'un délai de vingt jours ouvrables pour tout de même motiver sa décision au cas où elle ne suivrait pas la recommandation visée au § 3, 3°. La décision motivée est envoyée au plaignant et au service de médiation.

Par le non-respect des délais visés aux alinéas précédents, l'entreprise concernée s'engage à exécuter la recommandation pour ce qui est de l'intervention spécifique et personnelle au plaignant concerné. <L 2005-12-27/31, art. 31, 060; En vigueur : 09-01-2006>

§ 6. Si la plainte d'un consommateur est déclarée recevable par le service de médiation, la procédure de perception est suspendue par l'opérateur pour une période maximale de quatre mois à partir du jour de l'introduction de la plainte auprès du service de médiation ou jusqu'à ce que le service de médiation formule une recommandation ou jusqu'à ce qu'on se mette d'accord sur un règlement transactionnel. <L 2005-12-27/31, art. 31, 060; En vigueur : 09-01-2006>

Article 43ter <Inséré par L 2006-12-21/79, art. 4; En vigueur : 02-02-2007>

§ 1^{er} Il est institué, auprès de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, un service de médiation pour le secteur postal compétent pour les matières concernant les usagers des entreprises suivantes :

- 1° bpost;
- 2° les entreprises qui offrent des services postaux au sens de l'article 131, 1°, de la présente loi ;
- 3° <L 2010-12-13/07, art. 2, 078; En vigueur : 31-12-2010>

Les matières concernant les usagers sont des matières qui concernent les intérêts des utilisateurs qui n'offrent pas de services postaux eux-mêmes.

§ 2. Le service de médiation pour le secteur postal est composé de deux membres qui appartiennent à un rôle linguistique différent.

Le service de médiation agit en tant que collège. Néanmoins, les médiateurs peuvent s'accorder des délégations par décision collégiale approuvée par le ministre qui a les services postaux dans ses attributions.

Une convention est conclue entre les membres du service de médiation pour le secteur postal et le Conseil de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, dans laquelle sont reprises les modalités pratiques et organisationnelles du fonctionnement du service de médiation au sein de l'Institut et de l'accomplissement des missions et des

De aldus verkregen informatie behandelt de ombudsdienst vertrouwelijk, wanneer de verspreiding de onderneming op algemeen vlak zou kunnen schaden.

Binnen de grenzen van zijn bevoegdheden krijgt de ombudsdienst van geen enkele overheid instructies.

Het onderzoek van een klacht wordt beëindigd wanneer daartegen beroep is aangetekend, buiten het geval bedoeld in § 3, 4° van dit artikel.

§ 5. De betrokken onderneming beschikt over een termijn van twintig werkdagen om haar beslissing te motiveren indien zij de in § 3, 3° van dit artikel bedoelde aanbeveling niet volgt. De met redenen omklede beslissing wordt naar de klager en naar de ombudsdienst opgestuurd.

Na het verstrijken van de in het vorige lid bedoelde termijn, verstuurt de ombudsdienst een herinnering aan de betrokken onderneming. Deze beschikt over een nieuwe termijn van twintig werkdagen om haar beslissing alsnog te motiveren indien zij de in § 3, 3°, bedoelde aanbeveling niet volgt. De met redenen omklede beslissing wordt naar de klager en naar de ombudsdienst opgestuurd.

Door de niet-naleving van de in de vorige leden bedoelde termijnen verbindt de betrokken onderneming er zich toe de aanbeveling uit te voeren voor wat betreft de specifieke en persoonlijke tegemoetkoming aan de betrokken klager.) <W 2005-12-27/31, art. 31, 060; En vigueur : 09-01-2006>

§ 6. Indien de klacht van een gebruiker door de ombudsdienst ontvankelijk wordt verklaard, wordt de inningsprocedure door de operator opgeschort tot een maximale periode van vier maanden vanaf de indiening van de klacht bij de ombudsdienst of totdat de ombudsdienst een aanbeveling heeft geformuleerd of totdat een minnelijke schikking is bereikt.) <W 2005-12-27/31, art. 31, 060; En vigueur : 09-01-2006>

Artikel 43ter . <Ingevoegd bij W 2006-12-21/79, art. 4; En vigueur : 02-02-2007>

§ 1. Bij het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie wordt een ombudsdienst voor de postsector opgericht die bevoegd is voor gebruikersaangelegenheden inzake volgende ondernemingen :

- 1° bpost;
- 2° de ondernemingen die postdiensten aanbieden in de zin van artikel 131, 1° van deze wet ;
- 3° <W 2010-12-13/07, art. 2, 078; Inwerkingtreding : 31-12-2010>

Gebruikersaangelegenheden zijn aangelegenheden die de belangen van gebruikers betreffen die zelf geen postdiensten aanbieden.

§ 2. De ombudsdienst voor de postsector bestaat uit twee leden die behoren tot een verschillende taalrol.

De ombudsdienst treedt op als college. Niettemin mogen de ombudsmannen elkaar onderling delegaties verlenen via een collegiale beslissing goedgekeurd door de minister die bevoegd is voor aangelegenheden die de postdiensten betreffen.

De leden van de ombudsdienst voor de postsector sluiten met de Raad van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie een overeenkomst af waarin de praktische en organisatorische regels van het functioneren van de ombudsdienst binnen het Instituut en van de uitoefening van de door de wet aan de ombudsdienst opgedragen taken en bevoegdheden,

compétences confiées par la loi au service de médiation.

Cette convention reprend au minimum les modalités concernant :

- la création et le fonctionnement d'un comité de contact entre les membres du service de médiation et le Conseil de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications;
- la résolution de conflits de compétence;
- les aspects logistiques;
- la politique à l'égard du personnel mis à disposition;
- le contrôle financier et le budget.

§ 3. Le service de médiation pour le secteur postal est investi des missions suivantes :

1° examiner toutes les plaintes des utilisateurs ayant trait:

- a) aux activités de bpost, à l'exception de :
 - plaintes qui relèvent de la compétence d'une autre commission sectorielle indépendante des litiges ou d'un autre médiateur indépendant;
 - plaintes concernant des produits et services offerts par bpost en sous-traitance de tiers.
- b) aux activités postales des entreprises visées au § 1er, 2° et 3°, du présent article.

2° Par activités postales, on entend pour l'application de ce chapitre :

- a) les activités qui consistent en la prestation de services postaux au sens de l'article 131, 1°, de la présente loi, y compris les services postaux caractérisés par une ou plusieurs prestations supplémentaires;
- b) les services prestés supplémentamment par entreprises auxquelles il est fait référence au § 1er, 2°, de cet article du fait qu'ils sont nécessaires à leurs services postaux au sens de l'article 131, 1°, de cette loi et ayant trait à l'infrastructure de l'entreprise concernée ou aux modes possibles de paiement de leurs services postaux au sens de l'article 131, 1°, de cette loi.

3° s'entremettre pour faciliter un compromis à l'amiable des litiges entre les entreprises visées au § 1er du présent article et les utilisateurs;

4° adresser une recommandation aux entreprises visées au § 1^{er} du présent article au cas où un compromis à l'amiable ne peut être trouvé. Une copie de la recommandation est adressée au plaignant;

5° orienter au mieux de leurs droits et intérêts les utilisateurs qui s'adressent à lui par écrit ou oralement;

6° émettre, à la demande du ministre qui a le secteur postal dans ses attributions ou du ministre qui a la protection des consommateurs dans ses attributions ou de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications ou du comité consultatif pour les services postaux, des avis dans le cadre de ses missions;

7° collaborer avec :

- a) d'autres commissions sectorielles indépendantes de litiges ou médiateurs indépendants, entre autres en transmettant des plaintes qui ne relèvent pas de la compétence du service de médiation pour le secteur postal à la commission de litiges ou au médiateur compétent;

worden opgenomen.

In deze overeenkomst worden minstens de regels opgenomen inzake :

- de oprichting en de werking van een contactcomité tussen de leden van de ombudsdienst en de Raad van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie;
- de beslechting van bevoegdheidsgeschillen;
- de logistieke aspecten;
- het beleid ten aanzien van het ter beschikking gestelde personeel;
- financiële controle en begroting

§ 3. De ombudsdienst voor de postsector heeft volgende opdrachten :

1° alle klachten van de gebruikers onderzoeken die verband houden met :

- a) de activiteiten van [2 bpost]2, met uitzondering van:
 - klachten waarvoor een andere onafhankelijke sectoriële geschillencommissie of onafhankelijke bemiddelaar bevoegd is;
 - klachten die producten en diensten betreffen die door bpost aangeboden worden in onderaanneming van derden.
- b) de postale activiteiten van de in § 1, 2° en 3°, van dit artikel bedoelde ondernemingen.

2° Onder postale activiteiten wordt voor de toepassing van dit hoofdstuk verstaan :

- a) de activiteiten die bestaan uit het leveren van postdiensten in de zin van artikel 131, 1° van deze wet, met inbegrip van postdiensten die gekenmerkt worden door één of meer bijkomende prestaties;
- b) de diensten die bijkomend geleverd worden door de ondernemingen waarnaar verwezen wordt in § 1, 2°, van dit artikel daar zij noodzakelijk zijn voor hun postdiensten in de zin van artikel 131, 1°, van deze wet en die betrekking hebben op de infrastructuur van de desbetreffende onderneming of de mogelijke betaalwijzen voor hun postdiensten in de zin van artikel 131, 1°, van deze wet.

3° bemiddelen om een minnelijke schikking te vergemakkelijken voor geschillen tussen de in § 1 van dit artikel bedoelde ondernemingen en de gebruikers;

4° een aanbeveling richten tot de in § 1 van dit artikel bedoelde ondernemingen indien geen minnelijke schikking kan worden bereikt. Een afschrift van aanbeveling wordt aan de klager toegezonden;

5° de gebruikers die zich schriftelijk of mondeling tot de dienst richten zo goed mogelijk voorlichten over hun rechten en belangen;

6° op verzoek van de minister die bevoegd is voor de postsector, of van de minister bevoegd voor consumentenzaken, of van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, of van het raadgevend comité voor de postdiensten adviezen uitbrengen in het kader van zijn opdrachten;

7° samenwerken met :

- a) andere onafhankelijke sectoriële geschillencommissies of onafhankelijke bemiddelaars, onder meer door het doorsturen van klachten die niet ressorteren onder de bevoegdheid van de ombudsdienst

b) les médiateurs étrangers ou des instances dont la fonction est équivalente qui agissent en tant qu'instance de recours pour le traitement des plaintes pour lesquelles le service de médiation pour le secteur postal est compétent.

Le cas échéant, des protocoles de collaboration peuvent être conclus par le ministre qui a la protection de la consommation dans ces attributions.

§ 4. Les plaintes des utilisateurs finals ne sont recevables que lorsque le plaignant a introduit une plainte selon la procédure interne de l'entreprise concernée. Les plaintes des utilisateurs finals sont irrecevables lorsque celles-ci ont été introduites anonymement ou n'ont pas été introduites par voie écrite auprès du service de médiation pour le secteur postal.

Le service de médiation pour le secteur postal peut refuser de traiter une plainte de manière motivée lorsque cette plainte a été introduite il y a plus d'un an auprès de l'entreprise concernée ou que la plainte est de nature clairement vexatoire.

Différentes plaintes introduites par un même usager contre un même opérateur sur le même sujet peuvent être traitées comme une seule plainte par le service de médiation.

L'utilisateur peut s'adresser au médiateur ou à la médiatrice soit néerlandophone soit francophone. L'enregistrement des plaintes par le service de médiation se fait conformément à la norme CEN14012.

Le service de médiation transmet les plaintes de première ligne pour traitement au prestataire de services postaux et en informe l'utilisateur. Le service de médiation informe toujours l'utilisateur et le prestataire de services postaux, y compris lorsque le service de médiation se déclare incompétent ou met fin au traitement de la plainte.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception de la notification du service de médiation, le prestataire de services postaux transmet tous les éléments permettant d'argumenter sa position initiale, ou dans l'autre cas, l'entreprise fait une proposition de compromis à l'amiable.

Lorsqu'un compromis à l'amiable est trouvé, le service de médiation pour le secteur postal clôture le dossier et en envoie la confirmation aux deux parties.

Le Roi peut fixer les autres modalités pratiques relatives à la réception de plaintes par le service de médiation pour le secteur postal, l'enregistrement de celles-ci et l'échange d'informations; <L 2010-12-13/07, art. 2, 078; En vigueur : 31-12-2010>

§ 5. Le service de médiation pour le secteur postal peut, dans le cadre d'une plainte introduite auprès de lui, prendre connaissance, sur place, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de l'entreprise ou des entreprises concernées ayant trait directement à l'objet de la plainte à l'exception des pièces relevant du secret des lettres. Il peut requérir des organismes d'administration et du personnel des entreprises concernées toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui sont

pour de postsector naar de bevoegde geschillencommissie of bemiddelaar;

b) de buitenlandse ombudsmannen of hiermee functioneel gelijkgestelde instanties die opereren als beroepsinstantie voor de behandeling van klachten waarvoor de ombudsdienst voor de postsector bevoegd is.

In voorkomend geval kunnen hiervoor door de minister bevoegd voor consumentenzaken samenwerkingsprotocollen afgesloten worden.

§ 4. De klachten van de eindgebruikers zijn slechts ontvankelijk wanneer de klager voorafgaandelijk bij de betrokken onderneming een klacht heeft ingediend volgens de interne procedure van de betrokken onderneming. De klachten van de eindgebruikers zijn onontvankelijk wanneer deze anoniem of niet schriftelijk werden ingediend bij de ombudsdienst voor de postsector.

De ombudsdienst voor de postsector mag op gemotiveerde wijze weigeren een klacht te behandelen wanneer die klacht meer dan een jaar geleden werd ingediend bij de betrokken onderneming of wanneer de klacht duidelijk vexatoir is.

Verschillende klachten ingediend door eenzelfde gebruiker tegen eenzelfde operator met eenzelfde voorwerp kunnen door de ombudsdienst als één klacht behandeld worden.

De gebruiker kan zich ofwel richten tot de Nederlandstalige of de Franstalige ombudsman of -vrouw. De registratie van de klachten door de ombudsdienst gebeurt volgens de CEN14012-norm.

De ombudsdienst stuurt eerstelijnsklachten voor de behandeling door naar de aanbieder van postdiensten, en informeert de gebruiker daarover. De ombudsdienst informeert steeds de gebruiker en de aanbieder van postdiensten, ook wanneer de ombudsdienst zich onbevoegd verklaart of een einde maakt aan de behandeling van de klacht.

Binnen tien werkdagen na ontvangst van de melding van de ombudsdienst, maakt de aanbieder van postdiensten ofwel alle elementen over om zijn initiële positie te argumenteren, ofwel, in het andere geval, doet het bedrijf een voorstel tot minnelijke schikking.

Als een minnelijke schikking is bereikt, sluit de ombudsdienst voor de postsector het dossier af, en stuurt daarvan een bevestiging aan beide partijen.

De Koning kan de verdere praktische regels bepalen met betrekking tot de ontvangst van klachten door de ombudsdienst voor de postsector, de registratie ervan en de informatieuitwisseling; <W 2010-12-13/07, art. 2, 078; Inwerkingtreding : 31-12-2010>

§ 5. De ombudsdienst voor de postsector mag in het kader van een klacht die bij hem is ingediend ter plaatse kennis nemen van boeken, briefwisseling, processen-verbaal en in het algemeen van alle documenten en alle geschriften van de betrokken onderneming of ondernemingen die rechtstreeks betrekking hebben op het voorwerp van de klacht met uitzondering van de stukken die onder het briefgeheim vallen. Hij mag van de beheersorganen en van het personeel van de betrokken ondernemingen alle uitleg of informatie vragen en alle verificaties uitvoeren die nodig zijn voor het onderzoek.

nécessaires pour son examen.

L'information ainsi obtenue est traitée confidentiellement lorsque la divulgation peut nuire à l'entreprise sur un plan général.

Dans les limites de ses attributions, le service de médiation ne reçoit d'instruction d'aucune autorité.

L'examen d'une plainte prend fin lorsqu'elle fait l'objet d'un recours juridictionnel.

§ 6. L'entreprise concernée dispose d'un délai de vingt jours ouvrables pour motiver sa décision au cas où elle ne suivrait pas la recommandation visée au § 3, 4°, du présent article. La décision motivée est envoyée au plaignant et au service de médiation.

Après l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, le service de médiation envoie un rappel à l'entreprise concernée. Celle-ci dispose d'un nouveau délai de vingt jours ouvrables pour motiver sa décision au cas où elle ne suivrait pas la recommandation visée au § 3, 4°, du présent article. La décision motivée est envoyée au plaignant ainsi qu'au service de médiation.

Par le non-respect du délai visé, l'entreprise concernée s'engage à appliquer l'avis pour ce qui est du dédommagement spécifique et personnel au plaignant concerné.

§ 7. Si la plainte d'un utilisateur est déclarée recevable par le service de médiation pour le secteur postal, la procédure de recouvrement est suspendue par l'opérateur pour une période de 4 mois au maximum à partir de l'introduction de la plainte auprès du service de médiation ou jusqu'à ce que le service de médiation pour le secteur postal ait formulé une recommandation ou jusqu'à ce qu'un compromis à l'amiable puisse être trouvé.

§ 8. L'utilisateur et le prestataire de services postaux ont le droit de consulter le dossier auprès du service de médiation. <L 2010-12-13/07, art. 2, 078; En vigueur : 31-12-2010>

§ 9. Le service de médiation pour le secteur postal invite à intervalles réguliers les personnes visées à l'article 148bis, § 2, à un dialogue dans le but de prévenir des conflits. Le Roi peut édicter les autres modalités pratiques concernant cette concertation permanente. <L 2010-12-13/07, art. 2, 078; En vigueur : 31-12-2010>

Section II. - Composition et fonctionnement du service de médiation.

Article 44

§ 1. Les membres du service de médiation sont nommés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, pour un terme renouvelable de cinq ans.

Les candidats membres sont invités, par avis publié au Moniteur belge, à déposer leurs candidatures.

Le membre du service de médiation, qui au moment de sa nomination se trouve dans un lien statutaire avec l'Etat ou toute autre personne morale de droit public relevant de l'Etat, est mis de plein droit en congé pour mission selon les dispositions du statut en question pour toute la durée de son mandat. Toutefois, durant cette période, il garde ses titres à la promotion et à l'avancement de traitement.

Lorsque le membre du service de médiation au moment de sa nomination se trouve dans un lien contractuel avec

De aldus verkregen informatie wordt vertrouwelijk behandeld wanneer de verspreiding de onderneming op algemeen vlak kan schaden.

Binnen de grenzen van zijn bevoegdheden krijgt de ombudsdienst van geen enkele overheid instructies. Het onderzoek van een klacht wordt beëindigd wanneer daartegen jurisdictioneel beroep is aangetekend.

§ 6. De betrokken onderneming beschikt over een termijn van twintig werkdagen om haar beslissing te motiveren indien zij de in § 3, 4° van dit artikel bedoelde aanbeveling niet volgt. De met reden omklede beslissing wordt naar de klager en naar de ombudsdienst gestuurd.

Na het verstrijken van de in het vorige lid bedoelde termijn, verstuurt de ombudsdienst een herinnering aan de betrokken onderneming. Deze beschikt over een nieuwe termijn van twintig werkdagen om haar beslissing alsnog te motiveren indien zij de in § 3, 4° van dit artikel bedoelde aanbeveling niet volgt. De met redenen omklede beslissing wordt naar de klager en naar de ombudsdienst gestuurd.

Door de niet naleving van de bedoelde termijn verbindt de betrokken onderneming er zich toe het advies uit te voeren voor wat betreft de specifieke en persoonlijke tegemoetkoming aan de betrokken klager.

§ 7. Indien de klacht van een gebruiker door de ombudsdienst voor de postsector ontvankelijk wordt verklaard, wordt de inningsprocedure door de operator opgeschort tot een maximale periode van 4 maanden vanaf de indiening van de klacht bij de ombudsdienst of totdat de ombudsdienst voor de postsector een aanbeveling heeft geformuleerd of totdat een minnelijke schikking kan worden bereikt.

§ 8. De gebruiker en de aanbieder van postdiensten hebben recht op inzage van het dossier bij de ombudsdienst. <W 2010-12-13/07, art. 2, 078; Inwerkingtreding : 31-12-2010>

§ 9. De ombudsdienst voor de postsector nodigt op regelmatige tijdstippen de personen bedoeld in artikel 148bis, § 2, uit voor een dialoog, met het oog op het voorkomen van conflicten. De Koning kan de verdere praktische bepalingen uitvaardigen met betrekking tot dit permanent overleg. <W 2010-12-13/07, art. 2, 078; Inwerkingtreding : 31-12-2010>

Afdeling II. - Samenstelling en werking van de dienst " ombudsman ".

Artikel 44

§ 1. De Koning benoemt de leden van de dienst " ombudsman ", bij een in Ministerraad overlegd besluit, voor een hernieuwbare termijn van vijfjaar. De kandidaat-leden worden opgeroepen tot indiening van hun kandidaturen bij bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.

Het lid van de dienst " ombudsman " die zich, op het ogenblik van zijn benoeming, in een statutaire band bevindt met de Staat of met enig ander rechtspersoon van publiek recht die onder de Staat ressorteert, wordt van rechtswege ter beschikking gesteld, overeenkomstig de bepalingen van het betrokken statuut, voor de gehele duur van zijn mandaat. Gedurende deze periode behoudt hij evenwel zijn rechten op bevordering en weddeverhoging.

l'Etat ou toute autre personne de droit public relevant de l'Etat, le contrat concerné est suspendu de plein droit pour toute la durée de son mandat. Toutefois, durant cette période, il garde ses titres à l'avancement de traitement.

§ 2. Pour pouvoir être nommé membre du service de médiation, le candidat doit :

- 1° posséder la nationalité belge;
- 2° être d'une conduite irréprochable et jouir des droits civils et politiques;
- 3° détenir un diplôme donnant accès à des fonctions du niveau 1 aux administrations de l'Etat;
- 4° ne pas avoir exercé un mandat ou une fonction pendant une période de trois ans avant sa nomination au sein :

- a) de l'entreprise publique concernée ou de l'une des entreprises liées en ce qui concerne les médiateurs auprès des entreprises publiques;
- b) d'une des entreprises visées au § 1er de l'article 43bis de la présente loi ou de l'une des entreprises liées en ce qui concerne les membres du Service de Médiation pour les télécommunications;) <L 1997-12-19/30, art. 5, 017; En vigueur : 01-01-1998>
- c) d'une des entreprises visées au § 1er, de l'article 43ter de la présente loi ou de l'une des entreprises liées en ce qui concerne les membres du service de médiation pour le secteur postal. <L 2006-12-21/79, art. 5, a, 065; En vigueur : 02-02-2007>

§ 3. La fonction de membre du service de médiation est incompatible avec :

- 1° un mandat public rémunéré;
- 2° un mandat public conféré par des élections;
- 3° la profession d'avocat;
- 4° la fonction de notaire, magistrat ou huissier de justice;
- 5° un mandat ou une fonction au sein :
 - a) de l'entreprise publique concernée ou l'une des entreprises liées en ce qui concerne les médiateurs auprès des entreprises publiques;
 - b) d'une des entreprises visées au § 1er de l'article 43bis de la présente loi ou de l'une des entreprises liées en ce qui concerne les membres du Service de Médiation pour les télécommunications;) <L 1997-12-19/30, art. 5, 017; En vigueur : 01-01-1998>
 - c) d'une des entreprises visées au § 1er de l'article 43ter de la présente loi ou de l'une des entreprises liées en ce qui concerne les membres du service de médiation pour le secteur postal. <L 2006-12-21/79, art. 5, b, 065; En vigueur : 02-02-2007>

§ 4. (Abrogé) <L 1993-08-06/30, art. 89, 005; ED : 19-08-1993>

§ 5. Les membres du service de médiation ne peuvent être révoqués que pour juste motif par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Article 44bis <Inséré par L 1993-08-06/30, art. 88; En vigueur : 19-08-1993>

§ 1. Le Roi fixe le statut administratif et pécuniaire des membres du service de médiation.

§ 2. Les membres du service de médiation sont soumis aux dispositions qui, pour les agents de l'Etat, régissent :

- 1° les congés;

Indien het lid van de dienst " ombudsman " zich op het ogenblik van zijn benoeming in een contractuele band bevindt met de Staat of met enig ander rechtspersoon van publiek recht die onder de Staat ressorteert, wordt de betrokken overeenkomst van rechtswege geschorst voor de gehele duur van zijn mandaat. Gedurende deze periode behoudt hij evenwel zijn rechten op bevordering.

§ 2. Om tot lid van de dienst " ombudsman " te worden benoemd, moet men :

- 1° de Belgische nationaliteit bezitten;
- 2° van onberispelijk gedrag zijn en de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3° houder zijn van een diploma dat bij de Rijksbesturen toegang geeft tot een ambt van niveau 1;
- 4° gedurende een periode van drie jaar voor de benoeming, geen mandaat of functie hebben bekleed in :
 - a) het betrokken overheidsbedrijf of een ermee verbonden onderneming wat betreft de ombudsmannen bij de overheidsbedrijven;
 - b) een onderneming, bedoeld in § 1 van artikel 43bis van deze wet of een ermee verbonden onderneming wat betreft de leden van de ombudsdienst voor telecommunicatie <W 1997-12-19/30, art. 5, 017; En vigueur : 01-01-1998>
 - c) een onderneming, bedoeld in § 1 van artikel 43ter van deze wet of een ermee verbonden onderneming voor wat betreft de leden van de ombudsdienst voor de postsector.) <W 2006-12-21/79, art. 5, a, 065; En vigueur : 02-02-2007>

§ 3. Het lidmaatschap van de dienst " ombudsman " is onverenigbaar met :

- 1° een bezoldigd openbaar mandaat;
- 2° een bij verkiezingen verleend openbaar mandaat;
- 3° het beroep van advocaat;
- 4° het ambt van notaris, magistraat of gerechtsdeurwaarder;
- 5° een mandaat of functie in :
 - a) het betrokken overheidsbedrijf of een ermee verbonden onderneming wat betreft de ombudsmannen bij de overheidsbedrijven;
 - b) een onderneming, bedoeld in § 1 van artikel 43bis van deze wet of een ermee verbonden onderneming wat betreft de leden van de ombudsdienst voor telecommunicatie;) <W 1997-12-19/30, art. 5, 017; En vigueur : 01-01-1998> of een ermee verbonden onderneming.
 - c) een onderneming, bedoeld in § 1 van artikel 43ter van deze wet of een ermee verbonden onderneming voor wat betreft de leden van de ombudsdienst voor de postsector.) <W 2006-12-21/79, art. 5, b, 065; En vigueur : 02-02-2007>

§ 4. (Opgeheven) <W 1993-08-06/30, art. 89, 005; En vigueur : 19-08-1993>

§ 5. De leden van de dienst " ombudsman " kunnen slechts om wettige reden worden ontslagen bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Article 44bis <Ingevoegd bij W 1993-08-06/30, art. 88; En vigueur : 19-08-1993>

§ 1. De Koning stelt het administratief en geldelijk statuut van de leden van de dienst " ombudsman " vast.

§ 2. De leden van de dienst " ombudsman " zijn onderworpen aan de bepalingen die, voor de Rijksambtenaren, het volgende regelen :

- 2° la disponibilité pour maladie;
- 3° le pécule de vacances.

§ 3. Les membres du service de médiation sont soumis au secteur des soins de santé du régime de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

§ 4. La loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, est applicable aux membres des services de médiation créés auprès des entreprises publiques autonomes ainsi qu'aux membres du service de médiation pour les télécommunications et du service de médiation pour le secteur postal. <L 2006-12-21/79, art. 6, a, 065; En vigueur : 02-02-2007>

Les rentes et indemnités, ainsi que les frais de procédure, sauf si la demande est téméraire et vexatoire, sont à charge de l'entreprise publique et en ce qui concerne le service de médiations pour les télécommunications et le secteur postal à charge de l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications, créé par l'article 71 de la présente loi.

<L 1995-12-20/31, art. 54, 013; En vigueur : 02-01-1996> <L 1997-12-19/30, art. 6, 017; En vigueur : 01-01-1998> <L 2006-12-21/79, art. 6, b, 065; En vigueur : 02-02-2007>

§ 5. Les entreprises publiques autonomes et l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications accordent, directement aux membres respectivement de leur services de médiation pour les télécommunications et le secteur postal, les allocations familiales, l'allocation de naissance et la prime d'adoption prévues par les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés. <L 1997-12-19/30, art. 6, 017; En vigueur : 01-01-1998> <L 2006-12-21/79, art. 6, c, 065; En vigueur : 02-02-2007>

Le montant et les conditions d'octroi de ces allocations et prime sont au moins aussi favorables que ceux des allocations réparties obligatoirement par les caisses de compensation pour allocations familiales.

Article 44ter <Inséré par L 1993-08-06/30, art. 88; ED : 19-08-1993>

§ 1. Les entreprises publiques autonomes sont tenues d'assurer aux membres de leur service de médiation une pension de retraite. Les règles qui régissent les conditions d'octroi et le mode de calcul des pensions des fonctionnaires de l'Administration générale du Royaume sont applicables à cette pension. Chaque entreprise publique autonome supporte la charge des pensions accordées aux membres de son service de médiation.

L'Institut belge des services postaux et des télécommunications assume la charge des pensions accordées aux membres du service de médiation pour les télécommunications et du service de médiation pour le secteur postal pour les seules années prestées dans ces services de médiation. <L 2006-12-21/79, art. 7, 065; En vigueur : 02-02-2007>

§ 2. Les ayants droit des personnes visées au § 1er peuvent prétendre à une pension de survie à charge du Trésor public selon les règles qui régissent l'octroi et le mode de calcul des pensions des ayants droit des fonctionnaires de l'Administration générale du Royaume. Cette pension est financée par une contribution personnelle à charge des membres du service de médiation égale à celle prévue par l'article 60 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions. Cette

- 1° de verloven;
- 2° de disponibilité wegens ziekte;
- 3° het vakantiegeld.

§ 3. De leden van de dienst " ombudsman " zijn onderworpen aan de sector gezondheidszorg van het stelsel van verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit.

§ 4. De wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, is van toepassing op de leden van de diensten " ombudsman " opgericht bij de autonome overheidsbedrijven alsook op de leden van de ombudsdienst voor telecommunicatie en de ombudsdienst voor de postsector. <W 2006-12-21/79, art. 6, a, 065; En vigueur : 02-02-2007>

De renten en vergoedingen, alsook de procedurekosten, behalve bij roekeloze en tergende vordering, komen ten last van het overheidsbedrijf en wat betreft de ombudsdiensten voor telecommunicatie en de postsector ten laste van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, opgericht bij artikel 71 van deze wet. <W 1995-12-20/31, art. 54, 013; En vigueur : 02-01-1996> <W 1997-12-19/30, art. 6, 017; En vigueur : 01-01-1998> <W 2006-12-21/79, art. 6, b, 065; En vigueur : 02-02-2007>

§ 5. De autonome overheidsbedrijven en het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie kennen rechtstreeks aan de leden van respectievelijk hun dienst " ombudsman " en de ombudsdiensten voor telecommunicatie en de postsector de kinderbijslag, de geboortebijslag en de adoptiepremie toe waarin de gecoördineerde wetten op de kinderbijslag voor loontrekkenden voorzien. <W 1997-12-19/30, art. 6, 017; En vigueur : 01-01-1998> <W 2006-12-21/79, art. 6, c, 065; En vigueur : 02-02-2007>

Het bedrag en de toekenningsvoorwaarden voor deze bijslagen en premie zijn minstens even gunstig als deze van de toelagen die de kinderbijslagfondsen verplicht verdelen.

Artikel 44 ter <Ingevoegd bij W 1993-08-06/30, art. 88; En vigueur : 19-08-1993>

§ 1. De autonome overheidsbedrijven verzekeren aan de leden van hun dienst " ombudsman " een rustpensioen. De regels die de toekenningsvoorwaarden en de wijze van berekening van de pensioenen van de ambtenaren van het Algemeen Rijksbestuur beheersen, zijn op dit pensioen van toepassing. Elk autonoom overheidsbedrijf draagt de lasten van de pensioenen toegekend aan de leden van zijn dienst " ombudsman ".

Het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie draagt de lasten van de pensioenen die zijn toegekend aan de leden van de ombudsdienst voor telecommunicatie en de ombudsdienst voor de postsector enkel voor de jaren die bij deze ombudsdiensten zijn gepresteerd. <W 2006-12-21/79, art. 7, 065; En vigueur : 02-02-2007>

§ 2. De rechthebbenden van de personen bedoeld bij § 1 kunnen hun recht op een overlevingspensioen ten laste van de Schatkist doen gelden volgens de regels die de toekenning en de wijze van berekening van de pensioenen van de rechthebbenden van de ambtenaren van het Algemeen Rijksbestuur beheersen. Dit pensioen wordt gefinancierd door een persoonlijke bijdrage ten laste van de leden van de dienst " ombudsman " die gelijk is aan deze waarin artikel 60 van de wet van 15 mei 1984 houdende

contribution est soumise aux règles prévues par les articles 61 et 61bis de la loi du 15 mai 1984 précitée.

§ 3. Pour l'ouverture du droit et le calcul des pensions visées aux §§ 1^{er} et 2, seuls les services prestés en qualité de membre du service de médiation sont pris en compte.

Ces mêmes services ne peuvent être pris en considération ni pour l'ouverture du droit à une autre pension du secteur public, ni pour le calcul de celle-ci.

Article 45

Le Roi détermine, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, les ressources humaines et matérielles que doit affecter l'entreprise publique autonome à son service de médiation. Les frais de fonctionnement du service de médiation sont à charge de l'entreprise publique. Toutefois, le Roi peut soumettre l'appel au service de médiation au paiement d'une contribution aux frais.

Article 45bis <Inséré par L 1997-12-19/30, art. 8; En vigueur : 01-01-1998>

§ 1^{er}. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur avis de l'institut, les ressources humaines et matérielles que l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications doit affecter au Service de Médiation pour les télécommunications.

Les frais de fonctionnement du Service de Médiation pour les télécommunications sont à charge de l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications.

§ 2. Afin de rémunérer les prestations du Service de Médiation pour les télécommunications, les entreprises, visées à l'article 43bis, § 1er, de la présente loi, acquittent annuellement, auprès de l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications, une redevance établie sur base du coût du financement du Service de Médiation pour les télécommunications, appelée " redevance de médiation ".

§ 3. Chaque année, l'institut fixe le montant de la redevance de médiation due par chacune des entreprises visées à l'article 43bis de la loi.

§ 4. Les entreprises, visées à l'article 43bis, § 1er, de la présente loi, communiquent, au plus tard le 30 juin de chaque année à l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications, le chiffre d'affaires réalisé l'année précédente pour chacune des activités rentrant dans le champ de compétence du Service de Médiation.

§ 5. Le montant de la redevance de médiation correspond au montant des moyens financiers nécessaires au fonctionnement du Service de Médiation inscrit au budget de l'année en cours de l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications, après avis de l'Inspection des Finances et du Comité consultatif pour les Télécommunications, multiplié par un coefficient égal à la part de l'entreprise dans le chiffre d'affaires réalisé l'année précédente par l'ensemble des entreprises concernées pour les activités rentrant dans le champ de compétence du Service de Médiation.

Les premiers 1.240.000 EUR de chiffre d'affaires de

maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, voorziet. Deze bijdrage is onderworpen aan de regels waarin de artikelen 61 en 61bis van bovengenoemde wet van 15 mei 1984 voorzien.

§ 3. Voor de opvorderbaarheid van het recht op de bij §§ 1 en 2 bedoelde pensioenen en de berekening ervan, komen enkel de gepresteerde diensten als lid van de dienst " ombudsman " in aanmerking.

Dezelfde diensten mogen niet in aanmerking genomen worden noch voor het ontstaan van het recht op een ander pensioen van de overheidssector, noch voor de berekening daarvan.

Artikel 45

De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de menselijke en materiële middelen die het autonoom overheidsbedrijf ter beschikking van zijn dienst " ombudsman " stelt. De werkingskosten van de dienst " ombudsman " zijn ten laste van het overheidsbedrijf. De Koning kan echter het beroep op de dienst " ombudsman " aan een kostenbijdrage onderwerpen.

Artikel 45bis <Ingevoegd bij W 1997-12-19/30, art. 8; En vigueur : 01-01-1998>

§ 1. De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit, op advies van het Instituut, de menselijke en materiële middelen die het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie ter beschikking van de ombudsdienst voor telecommunicatie moet stellen. De werkingskosten van de ombudsdienst voor telecommunicatie komen ten laste van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

§ 2. Om de dienstverlening van de ombudsdienst voor telecommunicatie te financieren, betalen de in artikel 43bis, § 1 van deze wet bedoelde ondernemingen jaarlijks aan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie een bijdrage die vastgesteld is op grond van de kosten voor de financiering van de ombudsdienst voor telecommunicatie, " ombudsbijdrage " genoemd.

§ 3. Jaarlijks bepaalt het Instituut het bedrag van de ombudsbijdrage verschuldigd door elke in artikel 43bis van de wet bedoelde onderneming.

§ 4. De in artikel 43bis, § 1 van deze wet bedoelde ondernemingen delen elk jaar uiterlijk op 30 juni aan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie de omzet mee die het voorgaande jaar behaald is voor elk van de activiteiten die onder de bevoegdheid van de ombudsdienst vallen.

§ 5. Het bedrag van de ombudsbijdrage komt overeen met het bedrag van de financiële middelen die nodig zijn voor de werking van de ombudsdienst dat ingeschreven is op de begroting van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie voor het lopende jaar, na advies van de Inspectie van Financiën en van het Raadgevend Comité voor de telecommunicatie, vermenigvuldigd met een coëfficiënt die gelijk is aan het aandeel van de onderneming in de omzet die tijdens het voorgaande jaar door alle betrokken ondernemingen is behaald voor de activiteiten die onder de bevoegdheid van de ombudsdienst vallen.

chaque entreprise ne sont pas pris en compte pour le calcul de la redevance de médiation. <AR 2000-07-20/55, art. 1, 034; En vigueur : 01-01-2002>

§ 6. Les redevances de médiation sont payées au plus tard le 30 septembre de l'année pour laquelle elles sont dues, au numéro de compte indiqué par l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications.

Les redevances qui ne sont pas payées à l'échéance fixée produiront de plein droit et sans mise en demeure un intérêt au taux légal majoré de 2 %. Cet intérêt est calculé au prorata du nombre de jours calendrier de retard.

Au plus tard un mois avant l'échéance, l'institut communique aux entreprises, visées à l'article 43bis de la loi, le montant de la redevance due.

§ 7. Les médiateurs soumettent, chaque année, le projet de budget du Service de Médiation pour les télécommunications à l'avis du Comité consultatif pour les Télécommunications. Le budget du Service de Médiation pour les télécommunications figure distinctement au budget de l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications.

Article 45ter <Inséré par L 2006-12-21/79, art. 8; En vigueur : 02-02-2007>

§ 1er. Le Roi détermine, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, après avis de l'Institut, les ressources humaines et matérielles que l'Institut belge des services postaux et des télécommunications doit affecter au service de médiation pour le secteur postal.

§ 2. Afin de financer les prestations du service de médiation du secteur postal, les entreprises visées à l'article 43ter, § 1er, de la présente loi, acquittent annuellement, auprès de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, une redevance établie sur base du coût du financement du service de médiation pour le secteur postal, appelée " redevance de médiation ".

§ 3. Chaque année, l'Institut belge des services postaux et des télécommunications détermine le montant de la redevance de médiation due par chacune des entreprises visées à l'article 43ter de la présente loi.

§ 4. ... <L 2010-12-13/07, art. 3, 078; En vigueur : 31-12-2010>

§ 5. Le montant de la redevance de médiation correspond au montant des moyens financiers nécessaires au fonctionnement du service de médiation inscrit au budget de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications pour l'année en cours, après avis de l'Inspection des Finances et du Comité consultatif pour les services postaux.

La redevance de médiation individuelle, appelée In, est calculée comme suit :

(Formule non reprise pour des raisons techniques, voir M.B. du 31-12-2010, p. 83268)

Pour l'application de la formule précitée, les éléments indiqués ci-dessus sont définis comme suit :

- X = le montant des moyens financiers nécessaires au fonctionnement du service de médiation inscrit au budget

De eerste 1.240.000 EUR van de jaarlijkse omzet van iedere onderneming worden niet in aanmerking genomen bij de berekening van de ombudsbijdrage. <KB 2000-07-20/55, art. 1, 034; En vigueur : 01-01-2002>

§ 6. De ombudsbijdragen moeten uiterlijk op 30 september van het jaar waarvoor zij verschuldigd zijn, worden betaald op het rekeningnummer dat door het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie is opgegeven.

Bijdragen die niet zijn betaald op de vastgestelde vervaldatum geven van rechtswege en zonder ingebrekestelling aanleiding tot een intrest tegen het wettelijke tarief verhoogd met 2 %. Die intrest wordt berekend naar rato van het aantal kalenderdagen achterstand.

Op zijn laatst één maand voor de vervaldatum deelt het Instituut aan de in artikel 43bis van de wet bedoelde ondernemingen het bedrag mee van de verschuldigde bijdragen.

§ 7. De ombudsmannen leggen elk jaar het ontwerp van begroting van de ombudsdienst voor telecommunicatie voor advies voor aan het Raadgevend Comité voor de telecommunicatie. De begroting van de ombudsdienst voor telecommunicatie maakt afzonderlijk deel uit van de begroting van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

Artikel 45ter <Ingevoegd bij W 2006-12-21/79, art. 8, 065; En vigueur : 02-02-2007>

§ 1. De Koning bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, na advies van het Instituut, de menselijke en materiële middelen die het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie ter beschikking van de ombudsdienst voor de postsector moet stellen. " genoemd.

§ 2. Om de dienstverlening van de Ombudsdienst voor de postsector te financieren, betalen de in artikel 43ter, § 1, van deze wet bedoelde ondernemingen jaarlijks aan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie een bijdrage die vastgesteld is op grond van de kosten voor de financiering van de ombudsdienst voor de postsector, " ombudsbijdrage

§ 3. Jaarlijks bepaalt het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie het bedrag van de ombudsbijdrage verschuldigd door elke in artikel 43ter van deze wet bedoelde onderneming.

§ 4. <W 2010-12-13/07, art. 3, 078; Inwerkingtreding : 31-12-2010>

§ 5. Het bedrag van de ombudsbijdrage komt overeen met het bedrag van de financiële middelen die nodig zijn voor de werking van de ombudsdienst dat ingeschreven is op de begroting van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie voor het lopende jaar, na advies van de Inspectie van Financiën en van het Raadgevend Comité voor de postdiensten.

De individuele ombudsbijdrage, In genaamd, wordt berekend als volgt :

(Formule niet opgenomen om technische redenen, zie B.St. van 31-12-2010, p. 83268)

Voor de toepassing van de bovenstaande formule worden de bovenstaande elementen als volgt gedefinieerd:

- X = het bedrag van de financiële middelen die nodig zijn voor de werking van de ombudsdienst dat ingeschreven is

de l'année en cours de l'Institut, après avis de l'Inspection des Finances et du Comité consultatif pour les services postaux;

- K_n = nombre de plaintes recevables (K) à l'encontre de l'entreprise (n) au cours de l'année précédente à condition qu'il y ait eu plus de 12 plaintes recevables à l'encontre de l'entreprise (n) l'année précédente et que l'entreprise (n) ait eu un chiffre d'affaires supérieur à 500.000 EUR l'année précédente;

(Formule non reprise pour des raisons techniques, voir M.B. du 31-12-2010, p. 83268).

§ 6. Les redevances de médiation sont payées au plus tard le 30 septembre de l'année pour laquelle elles sont dues, au numéro de compte donné par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

Les redevances qui ne sont pas payées à l'échéance fixée produisent de plein droit et sans mise en demeure un intérêt au taux légal majoré de 2 %. Cet intérêt est calculé au prorata du nombre de jours calendrier de retard.

Au plus tard un mois avant échéance, l'Institut communique aux entreprises visées à l'article 43ter de la loi, le montant des redevances dues.

§ 7. Si les dépenses du service de médiation sont inférieures ou supérieures aux prévisions, et / ou qu'un payeur de redevances de médiation individuelles a omis en tout ou en partie de payer la redevance de médiation due, les redevances de médiation individuelles sont calculées l'année suivant l'année de fonctionnement du service de médiation. Si ce calcul donne lieu à une redevance supplémentaire ou un remboursement partiel, cette différence est portée en compte par le biais des nouvelles redevances de médiation individuelles à payer.

§ 8. Les médiateurs soumettent, chaque année, le projet de budget du service de médiation du secteur postal à l'avis du comité consultatif pour les services postaux. Le budget du service de médiation du secteur postal figure distinctement au budget de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

Article 46 <L 2006-12-21/79, art. 9, 065; En vigueur : 02-02-2007>

§ 1er Chaque année, le service de médiation fait rapport de ses activités. Le rapport traite notamment les différentes plaintes ou types de plaintes et la suite donnée à ces plaintes, sans toutefois identifier directement ou indirectement le plaignant.

§ 2. Le rapport du service de médiation pour les télécommunications est communiqué à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, aux entreprises visées au § 1er de l'article 43bis de la présente loi, au ministre ayant en charge les télécommunications et au ministre qui a la protection des consommateurs dans ses attributions.

Le rapport du service de médiation pour le secteur postal est communiqué à l'Institut belge des services

op de begroting van het Instituut voor het lopende jaar, na advies van de Inspectie van Financiën en van het Raadgevend Comité voor de postdiensten;

- K_n = aantal vorig jaar ontvankelijke klachten (K) tegen de onderneming (n) op voorwaarde dat er vorig jaar meer dan 12 ontvankelijke klachten waren tegen de onderneming (n) en de omzet van onderneming (n) in het vorig jaar hoger was dan 500 000 EUR;

(Formule niet opgenomen om technische redenen, zie B.St. van 31-12-2010, p. 83268)]1

§ 6. De ombudsbijdragen moeten uiterlijk op 30 september van het jaar waarop zij verschuldigd zijn, worden betaald op het rekeningnummer dat door het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie is opgegeven. Bijdragen die niet zijn betaald op de vastgestelde vervaldatum geven van rechtswege en zonder ingebrekestelling aanleiding tot een intrest tegen het wettelijk tarief verhoogd met 2 procent. Die intrest wordt berekend naar rato van het aantal kalenderdagen achterstand.

Ten laatste één maand voor de vervaldatum deelt het Instituut aan de in artikel 43ter van de wet bedoelde ondernemingen het bedrag mee van de verschuldigde bijdragen.

§ 7. Indien de ombudsdienst minder of meer heeft uitgegeven dan geraamd en / of indien een individuele ombudsbijdrager geheel of ten dele in gebreke is gebleven de verschuldigde ombudsbijdrage te betalen, zal het jaar volgend op het werkingsjaar van de ombudsdienst een verrekening gebeuren van de individuele ombudsbijdragen. Geeft deze berekening aanleiding tot een bijkomende bijdrage of een gedeeltelijke terugbetaling dan wordt dit verschil verrekend met de nieuw te betalen individuele ombudsbijdragen.

§ 8. De ombudsmannen leggen elk jaar het ontwerp van begroting van de ombudsdienst voor de postsector ter advies voor aan het raadgevend comité voor de postdiensten. De begroting van de ombudsdienst voor de postsector maakt afzonderlijk deel uit van de begroting van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

ARTIKEL 46 <W 2006-12-21/79, art. 9, 065; En vigueur : 02-02-2007>

§ 1. De ombudsdienst stelt jaarlijks een verslag op betreffende zijn activiteiten. Het verslag bespreekt inzonderheid de verschillende klachten of soorten van klachten en het aan deze klachten gegeven gevolg, zonder evenwel de identiteit van de klager rechtstreeks of onrechtstreeks prijs te geven.

§ 2 Het verslag van de ombudsdienst voor telecommunicatie wordt toegestuurd aan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, aan de ondernemingen bedoeld in artikel 43bis, § 1, van deze wet, aan de minister die belast is met telecommunicatie en aan de minister bevoegd voor consumentenzaken.

Het verslag van de Ombudsdienst voor de postsector wordt toegestuurd aan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, aan de ondernemingen

postaux et des télécommunications, aux entreprises visées au § 1er de l'article 43ter de la présente loi, au ministre ayant en charge le secteur postal et au ministre qui a la protection des consommateurs dans ses attributions.

Le rapport des services de médiation qui ne sont pas mentionnés dans le présent paragraphe est transmis à l'entreprise publique, au ministre dont relève l'entreprise publique ainsi qu'au ministre qui a la protection des consommateurs dans ses attributions.

§ 3. Les services de médiation précités communiquent le rapport aux Chambres législatives et le mettent à la disposition du public.

Article 46bis <Inseré par L 1997-12-19/30, art. 10; En vigueur : 01-01-1998>

§ 1er. Les agents mis à la disposition du Service de Médiation créé auprès de Proximus, dont la liste est arrêtée par le Ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions, sont transférés, sauf opposition de leur part, à l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications, avec effet au 1er janvier 1998 et selon les modalités fixées par le Roi.

§ 2. Les agents statutaires nommés à titre définitif à Proximus sont nommés agents de l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications.

En ce qui concerne les agents contractuels qui bénéficiaient d'un contrat de travail à durée indéterminée et qui sont transférés à l'institut, il est conclu, par dérogation à l'article 73, § 2, de la présente loi, un contrat de travail à durée indéterminée.

§ 3. Pour le calcul de la pension des agents transférés en application du présent article, les services prestés à Proximus sont considérés comme services prestés auprès de l'Etat fédéral.) <L 2003-12-11/33, art. 15, 046; En vigueur : 15-12-2003>

§ 4. Les emplois occupés par les agents transférés sont ajoutés au cadre organique de l'Institut belge des Services postaux et des Télécommunications fixé par l'article 1er de l'arrêté royal du 18 mars 1993 fixant le cadre organique dudit institut.

§ 5. Au cours de leur mise à disposition, les membres du personnel, sont soumis à l'autorité hiérarchique du médiateur.

§ 6. Au cours de leur mise à disposition du service de médiation pour les télécommunications, les membres du personnel gardent leur situation statutaire en matière de rémunération y compris leur allocation de gestion, d'ancienneté, de promotion et de pension dont ils bénéficiaient auprès de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.) <L 2006-12-21/79, art. 10, 065; En vigueur : 02-02-2007>

Article 46ter <Inseré par L 2006-12-21/79, art. 11; En vigueur : 02-02-2007>

§ 1er. Les agents mis à la disposition du Service de médiation de bpost et dont la liste est arrêtée par le ministre qui a les services postaux dans ses attributions, sont transférés, sauf opposition de leur part, à l'Institut belge des services

bedoeld in artikel 43ter, § 1, van deze wet, aan de minister die belast is met de postsector en aan de minister bevoegd voor consumentenzaken.

Het verslag van ombudsdiensten die niet in deze paragraaf vermeld zijn, wordt overgezonden aan het overheidsbedrijf, aan de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert en aan de minister bevoegd voor consumentenzaken.

§ 3. De hierboven vermeldde ombudsdiensten zenden het verslag over aan de wetgevende Kamers en stellen het ter beschikking van het publiek.

Artikel 46bis <Ingevoegd bij W 1997-12-19/30, art. 10; En vigueur : 01-01-1998>

§ 1. De personen die ter beschikking zijn gesteld van de dienst " Ombudsman " opgericht bij Proximus en waarvan de lijst door de minister die bevoegd is voor telecommunicatie vastgesteld wordt, worden behoudens hun verzet, overgedragen aan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie met uitwerking op 1 januari 1998 en volgens de door de Koning bepaalde nadere regels.

§ 2. De bij Proximus vastbenoemde statutaire ambtenaren worden tot ambtenaar benoemd van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie. De contractuele personeelsleden die over een arbeidscontract van onbepaalde duur beschikten en die aan het Instituut worden overgedragen, worden in afwijking van artikel 73, § 2, van deze wet, aangeworven met een arbeidscontract van onbepaalde duur.

§ 3. Voor de berekening van het pensioen van de personeelsleden overgedragen overeenkomstig dit artikel, worden de bij Proximus verrichte diensten beschouwd als diensten verricht bij de federale Staat.) <W 2003-12-11/33, art. 15, 046; En vigueur : 15-12-2003>

§ 4. De dienstbetrekkingen die worden bezet door de overgedragen personeelsleden worden toegevoegd aan de personeelsformatie van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, vastgesteld bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 maart 1993 tot vaststelling van de personeelsformatie van dat Instituut.

§ 5. Zolang de personeelsleden ter beschikking staan van de ombudsdienst voor telecommunicatie, staan zij onder het hiërarchisch gezag van de ombudsman.

§ 6. Zolang de personeelsleden te beschikking staan van de ombudsdienst voor telecommunicatie behouden zij hun statutaire situatie inzake beloning inclusief hun beheerstoeelage, anciënniteit, bevordering en pensioen die zij bij het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie bezitten.) <W 2006-12-21/79, art. 10, 065; En vigueur : 02-02-2007>

Artikel 46ter <Ingevoegd bij W 2006-12-21/79, art. 11; En vigueur : 02-02-2007>

§ 1. De personen die ter beschikking zijn gesteld van de dienst ombudsman bij [1 bpost]1 en waarvan de lijst door de minister die bevoegd is voor de postdiensten wordt vastgesteld, worden behoudens verzet van hunnentwege,

postaux et des télécommunications selon les règles à fixer par le Roi, après concertation avec les organisations syndicales représentatives du personnel.

Le transfert mentionné au paragraphe précédent est effectué au plus tard le 1er janvier 2007.

§ 2. Les agents statutaires nommés à titre définitif à bpost sont nommés agents de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, soit en conservant leur grade, soit à un grade équivalent selon un tableau fixé par le Roi.

Ils conservent au moins la rémunération et l'ancienneté qu'ils avaient à bpost au moment du transfert.

En ce qui concerne les agents contractuels qui bénéficiaient d'un contrat de travail à durée indéterminée et qui sont transférés à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, il est conclu, par dérogation à l'article 73, § 2, de la présente loi, un contrat de travail à durée indéterminée.

§ 3. Pour le calcul de la pension des agents transférés en application du présent article, les services prestés à bpost restent à charge de bpost. <L 2010-12-13/07, art. 4, 078; En vigueur :17-01-2011, voir AR 2011-01-10/01, art. 1, 1">

§ 4. Les emplois occupés par les agents transférés sont ajoutés au cadre organique de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications fixé par l'article 1er de l'arrêté royal du 18 mars 1993 fixant le cadre organique dudit Institut. <L 2010-12-13/07, art. 4, 078; En vigueur :17-01-2011, voir AR 2011-01-10/01, art. 1, 1">

§ 5. Au cours de leur mise à disposition du service de médiation pour le secteur postal, les membres du personnel, sont soumis à l'autorité hiérarchique du médiateur.

§ 6. Au cours de leur mise à disposition du service de médiation pour le secteur postal, les membres du personnel gardent leur situation statutaire en matière de rémunération y compris leur allocation de gestion, d'ancienneté, de promotion et de pension dont ils bénéficiaient auprès de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications

CHAPITRE XI. - Comité consultatif.

Article 47

§ 1. Il est créé un comité consultatif auprès de chaque entreprise publique autonome désignée dans l'arrêté royal visé à l'article 43, § 1er, deuxième alinéa. Le Roi règle par arrêté délibéré en Conseil des Ministres la composition et le fonctionnement du Comité.

§ 2. Le comité consultatif émet des avis sur toute question relative aux services fournis par l'entreprise publique.

Le comité est consulté sur les dispositions du contrat de gestion qui concernent les usagers.

Le comité émet ses avis à la demande de l'entreprise publique, à la demande du ministre dont relève l'entreprise publique ou de sa propre initiative.

overgedragen aan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie volgens de door de Koning bepaalde nadere regels, na overleg met de representatieve vakorganisaties van het personeel.

De in het vorige lid bedoelde overdracht geschiedt uiterlijk op 1 januari 2007.

§ 2. De bij bpost vastbenoemde statutaire ambtenaren worden tot ambtenaar benoemd bij het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, hetzij met behoud van graad, hetzij in een gelijkwaardige graad volgens een door de koning vastgestelde tabel.

Zij behouden ten minste de bezoldiging en de anciënniteit die zij hadden bij [1 bpost]1 op het ogenblik van de overdracht.

De contractuele personeelsleden die over een arbeidscontract van onbepaalde duur beschikten en die aan het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie worden overgedragen, worden in afwijking van artikel 73, § 2, van deze wet, aangeworven met een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur.

§ 3. Voor de berekening van het pensioen van de personeelsleden overgedragen overeenkomstig dit artikel, blijven de bij bpost verrichte diensten ten laste van bpost. <W 2010-12-13/07, art. 4, 078; Inwerkingtreding : 17-01-2011, zie KB 2011-01-10/01, art. 1, 1">

§ 4. De dienstbetrekkingen die worden bezet door de overgedragen personeelsleden worden toegevoegd aan de personeelsformatie van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, vastgesteld bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 maart 1993 tot vaststelling van de personeelsformatie van dat Instituut. <W 2010-12-13/07, art. 4, 078; Inwerkingtreding : 17-01-2011, zie KB 2011-01-10/01, art. 1, 1">

§ 5. Zolang de personeelsleden ter beschikking staan van de ombudsdienst voor de postsector, staan zij onder het hiërarchisch gezag van de Ombudsman.

§ 6. Zolang de personeelsleden te beschikking staan van de ombudsdienst voor de postsector behouden zij hun statutaire situatie inzake beloning inclusief hun beheerstoeelage, anciënniteit, bevordering en pensioen die zij bij het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie bezitten.

HOOFDSTUK XI. - Raadgevend Comité.

Artikel 47

§ 1. Er wordt een raadgevend comité opgericht bij elk autonoom overheidsbedrijf aangeduid in het koninklijk besluit bedoeld in artikel 43, § 1, tweede lid. De Koning regelt de samenstelling en de werking ervan bij een in Ministerraad overlegd besluit.

§ 2. Het raadgevend comité verleent advies betreffende alle aangelegenheden die betrekking hebben op de door het overheidsbedrijf verleende diensten.

Het comité wordt geraadpleegd met betrekking tot de bepalingen in het beheerscontract die de gebruikers aanbelangen.

Het comité geeft zijn advies op verzoek van het overheidsbedrijf, van de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert of op initiatief van het comité zelf.

§ 3. Le comité consultatif fait annuellement rapport sur ses activités à l'entreprise publique et au ministre dont relève l'entreprise publique.

§ 4. <Abrogé par L 2014-04-10/81, art. 2, 090; En vigueur : 23-08-2014>

§ 5. Au plus tard six mois avant l'expiration du contrat de gestion, le Comité consultatif transmet aux Chambres législatives ses recommandations relatives au contrat de gestion. <L 2013-01-29/09, art. 3, 084; En vigueur : 04-03-2013>

Article 47/1 <Inséré par L 2014-04-10/81, art. 3, 090; En vigueur : 23-08-2014>

§1. Il est créé un comité consultatif pour les voyageurs ferroviaires, dénommé ci-après "le comité", auprès du Service public Fédéral Mobilité et Transports. Ce comité est compétent pour les services de transport ferroviaires de voyageurs qui font l'objet de missions de service public. Le Roi règle la composition et le fonctionnement du comité consultatif pour les voyageurs ferroviaires.

§ 2. Le comité émet des avis à la demande des entreprises fournissant des services de transport ferroviaires de voyageurs faisant l'objet de missions de service public <L 2015-08-10/17, art. 2, 091; En vigueur : 05-09-2015>, à la demande du ministre dont relèvent ces entreprises publiques, à la demande du ministre qui a la régulation du transport ferroviaire dans ses attributions ou de la propre initiative du comité.

En cas d'urgence dûment motivée, le Ministre peut demander l'avis du comité, lequel se prononce dans un délai de dix jours ouvrables. Est considéré comme jour ouvrable chaque jour civil autre qu'un samedi, dimanche ou jour férié légal. <L 2015-08-10/17, art. 2, 091; En vigueur : 05-09-2015>

Le comité peut émettre d'initiative des avis sur toute question relative aux services de transport ferroviaires de voyageurs faisant l'objet de missions de service public rendus par une entreprise ferroviaire <L 2015-08-10/17, art. 2, 091; En vigueur : 05-09-2015>. Ces avis reflètent la diversité des positions de ses membres.

Il est consulté sur les projets de plans pluriannuels d'investissements et sur les plans de transport qui concernent les voyageurs. Ces documents sont communiqués au comité par le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire et les entreprises fournissant des services de transport ferroviaires de voyageurs faisant l'objet de missions de service public <L 2015-08-10/17, art. 2, 091; En vigueur : 05-09-2015>.

Au plus tard six mois avant l'expiration des contrats de gestion, le comité transmet aux Chambres législatives ses recommandations relatives aux contrats de gestion.

Le comité peut organiser des concertations réunissant les entreprises fournissant des services de transport ferroviaires de voyageurs faisant l'objet de missions de service public <L 2015-08-10/17, art. 2, 091; En vigueur : 05-09-2015> et les pouvoirs publics.

§ 3. Le comité fait annuellement rapport de ses activités aux entreprises fournissant des services de transport

§ 3. Het raadgevend comité brengt jaarlijks verslag uit betreffende zijn activiteiten bij het overheidsbedrijf en bij de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert.

§ 4. <Opgeheven bij W 2014-04-10/81, art. 2, 090; Inwerkingtreding : 23-08-2014>

§ 5. Uiterlijk zes maanden voor het verstrijken van het beheerscontract zendt het Raadgevend Comité zijn aanbevelingen betreffende het beheerscontract over aan de Wetgevende Kamers. <W 2013-01-29/09, art. 3, 084; Inwerkingtreding : 04-03-2013>

Artikel 47/1 <Ingevoegd bij W 2014-04-10/81, art. 3, 090; Inwerkingtreding : 23-08-2014>

§ 1. Er wordt een raadgevend comité van de treinreizigers, hierna genoemd "het comité", bij de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer opgericht. Dit comité is bevoegd voor de spoorvervoerdiensten met betrekking tot reizigers die het voorwerp uitmaken van de opdrachten van openbare dienst. De Koning bepaalt de samenstelling en de werking van het raadgevend comité van de treinreizigers.

§ 2. Het comité brengt adviezen uit op verzoek van de bedrijven die diensten van treinreizigersvervoer leveren die het voorwerp uitmaken van opdrachten van openbare dienst <W 2015-08-10/17, art. 2, 091; Inwerkingtreding : 05-09-2015>, op verzoek van de minister die de bevoegdheid over deze overheidsbedrijven heeft, op verzoek van de minister bevoegd voor de regulering van het spoorvervoer of op eigen initiatief van het comité.

In geval van een met redenen omklede hoogdringendheid, kan de Minister advies vragen van het comité, dat zich uitspreekt binnen een termijn van tien werkdagen. Als werkdag wordt beschouwd iedere kalenderdag andere dan een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag. <W 2015-08-10/17, art. 2, 091; Inwerkingtreding : 05-09-2015>.

Het comité kan uit eigen beweging adviezen uitbrengen met betrekking tot elke aangelegenheid betreffende de diensten van treinreizigersvervoer die het voorwerp uitmaken van opdrachten van openbare dienst geleverd door een spoorwegbedrijf <W 2015-08-10/17, art. 2, 091; Inwerkingtreding : 05-09-2015>.. Deze adviezen weerspiegelen de diversiteit van standpunten van zijn leden.

Het comité wordt geraadpleegd over de ontwerpen van meerjareninvesteringsplannen en over de vervoersplannen die de reizigers aanbelangen. Deze documenten worden door de spoorweginfrastructuurbeheerder en door de bedrijven die diensten van treinreizigersvervoer leveren die het voorwerp uitmaken van opdrachten van openbare dienst <W 2015-08-10/17, art. 2, 091; Inwerkingtreding : 05-09-2015>., aan het comité overgemaakt.

Uiterlijk zes maanden voor het verstrijken van de beheerscontracten maakt het comité zijn aanbevelingen betreffende de beheerscontracten over aan de Wetgevende Kamers.

Het comité kan overlegvergaderingen organiseren met de bedrijven die diensten van treinreizigersvervoer leveren die het voorwerp uitmaken van opdrachten van openbare dienst <W 2015-08-10/17, art. 2, 091; Inwerkingtreding : 05-09-2015>, en met de publieke overheden.

§ 3. Het comité brengt jaarlijks verslag uit betreffende zijn activiteiten bij de bedrijven die diensten van

ferroviaires de voyageurs faisant l'objet de missions de service public <L 2015-08-10/17, art. 2, 091; En vigueur : 05-09-2015>, au ministre dont relèvent les entreprises publiques, au ministre qui a la régulation du transport ferroviaire dans ses attributions, aux Chambres législatives fédérales et aux exécutifs régionaux.

- § 4. Le Roi peut accorder une compensation pour la couverture des frais supportés par les membres du bureau exécutif du comité et liés à l'exercice de leur mandat depuis l'année 2009. Le montant global maximum de cette compensation est de douze mille cinq cents euros par an.
- § 5. L'entreprise ferroviaire transmet sur demande du président ou du vice-président les informations utiles au bon fonctionnement de la mission du comité.
- § 6. La SNCB et le comité déterminent, de commun accord, les modalités de leur collaboration. Ces modalités sont approuvées par le Ministre.

En cas d'absence d'accord entre la SNCB et le comité dans un délai de quatre mois après l'entrée en vigueur de ce paragraphe ou en cas de différend sur la nécessité de modifier l'accord ou sur les modifications elles-mêmes, le Ministre détermine les modalités de leur collaboration.

<L 2015-08-10/17, art. 2, 091; En vigueur : 05-09-2015>

CHAPITRE Xibis. - Cellule d'Investissement ferroviaire.

<L 2016-08-03, art. 2; En vigueur : 17-09-2016>

Article 47/2.

Il est créé une Cellule d'Investissement ferroviaire qui remet des avis, qui peuvent inclure des propositions d'adaptation, au ministre des entreprises publiques.

Ces avis portent sur :

- 1° la cohérence entre les plans pluriannuels adoptés par la SNCB et Infrabel et les objectifs de mobilité fixés par le Conseil des ministres ;
- 2° la cohérence entre les plans pluriannuels adoptés par la SNCB et Infrabel conformément aux articles 162decies, § 4, 200, § 3, alinéa 2;
- 3° le suivi de l'exécution des plans pluriannuels adoptés par la SNCB et Infrabel.

Les avis sont rendus dans un délai de soixante jours à partir du jour qui suit le jour où la Cellule a reçu :

- 1° dans le cas de l'alinéa 2, 1° et 2°, les plans pluriannuels de la SNCB et d'Infrabel ;
- 2° dans le cas de l'alinéa 2, 3°, les documents qu'elle juge utiles aux fins de l'exécution des plans pluriannuels adoptés par la SNCB et Infrabel.

La SNCB et Infrabel fournissent à la Cellule tout document requis par celle-ci et nécessaire dans le cadre de la réalisation des missions de la Cellule.

La composition et le fonctionnement de la Cellule d'Investissement ferroviaire sont fixés par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

treinreizigersvervoer leveren die het voorwerp uitmaken van opdrachten van openbare dienst <W 2015-08-10/17, art. 2, 091; Inwerkingtreding : 05-09-2015>., bij de minister bevoegd voor de overheidsbedrijven, bij de minister bevoegd voor de regulering van het spoorvervoer, bij de federale Wetgevende Kamers en bij de Gewestexecutieven.

- § 4. De Koning kan een vergoeding toekennen aan de leden van het uitvoerend bureau van het comité voor de kosten verbonden aan de uitoefening van hun mandaat vanaf het jaar 2009. Het maximale totale bedrag van deze vergoeding is gelijk aan twaalfduizend vijfhonderd euro per jaar.
- § 5. Op verzoek van de voorzitter of van de ondervoorzitter verschafft het spoorwegbedrijf alle nuttige informatie voor de goede werking van de opdracht van het comité.
- § 6. De NMBS en het comité bepalen in gezamenlijk akkoord de nadere regels van hun samenwerking. Deze nadere regels worden goedgekeurd door de Minister. Bij gebrek aan akkoord tussen de NMBS en het comité binnen een termijn van vier maanden na de inwerkingtreding van deze paragraaf of in het geval van onenigheid omtrent de noodzaak om het akkoord te wijzigen of omtrent de wijzigingen zelf, bepaalt de Minister de nadere regels van hun samenwerking. <W 2015-08-10/17, art. 2, 091; Inwerkingtreding : 05-09-2015>.

HOOFDSTUK Xibis. - Investeringscel voor het spoor.

<W 2016-08-03, art. 2; Inwerkingtreding : 17-09-2016>

Artikel 47/2

Een Investeringscel voor het spoor wordt opgericht die aan de minister bevoegd voor de overheidsbedrijven adviezen verleent, die voorstellen van aanpassing kunnen omvatten.

Deze adviezen hebben betrekking op :

- 1° de samenhang tussen de door de NMBS en Infrabel aangenomen meerjarenplannen en de doelstellingen voor mobiliteit vastgelegd door de Ministerraad;
- 2° de samenhang tussen de door de NMBS en Infrabel aangenomen meerjarenplannen in overeenstemming met de artikelen 162decies, § 4, en 200, § 3, tweede lid;
- 3° de follow-up van de uitvoering van de door de NMBS en Infrabel aangenomen meerjarenplannen.

De adviezen worden gegeven binnen een termijn van zestig dagen vanaf de dag die volgt op de ontvangst door de Cel van :

- 1° in het geval van het tweede lid, 1° en 2°, de meerjarenplannen van de NMBS en Infrabel;
- 2° in het geval van het tweede lid, 3°, de documenten die zij nuttig acht teneinde de uitvoering van de door de NMBS en Infrabel aangenomen meerjarenplannen te volgen.

De NMBS en Infrabel bezorgen aan de Cel elk document dat deze vraagt en dat noodzakelijk is voor het vervullen van de opdrachten van de Cel.

De samenstelling en de werking van de Investeringscel voor het spoor worden bepaald door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

CHAPITRE XII. - Dispositions transitoires et modificatives.

Section I. - Constitution et compétences de nouveaux organes auprès de certains organismes.

Article 48.

§ 1. Il est procédé, dès l'entrée en vigueur de la présente loi, à la constitution d'un conseil d'administration, d'un comité de direction et, pour ce qui concerne la Société nationale des chemins de fer belges, d'un comité restreint auprès de chaque organisme visé à l'article 2, § 2, conformément aux articles 15, 18 et 20, qui sont d'application par analogie. Au moins un membre du premier comité de direction est nommé parmi les membres du personnel de l'organisme.

Les personnes ainsi nommées ont pour mission la négociation et la conclusion du premier contrat de gestion conformément à l'article 4.

En outre, ils reprennent les compétences des organes de gestion correspondants, telles qu'elles existent à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, et les exercent chacun de manière collégiale. Les mandats des membres des organes de gestion correspondants visés prennent fin de plein droit à la date des nominations conformément à l'alinéa premier.

§ 2. Si, à l'expiration d'un délai de six mois après les nominations conformément au § 1er, un contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, fixer des règles provisoires concernant les matières visées à l'article 3, § 2. Ces règles provisoires valent comme premier contrat de gestion et sont d'application jusqu'à l'entrée en vigueur d'un contrat de gestion conclu conformément à l'article 4.

§ 3. Les personnes nommées conformément au § 1er, premier alinéa, prennent la fonction de membre du premier conseil d'administration à partir de la date d'entrée en vigueur du classement de l'organisme parmi les entreprises publiques autonomes. Le mandat de la moitié des membres ordinaires, d'une part, et des administrateurs-directeurs, d'autre part, désignée dans l'arrêté de nomination, prend fin trois ans après la date visée. Le mandat des autres membres prend fin six ans après la même date.

Article 49

§ 1. Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, il est constitué auprès de chaque organisme visé à l'article 2, § 2, à l'exception de la [1 SNCB]1, une commission paritaire conformément à l'article 30, qui est d'application par analogie. Les membres de cette commission ont pour seule mission l'exercice des compétences visées à l'article 4, § 2, deuxième alinéa, et à l'article 33, § 1er, qui sont d'application par analogie et ce à l'exclusion de toute autre organe de négociation. Ils prennent la fonction de membre de la première commission paritaire à partir de la date d'entrée en vigueur du classement de l'organisme parmi les

HOOFDSTUK XII. - Overgangs- en wijzigingsbepalingen.

Afdeling I. - Oprichting en bevoegdheden van nieuwe organen bij sommige organismen.

Artikel 48

§ 1. Bij elk van de in artikel 2, § 2, bedoelde organismen wordt, vanaf de inwerkingtreding van deze wet, een raad van bestuur, een directiecomité en, wat de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen betreft, een beperkt comité gevormd bij overeenkomstige toepassing van de artikelen 15, 18 en 20. Ten minste één lid van het eerste directiecomité wordt benoemd onder het personeel van het organisme.

De aldus benoemde personen hebben als opdracht de onderhandeling en het sluiten van het eerste beheerscontract overeenkomstig artikel 4.

Bovendien nemen zij de bevoegdheden over van de overeenkomstige beheersorganen zoals zij bestaan op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet en oefenen zij elk van deze bevoegdheden op collegiale manier uit. Aan het mandaat van de leden van de bedoelde overeenkomstige beheersorganen komt van rechtswege een einde op de datum van de benoemingen overeenkomstig het eerste lid.

§ 2. Indien bij het verstrijken van een termijn van zes maanden na de benoemingen bedoeld in § 1, geen beheerscontract is in werking getreden, kan de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, voorlopige regelen vaststellen inzake de in artikel 3, § 2, bedoelde aangelegenheden. Deze voorlopige regelen zullen als beheerscontract gelden en zijn van toepassing tot op het ogenblik dat een beheerscontract, gesloten overeenkomstig artikel 4, in werking treedt.

§ 3. De overeenkomstig § 1, eerste lid, benoemde personen treden aan als leden van de eerste raad van bestuur vanaf de datum met ingang waarvan het organisme wordt ingedeeld bij de autonome overheidsbedrijven. Het mandaat van de in het benoemingsbesluit aangeduide helft van de gewone bestuurders, respectievelijk de bestuurders-directeurs, neemt een einde drie jaar na bedoelde datum. Het mandaat van de andere leden neemt een einde zes jaar na dezelfde datum.

Artikel 49

§ 1. Bij elk van de in artikel 2, § 2, bedoelde organismen, met uitzondering van [1 NMBS]1, wordt vanaf de inwerkingtreding van deze wet een paritair comité gevormd bij overeenkomstige toepassing van artikel 30. De leden van dit comité hebben als enige opdracht de uitoefening van de bevoegdheden bedoeld in de artikelen 4, § 2, tweede lid, en 33, § 1, die van overeenkomstige toepassing zijn, bij uitsluiting van enig ander onderhandelingsorgaan. Zij treden aan als leden van het eerste paritair comité vanaf de datum met ingang waarvan het organisme wordt ingedeeld bij de autonome

entreprises publiques autonomes. <AR 2004-10-18/32, art. 27, 050 ; En vigueur : 01-01-2005>

(Deuxième alinéa abrogé.) <AR 2013-12-11/02, art. 13, 085; En vigueur : 01-01-2014>

§ 2. Pour l'application de l'article 30, § 5, la commission paritaire visée au § 1er, premier alinéa, est constituée sur la base des données établies par la commission visée à l'article 14, § 1er, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, qui sont disponibles à la date entrée en vigueur de la présente loi. Ensuite, la composition de la commission paritaire est adaptée aux données établies par ladite commission, dans les trente jours suivant leur notification à l'organisme ou l'entreprise publique autonome concernée.

§ 3. La première des périodes de six ans visées à l'article 30, § 5, prend cours en 1996, à une date à fixer par le Roi. A partir de l'année 1996 incluse, la commission paritaire est composée sur la base des données au premier janvier de l'année de son renouvellement.

(Deuxième alinéa abrogé.) <AR 2013-12-11/02, art. 13, 085; En vigueur : 01-01-2014>

§ 4. Le Roi règle, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités d'application du présent article.

Section II. - Dispositions modificatives.

Article 50 <Disposition modificative de l'article 51, § 1, subdivision B, de L 1973-12-28/04>

Article 51 <disposition modificative des articles 1, § 3; 2, § 2 et 8, § 1 de L 1974-12-19/30>

Article 52 <insertion d'un art. 34bis dans L 1974-12-23/01>

Article 53 <insertion d'un article 17bis dans AR56 1982-07-16>

Article 54 <Disposition modificative de l'article 87, § 1, al. 1 de L 1985-08-01/30>

CHAPITRE XIII. - Dispositions particulières relatives aux entreprises publiques autonomes actives dans des secteurs ouverts à la concurrence <Inséré par L 2015-12-16/30, art. 4, 093; En vigueur : 12-01-2016>

Article 54/1 <Inséré par L 2015-12-16/30, art. 5, 093; En vigueur : 12-01-2016>

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux entreprises publiques autonomes suivantes :

- 1° Proximus;
- 2° bpost; et
- 3° à partir de la date fixée par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres, toute autre entreprise publique autonome qui, pendant au moins deux exercices consécutifs, réalise au moins septante-cinq pour cent de son chiffre d'affaires annuel, hors taxe sur la valeur ajoutée, dans des activités qui sont ouvertes à la concurrence sans être réservées, par ou en vertu de la loi, à l'entreprise en question.

Article 54/2 <Inséré par L 2015-12-16/30, art. 6, 093; En vigueur : 12-01-2016>

L'article 13 n'est pas applicable aux entreprises publiques autonomes visées à l'article 54/1.

overheidsbedrijven. <KB 2004-10-18/32, art. 27, 050 ; En vigueur : 01-01-2005>

(tweede lid opgeheven.) <KB 2013-12-11/02, art. 13, 085; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

§ 2. Voor de toepassing van artikel 30, § 5, wordt het paritair comité bedoeld in § 1, eerste lid, samengesteld op grond van de gegevens vastgesteld door de commissie bedoeld in artikel 14, § 1, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, die beschikbaar zijn op de datum van inwerkingtreding van deze wet. Daarna wordt de samenstelling van het paritair comité aangepast aan de gegevens die de bedoelde commissie vaststelt, binnen dertig dagen nadat zij aan het betrokken organisme of het autonoom overheidsbedrijf zijn medegedeeld.

§ 3. De eerste der in artikel 30, § 5, bedoelde periodes van zes jaar neemt een aanvang in 1996, op een door de Koning te bepalen datum. Met ingang van 1996 inbegrepen, wordt het paritair comité samengesteld op grond van de gegevens per één januari van het jaar waarin tot de vernieuwing van het comité wordt overgegaan.

(tweede lid opgeheven.) <KB 2013-12-11/02, art. 13, 085; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

§ 4. De Koning regelt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de toepassingsmodaliteiten van dit artikel.

Afdeling II. - Wijzigingsbepalingen.

Article 50. <Wijzigingsbepaling van artikel 51, § 1, onderafdeling B, van W 1973-12-28/04>

Article 51. <wijzigingsbepaling van art. 1, § 3; art. 2, § 2; art. 8, § 1 van W 1974-12-19/30>

Artikel 52 <invoeging van een art. 34bis van W 1974-12-23/01>

Artikel 53 <invoeging van een art. 17bis van KB>

Artikel 54 <Wijzigingsbepaling van artikel 87, § 1, L1 van W 1985-08-01/30>

HOOFDSTUK XIII. - Bijzondere bepalingen betreffende autonome overheidsbedrijven in sectoren opengesteld voor mededinging <Ingevoegd bij W 2015-12-16/30, art. 4, 093; Inwerkingtreding : 12-01-2016>

Artikel 54/1 <Ingevoegd bij W 2015-12-16/30, art. 5, 093; Inwerkingtreding : 12-01-2016>

De bepalingen van dit hoofdstuk gelden voor de volgende autonome overheidsbedrijven :

- 1° Proximus;
- 2° bpost; en
- 3° vanaf de datum bepaald door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, ieder ander autonoom overheidsbedrijf dat, gedurende ten minste twee opeenvolgende boekjaren, ten minste vijftien procent van zijn jaaromzet, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde, behaalt uit activiteiten die openstaan voor mededinging, zonder bij of krachtens de wet te zijn voorbehouden aan het betrokken bedrijf

Artikel 54/2 <Ingevoegd bij W 2015-12-16/30, art. 6, 093; Inwerkingtreding : 12-01-2016>

Artikel 13 is niet van toepassing op de in artikel 54/1 bedoelde autonome overheidsbedrijven.

Article 54/3 <Inseré par L 2015-12-16/30, art. 7, 093; En vigueur : 12-01-2016>

Les entreprises publiques autonomes visées à l'article 54/1 peuvent répondre à leurs besoins en personnel par le recrutement et l'emploi de personnes en vertu d'un contrat de travail régi par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, y compris en dehors des cas prévus à l'article 29, § 1er, alinéa 2. L'article 34, § 2, G), 1°, n'est pas applicable à ces entreprises.

Article 54/4 <Inseré par L 2015-12-16/30, art. 8, 093; En vigueur : 12-01-2016>

Les entreprises publiques autonomes visées à l'article 54/1 peuvent :

- 1° conclure, dans le cadre de leurs activités, des contrats de sous-traitance avec des tiers, le cas échéant, dans le respect de l'article 148bis, § 1er, et des règles applicables relatives aux marchés publics;
- 2° recourir à une collaboration professionnelle avec des tiers pour la prestation d'un travail en qualité de travailleur indépendant, sans préjudice des dispositions du titre XIII de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 et, le cas échéant, de l'article 148decies, § 1er.

CHAPITRE XIV. - Dispositions particulières relatives aux entreprises publiques autonomes cotées en bourse

Article 54/5 <Inseré par L 2015-12-16/30, art. 10, 093; En vigueur : 12-01-2016>

Les dispositions du présent chapitre sont applicables aux entreprises publiques autonomes dont les actions sont admises à la négociation sur un marché réglementé au sens de l'article 2, 3°, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers.

Article 54/6 <Inseré par L 2015-12-16/30, art. 11, 093; En vigueur : 12-01-2016>

Les dispositions suivantes ne sont pas applicables aux entreprises publiques autonomes visées à l'article 54/5 :

- 1° l'article 10, § 1er, alinéa 2;
- 2° l'article 12, § 3, deuxième phrase;
- 3° l'article 17, modifié par les lois des 24 décembre 2002 et 6 avril 2010;
- 4° l'article 18, modifié par l'arrêté royal du 18 octobre 2004 et la loi du 28 juillet 2011, à l'exception de l'article 18, § 2bis, inséré par la loi du 28 juillet 2011;
- 5° les articles 19 et 20, à l'exception de l'article 20, § 2, deuxième phrase;
- 6° l'article 21, modifié par les lois des 6 avril 2010 et 14 novembre 2011 et l'arrêté royal du 11 décembre 2013;
- 7° l'article 23, modifié par la loi du 12 décembre 1994;
- 8° l'article 24;
- 9° l'article 27, § 3;
- 10° l'article 35, § 4, alinéa 2, deuxième, troisième et quatrième phrases;
- 11° l'article 39, § 1er, alinéa 3, et §§ 2 et 5;
- 12° l'article 40, §§ 2 et 3.

Artikel 54/3 <Ingevoegd bij W 2015-12-16/30, art. 7, 093; Inwerkingtreding : 12-01-2016>

De in artikel 54/1 bedoelde autonome overheidsbedrijven mogen aan hun personeelsbehoeften voldoen door personen aan te werven en tewerk te stellen krachtens een arbeidsovereenkomst beheerst door de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, ook buiten de gevallen bepaald in artikel 29, § 1, tweede lid. Artikel 34, § 2, G), 1°, is niet van toepassing op deze bedrijven.

Artikel 54/4 <Ingevoegd bij W 2015-12-16/30, art. 8, 093; Inwerkingtreding : 12-01-2016>

De in artikel 54/1 bedoelde autonome overheidsbedrijven kunnen :

- 1° in het kader van hun activiteiten contracten van onderaanneming aangaan met derden, met inachtneming, in voorkomend geval, van artikel 148bis, § 1, en van de toepasselijke bepalingen inzake overheidsopdrachten;
- 2° professionele samenwerking aangaan met derden voor het presteren van arbeid in de hoedanigheid van zelfstandige, onverminderd de bepalingen van titel XIII van de programmawet (I) van 27 december 2006 en, in voorkomend geval, artikel 148decies, § 1.

HOOFDSTUK XIV. - Bijzondere bepalingen betreffende beursgenoteerde autonome overheidsbedrijven

<Ingevoegd bij W 2015-12-16/30, art. 9, 093; Inwerkingtreding : 12-01-2016>

Artikel 54/5 <Ingevoegd bij W 2015-12-16/30, art. 10, 093; Inwerkingtreding : 12-01-2016>

De bepalingen van dit hoofdstuk gelden voor autonome overheidsbedrijven waarvan de aandelen zijn toegelaten tot de verhandeling op een gereguleerde markt in de zin van artikel 2, 3°, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten.

Artikel 54/6 <Ingevoegd bij W 2015-12-16/30, art. 11, 093; Inwerkingtreding : 12-01-2016>

De volgende bepalingen zijn niet van toepassing op de in artikel 54/5 bedoelde autonome overheidsbedrijven :

- 1° artikel 10, § 1, tweede lid;
- 2° artikel 12, § 3, tweede zin;
- 3° artikel 17, gewijzigd bij de wetten van 24 december 2002 en 6 april 2010;
- 4° artikel 18, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 oktober 2004 en de wet van 28 juli 2011, met uitzondering van artikel 18, § 2bis, ingevoegd bij de wet van 28 juli 2011;
- 5° de artikelen 19 en 20, met uitzondering van artikel 20, § 2, tweede zin;
- 6° artikel 21, gewijzigd bij de wetten van 6 april 2010 en 14 november 2011 en het koninklijk besluit van 11 december 2013;
- 7° artikel 23, gewijzigd bij de wet van 12 december 1994;
- 8° artikel 24;
- 9° artikel 27, § 3;
- 10° artikel 35, § 4, tweede lid, tweede, derde en vierde zin;
- 11° artikel 39, § 1, derde lid, en §§ 2 en 5;

Article 54/7 <Inseré par L 2015-12-16/30, art. 12, 093; En vigueur : 12-01-2016>

§ 1er. Par dérogation à l'article 39, §§ 3 et 4, et, le cas échéant, aux articles 60/1, § 3, et 147bis, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, aux conditions qu'il détermine, autoriser des opérations ayant pour conséquence que la participation des autorités publiques dans le capital des entreprises publiques autonomes visées à l'article 54/5 descende en dessous de cinquante pour cent plus une action. Dans ce cadre, le Roi se laisse guider par l'importance stratégique d'une participation dans l'entreprise concernée, la nécessité d'un ancrage belge, la contribution essentielle que l'entreprise peut apporter à l'égard de l'objectif d'une croissance économique durable, son utilité sociale et l'impact sur l'emploi.

Le pouvoir accordé au Roi par l'alinéa 1er expire le 31 décembre 2018.

§ 2. Dès que la participation des autorités publiques dans le capital de l'une des entreprises publiques autonomes visées à l'article 54/5 descend en dessous de cinquante pour cent plus une action en application du paragraphe 1^{er}, cette entreprise cesse de ressortir de la catégorie des entreprises publiques autonomes et est supprimée de la liste de l'article 1er, § 4, sans préjudice des dispositions transitoires prises en vertu de l'article 54/8. Elle est alors convertie en une société anonyme de droit privé, sans interruption de personnalité juridique.

Article 54/8 <Inseré par L 2015-12-16/30, art. 13, 093; En vigueur : 12-01-2016>

Dans le cas où le Roi autorise une opération visée à l'article 54/7, § 1er, Il prend, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, toutes les mesures nécessaires pour :

1° maintenir, en vue de la continuité du service public, les dispositions relatives aux missions de service public de l'entreprise concernée et au contrat de gestion y afférent, et ce, pour une période transitoire expirant au plus tard le 31 décembre 2020;

2° supprimer les dispositions légales liées au statut de droit public de l'entreprise concernée;

3° régler les relations individuelles de travail entre l'entreprise concernée et les travailleurs qui, à la date effective de l'opération visée à l'article 54/7, § 1er, appartiennent au personnel statutaire de l'entreprise, de manière à assurer la continuité des droits de ces travailleurs en matière de stabilité d'emploi, de rémunération et de pension prévus dans les réglementations de base du statut du personnel établi conformément aux articles 34 et 35;

4° régler l'application des lois en matière de sécurité sociale des travailleurs aux membres du personnel visés au 3°, y compris aligner les interdictions en matière de cumul de pensions avec celles applicables dans le secteur privé;

5° organiser une régime transitoire en matière de relations collectives de travail au sein de l'entreprise concernée jusqu'aux élections sociales qui doivent se tenir dans les trois ans de l'opération visée à l'article 54/7, § 1er.

12° artikel 40, §§ 2 en 3.

Artikel 54/7 <Ingevoegd bij W 2015-12-16/30, art. 12, 093; Inwerkingtreding : 12-01-2016>

§ 1. In afwijking van artikel 39, §§ 3 en 4, en, in voorkomend geval, van de artikelen 60/1, § 3, en 147bis, kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en onder de voorwaarden die Hij bepaalt, verrichtingen toestaan die tot gevolg hebben dat de deelneming van de overheid in het kapitaal van de in artikel 54/5 bedoelde autonome overheidsbedrijven daalt beneden vijftig percent plus één aandeel. Daarbij laat de Koning zich leiden door het strategisch belang van een participatie in het betrokken bedrijf, de noodzaak aan Belgische verankering, de essentiële bijdrage die het bedrijf kan leveren bij het streven naar duurzame economische groei, zijn maatschappelijk nut en de impact op de tewerkstelling.

De bevoegdheid die bij het eerste lid aan de Koning wordt opgedragen, verstrijkt op 31 december 2018.

§ 2. Zodra de deelneming van de overheid in het kapitaal van een in artikel 54/5 bedoeld autonoom overheidsbedrijf ingevolge de toepassing van paragraaf 1 daalt beneden vijftig percent plus één aandeel, behoort dit bedrijf niet langer tot de categorie van de autonome overheidsbedrijven en wordt het geschrapt uit de lijst van artikel 1, § 4, onverminderd de overgangsbepalingen vastgesteld krachtens artikel 54/8. Het bedrijf wordt dan een naamloze vennootschap van privaatrecht, zonder onderbreking van rechtspersoonlijkheid.

Artikel 54/8 <Ingevoegd bij W 2015-12-16/30, art. 13, 093; Inwerkingtreding : 12-01-2016>

Ingeval de Koning een verrichting als bedoeld in artikel 54/7, § 1, toestaat, neemt Hij, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, alle maatregelen die nodig zijn teneinde :

1° met het oog op de continuïteit van de openbare dienst, de bepalingen inzake de opdrachten van openbare dienst van het betrokken bedrijf en inzake het betreffend beheerscontract te laten doorlopen voor een overgangsperiode die ten laatste op 31 december 2020 verstrijkt;

2° de wettelijke bepalingen op te heffen die samenhangen met het publiekrechtelijk statuut van het betrokken bedrijf;

3° de individuele arbeidsverhoudingen te regelen tussen het betrokken bedrijf en zijn werknemers die, op de effectieve datum van de in artikel 54/7, § 1, bedoelde verrichting, deel uitmaken van het statutair personeel van het bedrijf, op zodanige wijze dat de continuïteit van de rechten van deze werknemers inzake vastheid van betrekking, bezoldiging en pensioen die zijn vervat in de grondregels van het personeelsstatuut vastgesteld overeenkomstig de artikelen 34 en 35, wordt gewaarborgd;

4° de toepassing te regelen van de wetten inzake de sociale zekerheid voor werknemers op de in 3° bedoelde personeelsleden, met inbegrip van de afstemming van de cumulebeperkingen inzake pensioenen op deze die gelden in de private sector;

5° een passende overgangsregeling uit te werken inzake de collectieve arbeidsverhoudingen bij het

Article 54/9 <Inséré par L 2015-12-16/30, art. 14, 093; En vigueur : 12-01-2016>

Les arrêtés pris en vertu de l'article 54/8 peuvent modifier, compléter, remplacer ou abroger les dispositions légales en vigueur.

Les pouvoirs accordés au Roi par l'article 54/8 expirent le 31 décembre 2018. Après cette date, les arrêtés pris en vertu de l'article 54/8 ne peuvent plus être modifiés, complétés, remplacés ou abrogés que par une loi.

Les dispositions prises en vertu de l'article 54/8, 3°, 4° et 5°, cessent de produire leurs effets si elles n'ont pas été confirmées par la loi dans les six mois de leur date d'entrée en vigueur. La confirmation produit ses effets à partir de cette date.

betrokken bedrijf tot aan sociale verkiezingen die binnen drie jaar na de in artikel 54/7, § 1, bedoelde verrichting moeten worden gehouden.

Artikel 54/9 <Ingevoegd bij W 2015-12-16/30, art. 14, 093; Inwerkingtreding : 12-01-2016>

De besluiten die krachtens artikel 54/8 worden vastgesteld, kunnen de van kracht zijnde wettelijke bepalingen wijzigen, aanvullen, vervangen of opheffen.

De bevoegdheden die bij artikel 54/8 aan de Koning worden opgedragen, verstrijken op 31 december 2018. Na deze datum kunnen de besluiten vastgesteld krachtens artikel 54/8 enkel bij wet worden gewijzigd, aangevuld, vervangen of opgeheven.

De bepalingen die krachtens artikel 54/8, 3°, 4° en 5°, worden vastgesteld, houden op uitwerking te hebben indien zij niet bij wet zijn bekrachtigd binnen zes maanden na de datum van hun inwerkingtreding. De bekrachtiging heeft uitwerking met ingang van deze datum.

TITRE V. - LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES. <AR 2013-12-11/03, art. 6, 086; En vigueur : 01-01-2014>

CHAPITRE I. - Définitions et objet social <AR 2013-12-11/03, art. 7, 086; En vigueur : 01-01-2014>

Article 154 quater <Inséré par AR 2013-12-11/03, art. 8, 086; En vigueur : 01-01-2014>

Pour l'application du présent titre, il y a lieu d'entendre par :

1° Service de Régulation du Transport ferroviaire : le Service de Régulation du Transport ferroviaire et de l'Exploitation de l'Aéroport de Bruxelles-National, visé dans l'arrêté royal du 25 octobre 2004 créant le Service de Régulation du Transport ferroviaire et de l'Exploitation de l'Aéroport de Bruxelles-National, fixant sa composition ainsi que les statuts administratif et pécuniaire applicables à ses membres;

2° HR Rail : la société anonyme de droit public HR Rail, visée par la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges.

3° RER (Réseau Express Régional) : le réseau visé à l'article 2, 2°, de la convention du 4 avril 2003 visant à mettre en oeuvre le programme du réseau express régional de, vers, dans et autour de Bruxelles, conclue entre l'Etat, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale. <L 2014-04-19/34, art. 2, 089; En vigueur : 27-05-2014>

Article 154 quinquies <Inséré par AR 2013-12-11/03, art. 8, 086; En vigueur : 01-01-2014>

La Société nationale des Chemins de fer belges, en abrégé SNCB, est une entreprise publique autonome ayant la forme d'une société anonyme de droit public. Elle relève du ministre qui a les entreprises publiques dans ses attributions.

Article 155 <Rétabli par AR 2013-12-11/03, art. 9, 086; En vigueur : 01-01-2014>

La SNCB a pour objet :

1° le transport de voyageurs, en ce compris l'accueil et l'information de sa clientèle, et de marchandises par chemin de fer;

2° le transport de marchandises en général et les services de logistique prévus à cet effet;

3° l'acquisition, la maintenance, la gestion et le financement de matériel roulant ferroviaire;

4° la sécurité et le gardiennage dans le domaine ferroviaire;

5° l'acquisition, la conception, la construction, le renouvellement, l'entretien et la gestion des gares ferroviaires, des points d'arrêts non gardés et de leurs dépendances ainsi que de leurs abords, en ce compris la conception, le développement, la modernisation et la valorisation des centres urbains;

6° le développement d'activités commerciales ou autres destinées à favoriser directement ou indirectement ses services ou à optimiser l'utilisation de ses biens.

La SNCB peut, par elle-même ou par voie de

TITEL V. - DE NATIONALE MAATSCHAPPIJ DER BELGISCHE SPOORWEGEN <AR 2013-12-11/03, art. 6, 086; En vigueur : 01-01-2014>

HOOFDSTUK I. - Definities en maatschappelijk doel <KB 2013-12-11/03, art. 7, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

Artikel 154 quater <ingevoegd door KB 2013-12-11/03, art. 8, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder:

1° Dienst Regulering van het Spoorwegvervoer : de Dienst Regulering van het Spoorwegvervoer en van de Exploitatie van de Luchthaven Brussel-Nationaal, bedoeld in het koninklijk besluit van 25 oktober 2004 tot oprichting van de Dienst Regulering van het Spoorwegvervoer en van de exploitatie van de luchthaven Brussel-Nationaal, tot vaststelling van zijn samenstelling en het administratief en geldelijk statuut dat van toepassing is op zijn leden;

2° HR Rail : de naamloze vennootschap van publiek recht HR Rail, bedoeld in de wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen.

3° GEN (Gewestelijk ExpresNet) : het basisnet bedoeld in artikel 2, 2°, van de overeenkomst van 4 april 2003 met het oog op de verwezenlijking van het programma van het gewestelijk expresnet van, naar, in en rond Brussel, gesloten tussen de Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. <W 2014-04-19/34, art. 2, 089; Inwerkingtreding : 27-05-2014>

Artikel 154 quinquies <ingevoegd door KB 2013-12-11/03, art. 8, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

De Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, afgekort NMBS, is een autonoom overheidsbedrijf met de rechtsvorm van een naamloze vennootschap van publiek recht. Zij ressorteert onder de minister die bevoegd is voor de overheidsbedrijven

Artikel 155 <Hersteld bij KB 2013-12-11/03, art. 9, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014 >

De NMBS heeft tot doel :

1° het vervoer per spoor van reizigers en goederen, met inbegrip van het onthaal van en de informatie aan haar klanten;

2° het vervoer van goederen in het algemeen en de logistieke diensten die daarmee verband houden;

3° de verwerving, het onderhoud, het beheer en de financiering van rollend spoorwagematerieel;

4° de veiligheid en de bewaking op het gebied van de spoorwegen;

5° het verwerven, het ontwerpen, de bouw, de vernieuwing, het onderhoud en het beheer van de spoorwegstations, de onbemande stopplaatsen en hun aanhorigheden alsook hun directe omgeving, met inbegrip van het ontwerp, de ontwikkeling, de modernisering en de valorisatie van de stedelijke centra;

6° de ontwikkeling van commerciële of andere activiteiten die bestemd zijn om rechtstreeks of indirect haar diensten te bevorderen of het gebruik van haar goederen te optimaliseren.

De NMBS kan, zelf of via deelneming in bestaande of op

participation à des organismes et personnes morales existants ou à créer, belges, étrangers ou internationaux, faire toutes opérations commerciales, industrielles ou financières se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet ou qui seraient susceptibles d'en faciliter ou d'en favoriser la réalisation ou le développement, y compris la constitution de sûretés pour dettes de sociétés liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation.

Sont notamment considérées comme susceptibles de favoriser la réalisation ou le développement de l'objet, la fabrication et la vente de biens ou services ayant trait directement ou indirectement à l'activité ferroviaire.

La SNCB peut en outre agir comme administrateur, porteur d'une procuration, mandataire ou liquidateur dans d'autres sociétés ou entreprises

CHAPITRE II. - Missions de service public.

Article 156 <AR 2013-12-11/03, art. 10, 086; En vigueur : 01-01-2014>

Les missions de service public de la SNCB comprennent:

- 1° le transport intérieur de voyageurs assuré par les trains du service ordinaire, en ce compris l'accueil et l'information de sa clientèle, ainsi que les dessertes intérieures par trains à grande vitesse;
- 2° le transport transfrontalier de voyageurs, c'est-à-dire le transport assuré par les trains du service ordinaire pour la partie du trajet national non couverte au titre du 1° et jusqu'aux gares situées sur les réseaux voisins définies dans le contrat de gestion;
- 3° l'acquisition, la maintenance, la gestion et le financement de matériel roulant ferroviaire destiné à l'accomplissement des missions visées aux 1° et 2° ;
- 4° les prestations que l'entreprise ferroviaire est tenue de fournir pour les besoins de la Nation;
- 5° l'acquisition, la conception, la construction, le renouvellement, l'entretien et la gestion des gares ferroviaires, des points d'arrêt non gardés et de leurs dépendances;
- 6° la conservation du patrimoine historique relatif à l'exploitation ferroviaire;
- 7° les activités de sécurité dans les gares, dans les points d'arrêt non gardés, dans les trains, sur les voies, en ce compris les faisceaux voyageurs et marchandises, dans les autres espaces du domaine ferroviaire accessibles au public et dans tous les espaces gérés par la SNCB;
- 8° les activités de gardiennage des installations dont elle est propriétaire ou desquelles elle assure la gestion;
- 9° les autres missions de service public dont elle est chargée par ou en vertu de la loi.

Article 156 bis <Inséré par AR 2013-12-11/03, art. 11, 086; En vigueur : 01-01-2014>

La mission de service public visée à l'article 156, 7° comprend les activités suivantes :

te richten Belgische, buitenlandse of internationale instellingen en rechtspersonen, alle commerciële, industriële of financiële verrichtingen doen die, rechtstreeks of onrechtstreeks, geheel of ten dele, verband houden met haar doel of de verwezenlijking of ontwikkeling ervan kunnen vergemakkelijken of bevorderen, met inbegrip van het stellen van zekerheden voor schulden van verbonden vennootschappen of vennootschappen waarmee een deelnemingsverhouding bestaat.

De fabricage en de verkoop van goederen of diensten die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met de spoorwegactiviteit, worden inzonderheid geacht de verwezenlijking of ontwikkeling van het doel te kunnen bevorderen.

De NMBS kan eveneens optreden als bestuurder, volmachtdrager, mandataris of vereffenaar in andere vennootschappen of ondernemingen.

HOOFDSTUK II. - Opdrachten van openbare dienst.

Artikel 156 <KB 2013-12-11/03, art. 10, 086; Inwerkingtreding : 01-04-2014>

De opdrachten van openbare dienst van de NMBS omvatten :

- 1° het binnenlands vervoer van reizigers met treinen van de gewone dienst, met inbegrip van het onthaal van en de informatie aan haar klanten alsook het aandoen van binnenlandse bestemmingen door hogesnelheidstreinen;
- 2° het grensoverschrijdende vervoer van reizigers, dit wil zeggen het vervoer met treinen van de gewone dienst voor het deel van het nationale traject dat niet gedekt is door 1° en tot de stations gelegen op de naburige netwerken bepaald in het beheerscontract;
- 3° de verwerving, het onderhoud, het beheer en de financiering van rollend spoorwagematerieel bestemd voor de uitvoering van de taken bedoeld in 1° en 2° ;
- 4° de prestaties die de spoorwegonderneming moet leveren voor de behoeften van de Natie;
- 5° het verwerven, het ontwerpen, de bouw, de vernieuwing, het onderhoud en het beheer van de spoorwegstations, de onbemande stopplaatsen en hun aanhorigheden;
- 6° de instandhouding van het historisch patrimonium betreffende de spoorwegexploitatie;
- 7° de veiligheidsactiviteiten in de stations, in de onbemande stopplaatsen, in de treinen, op de sporen, met inbegrip van de reizigers- en goederenbundels, op de andere voor het publiek toegankelijke plaatsen van het spoorwegdomein en op alle plaatsen die beheerd worden door de NMBS;
- 8° de bewakingsactiviteiten van de inrichtingen waarvan zij eigenaar is of waarvan zij het beheer waarneemt;
- 9° de andere opdrachten van openbare dienst waarmee zij belast is door of krachtens de wet.

Artikel 156 bis <Ingevoegd bij KB 2013-12-11/03, art. 11, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

De opdracht van openbare dienst bedoeld in artikel 156, 7° omvat de volgende activiteiten :

- 1° contrôler le respect de la législation sur la police des chemins de fer, dans les limites fixées par le contrat de gestion;
- 2° veiller à la sécurité, notamment par la présence et les interventions du service de sécurité;
- 3° coordonner toutes les activités visant à améliorer la lutte contre la fraude;
- 4° gérer les caméras placées dans les espaces accessibles au public, les trains et autres installations gérées par la SNCB;
- 5° traiter les appels d'urgence liés aux problèmes de sécurité;
- 6° participer, à la demande des services de police ou de la douane, à l'organisation de leurs contrôles ainsi qu'à l'exécution des contrôles de sécurité pour les passagers et leurs bagages transitant par le tunnel sous la Manche;
- 7° coordonner les opérations liées à la sécurité avec les autorités judiciaires ainsi que les services de police et la sûreté de l'Etat;
- 8° surveiller les voies, en ce compris les faisceaux voyageurs et marchandises en vue de lutter notamment contre le vol de câbles.

Article 156 ter <Inséré par AR 2013-12-11/03, art. 11, 086; En vigueur : 01-01-2014>

§ 1er. La SNCB conclut avec Infrabel une convention de coopération dont l'objet est d'assurer l'exercice conjoint de leurs missions de service public liées à la sécurité. Cette convention définit la stratégie commune de la SNCB et d'Infrabel, notamment en ce qui concerne le type et l'étendue de la collaboration, ses modalités financières, les obligations réciproques des parties et le suivi de la convention.

§ 2. La SNCB et Infrabel prennent toutes les mesures nécessaires afin d'assurer le maintien de la chaîne de sécurité et la cohérence de la politique de sécurité.

Article 156 quater <Inséré par AR 2013-12-11/03, art. 11, 086; En vigueur : 01-01-2014>

§ 1er. La SNCB est titulaire d'une servitude perpétuelle à titre gratuit sur les quais, sur les couloirs sous voie et sur toutes les voies d'accès aux quais, relevant de la propriété d'Infrabel et situés dans l'enceinte des gares et points d'arrêt non gardés dont la SNCB a la gestion ainsi que sur les nouvelles installations similaires, réalisées par ou pour le compte d'Infrabel, dès leur mise en exploitation, et ce, exclusivement, en vue de la réalisation de ses missions de service public visées à l'article 156, 1° et 5°.

§ 2. La SNCB effectue à la décharge d'Infrabel les travaux suivants sur les biens qui font l'objet de la servitude :

- 1° les travaux d'entretien;
- 2° les petites et grosses réparations;
- 3° l'aménagement, l'amélioration et la rénovation.

La SNCB est autorisée à prendre des emprises dans la

- 1° het controleren van de naleving van de wetgeving betreffende de spoorwegpolitie binnen de grenzen bepaald door het beheerscontract;
- 2° het waken over de veiligheid, inzonderheid door de aanwezigheid en de tussenkomsten van de veiligheidsdienst;
- 3° het coördineren van alle activiteiten die de strijd tegen fraude beogen te verbeteren;
- 4° het beheer van de camera's die zich bevinden in de voor het publiek toegankelijke plaatsen, de treinen en de andere inrichtingen beheerd door de NMBS;
- 5° het behandelen van noodoproepen in verband met veiligheidsproblemen;
- 6° het deelnemen op verzoek van de politiediensten of van de douane, aan de organisatie van hun controles, alsmede aan de uitvoering van de veiligheidscontroles van de reizigers en hun bagage die via de Kanaaltunnel reizen;
- 7° de verrichtingen inzake veiligheid afstemmen met de gerechtelijke overheden evenals de politiediensten en de Staatsveiligheid;
- 8° het toezicht houden op de sporen met inbegrip van de reizigers- en goederenbundels, inzonderheid met het oog op de bestrijding van kabeldiefstallen.

Artikel 156 ter <Ingevoegd bij KB 2013-12-11/03, art. 11, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

§ 1. De NMBS sluit met Infrabel een samenwerkingsovereenkomst die tot doel heeft de gezamenlijke uitoefening van hun opdrachten van openbare dienst in verband met veiligheid te verzekeren.

Deze overeenkomst bepaalt de gemeenschappelijke strategie van de NMBS en van Infrabel, inzonderheid wat betreft de wijze en de omvang van de samenwerking, haar financiële modaliteiten, de wederzijdse verplichtingen van de partijen en opvolging van de overeenkomst.

§ 2. De NMBS en Infrabel nemen alle noodzakelijke maatregelen om de instandhouding van de veiligheidsketen en de samenhang van het beleid op vlak van veiligheid te verzekeren.

Artikel 156 quater <Ingevoegd bij KB 2013-12-11/03, art. 11, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

§ 1. De NMBS is de houder van een eeuwigdurende erfdiensbaarheid ten kosteloze titel op de perrons, op de doorgangen onder de sporen en op alle toegangswegen tot de perrons die eigendom zijn van Infrabel en zich bevinden in de stations en de onbemande stopplaatsen die door de NMBS worden beheerd, evenals op gelijksoortige nieuwe inrichtingen, opgericht door of voor rekening van Infrabel, vanaf hun inwerkingstelling, en dit uitsluitend met het oog op de uitvoering van haar opdrachten van openbare dienst bedoeld in artikel 156, 1° en 5°.

§ 2. De NMBS voert, met vrijstelling van Infrabel, op de goederen die het voorwerp uitmaken van de erfdiensbaarheid de volgende werken uit :

- 1° de onderhoudswerken;
- 2° de kleine en grote herstellingen;
- 3° de inrichting, de verbetering en de renovatie.

structure des quais, couloirs sous voies et autres voies d'accès aux quais appartenant à Infrabel pour autant que ces emprises soient nécessaires à la réalisation des travaux visés à l'alinéa précédent.

Si les travaux modifient ou sont susceptibles de modifier les limites de l'assiette de la servitude, l'accord préalable d'Infrabel est requis.

§ 3. La servitude ne porte pas sur la construction des quais, leur hauteur, leur structure, leur longueur et largeur utiles, leur distance par rapport à l'axe de la voie, leur tracé, leur protection contre les chocs électriques, le placement d'éléments de sécurité sur les quais tels que signalisation, armoires de relais ou électriques et poteaux caténaires et éléments de procédure de démarrage des trains. L'exercice de la servitude ne peut pas affecter ces éléments de sécurité ni en gêner le fonctionnement.

Infrabel conserve le droit en tant que propriétaire d'installer tous les éléments nécessaires à la réalisation de ses missions de service public de gestion de l'infrastructure ferroviaire.

§ 4. Infrabel renonce à l'accession sur les constructions, équipements et installations érigés par la SNCB dans le cadre de la servitude visée au paragraphe 1er.

§ 5. La SNCB est responsable à l'égard des tiers en tant que gardienne des biens sur la base de l'article 1384, alinéa 1er du Code Civil, et du fait de sa faute ou de sa négligence, des dommages causés aux personnes et aux biens sur ou dans les installations visées au paragraphe 1er.

§ 6. La servitude n'a pas pour effet de conférer à la SNCB la qualité de gestionnaire d'infrastructure au sens de l'article 3, 2°, de la directive du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne 2012/34/UE du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen.

§ 7. La SNCB et Infrabel ont l'obligation de se coordonner, selon des modalités à fixer entre elles, notamment pour l'application de la loi du 25 juillet 1891 révisant la loi du 15 avril 1843 sur la police des chemins de fer et pour l'organisation des travaux sur les quais, couloirs sous voies et autres voies d'accès aux quais, en vue de perturber le moins possible tant la circulation sur les quais, couloirs sous voies et autres voies d'accès aux quais, que la circulation ferroviaire.

Article 156 quinquies <Inséré par AR 2013-12-11/03, art. 11, 086; En vigueur : 01-01-2014>

§ 1er. Si, dans une gare située dans une zone urbanisée, la SNCB envisage un projet de développement immobilier destiné à être réalisé totalement ou partiellement dans des espaces surplombant ou se situant sous le domaine d'Infrabel, cette dernière accorde à la SNCB les droits réels nécessaires à la réalisation de ce projet. Dans l'hypothèse où des problèmes techniques sont invoqués par Infrabel, les parties se concertent pour trouver une solution

De NMBS heeft het recht om verankeringen aan te brengen aan de structuur van de perrons, de doorgangen onder de sporen en andere toegangswegen tot de perrons die toebehoren aan Infrabel voor zover deze verankeringen noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de werken bedoeld in het vorige lid.

Indien de werken de grenzen van de grondslag van de erfdienstbaarheid wijzigen of in staat zijn deze grenzen te wijzigen, is het voorafgaande akkoord van Infrabel vereist.

§ 3. De erfdienstbaarheid heeft geen betrekking op de aanleg van de perrons, hun hoogte, hun structuur, hun nuttige lengte en breedte, hun afstand in verhouding tot de as van het spoor, hun tracé, hun bescherming tegen elektrische schokken, de plaatsing van beveiligingselementen op de perrons zoals signalisatie, elektrische en relaisdozen en dragers van bovenleidingen of elementen die deel uitmaken van de vertrekprocedure van de treinen. De uitoefening van de erfdienstbaarheid mag deze beveiligingselementen niet aantasten, noch de werking ervan hinderen.

In haar hoedanigheid van eigenaar behoudt Infrabel het recht om alle elementen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van haar opdrachten van openbare dienst van spoorweginfrastructuurbeheer op te richten.

§ 4. Infrabel verzaakt aan de natrekking op de bouwwerken, uitrustingen en inrichtingen opgericht door de NMBS in het kader van de erfdienstbaarheid bedoeld in paragraaf 1.

§ 5. De NMBS is aansprakelijk ten aanzien van derden voor de schade veroorzaakt aan de personen en de goederen op of in de inrichtingen bedoeld in paragraaf 1 in haar hoedanigheid van bewaarder van de goederen op basis van artikel 1384, eerste lid van het Burgerlijk Wetboek alsook ten gevolge van haar fout of haar onzorgvuldigheid.

§ 6. De erfdienstbaarheid heeft niet voor gevolg dat aan de NMBS de hoedanigheid van infrastructuurbeheerder wordt toegekend in de zin van artikel 3, 2°, van de Richtlijn 2012/34/EU van 21 november 2012 van het Europees Parlement en de Raad van de Europese Unie tot instelling van één Europese spoorwegruimte.

§ 7. De NMBS en Infrabel hebben de verplichting om zich op elkaar af te stemmen, volgens onderling te bepalen modaliteiten, inzonderheid voor de toepassing van de wet van 25 juli 1891 houdende herziening van de wet van 15 april 1843 op de politie der spoorwegen en voor de organisatie van werken op de perrons, de doorgangen onder de sporen en andere toegangswegen tot de perrons om de doorstroming op de perrons, in de doorgangen onder de sporen en op andere toegangswegen tot de perrons evenals het treinverkeer, zo weinig mogelijk te verstoren.

Artikel 156 quinquies <Ingevoegd bij KB 2013-12-11/03, art. 11, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

§ 1. Indien de NMBS het voornemen opvat om in een station dat gelegen is in een verstedelijkt gebied een onroerend ontwikkelingsproject tot stand te brengen dat geheel of gedeeltelijk zal worden uitgevoerd in het gebied dat zich boven of onder het domein van Infrabel bevindt, kent deze laatste aan de NMBS de noodzakelijke zakelijke rechten toe om dit project uit te voeren. In de hypothese dat technische problemen worden ingeroepen door

permettant néanmoins la réalisation du projet.

§ 2. Par rapport audit projet, la SNCB prend en charge tous les coûts supplémentaires relatifs à l'infrastructure ferroviaire encourus par Infrabel dans le cadre des phases de conception et de construction, ainsi que, après la réalisation du projet, tous les éventuels coûts d'exploitation supplémentaires découlant du projet réalisé.

§ 3. Pour la partie des droits réels accordés dans le cadre dudit projet qui ne relève pas des missions de service public de la SNCB, une rémunération unique à négocier par les deux parties, sur base d'une proposition établie par le comité d'acquisition d'immeubles de l'Etat, visé à l'article 10, § 2, et tenant compte de la valeur comptable de la surface des terrains sur lesquels les droits réels susvisés sont accordés, est prévue au bénéfice d'Infrabel ou d'une de ses filiales. Cette rémunération unique est limitée à maximum la valeur comptable de la surface des terrains sur lesquels les droits réels susvisés sont accordés, telle qu'exprimée dans les livres d'Infrabel au moment de l'octroi des droits réels.

§ 4. Une convention à conclure entre Infrabel et la SNCB reprend la liste des gares visées au paragraphe 1er et son mode de révision éventuelle, ainsi que les procédures de concertation visant à résoudre les éventuels problèmes techniques rencontrés, et détermine les modalités de la rémunération visée au paragraphe 3.

Article 156 sexies <Inséré par AR 2013-12-11/03, art. 11, 086; En vigueur : 01-01-2014>

Par dérogation à l'article 5, § 2, le contrat de gestion entre la SNCB et l'Etat est conclu pour une durée de cinq ans au moins et de dix ans au plus.

Article 157 (Abrogé) <AR 2013-12-11/02, art. 14, 085; En vigueur : 01-01-2014>

Article 158 (Abrogé) <AR 2004-10-18/32, art. 27, 051; En vigueur : 01-01-2005>

Article 159 <Rétabli par AR 2013-12-11/03, art. 12, 086; En vigueur : 01-01-2014>

Les biens immeubles relevant de la propriété de la SNCB ne peuvent faire l'objet d'une mesure d'expropriation. Toutefois, sur proposition du ministre qui a les entreprises publiques dans ses attributions, et après avis du conseil d'administration de la SNCB rendu dans les deux mois qui suivent la réception de la demande, le Roi peut autoriser l'expropriation d'un bien immeuble qui ne serait plus utile à l'exploitation ferroviaire. Le produit de l'aliénation de tout bien immeuble revient à la SNCB.

Article 159 bis <Inséré par AR 2013-12-11/03, art. 13, 086; En vigueur : 01-01-2014>

Avant l'aliénation d'un bien immeuble qui n'est pas nécessaire à l'exercice de ses missions de service public, la SNCB informe Infrabel des conditions de l'aliénation en ce

Infrabel, overleggen partijen om een oplossing te vinden die de uitvoering van het project toch mogelijk maakt.

§ 2. De NMBS neemt met betrekking tot genoemd project alle bijkomende kosten ten laste die Infrabel oploopt in het kader van de ontwerp- en bouwphase en die betrekking hebben op de spoorweginfrastructuur, evenals, nadat het project werd uitgevoerd, alle eventuele bijkomende exploitatiekosten die voortvloeien uit het gerealiseerde project.

§ 3. Voor het gedeelte van de zakelijke rechten, toegekend in het kader van genoemd project, dat niet behoort tot de opdrachten van openbare dienst van de NMBS, wordt voorzien in een eenmalige vergoeding ten gunste van Infrabel of één van haar dochtervennootschappen, die is overeen te komen tussen de twee partijen, op basis van een voorstel geformuleerd door het comité tot aankoop van onroerende goederen van de Staat, bedoeld in artikel 10, § 2, rekening houdend met de boekwaarde van de oppervlakte van de gronden waarop de voormelde zakelijke rechten zijn toegekend. Deze eenmalige vergoeding is beperkt tot maximum de boekwaarde van de oppervlakte van de gronden waarop de voornoemde zakelijke rechten zijn toegekend, zoals uitgedrukt in de boeken van Infrabel op het ogenblik van de toekennen van de zakelijke rechten.

§ 4. Een tussen Infrabel en de NMBS te sluiten overeenkomst vermeldt de lijst van de stations, bedoeld in paragraaf 1, en de wijze van de eventuele herziening ervan, evenals de overlegprocedures die ertoe strekken de eventuele technische problemen waarmee partijen worden geconfronteerd op te lossen, en bepaalt de modaliteiten van de vergoeding bedoeld in paragraaf 3.

Artikel 156 sexies <Ingevoegd bij KB 2013-12-11/03, art. 11, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

In afwijking van artikel 5, § 2, wordt het beheerscontract tussen de NMBS en de Staat gesloten voor een duur van ten minste vijf en ten hoogste tien jaar.

Artikel 157 (Opgeheven) <KB 2013-12-11/02, art. 14, 085; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

Artikel 158 (Opgeheven) <KB 2004-10-18/32, art. 27, 051; En vigueur : 01-01-2005>

Artikel 159 <Opnieuw ingevoegd bij KB 2013-12-11/03, art. 12, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

De onroerende goederen die eigendom zijn van de NMBS mogen niet worden onteigend. Op voordracht van de minister die bevoegd is voor de overheidsbedrijven, en na advies van de raad van bestuur van de NMBS, dat wordt verleend binnen de twee maanden volgend op de ontvangst van het verzoek daartoe, mag de Koning echter de onteigening toestaan van een onroerend goed dat niet langer nuttig zou zijn voor de spoorwegexploitatie. De opbrengst van de vervreemding van elk onroerend goed komt toe aan de NMBS.

Artikel 159bis <Ingevoegd bij KB 2013-12-11/03, art. 13, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

Voorafgaand aan de vervreemding van een onroerend goed dat niet noodzakelijk is voor de uitvoering van haar opdrachten van openbare dienst, informeert de NMBS

compris le prix de cession.

Si les conditions de la SNCB sont acceptées par Infrabel sans réserve ni condition, la cession à Infrabel est réputée réalisée.

Si Infrabel n'exerce pas le droit visé à l'alinéa 1er et qu'ultérieurement, les conditions de l'offre sont modifiées substantiellement par la SNCB, ce droit renaît.

Les modalités d'exécution de ce droit sont réglées dans une convention à conclure entre la SNCB et Infrabel. Dans l'intervalle, les parties exercent ce droit en bon père de famille

Article 160 (Abrogé) <AR 2004-10-18/32, art. 27, 051 ; En vigueur : 01-01-2005>

Article 161 (Abrogé) <L 2008-12-22/33, art. 75, 072; En vigueur : 08-01-2009>

Article 161 bis (Abrogé) <AR 2004-10-18/32, art. 27, 051 ; En vigueur : 01-01-2005>

Article 161 ter <Inséré par L 2002-03-22/30, art. 7; ED : 26-03-2002>

§ 1er. Le conseil d'administration constitue en son sein un comité d'audit et un comité de nominations et de rémunération. <AR 2013-12-11/03, art. 14, 086; En vigueur : 01-01-2014>

§ 2. Le comité d'audit est composé de quatre administrateurs, à l'exclusion de l'administrateur délégué. Le conseil d'administration nomme les membres du comité d'audit. Ce comité peut inviter à ses réunions l'administrateur délégué, qui y siège avec voix consultative.

Le comité de nomination et de rémunération est composé de quatre administrateurs, dont le président du conseil d'administration qui le préside et l'administrateur délégué. Le conseil d'administration nomme les membres du comité de nomination et de rémunération. Le comité d'audit et le comité de nomination et de rémunération comptent autant de membres d'expression française que d'expression néerlandaise. <L 2002-12-24/31, art. 497, 042; En vigueur : 10-01-2003> <AR 2004-10-18/32, art. 27, 051 ; En vigueur : 01-01-2005>

§ 3. Le comité d'audit assume les tâches que lui confie le conseil d'administration. En outre, il a pour mission d'assister le conseil d'administration par l'examen d'informations financières, notamment les comptes annuels, le rapport de gestion et les rapports intermédiaires. Il s'assure également de la fiabilité et de l'intégrité des rapports financiers en matière de gestion des risques.

Au moins quatorze jours avant la réunion au cours de laquelle il établit les comptes annuels, le conseil d'administration demande l'avis du comité d'audit à propos de ces comptes.

Le commissaire du gouvernement participe avec voix consultative aux réunions du comité d'audit. L'assemblée générale peut désigner, sur proposition du conseil d'administration, un auditeur extérieur afin qu'il participe également avec voix consultative aux réunions de ce comité. <L 2002-12-24/31, art. 497, 042; En vigueur : 10-01-2003>

§ 4. Le comité de nominations et de rémunération rend un avis conformément à l'article 162quater, alinéa 6, sur les

Infrabel over de voorwaarden van de vervreemding met inbegrip van de overdrachtprijs.

Indien de voorwaarden van de NMBS door Infrabel zonder voorbehoud en onvoorwaardelijk worden aanvaard, wordt de overdracht aan Infrabel geacht tot stand te zijn gekomen.

Indien Infrabel het recht bedoeld in het eerste lid niet uitoefent en vervolgens de voorwaarden van het aanbod door de NMBS substantieel worden gewijzigd, herleeft dit recht.

De modaliteiten van de uitoefening van dit recht worden geregeld in een overeenkomst te sluiten tussen de NMBS en Infrabel. In de tussentijd oefenen de partijen dit recht uit als een goede huisvader.

Artikel 160 (Opgeheven) <KB 2004-10-18/32, art. 27, 051 ; En vigueur : 01-01-2005>

Artikel 161 (Opgeheven) <W 2008-12-22/33, art. 75, 072; En vigueur : 08-01-2009>

Artikel 161 bis (Opgeheven) <KB 2004-10-18/32, art. 27, 051 ; En vigueur : 01-01-2005>

Artikel 161 ter <Ingevoegd bij W 2002-03-22/30, art. 7; En vigueur : 26-03-2002>

§ 1. De raad van bestuur richt in zijn schoot een auditcomité en een benoemings- en bezoldigingscomité op. <KB 2013-12-11/03, art. 14, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

§ 2. Het auditcomité bestaat uit vier bestuurders, anderen dan de gedelegeerd bestuurder. De raad van bestuur benoemt de leden van het auditcomité. Dit comité mag de gedelegeerd bestuurder uitnodigen op zijn vergaderingen, die er zetelt met raadgevende stem.

Het benoemings- en bezoldigingscomité bestaat uit vier bestuurders, waaronder de voorzitter van de raad van bestuur die het comité voorziet, en de gedelegeerd bestuurder. De raad van bestuur benoemt de leden van benoemings- en bezoldigingscomité. Het auditcomité en het benoemings- en bezoldigingscomité tellen evenveel Nederlandstalige als Franstalige leden. <W 2002-12-24/31, art. 497, 042; En vigueur : 10-01-2003><KB 2004-10-18/32, art. 27, 051 ; En vigueur : 01-01-2005>

§ 3. Het auditcomité voert de taken uit die de raad van bestuur eraan toevertrouwt. Bovendien heeft het de opdracht om de raad van bestuur bij te staan via het onderzoek van financiële informatie, met name de jaarrekeningen, het jaarverslag en de tussentijdse verslagen. Het auditcomité staat ook in voor de betrouwbaarheid en de integriteit van de financiële verslagen inzake risicobeheer.

Ten minste veertien dagen vóór de vergadering tijdens dewelke de raad van bestuur de jaarrekeningen opstelt, vraagt hij het advies van het auditcomité over deze rekeningen.

De regeringscommissaris neemt met raadgevende stem deel aan de vergaderingen van het auditcomité. De algemene vergadering kan, op voorstel van de raad van bestuur, een extern auditeur aanduiden opdat hij eveneens met raadgevende stem zou deelnemen aan de vergaderingen van dit comité. <W 2002-12-24/31, art. 497, 042; En vigueur : 10-01-2003>

§ 4. Het benoemings- en bezoldigingscomité brengt overeenkomstig artikel 162quater, zesde lid, een advies uit

candidatures proposées par l'administrateur délégué en vue de la nomination des membres du comité de direction.

Le conseil d'administration détermine, sur proposition du comité de nominations et de rémunération, la rémunération et les avantages accordés aux membres du comité de direction et aux cadres supérieurs. Il suit ces questions de manière continue.

§ 5. (...) <AR 2013-12-11/03, art. 14, 086; En vigueur : 01-01-2014>

§ 5bis. (...) <AR 2013-12-11/03, art. 14, 086; En vigueur : 01-01-2014>

§ 6. (...) <AR 2013-12-11/03, art. 14, 086; En vigueur : 01-01-2014>

§ 7. (...) <AR 2013-12-11/03, art. 14, 086; En vigueur : 01-01-2014>

CHAPITRE IIIBIS. - Le comité d'orientation au sein de la SNCB <Rétabli par AR 2013-12-11/03, art. 15, 086; En vigueur : 01-01-2014>

Article 161 quater <Rétabli par AR 2013-12-11/03, art. 15, 086; En vigueur : 01-01-2014>

Il est créé un comité au sein de la SNCB, ci-après dénommé le comité d'orientation.

Article 161 quinquies <Rétabli par AR 2013-12-11/03, art. 15, 086; En vigueur : 01-01-2014>

§1. Le comité d'orientation est composé :

- 1° de six représentants de la SNCB;
- 2° de six représentants des sociétés régionales de transport, nommés selon les modalités fixées dans un accord de coopération avec les Régions.

§ 2. Le comité d'orientation, de sa propre initiative ou à la demande du conseil d'administration, rend des avis au sujet de toute mesure susceptible d'influencer la coopération avec les sociétés régionales de transport. Si le conseil d'administration souhaite s'écarter de l'avis du comité, il motive sa position.

CHAPITRE IIIter. — Le comité d'orientation RER <Inséré par L 2014-04-19/34, art. 3, 089; En vigueur : 27-05-2014>

Article 161sexies <Inséré par L 2014-04-19/34, art. 4, 089; En vigueur : 27-05-2014>

§ 1er. Le conseil d'administration constitue en son sein un comité d'orientation RER.

§ 2. Le comité d'orientation RER est composé de six administrateurs, en ce compris l'administrateur délégué. Le conseil d'administration nomme les membres du comité d'orientation RER.

§ 3. Le comité d'orientation RER compte autant de membres d'expression française que d'expression néerlandaise.

§ 4. Le comité d'orientation RER est présidé par l'administrateur délégué.

§ 5. Le comité d'orientation RER invite la personne qui a la direction du service RER au sein de la SNCB aux réunions du comité d'orientation RER. Cette personne y siège avec voix consultative.

Article 161septies <Inséré par L 2014-04-19/34, art. 5, 089; En vigueur : 27-05-2014>

§ 1er. Le comité d'orientation RER établit une proposition de plan quinquennal relative à l'exploitation du RER. Cette proposition comprend, en tout cas, les éléments suivants :

over de kandidaturen die door de gedelegeerd bestuurder worden voorgesteld met het oog op de benoeming van de leden van het directiecomité.

De raad van bestuur bepaalt, op voorstel van het benoemings- en bezoldigingscomité, de bezoldiging en de voordelen die worden toegekend aan de leden van het directiecomité en aan de hogere kaderleden. De raad volgt deze kwesties op de voet.

§ 5. (...) <KB 2013-12-11/03, art. 14, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

§ 5bis. (...) <KB 2013-12-11/03, art. 14, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

§ 6. (...) <KB 2013-12-11/03, art. 14, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

§ 7. (...) <KB 2013-12-11/03, art. 14, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

HOOFDSTUK IIIBIS. - Het oriënteringscomité binnen de NMBS. <Hersteld bij KB 2013-12-11/03, art. 15, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

Artikel 161 quater <Hersteld bij KB 2013-12-11/03, art. 15, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

Binnen de NMBS wordt een comité opgericht dat hierna het oriënteringscomité wordt genoemd.

Artikel 161 quinquies <Hersteld bij KB 2013-12-11/03, art. 15, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

§ 1. Het oriënteringscomité is samengesteld uit :

- 1° zes vertegenwoordigers van de NMBS;
- 2° zes vertegenwoordigers, leden van de gewestelijke vervoermaatschappijen, die worden benoemd volgens de modaliteiten bepaald in een samenwerkingsakkoord met de Gewesten.

§ 2. Het oriënteringscomité geeft, op eigen initiatief of op verzoek van de raad van bestuur, advies over elke maatregel die de samenwerking met de gewestelijke vervoermaatschappijen kan beïnvloeden. Indien de raad van bestuur wenst af te wijken van het advies van het comité, motiveert het zijn standpunt.

HOOFDSTUK IIIter. — Het GEN-oriëntatiecomité <Ingevoegd bij W 2014-04-19/34, art. 3, 089; Inwerkingtreding : 27-05-2014>

Artikel 161sexies. <Ingevoegd bij W 2014-04-19/34, art. 4, 089; Inwerkingtreding : 27-05-2014>

§ 1. De raad van bestuur richt in zijn midden een GEN-oriëntatiecomité op.

§ 2. Het GEN-oriëntatiecomité is samengesteld uit zes bestuurders, met inbegrip van de gedelegeerd bestuurder. De raad van bestuur benoemt de leden van het GEN-oriëntatiecomité.

§ 3. Het GEN-oriëntatiecomité telt evenveel Nederlandstalige als Franstalige leden.

§ 4. Het GEN-oriëntatiecomité wordt voorgezeten door de gedelegeerd bestuurder.

§ 5. Het GEN-oriëntatiecomité nodigt de persoon die binnen de NMBS de leiding heeft van de GEN-dienst uit op de vergaderingen van het GEN-oriëntatiecomité. Deze persoon heeft er zitting met raadgevende stem.

Artikel 161septies <Ingevoegd bij W 2014-04-19/34, art. 5, 089; Inwerkingtreding : 27-05-2014>

§ 1. Het GEN-oriëntatiecomité stelt een voorstel voor een vijfjarenplan betreffende de exploitatie van het GEN op. Dit voorstel bevat ten minste de volgende onderdelen :

1° une évaluation de la situation actuelle en matière d'exploitation du RER;

2° les objectifs stratégiques et opérationnels relatifs à l'exploitation du RER avec un plan d'action comprenant la planification des actions à entreprendre, leur impact budgétaire, le personnel nécessaire et le timing pour leur réalisation pour les cinq prochaines années;

3° la planification détaillée, pour les cinq prochaines années, des actions à entreprendre en matière d'exploitation du RER;

4° une explication détaillée des moyens financiers, des besoins en personnel et des délais projetés, requis pour chacune des actions visées au 3°.

§ 2. Le comité d'orientation RER soumet la proposition de plan quinquennal, au plus tard trois mois avant l'expiration du plan quinquennal précédent, à l'approbation du conseil d'administration.

Le comité d'orientation RER peut adapter la proposition de plan quinquennal, le cas échéant, aux observations que le conseil d'administration formule à propos de cette proposition.

Le conseil d'administration se prononce sur la proposition de plan quinquennal en tout cas dans les trois mois de la réception de la proposition visée à l'alinéa 1er.

§ 3. Le comité d'orientation RER rend chaque année un rapport au conseil d'administration sur la mise en oeuvre du plan quinquennal, visé au § 1er, et formule des recommandations sur ladite mise en oeuvre.

Le cas échéant, le conseil d'administration informe le comité d'orientation RER, par écrit, de la suite donnée aux recommandations visées à l'alinéa 1er.

Article 161octies <Inséré par L 2014-04-19/34, art. 6, 089; En vigueur : 27-05-2014>

§ 1er. De sa propre initiative ou à la demande du conseil d'administration, le comité d'orientation RER rend au conseil d'administration un avis préalable sur toute décision ou toute proposition de décision relative à l'exploitation du RER. À cette fin, les propositions de décision sont communiquées à temps au comité d'orientation RER.

§ 2. Si le conseil d'administration s'écarte de l'avis visé au § 1er, il motive sa décision.

CHAPITRE IV. - Administration.

Article 162 <AR 2013-12-11/03, art. 16, 086; En vigueur : 01-01-2014>

Les articles 18 à 23 ne sont pas applicables à la SNCB.

Article 162 bis <Inséré par L 2002-03-22/30, art. 9; En vigueur : 26-03-2002>

§ 1er. Le conseil d'administration est composé de maximum quatorze membres, en ce compris l'administrateur délégué. Le nombre d'administrateurs est déterminé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres. Un tiers de ses membres au minimum doivent être de l'autre sexe.

<AR 2013-12-11/03, art. 17, 086; En vigueur : 01-01-2014>

Deux membres du conseil d'administration répondent aux critères énumérés à l'article 526ter du Code des sociétés, à l'exception du 5°, c). Ces deux membres sont de

1° een evaluatie van de actuele stand van de exploitatie van het GEN;

2° de strategische en operationele doelstellingen met een actieplan dat de planning bevat van de te ondernemen acties en het detail van de middelen inzake budget, personeel en timing voor elk van de acties voor de volgende vijf jaren betreffende de exploitatie van het GEN;

3° een gedetailleerde planning voor de volgende vijf jaren van de inzake de exploitatie van het GEN te ondernemen acties;

4° een gedetailleerde uiteenzetting van de geprojecteerde financiële middelen, personeelsbehoeften en termijnen vereist voor elk van de acties bedoeld in 3°.

§ 2. Het GEN-oriëntatiecomité legt het voorstel voor een vijfjarenplan uiterlijk drie maanden vóór het verstrijken van het vorige vijfjarenplan ter goedkeuring voor aan de raad van bestuur.

Het GEN-oriëntatiecomité kan het voorstel voor een vijfjarenplan in voorkomend geval aanpassen aan de opmerkingen die de raad van bestuur over het voorstel maakt.

De raad van bestuur beslist over het voorstel voor een vijfjarenplan in elk geval binnen drie maanden na ontvangst van het in het eerste lid bedoelde voorstel.

§ 3. Het GEN-oriëntatiecomité brengt jaarlijks verslag uit aan de raad van bestuur over de uitvoering van het vijfjarenplan, bedoeld in § 1, en formuleert over die uitvoering aanbevelingen.

In voorkomend geval informeert de raad van bestuur het GEN-oriëntatiecomité schriftelijk over het gevolg dat aan de aanbevelingen bedoeld in eerste lid wordt gegeven.

Artikel 161octies <Ingevoegd bij W 2014-04-19/34, art. 6, 089; Inwerkingtreding : 27-05-2014>

§ 1. Op eigen initiatief of op verzoek van de raad van bestuur verleent het GEN-oriëntatiecomité aan de raad van bestuur voorafgaand advies over elke beslissing of elk voorstel voor een beslissing inzake de exploitatie van het GEN. Daartoe worden deze voorstellen voor een beslissing tijdig aan het GEN-oriëntatiecomité meegedeeld.

§ 2. Indien de raad van bestuur van het advies bedoeld in § 1 afwijkt, dient hij zijn beslissing te motiveren.

HOOFDSTUK IV. - Beheer.

Artikel 162 <KB 2013-12-11/03, art. 16, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

De artikelen 18 tot 23 zijn niet van toepassing op de NMBS.

Artikel 162 bis. <Ingevoegd bij W 2002-03-22/30, art. 9; En vigueur : 26-03-2002>

§ 1. De raad van bestuur is samengesteld uit maximum veertien leden, met inbegrip van de gedelegeerd bestuurder. Het aantal bestuurders wordt bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Ten minste een derde van zijn leden moet van het andere geslacht zijn. <KB 2013-12-11/03, art. 17, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

Twee leden van de raad van bestuur voldoen aan de criteria opgesomd in artikel 526ter van het Wetboek van

rôle linguistique différent. <L 2016-08-03, art. 2; En vigueur : 17-09-2016>

§ 2. A l'exception des deux administrateurs qui répondent aux critères énumérés à l'article 526ter du Code des sociétés et qui sont nommés par l'assemblée générale, le Roi nomme les administrateurs par arrêté délibéré en Conseil des ministres. <L 2016-08-03, art. 2; En vigueur : 17-09-2016>

Les administrateurs sont choisis en fonction de la complémentarité de leurs compétences telle que l'analyse financière et comptable, les aspects juridiques, la connaissance du secteur du transport, l'expertise en matière de mobilité, la stratégie du personnel et les relations sociales.

(...)

Les administrateurs ne peuvent être révoqués que par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres. <AR 2013-12-11/03, art. 17, 086; En vigueur : 01-01-2014>

§ 3. Les administrateurs sont nommés pour un terme renouvelable de six ans.

§ 4. En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement jusqu'à ce qu'une nomination définitive intervienne conformément à la présente disposition.

§ 5. Le Roi nomme, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le président du conseil d'administration parmi les administrateurs. Le président du conseil d'administration appartient à un autre rôle linguistique que l'administrateur délégué.

En cas de partage des voix au sein du conseil d'administration, la voix du président est prépondérante.

Le président peut, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de la SNCB, en ce compris les informations et documents dont dispose la SNCB en sa qualité d'actionnaire. Il peut requérir des membres du comité de direction, des agents et des préposés de la S.N.C.B. toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui lui paraissent nécessaires pour l'exécution de son mandat. Il peut se faire assister par un expert, aux frais de la société. <AR 2004-10-18/32, art. 27, 051 ; En vigueur : 01-01-2005>

§ 6. Dans le cadre de l'exercice de leur mandat et au regard des intérêts de la société, les membres des organes de la SNCB sont tenus à un devoir de discrétion.

Article 162 bis/1 <Inséré par AR 2013-12-11/03, art. 18, 086; En vigueur : 01-01-2014>

L'administrateur délégué de la SNCB appartient à un rôle linguistique différent de celui de l'administrateur délégué d'Infrabel.

Article 162 ter <AR 2013-12-11/03, art. 19, 086; En vigueur : 01-01-2014>

Le comité de direction est chargé de la gestion journalière et de la représentation en ce qui concerne cette gestion, de même que de l'exécution des décisions du conseil d'administration.

Les membres du comité de direction forment un collège.

Ils peuvent se répartir les tâches. Sous réserve des

vennootschappen, met uitzondering van de bepaling onder 5°, c). Deze twee leden behoren tot een verschillende taalrol. <W 2016-08-03, art. 2; Inwerkingtreding : 17-09-2016>

§ 2. Met uitzondering van de twee bestuurders die voldoen aan de criteria die worden opgesomd in artikel 526ter van het Wetboek van vennootschappen en die benoemd worden door de algemene vergadering, benoemt de Koning de bestuurders bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. <W 2016-08-03, art. 2; Inwerkingtreding : 17-09-2016>

De bestuurders worden gekozen overeenkomstig de complementariteit van hun competentie inzake financiële en boekhoudkundige analyse, juridische aspecten, hun kennis van de vervoersector, hun deskundigheid inzake mobiliteit, personeelsstrategie en sociale relaties.

(...)

De bestuurders kunnen slechts door de Koning worden ontslagen, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. <KB 2013-12-11/03, art. 17, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

§ 3. De bestuurders worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van zes jaar.

§ 4. Wanneer een plaats van bestuurder openvalt, hebben de overblijvende bestuurders het recht om voorlopig in de vacature te voorzien tot er een definitieve benoeming gebeurt overeenkomstig deze bepaling.

§ 5. Bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad benoemt de Koning de voorzitter van de raad van bestuur onder de bestuurders. De voorzitter van de raad van bestuur behoort tot een andere taalrol dan de gedelegeerd bestuurder.

Bij staking van stemmen in de raad van bestuur is de stem van de voorzitter beslissend.

De voorzitter kan te allen tijde ter plaatse de boeken, brieven, notulen inkijken en, in het algemeen, alle documenten en geschriften van de NMBS, met inbegrip van de gegevens en de documenten waarover de NMBS beschikt in de hoedanigheid van aandeelhouder. Hij kan van de leden van het directiecomité, van de gemachtigden en de personeelsleden van de N.M.B.S. alle ophelderingen of inlichtingen vorderen en alle verificaties verrichten die hij nodig acht voor de uitvoering van zijn mandaat. Hij kan zich laten bijstaan door een deskundige, op kosten van de vennootschap. <KB 2004-10-18/32, art. 27, 051 ; En vigueur : 01-01-2005>

§ 6. Bij de uitoefening van hun mandaat en in het licht van de belangen van het bedrijf zijn de leden van de organen van de NMBS gehouden aan de discretieplicht.

Artikel 162bis/1 <Ingevoegd bij KB 2013-12-11/03, art. 18, 086; Inwerkingtreding : 01-04-2014>

De gedelegeerd bestuurder van de NMBS behoort tot een andere taalrol dan deze waartoe de gedelegeerd bestuurder van Infrabel behoort.

Artikel 162 ter <KB 2013-12-11/03, art. 19, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

Het dagelijks bestuur en de vertegenwoordiging wat dat bestuur aangaat, alsmede de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur worden opgedragen aan het directiecomité.

De leden van het directiecomité vormen een college. Zij kunnen hun taken onder elkaar verdelen. Onder voorbehoud van de bevoegdheden die hem door deze wet

compétences qui lui sont réservées par la présente loi en tant que collège, le comité de direction peut déléguer certaines de ses compétences à un ou plusieurs de ses membres ou à des membres du personnel. Il peut en autoriser la subdélégation. Il informe le conseil d'administration des délégations accordées en vertu du présent alinéa.

Article 162 quater <Inséré par L 2002-03-22/30, art. 9; En vigueur : 26-03-2002>

Le comité de direction de la SNCB se compose de l'administrateur délégué et des membres du comité de direction. Le nombre de membres du comité de direction est déterminé par le conseil d'administration. Ce nombre ne peut dépasser la moitié du nombre de membres du conseil d'administration. Le comité de direction est présidé par l'administrateur délégué. <AR 2013-12-11/03, art. 20, 086; En vigueur : 01-01-2014>

L'administrateur délégué est nommé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, pour un terme renouvelable de six ans. Il est révoqué par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

La société est valablement représentée dans ses actes, y compris la représentation en justice, par l'administrateur délégué et le directeur général, désigné à cette fin par le conseil d'administration, agissant conjointement.

Tous les actes de gestion ou qui engagent la société sont signés conjointement par l'administrateur délégué et le directeur général désigné à cette fin par le conseil d'administration. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les actes dont le mode d'approbation déroge à cet article. <L 2002-12-24/31, art. 499, 042; En vigueur : 10-01-2003>

L'administrateur délégué appartient à un rôle linguistique différent de celui du directeur général.

Le conseil d'administration nomme les membres du comité de direction, sur proposition de l'administrateur délégué et après avoir pris l'avis du comité de nominations et de rémunération. (...). <AR 2004-10-18/32, art. 27, 051 ; En vigueur : 01-01-2005>

Ils sont révoqués par le conseil d'administration. Ils ne peuvent avoir la qualité d'administrateur de la SNCB. Tous les membres du comité de direction remplissent au sein de la SNCB, ou pour la représentation de celle-ci, des fonctions de plein exercice.

Article 162 quinquies <Inséré par L 2002-03-22/30, art. 9; En vigueur : 26-03-2002>

§ 1er. Sans préjudice de l'article 161ter, § 4, alinéa 2, les droits, y compris la rémunération, et obligations mutuels de l'administrateur délégué et des membres du comité de direction, d'une part, et de la SNCB, d'autre part, sont réglés dans une convention particulière entre les parties concernées. Lors de la négociation de cette convention, la SNCB est représentée par son conseil d'administration à l'exclusion de l'administrateur délégué. L'administrateur délégué ne peut percevoir d'autres émoluments que sa rémunération.

L'administrateur délégué ou un membre du comité de direction qui, au moment de sa nomination, se trouve dans un lien statutaire avec l'Etat ou toute autre personne de

zijn opgedragen als college, kan het directiecomité sommige van zijn bevoegdheden delegeren aan één of meer van zijn leden of aan personeelsleden. Hij kan de subdelegatie ervan toestaan. Hij stelt de raad van bestuur in kennis van de bevoegdheidsdelegaties krachtens dit lid.

Artikel 162 quater <Ingevoegd bij W 2002-03-22/30, art. 9; En vigueur : 26-03-2002>

Het directiecomité van de NMBS is samengesteld uit de gedelegeerd bestuurder en de leden van het directiecomité. Het aantal leden van het directiecomité wordt bepaald door de raad van bestuur. Dit aantal mag de helft van het aantal leden van de raad van bestuur niet overtreffen. Het directiecomité wordt voorgezeten door de gedelegeerd bestuurder. <KB 2013-12-11/03, art. 20, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

De gedelegeerd bestuurder wordt benoemd door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, voor een hernieuwbare termijn van zes jaar. Hij wordt ontslagen door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

De algemeen directeur, die daartoe werd aangesteld door de raad van bestuur, en de gedelegeerd bestuurder vertegenwoordigen gezamenlijk de onderneming in al haar handelingen, met inbegrip van de vertegenwoordiging in rechte.

Alle akten van beheer of akten die de onderneming verbinden, worden gezamenlijk ondertekend door de gedelegeerd bestuurder en een algemeen directeur die daartoe werd aangesteld door de raad van bestuur. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de akten waarvan de goedkeuringswijze afwijkt van dit artikel. <W 2002-12-24/31, art. 499, 042; En vigueur : 10-01-2003>

De gedelegeerd bestuurder behoort tot een andere taalrol dan deze algemeen directeur.

De raad van bestuur benoemt de leden van het directiecomité, op voorstel van de gedelegeerd bestuurder en na het advies te hebben ingewonnen van het benoemings- en bezoldigingscomité. (...). <KB 2004-10-18/32, art. 27, 051 ; En vigueur : 01-01-2005>

Zij worden afgezet door de raad van bestuur. Zij mogen niet de hoedanigheid van bestuurder van de NMBS hebben. Alle leden van het directiecomité vervullen een voltijdse functie binnen de NMBS of in het kader van de vertegenwoordiging van de NMBS.

Artikel 162 quinquies <Ingevoegd bij W 2002-03-22/30, art. 9; En vigueur : 26-03-2002>

§ 1. Onverminderd artikel 161ter, § 4, tweede lid, worden de rechten, met inbegrip van de vergoeding, en de wederzijdse verplichtingen van de gedelegeerd bestuurder en van de leden van het directiecomité enerzijds en van NMBS anderzijds, geregeld door een bijzondere overeenkomst tussen de betrokken partijen. Bij de onderhandelingen over deze overeenkomst wordt NMBS vertegenwoordigd door haar raad van bestuur met uitzondering van de gedelegeerd bestuurder. De gedelegeerd bestuurder kan geen andere emolumenten ontvangen dan zijn vergoeding.

De gedelegeerd bestuurder of een lid van het directiecomité dat zich, op het ogenblik van zijn

droit public relevant de l'Etat est mis de plein droit en congé pour mission selon les dispositions du statut en question pour toute la durée de son mandat. Toutefois, durant cette période, il garde ses titres à la promotion et à l'avancement de traitement.

Lorsque l'administrateur délégué ou un membre du comité de direction au moment de sa nomination se trouve dans un lien contractuel avec l'Etat ou avec toute autre personne de droit public relevant de l'Etat, le contrat concerné est suspendu de plein droit pour toute la durée de son mandat. Toutefois, durant cette période, il garde ses titres à l'avancement de traitement.

Les articles 520bis et 520ter du Code des sociétés s'appliquent mutatis mutandis à l'administrateur délégué et aux membres du comité de direction.

Si une convention mentionnée au présent paragraphe prévoit une indemnité de départ qui dépasse les 12 mois de rémunération, ou, sur l'avis motivé du comité de nominations et de rémunération, dépasse les 18 mois de rémunération, cette clause en matière d'indemnité de départ doit recueillir l'approbation préalable de la première assemblée générale ordinaire qui suit. Toute convention contraire est nulle de plein droit.

La demande de convenir d'une indemnité de départ plus élevée comme stipulée dans l'alinéa 5, doit être communiquée au comité d'entreprise stratégique visé à l'Art. 127 de la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges. A la demande d'une des parties à ce comité d'entreprise stratégique, celle-ci donne un avis à l'assemblée générale. <AR 2013-12-11/02, art. 15, 085; En vigueur : 01-01-2014>

Dans ce cas, la demande doit être communiquée trente jours avant le jour de la publication de la convocation de la première assemblée générale ordinaire qui suit et la demande d'avis doit être formulée au moins vingt jours avant la même date. L'avis est donné et publié sur le site Internet de la société au plus tard le jour de publication de la convocation.

Les données à caractère personnel ainsi transmises au comité d'entreprise stratégique visé à l'alinéa six, ne peuvent être divulguées par celle-ci, sauf aux fins de l'avis à l'assemblée générale visé à l'alinéa 7. <AR 2013-12-11/02, art. 15, 085; En vigueur : 01-01-2014>

§ 2. L'assemblée générale détermine la rémunération des membres du conseil d'administration sur proposition du comité de nominations et de rémunération. Elle tient compte à cette fin de la prestation des mandataires eu égard notamment à leur participation dans les comités prévus par la loi. Elle tient également compte des objectifs de l'entreprise. <AR 2013-12-11/03, art. 21, 086; En vigueur : 01-01-2014>

§ 3. Les rémunérations visées aux §§ 1er et 2 sont à charge de la SNCB. Si les rémunérations concernées comportent un élément variable, l'assiette ne peut comprendre des éléments ayant le caractère de charge d'exploitation. <AR 2004-10-18/32, art. 27, 051; En vigueur : 01-01-2005>

benoeming, in een statutaire band bevindt met de staat of enige andere rechtspersoon van publiek recht die onder de staat ressorteert, wordt van rechtswege ter beschikking gesteld overeenkomstig de bepalingen van het betrokken statuut voor de hele duur van zijn mandaat. Gedurende deze periode behoudt hij evenwel zijn rechten op bevordering en op loonsverhoging.

Als de gedelegeerd bestuurder of een lid van het directiecomité zich op het ogenblik van zijn benoeming in een contractuele band bevindt met de Staat of met enige andere rechtspersoon van publiek recht die onder de Staat ressorteert, wordt de betrokken overeenkomst van rechtswege geschorst voor de hele duur van zijn mandaat. Gedurende deze periode behoudt hij evenwel zijn rechten op loonsverhoging.

De artikelen 520bis en 520ter van het Wetboek van vennootschappen zijn mutatis mutandis van toepassing op de gedelegeerd bestuurder en de leden van het directiecomité.

Indien in een overeenkomst bedoeld in deze paragraaf een vertrekvergoeding wordt opgenomen die hoger is dan 12 maanden loon of, op gemotiveerd advies van het benoemings- en bezoldigingscomité, hoger is dan 18 maanden loon, wordt die bepaling omtrent de vertrekvergoeding voorafgaand goedgekeurd door de eerstvolgende gewone algemene vergadering. Elk hiermee strijdig beding is van rechtswege nietig.

Het verzoek om een hogere vertrekvergoeding toe te kennen zoals bepaald in het vijfde lid moet worden medegedeeld aan het strategische bedrijfscomité, bedoeld in Art. 127 van de wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen. Op vraag van een van de partijen in dat strategische bedrijfscomité, brengt deze een advies uit aan de algemene vergadering. <KB 2013-12-11/02, art. 15, 085; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

In dit geval moet het verzoek dertig dagen voor de datum van de publicatie van de oproeping tot de eerstvolgende gewone algemene vergadering worden meegedeeld en de vraag om een advies worden ingediend ten minste twintig dagen voor dezelfde datum. Het advies wordt uiterlijk op de dag van de publicatie van de oproeping gegeven en op de website van de onderneming gepubliceerd.

De persoonsgegevens die aldus, aan de het in het zesde lid bedoelde strategische bedrijfscomité worden overgelegd, mogen door laatstgenoemde enkel worden bekendgemaakt voor doeleinden van het in het zevende lid bedoeld advies aan de algemene vergadering. <KB 2013-12-11/02, art. 15, 085; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

§ 2. De algemene vergadering stelt de bezoldiging vast van de leden van de raad van bestuur op voorstel van het benoemings- en bezoldigingscomité. Zij houdt hierbij rekening met de prestaties van de mandatarissen, in acht genomen onder andere hun lidmaatschap van de bij wet bepaalde comités en de doelstellingen van de onderneming. <KB 2013-12-11/03, art. 21, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

§ 3. De in §§ 1 en 2 bedoelde bezoldigingen zijn ten laste van NMBS. Indien de betrokken bezoldigingen een variabel bestanddeel hebben, dan kunnen in de berekeningsbasis geen elementen voorkomen die als bedrijfskosten worden aangemerkt. <KB 2004-10-18/32, art. 27, 051; En vigueur : 01-01-2005>

Article 162 sexies <Inséré par L 2002-03-22/30, art. 9; En vigueur : 26-03-2002>

§ 1er. Sans préjudice des autres limitations prévues par ou en vertu d'une loi ou dans le statut organique de la SNCB, le mandat de membre du conseil d'administration, du comité d'orientation et du comité de direction est incompatible avec le mandat ou les fonctions de :

- 1° membre du Parlement européen;
- 2° membre des Chambres législatives;
- 3° ministre ou secrétaire d'Etat;
- 4° membre du Conseil ou du Gouvernement d'une Communauté ou d'une Région;
- 5° gouverneur d'une province ou membre de la députation permanente d'un conseil provincial;
- 6° (...)

Les administrateurs autres que l'administrateur délégué ne peuvent pas être membres du personnel de la SNCB au sens de l'article 163bis.

En outre, le mandat de membre du comité de direction est incompatible avec le mandat de bourgmestre, échevin ou président de centre public d'aide sociale.

Le mandat de membre du conseil d'administration ou du comité de direction est incompatible avec tout mandat ou toute fonction au sein d'Infrabel. <L 2008-12-22/33, art. 68, 072; En vigueur : 08-01-2009>

§ 2. Lorsqu'un des membres visés au § 1^{er} contrevient aux dispositions du § 1^{er}, il est tenu de se démettre des mandats ou fonctions en question dans un délai de trois mois. S'il ne le fait pas, il est réputé, à l'expiration de ce délai, s'être démis de plein droit de son mandat auprès de la S.N.C.B., sans que cela ne porte préjudice à la validité juridique des actes qu'il a accomplis ou des délibérations auxquelles il a pris part pendant la période concernée.

Article 162 septies (Abrogé) <L 2009-05-31/01, art. 2, 074; En vigueur : 18-06-2009>

Article 162 octies <Inséré par L 2002-03-22/30, art. 9; En vigueur : 26-03-2002>

§ 1. Tout acte de délégation identifie clairement les compétences faisant l'objet de cette délégation. La délégation est accordée pour une durée fixée par le conseil d'administration. <L 2002-12-24/31, art. 501, 042; En vigueur : 10-01-2003>

§ 2. Les comités d'audit, de direction, de nomination et de rémunération et d'orientation RER dressent un règlement d'ordre intérieur, qui explicite le cadre régissant leur fonctionnement. Les règlements d'ordre intérieur sont soumis à l'approbation du conseil d'administration. <L 2002-12-24/31, art. 501, 042; En vigueur : 10-01-2003> <AR 2013-12-11/03, art. 23, 086; En vigueur : 01-01-2014> <L 2014-04-19/34, art. 7, 089; En vigueur : 27-05-2014>

Article 162 nonies <Inséré par L 2002-03-22/30, art. 9, 039; En vigueur : 26-03-2002> <AR 2013-12-11/03, art. 24, 086; En vigueur : 01-01-2014>

§ 1^{er} La SNCB est soumise au pouvoir de contrôle du ministre des entreprises publiques. Ce contrôle est exercé à l'intervention d'un commissaire du Gouvernement, nommé et révoqué par le Roi, sur la proposition du ministre concerné.

Le ministre des entreprises publiques peut désigner un suppléant pour le cas d'empêchement éventuel du commissaire du Gouvernement ou pour l'assister dans sa

Artikel 162 sexies <Ingevoegd bij W 2002-03-22/30, art. 9; En vigueur : 26-03-2002>

§ 1. Onverminderd andere beperkingen bepaald bij of krachtens een wet of door het organieke statuut van NMBS, is het mandaat van lid van de raad van bestuur, van het oriënteringscomité en van het directiecomité onverenigbaar met het mandaat of met de functie van :

- 1° lid van het Europees Parlement;
- 2° lid van de Wetgevende Kamers;
- 3° minister of staatssecretaris;
- 4° lid van de Raad of de Regering van een Gemeenschap of een Gewest;
- 5° gouverneur van een provincie of lid van de bestendige deputatie van een provincieraad;
- 6° (...)

Geen andere bestuurders dan de gedelegeerd bestuurder mogen personeelsleden zijn van de NMBS in de zin van artikel 163bis.

Bovendien is het mandaat van lid van het directiecomité onverenigbaar met het mandaat van burgemeester, schepen of voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

Het mandaat van lid van de raad van bestuur of van het directiecomité is onverenigbaar met elk mandaat of elke functie bij Infrabel. <W 2008-12-22/33, art. 68, 072; En vigueur : 08-01-2009>

§ 2. Wanneer één van de leden bedoeld in § 1 een inbreuk pleegt op de bepalingen van § 1, moet hij binnen een termijn van drie maanden de betrokken mandaten of functies neerleggen. Indien hij nalaat dit te doen, wordt hij na afloop van deze termijn geacht van rechtswege zijn mandaat bij N.M.B.S. te hebben neergelegd, zonder dat dit afbreuk doet aan de rechtsgeldigheid van de handelingen die hij inmiddels heeft gesteld, of van de beraadslagingen waaraan hij inmiddels heeft deelgenomen.

Artikel 162 septies (opgeheven) <W 2009-05-31/01, art. 2, 074; Inwerkingtreding : 18-06-2009>

Artikel 162 octies <Ingevoegd bij W 2002-03-22/30, art. 9; En vigueur : 26-03-2002>

§ 1. Elke delegatie-akte legt duidelijk de bevoegdheden vast die het voorwerp van deze delegatie uitmaken. De delegatie wordt toegekend voor een duur bepaald door de raad van bestuur. <W 2002-12-24/31, art. 501, 042; En vigueur : 10-01-2003>

§ 2. Het auditcomité, het directiecomité, het benoemings- en bezoldigingscomité en het GENoriëntatiecomité stellen een huishoudelijk reglement op, dat uitdrukkelijk het kader formuleert dat hun werking regelt. De huishoudelijke reglementen worden ter goedkeuring voorgelegd aan de raad van bestuur. <W 2002-12-24/31, art. 501, 042; En vigueur : 10-01-2003> <KB 2013-12-11/03, art. 23, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014> <W 2014-04-19/34, art. 7, 089; Inwerkingtreding : 27-05-2014>

Artikel 162 nonies <Ingevoegd bij W 2002-03-22/30, art. 9; En vigueur : 26-03-2002>

§ 1. NMBS staat onder de controlebevoegdheid van de minister bevoegd voor de overheidsbedrijven. Deze controle gebeurt door bemiddeling van een Regeringscommissaris, die wordt benoemd en ontslagen door de Koning op voordracht van de betrokken minister.

De minister onder wie de spoorwegen ressorteren, kan één plaatsvervanger aanduiden voor het geval de Regeringscommissaris verhinderd zou zijn of om deze

mission.

Le Roi règle l'exercice des missions du commissaire du Gouvernement et sa rémunération. Cette rémunération est à charge de la SNCB.

- § 2. Le commissaire du Gouvernement veille au respect de la loi, des statuts de la SNCB et du contrat de gestion. Il s'assure de ce que la politique de la SNCB, en particulier celle menée en exécution de l'article 13, ne porte pas préjudice à la mise en œuvre des tâches de service public.

Le commissaire du Gouvernement fait rapport au ministre des entreprises publiques. Il fait rapport au ministre du Budget sur toutes les décisions du conseil d'administration, du comité de direction, qui ont une incidence sur le budget général des dépenses de l'Etat.

- § 3. Le commissaire du Gouvernement est invité à toutes les réunions du conseil d'administration et du comité de direction et y a voix consultative. Il peut, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de la SNCB. Il peut requérir des membres et des administrateurs, des agents et des préposés de la SNCB toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui lui paraissent nécessaires à l'exécution de son mandat.

La SNCB met à la disposition du commissaire du Gouvernement les ressources humaines et matérielles nécessaires à l'exécution de son mandat. <AR 2004-10-18/32, art. 27, 051 ; En vigueur : 01-01-2005>

- § 4. Le commissaire du Gouvernement introduit, dans un délai de quatre jours ouvrables, un recours auprès du ministre précité contre toute décision contraire à la loi, aux statuts, au contrat de gestion ou susceptible de porter préjudice à la mise en œuvre des missions de service public de la SNCB.

Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que le commissaire du Gouvernement y ait été régulièrement convoqué et, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a reçu connaissance. Lorsqu'il est recouru à la procédure écrite prévue à l'article 521, alinéa 2, du Code des sociétés, le délai court à partir du jour où le commissaire du Gouvernement a reçu connaissance de la décision ainsi adoptée. Le recours est suspensif.

Le ministre peut annuler la décision en question dans un délai de quatorze jours à compter du même jour que le délai visé au premier alinéa. Il notifie l'annulation à l'organe de gestion concerné. Si, dans le délai précité, le ministre n'a pas prononcé l'annulation, la décision devient définitive, sans préjudice des dispositions du dernier alinéa.

En cas d'incidence sur le budget général des dépenses de l'Etat, le ministre demande l'accord du ministre du budget. A défaut d'accord entre ces deux ministres dans le délai de quatorze jours visé à l'alinéa 4, il est statué dans un délai de trente jours à compter du même jour que le délai visé au premier alinéa, selon la procédure fixée par le Roi.

laatste bij te staan in zijn opdracht.

De Koning regelt de uitoefening van de opdrachten van de Regeringscommissaris en zijn bezoldiging. Deze bezoldiging is ten laste van NMBS.

- § 2. De Regeringscommissaris waakt over de naleving van de wet, van de statuten van NMBS en van het beheerscontract. Hij ziet er op toe dat het beleid van NMBS, inzonderheid wat het beleid bij toepassing van artikel 13 betreft, de uitvoering van de taken van openbare dienst niet in het gedrang brengt.

De Regeringscommissaris brengt verslag uit bij de minister die bevoegd is voor de spoorwegen. Hij brengt verslag uit aan de minister van Begroting aangaande alle beslissingen van de raad van bestuur, het directiecomité die een weerslag hebben op de algemene uitgavenbegroting van de Staat.

- § 3. De Regeringscommissaris wordt uitgenodigd op alle vergaderingen van de raad van bestuur en het directiecomité en heeft er raadgevende stem. Hij kan te allen tijde ter plaatse kennis nemen van de boeken, brieven, notulen en, in het algemeen, van alle documenten en geschriften van NMBS. Hij kan van de leden en van de bestuurders, van de gemachtigden en de personeelsleden van de N.M.B.S. alle ophelderingen of inlichtingen vorderen en alle verificaties verrichten die hij nodig acht voor de uitvoering van zijn mandaat.

NMBS stelt de Regeringscommissaris de menselijke en materiële middelen ter beschikking die nodig zijn voor de uitvoering van zijn mandaat. <KB 2004-10-18/32, art. 27, 051 ; En vigueur : 01-01-2005>

- § 4. De Regeringscommissaris tekent binnen een termijn van vier werkdagen beroep aan bij de bovengenoemde minister tegen elke beslissing die strijdig is met de wet, de statuten, het beheerscontract of waarvan hij oordeelt dat zij nadeel kan berokkenen aan de uitvoering van de opdrachten van openbare dienst van de NMBS.

Deze termijn gaat in op de dag van de vergadering waarop de beslissing is genomen, voor zover de Regeringscommissaris daarop regelmatig was uitgenodigd, en, in het tegenovergestelde geval, op de dag waarop hij de kennisgeving van de beslissing heeft ontvangen. Wanneer een beroep wordt gedaan op de schriftelijke procedure bepaald in artikel 521, tweede lid, van het Wetboek van vennootschappen, begint de termijn te lopen op de dag waarop de Regeringscommissaris kennis heeft genomen van de aldus aangenomen beslissing. Het beroep is opschortend.

De minister kan de betrokken beslissing vernietigen binnen een termijn van veertien dagen ingaand op dezelfde dag als de in het eerste lid bedoelde termijn. Hij betekent de vernietiging aan het betrokken bestuursorgaan. Indien de minister de vernietiging niet heeft uitgesproken binnen voornoemde termijn, wordt de beslissing definitief, onverminderd de bepalingen van het laatste lid.

In geval van weerslag op de algemene uitgavenbegroting van de Staat, vraagt de minister het akkoord van de minister van begroting. Indien deze beide ministers niet tot een akkoord komen binnen de in het vierde lid bedoelde termijn van veertien dagen, wordt over de aangelegenheid beslist binnen een termijn van dertig dagen ingaand op dezelfde dag als de in het eerste lid

§ 5. Chaque année, l'administrateur délégué de la SNCB est auditionné par la Chambre des représentants.

Lors de cette audition, l'administrateur délégué fait rapport de l'accomplissement par la SNCB de ses missions de service public. <L 2015-08-10/17, art. 3, 091; En vigueur : 05-09-2015>

§ 6. Chaque année, le ministre des entreprises publiques fait rapport aux Chambres législatives de l'application du titre premier et du présent titre.

Article 162 decies <AR 2013-12-11/03, art. 25, 086; En vigueur : 01-01-2014>

§ 1^{er} Par dérogation à l'article 26, alinéa 1^{er}, le conseil d'administration de la SNCB établit le plan d'entreprise pour la durée du contrat de gestion et l'adapte chaque année. Ce plan énonce les objectifs et la stratégie de l'entreprise en tenant compte des objectifs de mobilité fixés par le Conseil des ministres.

§ 2. Le plan d'entreprise contient obligatoirement :

- 1° la structure et les caractéristiques de l'offre de transport sur le réseau ferroviaire et les points d'accueil;
- 2° les besoins qui découlent de son objet traduits dans un plan pluriannuel d'investissement;
- 3° les prévisions en matière de besoins en personnel;

4° l'évolution des comptes d'exploitation traduits dans un plan financier;

5° la description des conditions générales d'exploitation relatives aux secteurs d'activité qui ne relèvent pas des missions de service public de la SNCB.

§ 3. Le plan pluriannuel d'investissement visé au paragraphe 2, 2°, contient la planification sur plusieurs années des investissements relatifs à l'acquisition, la maintenance, la gestion et le financement de matériel roulant ferroviaire, ainsi qu'à l'acquisition, la conception, la construction, le renouvellement, l'entretien et la gestion des gares ferroviaires, des points d'arrêt non gardés et de leurs dépendances ainsi qu'aux activités de sécurité et de gardiennage.

§ 4. Le plan pluriannuel d'investissement de la SNCB est aligné sur le plan pluriannuel d'investissement d'Infrabel dans la mesure où le calendrier des travaux de la SNCB relatifs à la conception, à la construction et au renouvellement des gares ferroviaires, des points d'arrêt non gardés et de leurs dépendances a un impact sur le plan pluriannuel d'investissement d'Infrabel.

§ 5. Le plan d'entreprise et ses adaptations annuelles sont communiqués au ministre des entreprises publiques. Le plan pluriannuel visé au § 2, 2°, est communiqué à la Cellule d'Investissement ferroviaire qui remet un avis au ministre des entreprises publiques préalablement à son approbation par le Roi conformément à l'alinéa 2. Par dérogation à l'article 26, alinéa 2, les éléments visés au § 2 sont approuvés par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres, en tant que partie nécessaire à l'exécution des missions de service public de la SNCB et de son plan pluriannuel d'investissement. <L 2016-08-03, art. 2; En vigueur : 17-09-2016>

bedoelde termijn, overeenkomstig de door de Koning vastgestelde procedure.

§ 5. Elk jaar wordt de gedelegeerd bestuurder van de NMBS gehoord door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Tijdens deze hoorzitting brengt de gedelegeerd bestuurder verslag uit over de uitvoering door de NMBS van haar taken van openbare dienst. <W 2015-08-10/17, art. 3, 091; Inwerkingtreding : 05-09-2015>

§ 6. Elk jaar brengt de minister die bevoegd is voor de spoorwegen, bij de Wetgevende Kamers verslag uit over de toepassing van de eerste titel en van deze titel.

Artikel 162 decies <KB 2013-12-11/03, art. 25, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

§ 1. In afwijking van artikel 26, eerste lid stelt de raad van bestuur van de NMBS het ondernemingsplan op voor de duur van het beheerscontract en past het jaarlijks aan. Dit plan geeft de doeleinden en de strategie van de onderneming aan rekening houdend met de mobiliteitsdoeleinden bepaald door de Ministerraad.

§ 2. Verplichte bestanddelen van het ondernemingsplan zijn:

- 1° de structuur en de kenmerken van het transportaanbod op het spoorwegnet en de onthaalpunten;
- 2° de noden die voortvloeien uit haar doel weergegeven in een meerjarig investeringsplan;
- 3° de vooruitzichten inzake personeelsbehoeften;

4° de evolutie van de exploitatierekeningen weergegeven in een financieel plan;

5° de beschrijving van de algemene exploitatievoorwaarden betreffende de sectoren die niet tot de opdrachten van openbare dienst van de NMBS behoren.

§ 3. Het meerjarig investeringsplan bedoeld in paragraaf 2, 2°, bevat de planning over meerdere jaren van de investeringen betreffende de verwerving, het onderhoud, het beheer en de financiering van het rollend spoorwagematerieel, evenals betreffende het verwerven, het ontwerpen, de bouw, de vernieuwing en het beheer van de spoorwegstations, van de onbemande stopplaatsen en hun aanhorigheden en betreffende de activiteiten inzake veiligheid en bewaking.

§ 4. Het meerjarig investeringsplan van de NMBS wordt afgestemd op het meerjarig investeringsplan van Infrabel, in de mate dat de planning van de werken van de NMBS die betrekking hebben op het ontwerpen, de bouw en de vernieuwing van de spoorwegstations, onbemande stopplaatsen en hun aanhorigheden, een invloed heeft op het meerjarig investeringsplan van Infrabel.

§ 5. Het ondernemingsplan en de jaarlijkse aanpassingen daaraan worden meegedeeld aan de minister bevoegd voor de overheidsbedrijven. Het meerjarenplan, bedoeld in § 2, 2°, wordt ter kennis gebracht van de Investeringscel voor het spoor, die in overeenstemming met het tweede lid voorafgaand aan de goedkeuring door de Koning een advies geeft aan de minister die bevoegd is voor de overheidsbedrijven. In afwijking van artikel 26, tweede lid, worden de elementen bedoeld in § 2 als noodzakelijk deel voor de uitvoering van de opdrachten van openbare dienst van de NMBS en voor haar meerjarenplan voor de

§ 6. Le plan d'entreprise est une condition préalable à la conclusion du contrat de gestion. En cas de renouvellement du contrat de gestion, le plan est établi au plus tard douze mois avant l'expiration du contrat de gestion en cours.

L'article 3, § 2, 9°, n'est pas applicable.

§ 7. La SNCB établit un plan de transport en exécution du contrat de gestion. Toute modification significative à ce plan est soumise à l'approbation du Conseil des ministres.

Article 162 undecies (Abrogé) <AR 2004-10-18/32, art. 27, 051 ; En vigueur : 01-01-2005>

CHAPITRE IVbis. - Dispositions financières et comptables. <Inséré par AR 2013-12-11/03, art. 26, 086; En vigueur : 01-01-2014>

Article 162 duodecies <Inséré par AR 2013-12-11/03, art. 26, 086; En vigueur : 01-01-2014>

§ 1^{er} Le présent article transpose l'article 6(3) de la Directive 2012/34/UE du 21 novembre 2012 du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne établissant un espace ferroviaire unique européen.

§ 2. Sans préjudice de l'article 27, § 1er, la SNCB tient, dans sa comptabilité interne, des comptes séparés pour ses activités relatives au transport de marchandises par chemin de fer. Les comptes annuels de la SNCB reprennent, dans leur annexe, un bilan et un compte de résultats séparés pour ces activités.

§ 3. Les contributions versées aux activités relatives à la fourniture de services de transport de voyageurs au titre des missions de service public doivent figurer séparément dans les comptes correspondants et ne peuvent pas être transférées aux activités relatives à la fourniture d'autres services de transport ou à toute autre activité.

CHAPITRE V. - Personnel.

Article 163

A l'alinéa 6 de l'article 13, inséré dans la loi du 26 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges par la loi du 21 avril 1965, les mots " par le Ministre ayant les chemins de fer dans ses attributions ou par son délégué " sont remplacés par les mots " par le Président du Conseil d'administration ".

Article 163 bis <Inséré par AR 2013-12-11/02, art. 16, 085; En vigueur : 01-01-2014>

§ 1. La SNCB dispose du personnel nécessaire à l'accomplissement de ses missions, mis à sa disposition par HR Rail. Le statut du personnel tel que visé à l'article 21 de la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges, y compris le statut syndical, reste applicable au personnel. Toutefois, pendant la période de sa mise à disposition, ce personnel se trouve sous l'autorité exclusive de la SNCB.

investeringen, goedgekeurd door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. <W 2016-08-03, art. 2; Inwerkingtreding : 17-09-2016>

§ 6. Het ondernemingsplan is een voorafgaande voorwaarde voor het afsluiten van het beheerscontract. In geval van vernieuwing van het beheerscontract wordt het plan uiterlijk twaalf maanden vóór de vervaldag van het lopende beheerscontract opgesteld.

Artikel 3, § 2, 9°, is niet van toepassing.

§ 7. De NMBS stelt een vervoersplan op in uitvoering van het beheerscontract. Elke significante wijziging aan dit plan behoeft de goedkeuring van de Ministerraad.

Artikel 162 undecies (opgeheven) <KB 2004-10-18/32, art. 27, 051 ; En vigueur : 01-01-2005>

HOOFDSTUK IVbis. - Financiële en boekhoudkundige bepalingen. <Ingevoegd bij KB 2013-12-11/03, art. 26, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

Artikel 162 duodecies <Ingevoegd bij KB 2013-12-11/03, art. 26, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

§ 1. Dit artikel zet artikel 6(3) om van de Richtlijn 2012/34/EU van 21 november 2012 van het Europees Parlement en de Raad van de Europese Unie tot instelling van één Europese spoorwegruimte.

§ 2. Onverminderd artikel 27, § 1, houdt de NMBS in haar interne boekhouding afzonderlijke rekeningen aan voor haar activiteiten met betrekking tot het goederenvervoer per spoor. De bijlage bij de jaarrekening van de NMBS bevat een afzonderlijke balans en resultatenrekening voor deze activiteiten.

§ 3. De bijdragen gestort voor de activiteiten met betrekking tot de verstrekking van vervoerdiensten voor reizigers in het kader van de opdrachten van openbare dienst, moeten afzonderlijk worden vermeld in de overeenkomstige rekeningen en mogen niet worden overgedragen naar de activiteiten met betrekking tot de verstrekking van andere vervoerdiensten of naar enige andere activiteit.

HOOFDSTUK V. - Personeel.

Artikel 163

In het zesde lid van artikel 13 ingevoegd in de wet van 26 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen bij de wet van 21 april 1965, worden de woorden " door de Minister tot wiens bevoegdheid de Spoorwegen behoren of door zijn gemachtigde " vervangen door de woorden " door de Voorzitter van de Raad van bestuur ".

Artikel 163 bis <Ingevoegd bij KB 2013-12-11/02, art. 16, 085; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

§ 1. NMBS beschikt over het personeel dat nodig is voor de verwezenlijking van haar opdrachten, haar ter beschikking gesteld door HR Rail. Het personeelsstatuut zoals bedoeld in artikel 21 van de wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen, met inbegrip van het syndicaal statuut, blijft van toepassing op het personeel. Tijdens de periode van hun terbeschikkingstelling staan de personeelsleden evenwel

Les conditions et modalités de la mise à disposition du personnel en vertu du premier alinéa, sont fixées par ou en vertu de la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges.

§ 2. Le Chapitre III de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs ne s'applique pas à la mise à disposition de personnel visée au § 1er.

Article 163 ter <Inseré par AR 2013-12-11/02, art. 17, 085; En vigueur : 01-01-2014>

Les dispositions du titre I, chapitre VIII, à l'exception de l'article 31, et sans porter préjudice à l'article 71 de la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges, ne s'appliquent pas à la SNCB et au personnel mis à la disposition de la SNCB. La SNCB et son personnel sont soumis à la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges.

CHAPITRE Vbis. - La convention de transport <Inseré par AR 2013-12-11/03, art. 27, 086; En vigueur : 01-01-2014>

Section Ire. - Définition et contenu. <Inserée par AR 2013-12-11/03, art. 27, 086; En vigueur : 01-01-2014>

Article 163 quater

§ 1^{er} La SNCB conclut avec Infrabel une convention de transport qui établit les conditions et modalités de la collaboration opérationnelle entre la SNCB et Infrabel, pour les services à prester dans le cadre des missions de service public, entre autres en vue de fournir un service ponctuel et de qualité aux voyageurs.

§ 2. La convention de transport règle au moins les matières suivantes :

- 1° la ponctualité et la circulation des trains;
- 2° l'accueil et l'information aux voyageurs;
- 3° la gestion des incidents dont les plans d'intervention d'urgence;
- 4° la coordination de l'exécution des investissements de la SNCB et d'Infrabel.

§ 3. Toute clause résolutoire expresse dans la convention de transport est réputée non écrite. L'article 1184 du Code civil n'est pas applicable à la convention de transport.

Section II. - Conclusion, approbation, fin et renouvellement. <Inserée par AR 2013-12-11/03, art. 27, 086; En vigueur : 01-01-2014>

Article 163 quinquies

§ 1^{er} Lors de la négociation de la convention de transport, la SNCB et Infrabel sont représentées par leur comité de direction. La convention de transport est soumise à l'approbation des conseils d'administration statuant à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

§ 2. Le Service de Régulation du Transport ferroviaire rend un avis sur tout projet de convention de transport ou sur

onder het uitsluitende gezag van NMBS.

De voorwaarden en de nadere bepalingen van de terbeschikkingstelling van het personeel krachtens het eerste lid, worden vastgesteld door of krachtens de wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen.

§ 2. Hoofdstuk III van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers is niet van toepassing op de terbeschikkingstelling van personeel bedoeld in § 1.

Artikel 163 ter <Ingevoegd bij KB 2013-12-11/02, art. 17, 085; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

De bepalingen van titel I, hoofdstuk VIII, met uitzondering van artikel 31, en zonder afbreuk te doen aan artikel 71 van de wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen, zijn niet van toepassing op NMBS en het personeel dat aan NMBS ter beschikking wordt gesteld. NMBS en haar personeel zijn onderworpen aan de wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen.

HOOFDSTUK Vbis. - De vervoersovereenkomst. <Ingevoegd bij KB 2013-12-11/03, art. 27, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

Afdeling I. - Definitie en inhoud. <Ingevoegd bij KB 2013-12-11/03, art. 27, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

Artikel 163 quater

§ 1. De NMBS sluit met Infrabel een vervoersovereenkomst die de voorwaarden en nadere regels van de operationele samenwerking tussen de NMBS en Infrabel vastlegt, voor de in het kader van de opdrachten van openbare dienst te presteren diensten, onder andere met het oog op de stipte en kwalitatieve dienstverlening aan de reizigers.

§ 2. De vervoersovereenkomst regelt ten minste de volgende aangelegenheden :

- 1° de stiptheid en het treinverkeer;
- 2° het onthaal van en de informatie aan de reizigers;
- 3° het beheer van incidenten, waaronder de spoedinterventieplannen;
- 4° de coördinatie van de uitvoering van de investeringen van de NMBS en van Infrabel.

§ 3. Elke uitdrukkelijke ontbindende voorwaarde in de vervoersovereenkomst wordt voor niet geschreven gehouden. Artikel 1184 van het Burgerlijk Wetboek is niet van toepassing op de vervoersovereenkomst.

Afdeling II. - Sluiting, goedkeuring, einde en vernieuwing. <Ingevoegd bij KB 2013-12-11/03, art. 27, 086; Inwerkingtreding : 01-01-2014>

Artikel 163 quinquies

§ 1. Bij de onderhandeling en het sluiten van de vervoersovereenkomst worden de NMBS en Infrabel vertegenwoordigd door hun directiecomité. De vervoersovereenkomst wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de raden van bestuur die er bij meerderheid van twee derde van de uitgebrachte stemmen over beslist.

§ 2. De Dienst Regulering van het Spoorwegvervoer geeft een advies over elk ontwerp van vervoersovereenkomst of

tout projet de modification de la convention de transport dans un délai d'un mois après que la SNCB et Infrabel lui aient soumis un projet commun.

La SNCB et Infrabel ne peuvent procéder à la conclusion ou à la modification de la convention de transport avant l'expiration du délai d'un mois précité.

§ 3. La convention de transport et ses modifications ultérieures n'entrent en vigueur qu'après leur approbation par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, et à la date fixée par cet arrêté.

Article 163 sexies

§ 1^{er} La convention de transport est conclue pour une période de cinq ans.

§ 2. La convention de transport est adaptée, conformément à la procédure prévue à l'article 163quinquies, aux modifications du contrat de gestion de la SNCB et/ou d'Infrabel, dans la mesure où ces modifications le requièrent.

En cas de différend sur la nécessité de modifier la convention de transport ou sur les modifications elles-mêmes, le Roi détermine par arrêté délibéré au Conseil des ministres, le contenu de la convention de transport, le cas échéant, modifiée, après avoir sollicité l'avis du Service de Régulation du Transport ferroviaire. Cette convention de transport est contraignante à l'égard de la SNCB et d'Infrabel. L'article 163quinquies, § 3, n'est pas applicable.

§ 3. La SNCB et Infrabel peuvent modifier à tout moment la convention de transport, de commun accord, conformément à la procédure prévue à l'article 163quinquies.

§ 4. Au plus tard six mois avant l'expiration de la convention de transport, la SNCB et Infrabel entament les négociations sur le contenu d'une nouvelle convention de transport. Si, à l'expiration de cette période, une nouvelle convention de transport n'est pas entrée en vigueur, le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, provisoirement le contenu de la convention de transport après avoir sollicité l'avis du Service de Régulation du Transport ferroviaire. Cette convention est contraignante à l'égard de la SNCB et d'Infrabel jusqu'à la conclusion d'une nouvelle convention de transport, conformément aux dispositions du présent chapitre.

Article 163 septies

Le Service de Régulation du Transport ferroviaire tranche les litiges concernant l'exécution de la convention de transport endéans les trente jours.

CHAPITRE VI. - Dispositions transitoires et modifications.

Article 164

1° <Dispositions abrogatoires de l'AR174 1982-12-30/73, en ce qui concerne la S.N.C.B., et de l'AR238 1983-12-31/75>

2° <Disposition abrogatoire de l'article 1ter de la L 1926-07-23/30>

over elk ontwerp van wijziging van de vervoersovereenkomst binnen een termijn van een maand nadat de NMBS en Infrabel haar een gemeenschappelijk ontwerp hebben overgemaakt.

De NMBS en Infrabel mogen niet overgaan tot de sluiting of de wijziging van de vervoersovereenkomst voor het verstrijken van de bovenstaande termijn van een maand.

§ 3. De vervoersovereenkomst en haar opeenvolgende wijzigingen treden pas in werking na goedkeuring door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, en vanaf de datum vastgesteld bij dat besluit.

Artikel 163 sexies

§ 1. De vervoersovereenkomst wordt gesloten voor een duur van vijf jaar.

§ 2. De vervoersovereenkomst wordt, overeenkomstig de procedure voorzien in artikel 163quinquies, aangepast aan de wijzigingen van het beheerscontract van de NMBS en/of Infrabel, voor zover deze wijzigingen dit vereisen. In het geval van onenigheid omtrent de noodzaak om de vervoersovereenkomst te wijzigen of omtrent de wijzigingen zelf, bepaalt de Koning bij besluit genomen na overleg in de Ministerraad, de inhoud van de in voorkomend geval gewijzigde vervoersovereenkomst, na het advies te hebben ingewonnen van de Dienst Regulering van het Spoorwegvervoer. Deze vervoersovereenkomst is bindend voor de NMBS en Infrabel. Het artikel 163quinquies, § 3, is niet van toepassing.

§ 3. De NMBS en Infrabel kunnen op elk moment in onderling akkoord de vervoersovereenkomst wijzigen overeenkomstig de procedure voorzien in artikel 163quinquies.

§ 4. Uiterlijk zes maanden voor het verstrijken van de vervoersovereenkomst, vatten de NMBS en Infrabel de onderhandelingen betreffende de inhoud van een nieuwe vervoersovereenkomst aan. Indien voor het verstrijken van deze periode geen nieuwe vervoersovereenkomst in werking is getreden, bepaalt de Koning, bij besluit genomen na overleg in de Ministerraad, voorlopig de inhoud van de vervoersovereenkomst na het advies van de Dienst Regulering van het Spoorwegvervoer te hebben ingewonnen. Deze overeenkomst is bindend voor de NMBS en Infrabel tot op het ogenblik dat een nieuwe vervoersovereenkomst wordt gesloten, overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk.

Artikel 163 septies

De Dienst Regulering van het Spoorwegvervoer neemt een beslissing inzake de geschillen met betrekking tot de uitvoering van de vervoersovereenkomst binnen een termijn van dertig dagen.

HOOFDSTUK VI. - Overgangsbepalingen en wijzigingen.

Artikel 164

1° <Opheffingsbepalingen van KB174 1982-12-30/73, wat de N.M.B.S. betreft en KB238 1983-12-31/75>

2° <Opheffingsbepaling van artikel 1ter van de W 1926-07-23/30>

Article 165

<Dispositions modificatives des articles 11 - 15, 17, 18, 21 - 27, 29 - 46 de CCOM 1891-08-25/30>

Article 166

Dans la loi du 25 juillet 1891 révisant la loi du 15 avril 1843 sur la police des chemins de fer, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'article 2, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

" En aucun cas, les arbres ne peuvent être plantés, sans autorisation écrite de la S.N.C.B., à moins de 6 mètres du franc-bord du chemin de fer. ";

2° à l'article 3, alinéas 1er, 3 et 4, les mots " sans autorisation du Gouvernement " sont remplacés par les mots " sans autorisation écrite de la S.N.C.B. ";

3° à l'article 4, les mots " le Gouvernement " sont remplacés par les mots " la S.N.C.B. ";

4° l'article 5 est remplacé par la disposition suivante :

" Art. 5. Sans autorisation écrite de la S.N.C.B., il est défendu d'exécuter des fouilles, déblais ou excavations quelconques, même à titre provisoire, d'ouvrir ou d'exploiter des minières, tourbières, carrières, sablières, phosphatières, soit à ciel ouvert, soit souterraines, ou d'effectuer des travaux de recherches de mines, le long du chemin de fer, dans la distance de 20 mètres du franc-bord. ";

5° à l'article 6, alinéa 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots " autorisation du Gouvernement " sont remplacés par les mots " autorisation écrite de la S.N.C.B. ";

b) les mots " par le feu des locomotives " sont remplacés par les mots " du fait de l'exploitation du chemin de fer ";

6° à l'article 7, l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

" A l'expiration du délai fixé par le jugement, la S.N.C.B. peut faire procéder d'office à la suppression des ouvrages illicites, aux frais du délinquant. ";

7° à l'article 8, les mots " le Gouvernement " sont remplacés par les mots " la S.N.C.B. ".

Article 167

§ 1^{er} Dans l'article 1er, alinéa 2, de la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges, le mot " Gouvernement " est remplacé par le mot " Roi ".

§ 2. L'alinéa 3 du même article est abrogé.

Article 168

§ 1^{er} Les articles 5, 7, 7bis, 7ter, 7quater et 7quinquies de la loi du 26 juillet 1926 cessent leurs effets à la date des nominations visées à l'article 48 de la présente loi.

§ 2. L'article 162 de la présente loi entre en vigueur à la date des nominations visées à l'article 48.

Artikel 165

<Wijzigingsbepalingen van de artikelen 11 - 15, 17, 18, 21 - 27, 29 - 46 van WKH 1891-08-25/30>

Artikel 166

De wet van 25 juli 1891 tot herziening van de wet van 15 april 1843 op de politie der spoorwegen, wordt gewijzigd als volgt :

1° artikel 2, tweede lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

" In geen geval mogen de bomen zonder schriftelijke toestemming van de N.M.B.S. op minder dan 6 meter van de vrije rand van de spoorweg worden geplant. ";

2° in artikel 3, eerste, derde en vierde lid, worden de woorden " zonder machtiging van de Regering " vervangen door de woorden " zonder schriftelijke toestemming van de N.M.B.S. ";

3° in artikel 4, worden de woorden " de Regering " vervangen door de woorden " de N.M.B.S. ";

4° artikel 5 wordt vervangen door de volgende bepaling :

" Art. 5. Zonder schriftelijke toestemming van de N.M.B.S., is het verboden langs de spoorweg binnen een afstand van 20 meter van de vrije rand, zelfs voorlopig, opgravingen, uitgravingen of uithollingen te verrichten, mijnen, venen, steengroeven, zandputten of fosfaatmijnen, in open lucht of ondergronds, te openen of werken tot het opsporen van mijnen uit te voeren. ";

5° in artikel 6, derde lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden " machtiging van de Regering " worden vervangen door de woorden " schriftelijke toestemming van de N.M.B.S. ";

b) de woorden " door het vuur van de locomotieven " worden vervangen door de woorden " door de exploitatie zelf van de spoorweg ";

6° in artikel 7, wordt het derde lid vervangen door de volgende bepaling :

" Bij het vervallen van de termijn, bepaald bij het vonnis, mag de N.M.B.S. de onwettig bestaande werken van ambtswege doen wegruimen op de kosten van de overtreder. ";

7° in artikel 8, worden de woorden " de Regering " vervangen door de woorden " de N.M.B.S. ".

Artikel 167

§ 1. In artikel 1, tweede lid, van de wet van 23 juli 1926 houdende oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen wordt het woord " Regering " vervangen door het woord " Koning ".

§ 2. Het derde lid van hetzelfde artikel wordt opgeheven.

Artikel 168

§ 1. De artikelen 5, 7, 7bis, 7ter, 7quater en 7quinquies van de wet van 26 juli 1926 houden op van kracht te zijn op de datum van de benoemingen bedoeld bij artikel 48 van deze wet.

§ 2. Artikel 162 van deze wet treedt in werking op de datum van de benoemingen bedoeld in artikel 48.

§ 3. Les autres dispositions du titre V entrent en vigueur à la date de l'arrêté portant approbation du premier contrat de gestion de la Société nationale des chemins de fer belges, conformément au titre Ier de la présente loi.

§ 3. De andere bepalingen van titel V treden in werking op de datum van het besluit houdende goedkeuring van het eerste beheerscontract van de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen overeenkomstig titel I van deze wet.

Annexe 2

Société Nationale des Chemins de fer Belges Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen

**Société Anonyme de droit public
Naamloze vennootschap van publiek recht**

**N° d'entreprise : 0203.430.576
Ondernemingsnummer : 0203.430.576**

**Rue de France, 56 - 1060 BRUXELLES
Frankrijkstraat, 56 - 1060 BRUSSEL**

STATUTS COORDONNES GECOÖRDINEERDE STATUTEN

HISTORIQUE HISTORIEK

La Société Nationale des Chemins de fer Belges a été créée par l'arrêté royal du 7 août 1926.

De Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen werd bij koninklijk besluit van 7 augustus 1926 opgericht.

La SNCB a été transformée en société anonyme des droit public et dotée de nouveaux statuts par arrêté royal du 30 septembre 1992.

De NMBS werd tot naamloze vennootschap van publiek recht omgevormd en kreeg nieuwe statuten bij koninklijk besluit van 30 september 1992.

Statuts modifiés par :
Statuten gewijzigd bij :

Assemblée Générale — Algemene vergadering	Arrêté royal d'approbation — Koninklijk besluit tot goedkeuring	Date de publication aux Annexes du Moniteur Belge — Datum van de bekendmaking in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad
	30 septembre 1992 (M.B. 14/10/1992) 30 september 1992 (B.S. 14/10/1992)	9 juin 1995 9 juni 1995
	24 décembre 1996 (M.B. 08/02/1997) 24 december 1996 (B.S. 08/02/1997)	

AGE 14 mai 1997 BAV 14 mei 1997	10 novembre 1997 (M.B. 15/11/1997) 10 november 1997 (B.S. 15/11/1997)	9 décembre 1997 9 december 1997
	Coordination Coördinatie	26 mars 1998 26 maart 1998
AGE 19 juillet 2002 BAV 19 juli 2002	8 avril 2003 (M.B. 02/05/2003) 8 april 2003 (B.S. 02/05/2003)	19 septembre 2003 19 september 2003
AGE 31 décembre 2004 BAV 31 december 2004	7 avril 2005 (M.B. 11/05/2005) 7 april 2005 (B.S. 11/05/2005)	24 février 2005 24 februari 2005
AGE 31 mai 2007 BAV 31 mei 2007	6 juillet 2007 (M.B. 17/07/2007) 6 juli 2007 (B.S. 17/07/2007)	
AGE 30 septembre 2011 BAV 30 september 2011	18 novembre 2011 (M.B. 25/11/2011) 18 november 2011 (B.S. 25/11/2011)	
AGE 20 décembre 2013 BAV 20 december 2013	4 avril 2014 (M.B. 09/05/2014) 4 april 2014 (B.S. 09/05/2014)	26 mai 2014 26 mei 2014
AGE 30 mai 2014 BAV 30 mei 2014	28 avril 2015 (M.B. 04/05/2015) 28 april 2015 (B.S. 04/05/2015)	4 juin 2015 4 juni 2015

**Gecoördineerde statuten van de
Nationale Maatschappij der Belgische
Spoorwegen (NMBS) ten gevolg de
wijzigingen besloten door de
Buitengewone Algemene Vergadering
van 30 mei 2014**

Titel I – Rechtsvorm, naam, zetel, doel

Rechtsvorm - Naam

Artikel 1 De Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, afgekort “NMBS”, waarvan sprake in artikel 2, eerste lid, van de wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen, opgericht bij koninklijk besluit van 7 augustus 1926 en waarvan de naam laatst werd gewijzigd bij koninklijk besluit van 11 december 2013, is een naamloze vennootschap van publiek recht in de zin van de bepalingen van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

De Maatschappij is een naamloze vennootschap die een publiek beroep doet of gedaan heeft op het spaarwezen.

Maatschappelijk doel

Art. 2 De vennootschap heeft tot doel:

- 1° het vervoer per spoor van reizigers en goederen, met inbegrip van het onthaal van en de informatie aan haar klanten;
- 2° het vervoer van goederen in het algemeen en de logistieke diensten die daarmee verband houden;
- 3° de verwerving, het onderhoud, het beheer en de financiering van rollend spoorwegmaterieel;
- 4° de veiligheid en de bewaking op het gebied van de spoorwegen;
- 5° het verwerven, het ontwerpen, de bouw, de vernieuwing, het onderhoud en het beheer van de spoorwegstations, de onbemande stopplaatsen en hun aanhorigheden alsook hun directe omgeving, met inbegrip van het ontwerp, de ontwikkeling, de modernisering en de valorisatie van de stedelijke centra;
- 6° de ontwikkeling van commerciële of andere activiteiten die bestemd zijn om rechtstreeks of

**Statuts coordonnés de la Société
Nationale des Chemins de fer Belges
(SNCB) suite aux modifications
approuvées par l'Assemblée générale
extraordinaire du 30 mai 2014**

**Titre I - Forme, dénomination, siège
social, objet**

Forme juridique - Dénomination

Article 1^{er} La Société nationale des Chemins de fer belges, en abrégé « SNCB », dont il est question à l'article 2, premier alinéa, de la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges, créée par l'arrêté royal du 7 août 1926 et dont la dénomination a été modifiée la dernière fois suite à l'arrêté royal du 11 décembre 2013, est une société anonyme de droit public au sens des dispositions de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

La Société est une société anonyme faisant ou ayant fait publiquement appel à l'épargne.

Objet social

Art. 2. La société a pour objet :

- 1° le transport de voyageurs, en ce compris l'accueil et l'information de sa clientèle, et de marchandises par chemin de fer ;
- 2° le transport de marchandises en général et les services de logistique prévus à cet effet ;
- 3° l'acquisition, la maintenance, la gestion et le financement de matériel roulant ferroviaire ;
- 4° la sécurité et le gardiennage dans le domaine ferroviaire;
- 5° l'acquisition, la conception, la construction, le renouvellement, l'entretien et la gestion des gares ferroviaires, des points d'arrêts non gardés et de leurs dépendances ainsi que de leurs abords, en ce compris la conception, le développement, la modernisation et la valorisation des centres urbains ;
- 6° le développement d'activités commerciales ou autres, destinées à favoriser directement ou

indirect haar diensten te bevorderen of het gebruik van haar goederen te optimaliseren.

De vennootschap kan, zelf of via deelneming in bestaande of op te richten Belgische, buitenlandse of internationale instellingen en rechtspersonen, alle commerciële, industriële of financiële verrichtingen doen die, rechtstreeks of onrechtstreeks, geheel of ten dele, verband houden met haar doel of de verwezenlijking of ontwikkeling ervan kunnen vergemakkelijken of bevorderen, met inbegrip van het stellen van zekerheden voor schulden van verbonden vennootschappen of vennootschappen waarmee een deelnemingsverhouding bestaat.

De fabricage en de verkoop van goederen of diensten die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met de spoorwegactiviteit, worden inzonderheid geacht de verwezenlijking of ontwikkeling van het doel te kunnen bevorderen.

De vennootschap kan eveneens optreden als bestuurder, volmachtdrager, mandataris of vereffenaar in andere vennootschappen of ondernemingen.”

Maatschappelijke zetel

Art. 3. De zetel van de Maatschappij is in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest gevestigd op de plaats die door de raad van bestuur wordt bepaald; de beslissing van de Raad wordt binnen dertig dagen in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

De raad van bestuur kan hulpbureaus of zetels overal elders in België, alsook agentschappen in het buitenland vestigen.

Titel II - Maatschappelijk kapitaal, inbreng, aandelen

Maatschappelijk kapitaal

Art. 4. Het maatschappelijke kapitaal bedraagt 249 022 345,57 EUR.

Het maatschappelijk kapitaal is samengesteld uit :

- 1° 333.754.509 aandelen met elk een nominale waarde van 2,47893525 euro;
- 2° 719.856.742 aandelen met elk een nominale waarde van 3,09866906 euro.

De 20.000.000 preferente aandelen met een

indirectement ses services ou à optimiser l'utilisation de ses biens.

La société peut, par elle-même ou par voie de participation à des organismes et personnes morales existants ou à créer, belges, étrangers ou internationaux, faire toutes opérations commerciales, industrielles ou financières se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet ou qui seraient susceptibles d'en faciliter ou d'en favoriser la réalisation ou le développement, y compris la constitution de sûretés pour dettes de sociétés liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation.

Sont notamment considérées comme susceptibles de favoriser la réalisation ou le développement de l'objet, la fabrication et la vente de biens ou services ayant trait directement ou indirectement à l'activité ferroviaire.

La société peut en outre agir comme administrateur, porteur d'une procuration, mandataire ou liquidateur dans d'autres sociétés ou entreprises.

Siège social

Art. 3. Le siège de la Société est établi dans la Région de Bruxelles-Capitale, au lieu fixé par le conseil d'administration; la décision du Conseil est publiée, dans les trente jours, aux annexes du Moniteur belge.

Le conseil d'administration peut établir des bureaux ou des sièges auxiliaires dans toute autre localité belge, de même que des agences à l'étranger.

Titre II - Capital social, apports, actions

Capital Social

Art. 4. Le capital social est fixé à 249 022 345,57 EUR.

Le capital social est composé de :

- 1° 333.754.509 actions ordinaires d'une valeur nominale de 2,47893525 euros chacune;
- 2° 719.856.742 actions ordinaires d'une valeur nominale de 3,09866906 euros chacune.

Les 20.000.000 actions privilégiées d'une

nominale waarde van 12,39467624 euro elk die vóór de inwerkingtreding van de wet van 21 maart 1991 houdende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven door de Vereniging werden uitgegeven, werden overeenkomstig artikel 9 van de wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen door de Staat terugbetaald en vervangen door 20.000.000 bewijzen van deelgerechtigdheid.

Aard van de aandelen

Art. 5. De aandelen zijn op naam en mogen niet in gedematerialiseerde aandelen omgezet worden.

Art. 6. Het getuigschrift van inschrijving op naam wordt door twee bestuurders ondertekend. De twee handtekeningen mogen door middel van een naamstempel worden aangebracht. Zij mogen in effecten van verschillende eenheden verenigd worden. Zij kunnen eveneens in vijf gelijke delen opgesplitst worden.

Art. 7. De bewijzen van deelgerechtigdheid bedoeld in artikel 4, tweede lid :

- 1° zijn op naam;
- 2° kunnen verdeeld worden in vijf gelijke delen die elk recht geven op één vijfde van de aan deze bewijzen verbonden rechten;
- 3° geven recht op de overeenkomstig artikel 9 van de wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen aan deze bewijzen verbonden rechten;
- 4° worden ingeschreven in een register dat elektronisch kan worden bijgehouden; de raad van bestuur kan een derde aanduiden om dit register in elektronische vorm aan te leggen of bij te houden.

De Maatschappij erkent slechts één enkele eigenaar per bewijs van deelgerechtigdheid. Indien er voor een bewijs verschillende eigenaars zijn, heeft de Maatschappij het recht de uitoefening van de daaraan verbonden rechten te schorsen totdat één enkele persoon is aangeduid als zijnde te haren opzichte de eigenaar van het aandeel.

Vijf getuigschriften ten bedrage van één vijfde van een bewijs van deelgerechtigdheid geven echter aan de eigenaar ervan dezelfde rechten als één bewijs van deelgerechtigdheid

7.2 De bewijzen van deelgerechtigdheid die op naam zijn worden ingeschreven in een register dat

valeur nominale de 12,39467624 euros chacune, émises avant l'entrée en vigueur de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, ont été remboursées par l'Etat et remplacées par 20.000.000 actions de jouissance conformément à l'article 9 de la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges.

Forme des actions

Art. 5. Les actions ordinaires sont nominatives et ne peuvent pas être converties en titres dématérialisés.

Art. 6. Le certificat d'inscription nominative est signé par deux administrateurs. Les deux signatures peuvent être apposées au moyen d'une griffe. Elles peuvent être réunies en titres de plusieurs unités. Elles peuvent également être divisées en cinq parts égales.

Art. 7. Les actions de jouissance mentionnées à l'article 4, deuxième alinéa :

- 1° sont nominatives;
- 2° peuvent être divisées en cinq parts égales, donnant chacune droit à un cinquième des droits attachés à l'action;
- 3° donnent droit aux droits attachés à ces actions conformément l'article 9 de la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges ;
- 4° sont inscrites dans un registre pouvant être tenu sous forme électronique; le conseil d'administration peut désigner un tiers pour constituer ou tenir ce registre électronique.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action de jouissance. S'il y a plusieurs propriétaires d'une action, la Société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard le propriétaire de l'action.

Toutefois, cinq certificats équivalent chacun à un cinquième d'action de jouissance donnernt à leur porteur les mêmes droits qu'une action de jouissance

7.2. Les actions de jouissance nominatives sont inscrites dans un registre pouvant être tenu sous la

elektronisch kan worden bijgehouden. De raad van bestuur kan een derde aanduiden om dit register in elektronische vorm aan te leggen of bij te houden.

forme électronique. Le conseil d'Administration peut désigner un tiers pour constituer ou tenir ce registre électronique.

Titel III – Bestuur, vertegenwoordiging, comités

Titre III – Gestion, représentation, comités

Art. 8. De Maatschappij wordt bestuurd door de organen bedoeld in de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige overheidsbedrijven.

Art. 8. La Société est gérée par les organes visés dans la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

Hoofdstuk 1 - Raad van bestuur

Chapitre 1 - Conseil d'administration.

Samenstelling

Composition

Art. 9. § 1. De raad van bestuur is samengesteld uit maximum veertien leden, met inbegrip van de gedelegeerd bestuurder. Het aantal bestuurders wordt bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Ten minste één derde van zijn leden moeten van het andere geslacht zijn.

Art. 9. § 1er. Le conseil d'administration est composé de maximum quatorze membres, en ce compris l'administrateur délégué. Le nombre d'administrateurs est déterminé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres. Un tiers de ses membres au minimum doivent être de l'autre sexe.

De raad van bestuur telt evenveel Nederlands- als Franstaligen, de voorzitter van de raad van bestuur eventueel uitgezonderd.

Le conseil d'administration compte autant de membres d'expression française que d'expression néerlandaise, éventuellement à l'exception du président du conseil d'administration.

§ 2. De Koning benoemt de bestuurders, bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

§ 2. Le Roi nomme les administrateurs, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

De bestuurders worden gekozen overeenkomstig de complementariteit van hun competentie inzake financiële en boekhoudkundige analyse, juridische aspecten, hun kennis van de vervoersector, hun deskundigheid inzake mobiliteit, personeelsstrategie en sociale relaties.

Les administrateurs sont choisis en fonction de la complémentarité de leurs compétences telle que l'analyse financière et comptable, les aspects juridiques, la connaissance du secteur du transport, l'expertise en matière de mobilité, la stratégie du personnel et les relations sociales.

De bestuurders kunnen slechts door de Koning worden ontslagen, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Les administrateurs ne peuvent être révoqués que par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

§ 3. De bestuurders worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van zes jaar.

§ 3. Les administrateurs sont nommés pour un terme renouvelable de six ans.

§ 4. Wanneer een plaats van bestuurder openvalt, hebben de overblijvende bestuurders het recht om voorlopig in de vacature te voorzien tot er een definitieve benoeming gebeurt overeenkomstig deze bepaling.

§ 4. En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement jusqu'à ce qu'une nomination définitive intervienne conformément à la présente disposition.

§ 5. Bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad benoemt de Koning de voorzitter van de raad van bestuur onder de bestuurders. De voorzitter van de raad van bestuur behoort tot een

§ 5. Le Roi nomme, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le président du conseil d'administration parmi les administrateurs. Le président du conseil d'administration appartient à

andere taalrol dan de gedelegeerd bestuurder.

Bij staking van stemmen in de raad van bestuur is de stem van de voorzitter beslissend.

De voorzitter kan te allen tijde ter plaatse de boeken, brieven, notulen inkijken en, in het algemeen, alle documenten en geschriften van de NMBS., met inbegrip van de gegevens en de documenten waarover de NMBS beschikt in de hoedanigheid van aandeelhouder. Hij kan van de leden van het directiecomité, van de gemachtigden en de personeelsleden van de NMBS alle ophelderingen of inlichtingen vorderen en alle verificaties verrichten die hij nodig acht voor de uitvoering van zijn mandaat. Hij kan zich laten bijstaan door een deskundige, op kosten van de vennootschap.

§ 6. Bij de uitoefening van hun mandaat en in het licht van de belangen van het bedrijf zijn de leden van de organen van de NMBS gehouden aan de discretieplicht.

Werking

Art. 10. § 1. De raad vergadert zo dikwijls als het belang van de Maatschappij het vereist en ten minste viermaal per jaar.

Hij wordt bijeengeroepen door zijn voorzitter die de agenda opstelt.

De oproepingsbrief van iedere vergadering wordt ten minste acht dagen vóór de datum van de vergadering naar de bestuurders gestuurd.

De raad moet worden bijeengeroepen op verzoek van de gedelegeerd bestuurder of van vijf bestuurders.

§ 2. De raad kan slechts geldig beraadslagen en beslissen indien ten minste de meerderheid van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is. Indien geen voldoende aantal leden op de raadszitting aanwezig is, kan een tweede, uiterlijk binnen veertien dagen gehouden vergadering, met dezelfde agenda als de eerste, geldige besluiten nemen, welk ook het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden zij.

Iedere bestuurder kan aan een andere bestuurder, schriftelijk of via elk ander middel van communicatie waarvan een materieel spoor blijft, volmacht verlenen om hem te vertegenwoordigen op een bepaalde vergadering van de raad of voor welbepaalde punten van een vergadering en in zijn plaats stemmen, desgevallend volgens de gegeven

un autre rôle linguistique que l'administrateur délégué.

En cas de partage des voix au sein du conseil d'administration, la voix du président est prépondérante.

Le président peut, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de la SNCB en ce compris les informations et documents dont dispose la SNCB en sa qualité d'actionnaire. Il peut requérir des membres du comité de direction, des agents et des préposés de la SNCB toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui lui paraissent nécessaires pour l'exécution de son mandat. Il peut se faire assister par un expert, aux frais de la Société.

§ 6. Dans le cadre de l'exercice de leur mandat et au regard des intérêts de la société, les membres des organes de la SNCB. sont tenus à un devoir de discrétion.

Fonctionnement

Art. 10. § 1er. Le conseil se réunit aussi souvent que l'exige l'intérêt de la Société et, au moins, quatre fois par an.

Il est convoqué par son président qui arrête l'ordre du jour.

La convocation de chaque réunion est adressée aux administrateurs au moins huit jours avant la date fixée pour la réunion.

Le conseil doit être convoqué sur la demande de l'administrateur délégué ou de cinq administrateurs.

§ 2. Le Conseil ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité au moins de ses membres sont présents ou représentés. Si le conseil ne se trouve pas en nombre, une seconde réunion, tenue au plus tard dans la quinzaine, avec le même ordre du jour que la première, pourra valablement délibérer, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Tout administrateur peut donner à un autre administrateur, par écrit ou tout autre moyen de communication ayant un support matériel, procuration pour le représenter à une réunion déterminée du conseil ou pour certains points déterminés d'une réunion et voter en son lieu et place, le cas échéant selon les instructions

instructies.

§ 3. De besluiten van de raad worden bij meerderheid van stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde leden genomen.

Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter beslissend.

§ 4. In uitzonderlijke gevallen, wanneer de dringende noodzakelijkheid en het belang van de vennootschap zulks vereisen, en behalve in de door de wet uitgesloten gevallen, kunnen de besluiten van de raad van bestuur worden genomen bij eenparig schriftelijk akkoord van de bestuurders.

§ 5. De notulen van de vergaderingen van de raad worden ondertekend door degene die ze heeft voorgezeten en door de bestuurders die hierom verzoeken.

§ 6. De raad van bestuur stelt een huishoudelijk reglement op, dat uitdrukkelijk het kader formuleert dat zijn werking regelt.

Bevoegdheden

Art. 11. § 1. De raad van bestuur is bevoegd om alle handelingen te verrichten die nodig of dienstig zijn tot verwezenlijking van het doel van de Maatschappij.

De raad van bestuur houdt toezicht op het beleid van het directiecomité. Het directiecomité doet op geregelde tijdstippen verslag aan de raad.

De raad, of zijn voorzitter, onverminderd de bevoegdheden van laatstgenoemde, hem toegekend krachtens artikel 162bis, § 5, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, kan op elk ogenblik van het directiecomité een verslag vragen betreffende de activiteiten van het bedrijf of sommige ervan.

§ 2. De raad van bestuur kan de in § 1 bedoelde bevoegdheden geheel of gedeeltelijk opdragen aan het directiecomité, met uitzondering van :

- 1° de goedkeuring van het beheerscontract, evenals van elke wijziging ervan;
- 2° het vaststellen van het ondernemingsplan en het algemeen beleid;
- 3° het toezicht op het directiecomité, inzonderheid wat de uitvoering van het beheerscontract betreft;
- 4° de andere bevoegdheden die door de titels I en V van de wet van 21 maart 1991 en door de Wetboek van Vennootschap uitdrukkelijk aan de

données.

§ 3. Les décisions du conseil sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

§ 4. Dans les cas exceptionnels dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social et sauf dans les cas exclus par la loi, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs, exprimé par écrit.

§ 5. Les procès-verbaux des réunions du conseil sont signés par celui qui les a présidées et les administrateurs qui en font la demande.

§ 6. Le conseil d'administration dresse un règlement d'ordre intérieur qui explicite le cadre régissant son fonctionnement.

Pouvoirs

Art. 11. § 1er. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la société.

Le conseil d'administration contrôle la gestion assurée par le comité de direction. Le comité de direction fait régulièrement rapport au conseil.

Le conseil, ou son président, sans préjudice des pouvoirs lui conférés par l'article 162bis, § 5, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques peut, à tout moment, demander au comité de direction un rapport sur les activités de l'entreprise ou sur certaines d'entre elles.

§ 2. Le conseil d'administration peut déléguer au comité de direction en tout ou en partie les compétences visées au § 1er, à l'exception de :

- 1° l'approbation du contrat de gestion, de même que toute modification de celui-ci;
- 2° l'élaboration du plan d'entreprise et la définition de la politique générale;
- 3° le contrôle du comité de direction, notamment en ce qui concerne l'exécution du contrat de gestion;
- 4° les autres compétences qui sont réservées au conseil d'administration par les titres Ier et V de la loi du 21 mars 1991 et par le Code des

raad van bestuur worden toegewezen.

Art. 12. De opdrachten voor de aanneming van werken, leveringen en diensten worden gegund bij of krachtens beslissing van de raad van bestuur van het overheidsbedrijf. De raad van bestuur duidt de opdrachten aan waarvan de gunning behoort tot de uitsluitende bevoegdheid van het directiecomité alsmede de opdrachten waarvoor de beslissing door het comité mag worden gesubdelegeerd.

Hoofdstuk 2 - Directiecomité

Samenstelling

Art. 13. § 1. Het directiecomité van de NMBS is samengesteld uit de gedelegeerd bestuurder en de leden van het directiecomité. Het aantal leden van het directiecomité wordt bepaald door de raad van bestuur. Dit aantal mag de helft van het aantal leden van de raad van bestuur niet overtreffen. Het directiecomité wordt voorgezeten door de gedelegeerd bestuurder.

Het directiecomité telt evenveel Nederlands- als Franstaligen, de gedelegeerd-bestuurder eventueel uitgezonderd.

De gedelegeerd bestuurder van de NMBS behoort tot een andere taalrol dan deze waartoe de gedelegeerd bestuurder van Infrabel behoort.

§ 2. De gedelegeerd bestuurder wordt benoemd door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, voor een hernieuwbare termijn van zes jaar. Hij wordt ontslagen door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

§ 3. De raad van bestuur benoemt de leden van het directiecomité, op voorstel van de gedelegeerd bestuurder en na het advies te hebben ingewonnen van het benoemings- en bezoldigingscomité. Zij worden afgezet door de raad van bestuur. Zij mogen niet de hoedanigheid van bestuurder van de NMBS hebben.

Alle leden van het directiecomité vervullen een voltijdse functie binnen de NMBS of in het kader van de vertegenwoordiging van de NMBS.

§ 4. Met uitzondering van de gedelegeerd bestuurder, verliezen de leden van het directiecomité hun mandaat van rechtswege op de leeftijd van vijfenzeventig jaar.

sociétés.

Art. 12. Les marchés de travaux, de fournitures et de services sont passés par ou en vertu d'une décision du conseil d'administration de l'entreprise publique. Le conseil d'administration détermine les marchés pour lesquels le comité de direction est seul compétent et les marchés pour lesquels le comité peut déléguer la décision.

Chapitre 2 - Comité de direction

Composition

Art. 13. § 1er. Le comité de direction de la SNCB se compose de l'administrateur délégué et des membres du comité de direction. Le nombre de membres du comité de direction est déterminé par le conseil d'administration. Ce nombre ne peut dépasser la moitié du nombre de membres du conseil d'administration. Le comité de direction est présidé par l'administrateur délégué.

Le comité de direction compte autant de membre d'expression française que d'expression néerlandaise, éventuellement à l'exception de l'administrateur délégué.

L'administrateur délégué de la SNCB appartient à un rôle linguistique différent de celui de l'administrateur délégué d'Infrabel.

§ 2. L'administrateur délégué est nommé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, pour un terme renouvelable de six ans. Il est révoqué par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

§ 3. Le conseil d'administration nomme les membres du comité de direction, sur proposition de l'administrateur délégué et après avoir pris l'avis du comité de nomination et de rémunération. Ils sont révoqués par le conseil d'administration. Ils ne peuvent avoir la qualité d'administrateur de la SNCB.

Tous les membres du comité de direction remplissent au sein de la SNCB, ou pour la représentation de celle-ci, des fonctions de plein exercice.

§ 4. A l'exception de l'administrateur délégué, les membres du comité de direction perdent de plein droit leur mandat à l'âge de soixante-cinq ans; .

Werking

Art. 14. § 1. De leden van het directiecomité vormen een college. Zij kunnen de taken onder elkaar verdelen.

§ 2. Het directiecomité stelt een huishoudelijk reglement op, dat uitdrukkelijk het kader formuleert dat zijn werking regelt. Het huishoudelijke reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de raad van bestuur.

Bevoegdheden

Art. 15. § 1. Het directiecomité is belast met het dagelijks bestuur en de vertegenwoordiging wat dat bestuur aangaat, alsmede met de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur.

§ 2. Met uitzondering van de bevoegdheden die hem door de wet of door de raad van bestuur zijn toegekend, kan het directiecomité een aantal van zijn bevoegdheden delegeren aan één of meer van zijn leden of aan personeelsleden. Het kan de subdelegatie ervan toestaan.

De delegaties die krachtens onderhavige bepaling door het directiecomité worden toegekend, worden op straffe van nietigheid ter kennis van de raad van bestuur gebracht.

Hoofdstuk 3 - Vertegenwoordiging en verbintenissen.

Art. 16. De algemeen directeur, die daartoe werd aangesteld door de raad van bestuur, en de gedelegeerd bestuurder vertegenwoordigen gezamenlijk de onderneming in al haar handelingen, met inbegrip van de vertegenwoordiging in rechte.

Alle akten van beheer of akten die de onderneming verbinden, worden gezamenlijk ondertekend door de gedelegeerd bestuurder en een algemeen directeur die daartoe werd aangesteld door de raad van bestuur. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de akten waarvan de goedkeuringswijze afwijkt van dit artikel.

De gedelegeerd bestuurder behoort tot een andere taalrol dan deze algemeen directeur.

Fonctionnement

Art. 14. § 1er. Les membres du comité de direction forment un collège. Ils peuvent se répartir les tâches.

§ 2. Le comité de direction dresse un règlement d'ordre intérieur, qui explicite le cadre régissant son fonctionnement. Le règlement d'ordre intérieur est soumis à l'approbation du conseil d'administration.

Pouvoirs

Art. 15. § 1er. Le comité de direction est chargé de la gestion journalière et de la représentation en ce qui concerne cette gestion, de même que de l'exécution des décisions du conseil d'administration.

§ 2. A l'exception des compétences qui lui sont réservées par la loi ou par le conseil d'administration, le comité de direction peut déléguer certaines de ses compétences à un ou plusieurs de ses membres ou à des membres du personnel. Il peut en autoriser la subdélégation.

Les délégations accordées par le comité de direction en vertu de la présente disposition sont, sous peine de nullité, portées à la connaissance du conseil d'administration.

Chapitre 3 - Représentation et engagement.

Art. 16. La Société est valablement représentée dans ses actes, y compris la représentation en justice, par l'administrateur délégué et le directeur général, désigné à cette fin par le conseil d'administration, agissant conjointement.

Tous les actes de gestion ou qui engagent la société sont signés conjointement par l'administrateur délégué et le directeur général désigné à cette fin par le conseil d'administration. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les actes dont le mode d'approbation déroge à cet article.

L'administrateur délégué appartient à un rôle linguistique différent de ce directeur général.

Hoofdstuk 4 - Comités

Afdeling 1 - Auditcomit 

Samenstelling en werking

Art. 17. § 1. Het auditcomité bestaat uit vier bestuurders, anderen dan de gedelegeerd bestuurder. De raad van bestuur benoemt de leden van het auditcomité. Dit comité mag de gedelegeerd bestuurder uitnodigen op zijn vergaderingen, die er zetelt met raadgevende stem.

Het auditcomité telt evenveel Nederlandstalige als Franstalige leden.

§ 2. De regeringscommissaris neemt met raadgevende stem deel aan de vergadering van het auditcomité. De algemene vergadering kan, op voorstel van de raad van bestuur, een extern auditeur aanduiden opdat hij eveneens met raadgevende stem zou deelnemen aan de vergaderingen van dit comité.

§ 3. Het auditcomité stelt een huishoudelijk reglement op, dat uitdrukkelijk het kader formuleert dat zijn werking regelt. Het huishoudelijke reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de raad van bestuur.

Bevoegdheden

Art. 18. Het auditcomité voert de taken uit die de raad van bestuur eraan toevertrouwt. Bovendien heeft het de opdracht om de raad van bestuur bij te staan via het onderzoek van Financiële informatie, met name de jaarrekeningen, het jaarverslag en de tussentijdse verslagen. Het auditcomité staat ook in voor de betrouwbaarheid en de integriteit van de Financiële verslagen inzake risicobeheer.

Ten minste veertien dagen vóór de vergadering tijdens dewelke de raad van bestuur de jaarrekeningen opstelt, vraagt hij het advies van het auditcomité over deze rekeningen.

Afdeling 2 - Benoemings- en bezoldigingscomité

Samenstelling en werking

Art. 19. § 1. Het benoemings-en bezoldigingscomité bestaat uit vier bestuurders, waaronder de voorzitter van de raad van bestuur die het comité voorziet, en de gedelegeerd bestuurder. De raad van bestuur benoemt de leden

Chapitre 4 - Comités

Section 1 - Comité d'audit

Composition et Fonctionnement

Art. 17. § 1er. Le comité d'audit est composé de quatre administrateurs, à l'exclusion de l'administrateur délégué. Le conseil d'administration nomme les membres du comité d'audit. Ce comité peut inviter à ses réunions l'administrateur délégué qui y siège avec voix consultative.

Le comité d'audit compte autant de membres d'expression française que d'expression néerlandaise.

§ 2. Le commissaire du gouvernement participe avec voix consultative aux réunions du comité d'audit. L'assemblée générale peut désigner sur proposition du conseil d'administration, un auditeur extérieur afin qu'il participe également avec voix consultative aux réunions de ce comité.

§ 3. Le comité d'audit dresse un règlement d'ordre intérieur, qui explicite le cadre régissant son fonctionnement. Le règlement d'ordre intérieur est soumis à l'approbation du conseil d'administration.

Pouvoirs

Art. 18. Le comité d'audit assume les tâches que lui confie le conseil d'administration. En outre, il a pour mission d'assister le conseil d'administration par l'examen d'informations financières, notamment les comptes annuels, le rapport de gestion et les rapports intermédiaires. Il s'assure également de la fiabilité et de l'intégrité des rapports financiers en matière de gestion des risques.

Au moins quatorze jours avant la réunion au cours de laquelle il établit les comptes annuels, le conseil d'administration demande l'avis du comité d'audit à propos de ces comptes.

Section 2 - Comité de nominations et de rémunération

Composition et fonctionnement

Art. 19. § 1er. Le comité de nominations et de rémunération est composé de quatre administrateurs, dont le président du conseil d'administration qui le préside et l'administrateur délégué. Le conseil d'administration nomme les

van benoemings- en bezoldigingscomité.

Het benoemings- en bezoldigingscomité telt evenveel Nederlandstalige als Franstalige leden.

§ 2. Het benoemings- en bezoldigingscomité stelt een huishoudelijk reglement op, dat uitdrukkelijk het kader formuleert dat zijn werking regelt. Het huishoudelijke reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de raad van bestuur.

Bevoegdheden

Art. 20. § 1. Het benoemings- en bezoldigingscomité brengt een advies uit over de kandidaturen die door de gedelegeerd bestuurder worden voorgesteld met het oog op de benoeming van de leden van het directiecomité.

De raad van bestuur bepaalt, op voorstel van het benoemings- en bezoldigingscomité, de bezoldiging en de voordelen die worden toegekend aan de leden van het directiecomité en aan de hogere kaderleden. De raad volgt deze kwesties op de voet.

De algemene vergadering stelt de bezoldiging vast van de leden van de raad van bestuur op voorstel van het benoemings- en bezoldigingscomité.

§ 2. Het Comité stelt daarnaast jaarlijks een verslag op betreffende de bezoldigingen dat in het beheersverslag zal worden ingevoegd.

Afdeling 3 - Oriënteringscomité

Samenstelling

Art. 21. Het oriënteringscomité is samengesteld uit:

- 1° zes vertegenwoordigers van de NMBS aangeduid door de raad van bestuur;
- 2° zes vertegenwoordigers, leden van de gewestelijke vervoermaatschappijen, die worden benoemd volgens de modaliteiten bepaald in een samenwerkingsakkoord met de Gewesten.

Bevoegheden

Art. 22. Het oriënteringscomité geeft, op eigen initiatief of op verzoek van de raad van bestuur, advies over elke maatregel die de samenwerking met de gewestelijke vervoermaatschappijen kan beïnvloeden. Indien de raad van bestuur wenst af te

membres du comité de nominations et de rémunération.

Le comité de nominations et de rémunération compte autant de membres d'expression française que d'expression néerlandaise.

§ 2. Le comité de nominations et de rémunération dresse un règlement d'ordre intérieur, qui explicite le cadre régissant son fonctionnement. Le règlement d'ordre intérieur est soumis à l'approbation du conseil d'administration.

Pouvoirs

Art. 20. § 1er. Le comité de nominations et de rémunération rend un avis sur les candidatures proposées par l'administrateur délégué en vue de la nomination des membres du comité de direction.

Le conseil d'administration détermine, sur proposition du comité de nominations et de rémunération, la rémunération et les avantages accordés aux membres du comité de direction et aux cadres supérieurs. Il suit ces questions de manière continue.

L'assemblée générale détermine la rémunération des membres du conseil d'administration sur proposition du comité de nominations et de rémunération.

§ 2. Le comité établit annuellement un rapport relatif aux rémunérations qui sera inséré dans le rapport de gestion.

Section 3 - Comité d'orientation

Composition

Art. 21. Le comité d'orientation est composé :

- 1° de six représentants de la SNCB désignés par le Conseil d'Administration;
- 2° de six représentants des sociétés régionales de transport, nommés selon les modalités fixées dans un accord de coopération avec les Régions.

Compétences

Art. 22. Le comité d'orientation, de sa propre initiative ou à la demande du conseil d'administration, rend des avis au sujet de toute mesure susceptible d'influencer la coopération avec les sociétés régionales de transport. Si le

wijken van het advies van het comité, motiveert het zijn standpunt.

Afdeling 4 – GEN Oriëntatiecomité

Samenstelling

Art. 23. Het GEN-oriëntatiecomité is samengesteld uit zes bestuurders, met inbegrip van de gedelegeerd bestuurder die het voorziet. De raad van bestuur benoemt de leden van het GEN-oriëntatiecomité waarvan de drie bestuurders die benoemd zijn op voorstel van de Gewesten.

Het GEN-oriëntatiecomité telt evenveel Nederlandstalige als Franstalige leden.

Het GEN-oriëntatiecomité nodigt de leider van de GEN-dienst uit op zijn vergaderingen. Deze persoon heeft er zitting met raadgevende stem.

Bevoegdheden

Art. 24. § 1. Het GEN-oriëntatiecomité stelt een voorstel voor een vijfjarenplan betreffende de exploitatie van het GEN op. Dit voorstel bevat ten minste de volgende onderdelen:

1° een evaluatie van de actuele stand van de exploitatie van het GEN;

2° de strategische en operationele doelstellingen met een actieplan dat de planning bevat van de te ondernemen acties en het detail van de middelen inzake budget, personeel en timing voor elk van de acties voor de volgende vijf jaren betreffende de exploitatie van het GEN;

3° een gedetailleerde planning voor de volgende vijf jaren van de inzake de exploitatie van het GEN te ondernemen acties;

4° een gedetailleerde uiteenzetting van de geprojecteerde financiële middelen, personeelsbehoeften en termijnen vereist voor elk van de acties bedoeld in 3°.

§ 2. Het GEN-Oriëntatiecomité legt het voorstel voor een vijfjarenplan uiterlijk drie maanden vóór het verstrijken van het vorige vijfjarenplan ter goedkeuring voor aan de raad van bestuur.

Het GEN-oriëntatiecomité kan het voorstel voor een vijfjarenplan in voorkomend geval aanpassen aan de opmerkingen die de raad van bestuur over het voorstel maakt.

De raad van bestuur beslist over het voorstel voor een vijfjarenplan in elk geval binnen drie

conseil d'administration souhaite s'écarter de l'avis du comité, il motive sa position.

Section 4 – Comité d'Orientation RER

Composition

Art. 23. Le comité d'orientation RER est composé de six administrateurs, en ce compris l'administrateur délégué qui le préside. Le Conseil d'Administration nomme les membres du comité d'orientation RER, dont les trois administrateurs qui sont nommés sur proposition des régions.

Le comité d'orientation RER compte autant de membre d'expression française que d'expression néerlandaise.

Le comité d'orientation RER invite le dirigeant du service RER à ses réunions. Cette personne y siège avec voix consultative.

Compétence

Art. 24. § 1er. Le comité d'orientation RER établit une proposition de plan quinquennal relative à l'exploitation du RER. Cette proposition comprend, en tout cas, les éléments suivants :

1° une évaluation de la situation actuelle en matière d'exploitation du RER;

2° les objectifs stratégiques et opérationnels relatifs à l'exploitation du RER avec un plan d'action comprenant la planification des actions à entreprendre, leur impact budgétaire, le personnel nécessaire et le timing pour leur réalisation pour les cinq prochaines années;

3° la planification détaillée, pour les cinq prochaines années, des actions à entreprendre en matière d'exploitation du RER;

4° une explication détaillée des moyens financiers, des besoins en personnel et des délais projetés, requis pour chacune des actions visées au 3°.

§ 2. Le Comité d'orientation RER soumet la proposition de plan quinquennal, au plus tard trois mois avant l'expiration du plan quinquennal précédent, à l'approbation du conseil d'administration.

Le Comité d'orientation RER peut adapter la proposition de plan quinquennal, le cas échéant, aux observations que le conseil d'administration formule à propos de cette proposition.

Le conseil d'administration se prononce sur

maanden na ontvangst van het in het eerste lid bedoelde voorstel.

§ 3. Het GEN-oriëntatiecomité brengt jaarlijksverslag uit aan de raad van bestuur over de uitvoering van het vijfjarenplan, bedoeld in § 1, en formuleert over die uitvoering aanbevelingen.

In voorkomend geval informeert de raad van bestuur het GENoriëntatiecomité schriftelijk over het gevolg dat aan de aanbevelingen bedoeld in lid 1 wordt gegeven.

§4. Op eigen initiatief of op verzoek van de raad van bestuur verleent het GENoriëntatiecomité aan de raad van bestuur voorafgaand advies over elke beslissing of elk voorstel voor een beslissing inzake de exploitatie van het GEN. Daartoe worden deze voorstellen voor een beslissing tijdig aan het GEN-oriëntatiecomité meegedeeld. Indien de raad van bestuur van dit advies afwijkt, dient hij zijn beslissing te motiveren.

Werking

Art. 25. Het GEN-oriëntatiecomité stelt een huishoudelijk reglement op, dat uitdrukkelijk het kader formuleert dat zijn werking regelt. Het huishoudelijke reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de raad van bestuur.

Titel IV. Algemene vergadering

Art. 26. De aandeelhouders hebben recht op één stem per aandeel.

De houders van bewijzen van deelgerechtigdheid hebben recht op één stem per tien bewijzen bedoeld in artikel 7.

Art. 27. De algemene vergadering kan geldige besluiten nemen wanneer meer dan de helft van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigd door aandelen en bewijzen van deelgerechtigdheid met stemrecht en, in de gevallen bedoeld in artikel 481 van het Wetboek van vennootschappen, door alle aandelen en bewijzen van deelgerechtigdheid aanwezig of vertegenwoordigd is.

Zij mag slechts besluiten nemen over de op de agenda gebrachte onderwerpen.

De besluiten worden bij meerderheid van stemmen genomen.

Art. 28. De algemene vergaderingen worden in een van de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk

la proposition de plan quinquennal en tout cas dans les trois mois de la réception de la proposition visée à l'alinéa 1er.

§ 3. Le comité d'orientation RER rend chaque année un rapport au conseil d'administration sur la mise en oeuvre du plan quinquennal, visé au § 1er, et formule des recommandations sur ladite mise en oeuvre.

Le cas échéant, le conseil d'administration informe le comité d'orientation RER, par écrit, de la suite donnée aux recommandations visées à l'alinéa 1er.

§4 . De sa propre initiative ou à la demande du conseil d'administration, le comité d'orientation RER rend au conseil d'administration un avis préalable sur toute décision ou toute proposition de décision relative à l'exploitation du RER. À cette fin, les propositions de décision sont communiquées à temps au comité d'orientation RER. Si le conseil d'administration s'écarte de cet avis, il motive sa décision.

Fonctionnement

Art 25. Le comité d'orientation RER dresse un règlement d'ordre intérieur, qui explicite le cadre régissant son fonctionnement. Le règlement d'ordre intérieur est soumis à l'approbation du conseil d'administration.

Titre IV - Assemblée générale

Art. 26. Les actionnaires ont droit à une voix par action ordinaire.

Les détenteurs des actions de jouissance visées à l'article 7 ont droit à une voix pour dix actions .

Art. 27. L'assemblée générale peut valablement délibérer lorsque plus de la moitié du capital social représenté par des actions ordinaires ou de jouissance avec droit de vote et, dans les cas visés à l'article 481 du Code des sociétés, par toutes les actions et ordinaires et de jouissance, y est représentée.

Elle ne peut délibérer que sur des objets portés à l'ordre du jour.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Art. 28. Les assemblées générales se tiennent dans une commune de la Région de Bruxelles-

Gewest op de door de oproepingsberichten vastgestelde plaats gehouden.

Art. 29. Er wordt elk jaar, op de laatste werkdag van de maand mei van het jaar dat volgt op het betrokken boekjaar, een algemene vergadering gehouden.

De raad van bestuur mag bijzondere en buitengewone algemene vergaderingen samenroepen. Hij moet ze samenroepen op verzoek van het college van commissarissen of van aandeelhouders of houders van bewijzen van deelgerechtigdheid die ten minste één vijfde van het aantal de aandelen respectievelijk bewijzen van deelgerechtigdheid vertegenwoordigen.

De oproepingen tot een algemene vergadering vermelden de agenda en zij worden gedaan door middel van een aankondiging die wordt geplaatst :

- a) ten minste vijftien dagen voor de vergadering, in het Belgisch Staatsblad;
- b) behalve voor jaarvergaderingen bedoeld in de eerste alinea, en waarvan de agenda zich beperkt tot de behandeling van de jaarrekening, het jaarverslag en, in voorkomend geval, het verslag van de commissarissen en de stemming over de kwijting te verlenen aan de bestuurders en, in voorkomend geval, de commissarissen, ten minste vijftien dagen voor de vergadering, in een nationaal verspreid Franstalig blad, gespecialiseerd in financiën, en in een nationaal verspreid Nederlandstalig blad, gespecialiseerd in financiën.

De oproepingen worden, aan de houders van effecten op naam, vijftien dagen voor de vergadering meegedeeld. Deze mededeling geschiedt door middel van een gewone brief tenzij de bestemmingen individueel, uitdrukkelijk en schriftelijk hebben ingestemd om de oproeping via een ander communicatiemiddel te ontvangen. Van de vervulling van deze formaliteit behoeft geen bewijs te worden overgelegd.

Elke aandeelhouder en houder van een bewijs van deelgerechtigdheid zal in ieder geval geacht worden om regelmatig te zijn opgeroepen of te hebben verzaakt van de oproeping indien hij op de algemene vergadering aanwezig is of vertegenwoordigd.

Art. 30. Om de algemene vergadering te mogen bijwonen moeten de aandeelhouders en de houders van bewijzen van deelgerechtigdheid aan de Maatschappij uiterlijk zes werkdagen vóór de

Capitale, au lieu fixé par les avis de convocation.

Art. 29. Une assemblée générale est tenue chaque année, le dernier jour ouvrable du mois de mai de l'année qui suit l'exercice concerné.

Le conseil d'administration peut convoquer des assemblées générales spéciales ou extraordinaires. Il doit les convoquer à la demande du collège des commissaires ou à la demande des actionnaires ou des détenteurs des actions de jouissance représentant un cinquième au moins du nombre des actions, respectivement, ordinaires ou de jouissance.

Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par annonces insérées :

- a) quinze jours au moins avant l'assemblée, dans le Moniteur belge ;
- b) sauf pour les assemblées générales annuelles reprises au 1er alinéa, dont l'ordre du jour se limite à l'examen des comptes annuels, du rapport de gestion et, le cas échéant, du rapport des commissaires et au vote sur la décharge des administrateurs et, le cas échéant, des commissaires, quinze jours avant l'assemblée, dans un organe de presse francophone de diffusion nationale, spécialisé en finances, et dans un organe de presse néerlandophone de diffusion nationale, spécialisé en finances.

Ces convocations sont communiquées, quinze jours avant l'assemblée, aux titulaires de titres nominatifs; cette communication se fait par lettre ordinaire sauf si les destinataires ont individuellement, expressément et par écrit, accepté de recevoir la convocation moyennant un autre moyen de communication, sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Tout actionnaire et détenteur d'action de jouissance sera considéré comme ayant été régulièrement convoqué ou ayant renoncé à la convocation, s'il est présent ou représenté à l'assemblée.

Art. 30. Pour pouvoir assister à l'Assemblée Générale, les actionnaires et les détenteurs d'actions de jouissance sont tenus de communiquer à la Société, au plus tard six jours

vergadering laten weten met hoeveel aandelen of bewijzen van deelgerechtigdheid zij wensen deel te nemen aan de algemene vergadering.

Art. 31. De vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur of in zijn afwezigheid door de oudste bestuurder.

Het bureau van de vergadering bestaat uit de aanwezige leden van de raad van bestuur.

Art. 32. De notulen van de vergadering worden ondertekend door de leden van het bureau. De in rechtszaken of elders over te leggen afschriften of uittreksels worden door een bestuurder ondertekend.

Art. 33. Indien de vergadering geen geldige besluiten kan nemen, wordt er binnen een termijn van acht dagen een nieuwe vergadering met dezelfde agendapunten bijeengeroepen. Zij zal dan geldige besluiten nemen, welke ook het aandeel van het vertegenwoordigde kapitaal zij.

Titel V - Controle

Controle op de financiële toestand

Art. 34. De controle op de Maatschappij is georganiseerd overeenkomstig artikel 25 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven. De commissarissen worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van drie jaar.

Bestuurlijk toezicht

Art. 35. Conform artikel 162 nonies van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven staat NMBS onder de controlebevoegdheid van de minister bevoegd voor de overheidsbedrijven. Deze controle gebeurt door bemiddeling van een Regeringscommissaris.

Titel VI - Verdeling van de winst

Art. 36. Onverminderd artikel 7 van de onderhavige statuten en na de afnemings bedoeld in artikel 616 van het Wetboek van vennootschappen, stelt de algemene vergadering de verdeling van de netto winst van elk boekjaar vast. De raad van bestuur kan interimdividenden uitkeren.

ouvrables avant l'Assemblée, le nombre d'actions ordinaires et d'actions de jouissance avec lequel ils souhaitent participer à l'Assemblée Générale.

Art. 31. L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration ou, à défaut, par l'administrateur le plus âgé.

Le bureau de l'assemblée est composé des membres présents du conseil d'administration.

Art. 32. Les procès-verbaux de l'assemblée sont signés par les membres du bureau. Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par un administrateur.

Art. 33. Si une assemblée ne peut valablement délibérer, une nouvelle assemblée, ayant les mêmes objets portés à son ordre du jour, est convoquée dans un délai de huit jours. Elle délibérera valablement quelle que soit la proportion du capital représenté.

Titre V - Contrôle

Controle de la situation financière

Art. 34. Le contrôle de la Société est organisé conformément à l'article 25 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques. Les commissaires sont nommés pour un terme renouvelable de trois ans.

Tutelle administrative

Art. 35. La SNCB est soumise au pouvoir de contrôle du ministre des entreprises publiques. Ce contrôle est exercé à l'intervention d'un commissaire du Gouvernement conformément à l'article 162 nonies de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

Titre VI - Répartition des bénéfices

Art. 36. Sans préjudice de l'article 7 et après le prélèvement visé à l'article 616 du Code des sociétés, l'assemblée générale fixe la répartition du bénéfice net de chaque exercice. Le conseil d'administration peut distribuer des acomptes sur dividende.

Titel VII - Wijziging van de statuten

Art. 37. Een statutenwijziging heeft slechts uitwerking na haar goedkeuring door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit.

Titre VIII - Modification des statuts

Art. 37. Une modification aux statuts ne produit ses effets qu'après approbation par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Annexe 3

Huishoudelijk reglement Raad van Bestuur	Règlement d'ordre intérieur Conseil d'administration	
Inleiding	Introduction	
Artikel 1. – Draagwijdte	Article 1er – Portée du texte.	
§1. Overeenkomstig artikel 10 §6 van de statuten bepaalt de Raad van Bestuur zijn werkingsregels in onderhavig huishoudelijk reglement.	§1 ^{er} . Conformément à l'article 10 §6 des statuts, le Conseil d'administration détermine ses règles de fonctionnement dans le présent règlement d'ordre intérieur.	
§2. Dit huishoudelijk reglement vormt een aanvulling op de statuten van de vennootschap en de toepasselijke wetgeving.	§2. Ce règlement d'ordre intérieur constitue un complément aux statuts de la société et à la législation applicable.	
§3. Dit reglement bevat inzonderheid regels met betrekking tot de inhoud van de oproepingen, de aanwezigheid van de bestuurders op de vergaderingen van de Raad en de vertegenwoordiging per volmacht, de procedures die moeten worden gevolgd in geval van belangenconflicten of conflict van functies, de vertrouwelijkheid en de procedure die moet worden gevolgd door bestuurders die het advies van een onafhankelijke expert wensen in te winnen op kosten van de vennootschap.	§3. Ce règlement comporte notamment des règles relatives au contenu des convocations, à la présence des administrateurs aux réunions du Conseil et à la représentation par procuration, aux procédures à suivre en cas de conflits d'intérêts ou de fonctions, à la confidentialité et à la procédure à suivre par les administrateurs souhaitant demander un avis à un expert indépendant aux frais de la société.	
Artikel 2 – Toepassing en interpretatie	Article 2 – Application et interprétation	
§1. De leden van de Raad van Bestuur verbinden zich ertoe voor de uitoefening van hun functie dit reglement na te leven.	§1 ^{er} . Les membres du Conseil d'administration s'engagent à respecter ce règlement dans l'exercice de leur fonction.	<i>Avant dans l'art.1</i>
§2. De bestuurder verbindt zich ertoe, wanneer er zich een nieuwe of niet door dit reglement behandelde situatie voordoet, met gezond verstand de principes van integriteit, onafhankelijkheid, gerechtigheid en professionalisme toe te passen waarop het onderhavige reglement gegrondvest is.	§2. L'administrateur s'engage, lorsqu'une situation nouvelle ou non traitée par ce règlement se présente, à appliquer avec bon sens les principes d'intégrité, d'indépendance, de justice et de professionnalisme qui inspirent le présent règlement.	<i>Avant dans la charte de l'administrateur</i>
§3. De werkingsproblemen, waarvoor het huishoudelijk reglement in niets voorziet, worden door de Raad in de vergadering beslecht.	§3. Les problèmes de fonctionnement pour lesquels ce règlement d'ordre intérieur ne prévoit rien sont réglés par le Conseil en séance.	<i>Ancien art.1 §4</i>

Hoofdstuk 1 – Mandaat en rol van de bestuurders	Chapitre 1 – Mandat et rôle des administrateurs	
Artikel 3 – Mandaat	Article 3 – Mandat	
§1. De bestuurders worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van 6 jaar.	§1 ^{er} . Les administrateurs sont nommés pour un mandat de 6 ans renouvelable.	
§2. Zes maanden vóór het verstrijken van de mandaten deelt de voorzitter van de Raad aan de Voogdijminister mee dat de mandaten verstrijken, opdat deze alle nodige schikkingen zou treffen om over te gaan tot de hernieuwing van de mandaten en/of de benoeming van de nieuwe leden.	§2. Six mois avant l'échéance des mandats, le président du Conseil communique au Ministre de Tutelle que les mandats viennent à échéance afin que ce dernier prenne les dispositions nécessaires afin de procéder au renouvellement des mandats et/ou à la nomination des nouveaux membres.	<i>Ancien art.18</i>
Artikel 4 – Onafhankelijkheid van de bestuurder	Article 4 – Indépendance de l'administrateur	
§ 1. De bestuurder verbindt zich ertoe bij de uitoefening van zijn functie in alle omstandigheden onafhankelijk te handelen. Hij verbindt zich ertoe in zijn oordeel, besluitvorming en optreden zijn onafhankelijkheid te bewaren en iedere rechtstreekse of onrechtstreekse druk die van bestuurders, de directie van de vennootschap, van aandeelhouders, van schuldeisers, van leveranciers en derden in het algemeen kan uitgaan, van de hand te wijzen. De bestuurder verbindt zich ertoe geen enkel rechtstreeks of onrechtstreeks abnormaal voordeel van de vennootschap of van met haar verbonden vennootschappen te zoeken of te aanvaarden, wanneer deze van die aard kunnen zijn dat ze zijn onafhankelijkheid in het gedrang brengen. De bestuurder verbindt zich ertoe, als hij denkt dat de vooropgestelde beslissing van de Raad de vennootschap schade zou kunnen berokkenen, zijn verzet binnen het orgaan duidelijk te uiten en alle mogelijke middelen te gebruiken om het te overtuigen van de juistheid van zijn standpunt.	§1^{er}. L'administrateur s'engage, dans l'exercice de sa fonction, à agir en toute circonstance de manière indépendante. Il s'engage à maintenir son indépendance d'analyse, de décision et d'action et à rejeter toute pression directe ou indirecte pouvant émaner d'administrateurs ou de la direction de la société, d'actionnaires, de créanciers, de fournisseurs et, en général, de tout tiers. L'administrateur s'engage à ne pas rechercher ou accepter de la société ou des sociétés liées à celle-ci, directement ou indirectement, des avantages anormaux susceptibles d'être considérés comme compromettant son indépendance. L'administrateur s'engage, s'il estime que la décision éventuelle du Conseil est de nature à nuire à la société, à exprimer clairement son opposition et à épuiser tous les moyens pour convaincre le Conseil de la pertinence de sa position.	<i>Avant dans la charte de l'administrateur</i>
Artikel 5 – Rol van de bestuurder	Article 5 – Rôle de l'administrateur	
1§ De bestuurder verbindt zich ertoe actief te waken over de belangen van de vennootschap, in het besef dat hij zowel een individuele als een collectieve rol te vervullen heeft voor de goede werking ervan.	§1 ^{er} . L'administrateur s'engage à veiller activement aux intérêts de la société, reconnaissant qu'il a un rôle individuel autant que collectif dans la bonne marche de celle-ci.	<i>Avant dans la charte de l'administrateur</i>

§2. De bestuurder dient te waken over de goede werking van de Raad. Hiertoe: - dient de bestuurder de nodige tijd uit te trekken om zich doeltreffend van zijn taken en verantwoordelijkheden te kwijten; - verbindt de bestuurder zich ertoe de vergaderingen van de Raad nauwgezet bij te wonen; - moet de bestuurder zich ervan vergewissen dat de Raad tijdig en voldoende informatie bekomt opdat de bestuurders naar behoren zouden kunnen beraadslagen; - verbindt de bestuurder zich ertoe een behoorlijke kennis van de vennootschap en van haar economische, sociale en juridische context te verwerven, alsook zijn vaardigheden en kennis omtrent de vennootschap constant bij te schaven om een goed begrip te verwerven en te behouden over de voornaamste aspecten van de activiteit van de onderneming en om zijn functie te kunnen vervullen; - verbindt de bestuurder zich ertoe erop toe te zien dat de bevoegdheden en verantwoordelijkheden van de Raad van Bestuur en van de directie duidelijk vastgelegd zijn, en meer bepaald dat de aan de directie verleende beheersbevoegdheden duidelijk zijn omlind ;	§2. L'administrateur doit veiller au bon fonctionnement du Conseil. Dans ce cadre, l'administrateur : - est tenu de consacrer le temps nécessaire à l'accomplissement efficace de ses tâches et responsabilités ; - s'engage à assister assidûment aux réunions du Conseil ; - doit s'assurer que le Conseil reçoit une information suffisante et en temps utile pour que les administrateurs puissent valablement délibérer ; - s'engage à acquérir une connaissance adéquate de la société et de son environnement économique, social et juridique ainsi qu'à constamment mettre à jour ses compétences et connaissances de la société afin d'acquérir et de conserver une bonne compréhension des principaux aspects de l'activité de l'entreprise et de pouvoir remplir sa fonction ; - s'engage à vérifier que les pouvoirs et responsabilités du Conseil d'administration et de la direction sont clairement établis, et notamment que les pouvoirs de gestion laissés à la Direction sont clairement circonscrits.	<i>Avant dans la charte de l'administrateur</i>
§3. De bestuurder verbindt zich ertoe zijn invloed, zijn actiemiddelen en zijn beoordelingsvermogen derwijze aan te wenden dat de vennootschap haar waarde kan optimaliseren, en dit op duurzame, verantwoordelijke en loyale wijze.	§3. L'administrateur s'engage à utiliser son influence, ses moyens d'actions et ses capacités de jugement pour amener la société à optimiser sa valeur de manière durable, responsable et loyale.	<i>Avant dans la charte de l'administrateur</i>
Artikel 6 – Informatie die de bestuurders dienen mee te delen	Article 6 – Informations à communiquer par les administrateurs.	
§1. De bestuurder verbindt zich ertoe om jaarlijks vóór 30 januari zijn andere activiteiten, verplichtingen en mandaten mee te delen aan het secretariaat van de Raad aan de hand van het formulier dat bij dit reglement is gevoegd.	§1^{er}. L'administrateur s'engage à communiquer, pour le 30 janvier de chaque année, au secrétariat du Conseil ses autres activités, engagements et mandats au moyen du formulaire repris en annexe à ce règlement.	

§2. De bestuurders delen aan het secretariaat van de Raad hun privé- en administratief adres, met inbegrip van hun e-mailadres en hun telefoonnummers, alsook hun rijksregisternummer mee. De elementen van privéaard worden niet aan derden overgemaakt.	§2. L'administrateur communique également au secrétariat du Conseil ses adresses privée et administrative, y compris son adresse e-mail et ses numéros de téléphone, ainsi que son numéro de registre national. Les éléments d'ordre privé ne sont pas transmis à des tiers.	<i>Ancien art 3 §5</i>
Hoofdstuk 2 – Werken	Chapitre 2 – Fonctionnement	
Artikel 7 – Vergaderingen	Article 7 – Réunions	<i>Ancien art. 2</i>
§1. De Raad vergadert zo vaak als de belangen van de vennootschap dit vereisen en ten minste viermaal per jaar, op bijeenroeping door zijn voorzitter.	§1 ^{er} . Le Conseil se réunit chaque fois que l'intérêt de la société l'exige et au moins quatre fois par an, sur convocation de son président.	
§2. Algemeen genomen komt de Raad van Bestuur eenmaal per maand bijeen. De vergaderingen worden gehouden op de laatste vrijdag van de maand, behalve in juli (laatste vrijdag vóór 21 juli) en december (laatste vrijdag vóór Kerstmis).	§2. En règle générale, le Conseil d'administration se réunit une fois par mois. Les séances ont lieu le dernier vendredi du mois, sauf en juillet (dernier vendredi avant le 21 juillet) et en décembre (dernier vendredi avant Noël).	
§3. Hij komt tevens samen op verzoek van de gedelegeerd bestuurder of ten minste vijf bestuurders, die daartoe een schriftelijke vraag richten tot de voorzitter met omschrijving en verantwoording van het (de) voorgestelde agendapunt(en).	§3. Il se réunit également à la demande de l'administrateur délégué ou de cinq administrateurs au moins qui adressent une demande écrite en ce sens au président décrivant et justifiant le(s) point(s) proposé(s) à l'ordre du jour.	
§4. De Raad legt de kalender van zijn vergaderingen voor het volgend jaar vast op zijn vergadering van de maand september. Iedere wijziging van een vastgelegde datum wordt per mail meegedeeld.	§4. Le Conseil fixe le calendrier de ses réunions pour l'année suivante au cours de sa réunion du mois de septembre. Toute modification apportée à une date fixée est communiquée par mail.	
§5. De vergaderingen worden gehouden in het gebouw "Delta", Frankrijkstraat, 56 te 1060 Brussel, of op een andere plaats die in geval van dringendheid door de voorzitter geschikter geacht wordt.	§5. Les séances se tiennent dans le bâtiment « Delta », Rue de France, 56 à 1060 Bruxelles, ou à un autre endroit jugé plus adéquat par le président en cas d'urgence.	
Artikel 8 – Oproeping	Article 8 – Convocation	<i>Ancien art.3</i>
§1. De agenda geldt als oproeping. Hij bevat datum, uur en de plaats van de vergadering.	§1 ^{er} . L'ordre du jour tient lieu de convocation. Il contient la date, l'heure et le lieu de la réunion.	
§2. De oproeping wordt ten laatste acht kalenderdagen vóór de vergadering per e-mail naar de bestuurders en naar de regeringscommissaris gestuurd. De bestuurders en de regeringscommissaris kunnen een schriftelijk verzoek richten aan de voorzitter om hun uitnodiging op een andere schriftelijke wijze te ontvangen.	§2. La convocation est envoyée aux administrateurs et au commissaire du gouvernement par e-mail au plus tard huit jours calendrier avant la réunion. Les administrateurs et le commissaire du gouvernement peuvent adresser une demande écrite au président afin de recevoir leur invitation sous une autre forme écrite.	
§3. In geval van dringendheid worden de bestuurders en de regeringscommissaris zo vlug mogelijk bijeengeroepen. Deze	§3. En cas d'urgence, les administrateurs et le commissaire du gouvernement sont convoqués dans les plus brefs délais.	

oproeping is niet aan bijzondere formaliteiten of termijnen onderworpen en kan onder meer per telefoon of mail gebeuren. In deze gevallen zal het secretariaat van de Raad van Bestuur zich ervan vergewissen dat alle leden en de regeringscommissaris de bijeenroeping wel degelijk ontvangen hebben.	Cette convocation n'est pas soumise à des formalités ou à des délais particuliers et peut avoir lieu notamment par téléphone ou mail. Dans ce cas, le secrétariat du Conseil d'administration s'assurera que tous les membres et le commissaire du gouvernement ont bien reçu la convocation.	
§4. De oproeping wordt in het Nederlands en het Frans opgemaakt. De bestuurders ontvangen de oproepingsbrief in de taal overeenkomstig de taal waarin zij benoemd werden.	§4. La convocation est rédigée en français et en néerlandais. Les administrateurs reçoivent la convocation dans la langue correspondant à la langue dans laquelle ils ont été nommés.	
Artikel 9 – Agenda	Article 9 – Ordre du jour	
§1. De voorzitter bepaalt de agenda.	§1 ^{er} . Le président établit l'ordre du jour.	
§2. De agenda omvat minstens: 1° de goedkeuring van de notulen van de vorige vergadering; 2° elk punt dat door een lid of door het Directiecomité werd voorgesteld en dat ten minste 10 kalenderdagen vóór de vergadering aan de voorzitter werd gericht. Zo nodig, wordt er daarin naar documenten betreffende de te bespreken punten verwezen.	§2. L'ordre du jour comprend au moins : 1° l'approbation du procès-verbal de la réunion précédente ; 2° tout point proposé par un membre ou par le comité de direction et adressé au président au moins dix jours calendrier avant la réunion. Pour autant que de besoin, il y est renvoyé aux documents relatifs aux points à discuter.	Ancien art.3 §1 al.2
§3. De voorzitter kan na de verzending van de oproepingen beslissen op de agenda een punt bij te voegen dat er niet op voorkomt. Een verbeterde agenda zal per mail aan elke bestuurder en aan de regeringscommissaris gezonden worden. Bovendien kan de Raad in het begin of in de loop van de vergadering beslissen op de agenda een punt bij te voegen dat er niet op voorkomt, voor zover de meerderheid van de bestuurders aanwezig zijn (met uitsluiting van de vertegenwoordigde bestuurders) en de aanwezige leden unaniem instemmen met deze vraag.	§3. Le président peut décider, après l'envoi des convocations, d'ajouter à l'ordre du jour un point qui n'y figure pas. Un ordre du jour corrigé sera envoyé par mail à chaque administrateur et au commissaire du gouvernement. En outre, le Conseil peut décider en début ou en cours de réunion d'ajouter à l'ordre du jour un point qui n'y figure pas pour autant que la majorité des administrateurs soient présents (à l'exclusion des représentés) et que cette demande recueille l'approbation unanime des membres présents.	
§4. In de agenda worden de te behandelen punten zo duidelijk mogelijk omschreven, met telkens een indicatie of deze ter informatie of ter beslissing werden opgenomen.	§4. Dans l'ordre du jour, les points à traiter sont définis de la manière la plus claire possible et il est chaque fois mentionné s'ils sont repris à titre d'information ou en vue d'une prise de décision.	
Artikel 10 – Documenten	Article 10 – Documents	Ancien art.5
§1. Met uitzondering van de dringende gevallen en bijzondere kwesties maken de voorstellen aan de Raad van Bestuur het voorwerp uit van documenten.	§1 ^{er} . A l'exception des cas urgents et des questions particulières, les propositions au Conseil d'administration font l'objet de documents.	

§2. De documenten worden in principe in het Nederlands en het Frans opgemaakt. De bestuurders ontvangen de documenten in de taal overeenkomstig de taal waarin zij benoemd werden.	§2. Les documents sont en principe rédigés en français et en néerlandais. Les administrateurs reçoivent les documents dans la langue correspondant à la langue dans laquelle ils ont été nommés.	
§3. De documenten die aan de goedkeuring van de Raad worden voorgelegd, bevatten een executive summary met alle gegevens die nodig zijn om het dossier te begrijpen en met een duidelijk beslissingsvoorstel.	§3. Les documents soumis à l'approbation du Conseil font l'objet d'un executive summary reprenant toutes les données nécessaires à la compréhension du dossier ainsi qu'une proposition de décision claire.	
§4. Om de documenten te rangschikken voor de samenstelling van het dossier van elke vergadering van de Raad, worden ze per jaar volgens een doorlopende reeks genummerd. De nummers staan op de agenda vermeld naast elk agendapunt.	§4. En vue de leur classement pour la constitution du dossier de chaque réunion du Conseil, les documents sont numérotés par année suivant une série continue. Les numéros sont mentionnés à l'ordre du jour en regard de chaque point qui y est inscrit.	
§5. De documenten worden acht kalenderdagen vóór de vergadering onder gesloten omslag naar de leden van de Raad en de regeringscommissaris gestuurd. Zij kunnen een schriftelijk verzoek richten aan de voorzitter om hun documenten op een andere schriftelijke wijze te ontvangen.	§5. Les documents sont adressés sous pli fermé aux membres du Conseil et au commissaire du gouvernement, huit jours calendrier avant la réunion. Ils peuvent adresser une demande écrite au président afin de recevoir leurs documents sous une autre forme écrite.	
§6. De aan de leden van de Raad bezorgde documenten en de inhoud ervan zijn eigendom van de vennootschap.	§6. Les documents adressés aux membres du Conseil et leur contenu sont la propriété de la société.	
§7. Indien de documenten van hoogst gevoelige of vertrouwelijke aard zijn, vergewist de voorzitter zich er echter van dat er geen enkele kopie wordt uitgedeeld, waarbij de bestuurders evenwel de mogelijkheid wordt geboden om deze documenten voor en tijdens de vergadering te raadplegen.	§7. Si les documents sont de nature hautement sensible ou confidentielle, le Président s'assurera toutefois qu'aucune copie n'en est distribuée, tout en permettant aux administrateurs de consulter ces documents avant et pendant la réunion.	
Artikel 11 – Quorum en vertegenwoordiging	Article 11 – Quorum et représentation	<i>Ancien art. 6 – titre modifié</i>
§1. De Raad van Bestuur kan slechts geldig beraadslagen en beslissen indien ten minste de meerderheid van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is. Indien de Raad niet in aantal is, kan een tweede vergadering, die uiterlijk binnen de twee weken gehouden wordt met dezelfde agenda als de eerste, geldig beraadslagen, ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden. Deze tweede vergadering heeft plaats zonder nieuwe oproeping. De datum, de plaats en het uur worden mondeling vastgelegd op de eerste vergadering en vermeld in de notulen ervan. Enkel de	§1^{er}. Le Conseil ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité au moins de ses membres sont présents ou représentés. Si le Conseil ne se trouve pas en nombre, une seconde réunion tenue au plus tard dans la quinzaine, avec le même ordre du jour que la première, pourra valablement délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés. Cette seconde réunion a lieu sans nouvelle convocation. La date, le lieu et l'heure sont déterminés verbalement lors de la première réunion et actés dans le procès-verbal de celle-ci. Seuls les administrateurs absents lors de la	

bestuurders die afwezig waren op de eerste vergadering, worden onverwijld en desgevallend mondeling geïnformeerd en verzocht om de tweede vergadering bij te wonen.	première réunion sont sans délai, et le cas échéant verbalement, informés et invités à assister à la seconde réunion.	
§2. De bestuurder die verhinderd is, dient de voorzitter, eventueel via het secretariaat van de Raad, hiervan onmiddellijk op de hoogte te brengen. Deze bestuurder kan zijn opmerkingen of zijn adviezen over de in de agenda opgenomen punten ten laatste een werkdag vóór de vergadering schriftelijk aan de voorzitter meedelen. De voorzitter zal ze op zijn beurt bij het begin van de behandeling van de bedoelde aangelegenheden aan de Raad meedelen.	§2. L'administrateur qui est empêché doit en informer immédiatement le président, éventuellement via le secrétariat du Conseil. Cet administrateur peut communiquer au président, par écrit, ses remarques ou ses avis sur les points portés à l'ordre du jour au plus tard un jour ouvrable avant la réunion. Le président les communiquera à son tour au Conseil au début du traitement de ces questions.	
§3. Iedere bestuurder kan aan een andere bestuurder, schriftelijk of via mail, volmacht verlenen om hem te vertegenwoordigen op een bepaalde vergadering van de Raad of voor welbepaalde punten van een vergadering van de Raad en in zijn plaats te stemmen, desgevallend volgens de gegeven instructies. Een bestuurder kan slechts één ander lid van de Raad vertegenwoordigen. Het volmachtmodel wordt vastgelegd door de Raad en is in bijlage bij onderhavig reglement gevoegd. Vertegenwoordiging krachtens volmacht geldt als aanwezigheid voor de bepaling van het quorum.	§3. Tout administrateur peut donner à un autre administrateur, par écrit ou par mail, procuration pour le représenter à une réunion déterminée du Conseil ou pour certains points déterminés d'une réunion du Conseil et voter en son lieu et place, le cas échéant selon les instructions données. Un administrateur ne peut représenter qu'un seul autre membre du Conseil. Le modèle de procuration est fixé par le Conseil et est annexé au présent règlement. Toute représentation par procuration constituera une présence pour la détermination du quorum.	
Artikel 12 – Verloop van de vergadering	Article 12 – Tenue de la réunion	<i>Ancien art. 7</i>
§1. De vergadering van de Raad wordt voorgezeten door de voorzitter of, bij diens verhindering, door de oudste van de aanwezige bestuurders, met uitzondering van de gedelegeerd bestuurder.	§1 ^{er} . La réunion du Conseil est présidée par le président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par le doyen d'âge des administrateurs présents, à l'exception de l'administrateur délégué.	
§2. De voorzitter staat in voor het goede verloop van de vergadering. Hij opent en sluit, na behandeling van alle agendapunten, de vergadering. Aan het begin van de vergadering wordt de Raad van Bestuur geïnformeerd over eventuele belangenconflicten of conflicten van functies die zich stellen mbt de punten op de agenda. Hij leidt de debatten, verleent en ontnemt eventueel het woord. Hij zorgt ervoor dat er voldoende tijd is voor uiteenzetting en bespreking alvorens tot een besluit te komen. Hij bepaalt wanneer de Raad van Bestuur voldoende beraadslaagd heeft om tot de stemming	§2. Le président veille au bon déroulement de la réunion. Il ouvre et clôt la réunion après traitement de tous les points de l'ordre du jour. En début de réunion, le Conseil d'Administration est informé des éventuels conflits d'intérêt et de fonctions qui se posent par rapport aux points de l'ordre du jour. Il mène les débats, accorde et retire éventuellement la parole. Il veille à ce que suffisamment de temps soit consacré à l'exposé et à la discussion avant la prise de décision. Il détermine quand le Conseil d'administration a suffisamment délibéré pour passer au vote. Il veille également	

over te gaan; hij waakt eveneens over de naleving van het huishoudelijk reglement.	au respect du règlement d'ordre intérieur.	
§3. De voorzitter kan de vergadering schorsen, hetzij op eigen initiatief, hetzij op gemotiveerd verzoek van de meerderheid van de bestuurders.	§3. Le président peut suspendre la réunion, soit d'initiative, soit à la demande motivée d'une majorité des administrateurs.	
§4. De Raad kan zich laten bijstaan door de leden van het Directiecomité of iedere andere persoon, die omwille van zijn bijzondere bevoegdheden, nuttige inlichtingen kan geven over een punt op de agenda.	§4. Le Conseil peut se faire assister des membres du comité de direction ou de toute autre personne qui, en raison de ses compétences particulières, peut communiquer des informations utiles au sujet d'un point de l'ordre du jour.	
§5. Onverminderd de wetsbepalingen betreffende het gebruik van talen in bestuurszaken, drukken de bestuurders zich naar keuze uit in het Nederlands of in het Frans. Ze mogen de simultaanvertaling in de andere taal vragen van iedere verklaring.	§5. Sans préjudice des dispositions légales sur l'emploi des langues en matière administrative, les administrateurs s'expriment en français ou en néerlandais, selon leur choix. Ils peuvent demander la traduction simultanée de toute déclaration dans l'autre langue.	
Artikel 13 – Beslissingen	Article 13 – Décisions	<i>Ancien art.8</i>
§1. De bestuurders streven in de mate van het mogelijke naar een consensus in hun besluitvorming. Wanneer geen consensus kan gevonden worden, worden de beslissingen genomen met meerderheid van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde leden. Voor de berekening van de stemmen worden de onthoudingen en de blanco stemmen niet in aanmerking genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.	§1 ^{er} . Les administrateurs recherchent, au maximum, un consensus dans leur prise de décision. A défaut, les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. Pour le décompte des voix, les abstentions et les votes blancs ne sont pas pris en compte. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.	
§2. In afwijking van voorgaande regel worden de volgende beslissingen van de Raad genomen met een meerderheid van twee derden van de uitgebrachte stemmen: 1° de goedkeuring van het beheerscontract tussen de Staat en de vennootschap en van elke wijziging hiervan; 2° het nemen van deelnemingen die één van de grenzen bepaald in artikel 13, §2, eerste lid, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven overschrijden; 3° iedere delegatie van bevoegdheden aan het Directiecomité krachtens artikel 17, §2, van voornoemde wet van 21 maart 1991; 4° de goedkeuring van het verzoek het advies van een onafhankelijke expert in te winnen op kosten van de vennootschap.	§2. Par dérogation à ce qui précède, les décisions suivantes du Conseil sont prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées : 1° l'approbation du contrat de gestion entre l'Etat et la société et de toute modification de ce contrat ; 2° la prise de participations qui excèdent l'une des limites visées à l'article 13 §2, premier alinéa, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques; 3° toute délégation de compétences au comité de direction en vertu de l'article 17, §2, de la loi du 21 mars 1991 précitée ; 4° l'approbation de la requête en demande d'avis d'un expert indépendant aux frais de la société.	

§3. De stemming gebeurt met handopheffing. In elk geval stemt de voorzitter als laatste.	§3. Le vote se fait à main levée. Dans tous les cas, le président vote le dernier.	
§4. De Raad van Bestuur kan op verzoek van de meerderheid van de Raad voor bepaalde delicate materies of voor individuele dossiers die betrekking hebben op natuurlijke personen de procedure van de geheime stemming toepassen. De stembriefjes worden geteld door een door de voorzitter aangeduide stemopnemer. Na controle door de secretaris, deelt de voorzitter de resultaten van de stemming mee.	§4. Le Conseil d'administration peut recourir à la procédure du scrutin secret pour certaines matières délicates à la demande de la majorité du Conseil ou pour des dossiers individuels ayant trait à des personnes physiques. Les bulletins sont comptés par un scrutateur désigné par le président. Après contrôle par le secrétaire, le président proclame les résultats du scrutin.	<i>Réécriture de l'article pas de modification de fond</i>
Artikel 14 – Eenparig schriftelijk akkoord	Article 14 – Consentement écrit unanime	<i>Ancien art.9</i>
§1. In uitzonderlijke gevallen, wanneer de dringende noodzakelijkheid en het belang van de vennootschap zulks vereisen, en behalve in de door de wet uitgesloten gevallen, kunnen de besluiten van de Raad van Bestuur worden genomen bij eenparig schriftelijk akkoord van de bestuurders.	§1 ^{er} . Dans les cas exceptionnels dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social, et sauf dans les cas exclus par la loi, les décisions du Conseil d'administration peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs exprimé par écrit.	
§2. Over de toepassing van deze procedure wordt beslist door de voorzitter van de Raad. Hij moet ze toepassen wanneer de gedelegeerd bestuurder dit vraagt.	§2. Le président du Conseil décide de recourir à cette procédure. Il est tenu d'y recourir lorsque l'administrateur délégué le demande.	
§3. Een beslissingsvoorstel wordt dan per brief of mail gezonden aan de bestuurders, die het gedateerd en ondertekend per brief of mail aan het secretariaat van de Raad terugzenden binnen de termijn door de voorzitter vastgesteld. Een kopie van het beslissingsvoorstel wordt gezonden aan de regeringscommissaris. Over het punt wordt nadien een genummerd verslag opgemaakt, met de unanieme goedkeuring of de verwerping van het voorstel evenals de lijst van de bestuurders die schriftelijk hun akkoord betuigd hebben.	§3. Une proposition de décision est envoyée par courrier ou mail aux administrateurs, qui la renvoient par courrier ou mail, datée et signée, au secrétariat du Conseil dans le délai fixé par le président. Une copie de la proposition de décision est envoyée au commissaire du gouvernement. Le point fait ensuite l'objet d'un rapport numéroté reprenant l'approbation unanime ou le rejet de la proposition ainsi que la liste des administrateurs ayant marqué leur accord par écrit.	
Artikel 15 – Secretaris	Article 15 – Secrétariat	<i>Ancien art.10</i>
De Raad van Bestuur stelt een secretaris aan, belast met het voorbereiden van de vergaderingen van de Raad, het opstellen van de notulen, het bijstaan van de Raad in alle materies inzake corporate governance, en het opvolgen en doen naleven van de procedures van de Raad alsook de relevante wetten en reglementen.	Le Conseil d'administration nomme un secrétaire qui est chargé de la préparation des réunions du Conseil, de la rédaction des procès-verbaux, d'assister le Conseil dans toutes les matières de gouvernance d'entreprise ainsi que de suivre et faire respecter les procédures du Conseil, les lois et les règlements d'application.	

Artikel 16 – Notulen	Article 16 – Procès-verbaux	<i>Ancien art.11</i>
§1. Van elke vergadering van de Raad worden notulen opgemaakt. De notulen worden onder het gezag van de voorzitter van de Raad opgemaakt in beide talen, waarbij de twee teksten rechtsgeldig zijn. Indien er zich een verschil voordoet, is alleen de Raad bevoegd om de zaak te beslechten.	§1^{er}. Chaque séance du Conseil fait l'objet d'un procès-verbal. Le procès-verbal est rédigé sous l'autorité du président du Conseil, dans les deux langues, les deux textes faisant foi. En cas de divergence, seul le Conseil est habilité à trancher.	
§2. De notulen vermelden de namen van de aanwezige, vertegenwoordigde, verontschuldigde of afwezige bestuurders. De eventuele volmachten worden in bijlage gevoegd. De notulen van de vergaderingen van de Raad zijn beslissingsnotulen die de voornaamste elementen van de motivatie van de beslissing evenals de in de vergadering door de directie verstrekte bijkomende inlichtingen bevatten. De persoonlijke tussenkomsten worden niet in het verslag opgenomen, maar indien hij niet akkoord gaat met een van de besproken punten, heeft iedere bestuurder het recht om zijn verzet of voorbehoud in de notulen van de vergadering te doen vermelden. In ieder geval wordt bij onthouding of negatieve stem de reden voor deze onthouding of negatieve stem vermeld.	§2. Le procès-verbal mentionne les noms des administrateurs présents, représentés, excusés ou absents. Les éventuelles procurations sont jointes en annexe. Le procès-verbal des réunions du Conseil est un procès-verbal de décision qui reprend les éléments principaux de motivation de la décision ainsi que les informations complémentaires apportées en séance par la direction. Les interventions personnelles ne sont pas reprises dans le compte-rendu, néanmoins tout administrateur a le droit, s'il n'est pas d'accord sur un des points en discussion, de faire acter, dans le procès-verbal de séance, son opposition ou ses réserves. De toute façon, en cas d'abstention ou de vote négatif, la raison de cette abstention ou de ce vote est relatée.	
§3. De notulen worden door de Raad goedgekeurd op zijn volgende vergadering. Geen enkele wijziging die in de tekst wordt aangebracht, mag tot gevolg hebben dat de zin van de door de deelnemers uitgebrachte bewoordingen of het standpunt dat ze ingenomen hebben in het debat, gewijzigd worden.	§3. Le procès-verbal est approuvé par le Conseil au cours de la séance suivante. Toute correction apportée au texte ne peut avoir pour effet de modifier le sens des paroles prononcées par les participants ou la position qu'ils ont prise dans le débat.	
§4. De notulen van de vergaderingen van de Raad van Bestuur worden ondertekend door de voorzitter en de secretaris van de Raad, alsook door de leden van de Raad die erom verzoeken. Deze notulen worden ingeschreven of gevoegd in een bijzonder register. De kopieën of uittreksels bestemd voor derden worden ondertekend door de voorzitter van de Raad van Bestuur, door de gedelegeerd bestuurder of door twee bestuurders.	§4. Le procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration est signé par le président et le secrétaire du Conseil, ainsi que par les membres du Conseil qui en font la demande. Ce procès-verbal est consigné ou relié dans un registre spécial. Les copies ou extraits à délivrer aux tiers sont signés par le président du Conseil d'administration, par l'administrateur délégué ou par deux administrateurs.	

Hoofdstuk 3 – Informatie van de bestuurders	Chapitre 3 – Information des administrateurs	
Artikel 17 – Informatie van de bestuurders	Article 17 – Information des nouveaux administrateurs	<i>Ancien art. 16</i>
§1. De voorzitter zorgt ervoor dat nieuwe bestuurders een volledige, formele en op maat gesneden informatie krijgen wanneer zij tot de Raad van Bestuur toetreden. Het informatieproces dient de bestuurders te helpen om inzicht te verwerven in de fundamentele aspecten van de vennootschap, met inbegrip van haar bestuur, strategie, algemene beleidslijnen, financiële en strategische uitdagingen. De bestuurders worden geïnformeerd over hun rechten en plichten als bestuurder.	§1 ^{er} . Le président veille à ce que les nouveaux administrateurs reçoivent une information complète, formelle et sur mesure lors de leur entrée au Conseil d'administration. Le processus d'information doit permettre aux administrateurs d'appréhender les caractéristiques essentielles de l'entreprise, en ce compris celles de sa gouvernance, de sa stratégie, de ses politiques générales ainsi que ses défis financiers et stratégiques. Les administrateurs sont informés de leurs droits et obligations en tant qu'administrateurs.	
§2. Worden aan elke bestuurder bij zijn installatie overhandigd: - Titels I en V van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheids-bedrijven; - De statuten van de vennootschap; - Het lopende beheerscontract; - Het onderhavig huishoudelijk reglement; - De laatste jaarrekening met de laatste verslagen van het college van commissarissen en de Raad van Bestuur aan de algemene vergadering; - Het organigram van de vennootschap; - Het investeringsplan evenals de bedrijfs- en investeringsbudgetten van het lopende jaar.	§2. Sont ainsi remis à chaque administrateur, dès son installation : - Les Titres I et V de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques ; - Les statuts de la société ; - Le contrat de gestion en cours ; - Le présent règlement d'ordre intérieur ; - Les derniers comptes annuels avec le dernier rapport du collège des commissaires et du Conseil d'administration à l'assemblée générale ; - L'organigramme de la société ; - Le plan d'investissements ainsi que les budgets d'exploitation et d'investissement de l'année en cours.	
Artikel 18 – Informatierecht	Article 18 – Droit d'information	<i>Ancien art.14</i>
§1. Ieder bestuurder heeft recht op gelijke informatie.	§1 ^{er} . Chaque administrateur a droit à une même information.	
§2. Een verzoek tot informatie dient gericht te worden aan de voorzitter. De bestuurder mag niet rechtstreeks aan de kaderleden of het personeel informatie vragen. De voorzitter maakt het verzoek, indien hij het gegrond acht, over aan het Directiecomité, dat hem de ontbrekende inlichtingen verstrekt.	§2. Toute demande d'information doit être adressée au président. L'administrateur ne peut pas demander des informations directement aux cadres ou au personnel. S'il l'estime fondée, le président transmet la demande au comité de direction, qui lui fournit les informations manquantes. Si le président estime la demande non fondée, il la soumet au Conseil qui décide	<i>Fusion des anciens §§ 2 et 3</i>

Indien de voorzitter de vraag ongegrond acht, legt hij deze voor aan de Raad, die beslist of bijkomende inlichtingen noodzakelijk zijn	si des informations complémentaires sont nécessaires.	
§3. De voorzitter dient bij de beoordeling van de gegrondheid het verzoek tot informatie te toetsen aan de volgende criteria: 1° doelmatigheid: de informatie moet ertoe strekken en van die aard zijn, om de leden van de Raad van Bestuur in staat te stellen hun wettelijke taken te vervullen in het belang van de vennootschap; 2° proportionaliteit: de individuele onderzoeksbevoegdheid mag de goede werking van de vennootschap niet storen; 3° afwezigheid belangenconflict of conflict van functies: er mag geen gevoelige informatie verstrekt worden met betrekking tot domeinen waar de bestuurder een belangenconflict of conflict van functies heeft met de vennootschap; 4° verbod op rechtsmisbruik: het verzoek tot informatie dient te worden afgewezen indien dit niet is ingegeven door een legitiem oogmerk, indien er concrete aanwijzingen zijn dat er een gevaar bestaat dat de informatie zal worden misbruikt om de vennootschap te schaden of indien de bestuurder de interne informatie wenst te bekomen uit privébelang.	§3. Pour juger du fondement de la demande d'information, le président doit prendre en compte les critères suivants : 1° efficacité : l'information doit servir et être de nature à permettre aux membres du Conseil d'administration d'accomplir leurs tâches dans l'intérêt de la société ; 2° proportionnalité : la compétence d'enquête individuelle ne peut pas déranger le bon fonctionnement de la société ; 3° absence de conflit d'intérêts ou de fonctions : aucune information sensible relative à des domaines dans lesquels l'administrateur a ou pourrait avoir un conflit d'intérêts ou de fonctions avec la société ne peut être fournie ; 4° interdiction d'abus de droit : la demande d'information doit être rejetée si elle n'est pas inspirée par un objectif légitime, s'il y a des indications concrètes qu'il existe un danger que cette information soit utilisée abusivement pour provoquer un dommage à la société ou si l'administrateur souhaite obtenir l'information interne pour son intérêt privé.	
Artikel 19 – Procedure voor advies van een onafhankelijk expert	Article 19 – Procédure pour demander l'avis d'un expert indépendant	<i>Ancien art.15</i>
§1. Indien een bestuurder het advies van een onafhankelijke expert wenst in te winnen op kosten van de vennootschap richt hij hiertoe een schriftelijk gemotiveerd verzoek aan de voorzitter. De motivatie heeft in het bijzonder betrekking op de afwezigheid van de vereiste expertise in de vennootschap zelf, de noodzaak van onafhankelijkheid of het belang van de vennootschap.	§1 ^{er} . Si un administrateur souhaite obtenir l'avis d'un expert indépendant aux frais de la société, il adresse une demande écrite motivée en ce sens au président. La motivation concerne plus particulièrement l'absence de l'expertise exigée au sein de la société même, la nécessité d'indépendance ou l'intérêt de la société.	
§2. De voorzitter onderzoekt het verzoekschrift op zijn ontvankelijkheid. Indien het verzoek niet de vereiste motivatie bevat of manifest ongegrond is, verwittigt de voorzitter de bestuurder binnen de acht kalenderdagen na de ontvangst van het verzoek. De bestuurder beschikt dan over een termijn van acht kalenderdagen om zijn verzoek aan te passen en opnieuw voor te leggen aan de voorzitter. De voorzitter en de gedelegeerd bestuurder onderzoeken het aangepast verzoek op zijn	§2. Le président examine la recevabilité de la requête. Si la demande ne contient pas la motivation exigée ou est manifestement non fondée, le président en informe l'administrateur dans les huit jours calendrier de la réception de la demande. L'administrateur dispose alors d'un délai de huit jours calendrier pour adapter sa demande et la soumettre de nouveau au président. Le président et l'administrateur délégué examinent la recevabilité de la requête adaptée dans un délai de huit jours calendrier. Si la	

ontvankelijkheid binnen een termijn van acht kalenderdagen. Indien het verzoekschrift unaniem onontvankelijk wordt verklaard, is het verzoek definitief verworpen. Bij afwezigheid van unanimiteit wordt het verzoek geacht onontvankelijk te zijn.	requête est déclarée irrecevable à l'unanimité, elle est définitivement rejetée. A défaut d'unanimité, la requête est jugée recevable.	
§3. Het onontvankelijk verzoek wordt voorgelegd aan de eerstvolgende Raad van Bestuur.	§3. La requête recevable est soumise au premier Conseil d'administration suivant.	
§4. De Raad beslist met een meerderheid van twee derden van de uitgebrachte stemmen over de goedkeuring van het verzoek.	§4. Le Conseil décide de l'approbation de la demande à la majorité des deux tiers des voix exprimées.	
Hoofdstuk 4 – Bescherming van de belangen van de vennootschap	Chapitre 4 – Protection des intérêts de la société	
Artikel 20 – Algemeen	Article 20 – Généralités	
§1. Van de bestuurders wordt verwacht dat ze integer, ethisch en verantwoordelijk handelen tijdens het uitoefenen van hun mandaat. In hun acties dienen ze te allen tijde het belang van de vennootschap voorop te stellen.	§1 ^{er} . Il est attendu des administrateurs qu'ils adoptent un comportement intègre, éthique et responsable lors de l'exercice de leur mandat. Dans leurs actions, ils doivent à tout moment privilégier l'intérêt de la société.	
§2. Elke bestuurder regelt zijn persoonlijke en professionele belangen zo dat er geen belangenconflicten met de vennootschap ontstaan.	§2. Chaque administrateur organise ses affaires personnelles et professionnelles de manière à éviter tout conflit d'intérêts avec la société.	<i>Ancien art.12</i>
§3. De bestuurders dienen steeds volledig transparant zijn tegenover de Raad van Bestuur over de verichtingen waarbij hun belang en dat van de onderneming strijdig is of strijdig zou kunnen zijn.	§3. Dans tous les cas, les administrateurs doivent faire preuve, vis-à-vis du Conseil d'administration, d'une transparence totale en ce qui concerne les opérations pour lesquelles un intérêt divergent existe ou pourrait exister entre eux et l'entreprise.	
Artikel 21 – Belangenconflict	Article 21 – Conflit d'intérêts	
§1. De Raad van Bestuur en elk van de bestuurders afzonderlijk zullen de regels met betrekking tot belangenconflicten tussen de vennootschap en een bestuurder, zoals gedefinieerd in artikel 523 van het Wetboek van vennootschappen, strikt naleven.	§1 ^{er} . Le Conseil d'Administration et chacun des administrateurs individuellement respecteront strictement les règles relatives aux conflits d'intérêts entre la société et un administrateur telles que définies à l'article 523 du Code des sociétés.	<i>Réécriture pour plus de clarté</i>
§2. Indien een bestuurder, rechtstreeks of onrechtstreeks, een vermogensrechtelijk belang heeft dat strijdig is met dat van de vennootschap, dient hij de voorzitter en de secretaris van de Raad hiervan snel op de hoogte te brengen en ten laatste aan het begin van de vergadering waarop het punt dat aanleiding geeft tot het belangenconflict besproken zal worden. De bestuurder vermeldt daarbij de	§2. Les administrateurs qui se trouveraient, directement ou indirectement, en conflit personnel d'intérêt de nature patrimoniale avec la société sont tenus d'en avertir rapidement le Président et le secrétaire du Conseil et, au plus tard, au début de la réunion où le point donnant lieu au conflit d'intérêts sera discuté. En annonçant ce conflit d'intérêts, l'administrateur indiquera les raisons du	

redenen van het conflict waarmee hij wordt geconfronteerd. Hij neemt noch deel aan de beraadslaging, noch aan de stemming over dit punt.	conflict auquel il est confronté. Il ne participera pas à la délibération ni au vote sur ce point.	
§3. De notulen van de vergadering beschrijven de aard van de beslissing, de redenen van het conflict en verantwoorden de beslissing die voor dit punt genomen werd, waarbij er specifieke aandacht wordt besteed aan de vermogensrechtelijke gevolgen voor de vennootschap.	§3. Le procès-verbal de la réunion décrit la nature de la décision, les raisons du conflit et justifiera la décision prise sur ce point, en accordant une attention spécifique à ses conséquences patrimoniales pour la société.	
§4. In het jaarverslag van de Raad van Bestuur aan de gewone algemene vergadering moet het uittreksel van de notulen in verband met het punt waarover een belangenconflicten bestaat in zijn geheel worden opgenomen.	§4. L'extrait du procès-verbal concernant le point donnant lieu au conflit d'intérêts doit être repris intégralement dans le rapport de gestion du Conseil d'administration à l'assemblée générale ordinaire.	
§5. Het college van commissarissen zal op de hoogte worden gebracht van dit conflict en een kopie van het uittreksel van de notulen van de vergadering ontvangen.	§5. Le collège des commissaires sera informé de ce conflit en recevant une copie de l'extrait du procès-verbal de la réunion.	
Artikel 22 – Conflict van functies	Article 22 – Conflit de fonctions	
§1. Een bestuurder die een mandaat of een activiteit uitoefent in een andere onderneming en die vaststelt dat een verrichting die aan de Raad van Bestuur wordt voorgelegd een andere onderneming waarin hij een mandaat of een activiteit uitoefent zou kunnen aanbelangen, brengt hij de voorzitter en de secretaris van de Raad hiervan onmiddellijk op de hoogte en ten laatste aan het begin van de vergadering waarop het punt dat aanleiding geeft tot het conflict van functies besproken zal worden	§1 ^{er} . Un administrateur qui exerce un mandat ou une activité dans une autre entreprise et qui constate qu'une opération soumise au Conseil d'Administration est de nature à concerner une autre entreprise au sein de laquelle il exerce un mandat ou une activité, en informe immédiatement le Président et le secrétaire du Conseil et, au plus tard, au début de la réunion où le point donnant lieu au conflit de fonctions sera discuté.	
§2. De bestuurder zal noch aan de beraadslaging, noch aan de stemming over dit punt deelnemen.	§2. L'administrateur ne participera pas à la délibération ni au vote sur ce point	
Artikel 23 – Vertrouwelijkheid en discretieplicht	Article 23 – Confidentialité et devoir de discrétion.	<i>Ancien art.13</i>
§1. Zowel tijdens als na afloop van hun mandaat, zijn de leden van de Raad gehouden aan een discretieplicht en een vertrouwelijkheidsplicht.	§1 ^{er} . Tant dans le cadre de l'exercice de leur mandat qu'au terme de celui-ci, les membres du Conseil sont tenus à un devoir de discrétion et une obligation de confidentialité.	
§2. De bestuurder verbindt zich ertoe zonder toelating van de Raad geen informatie waarover hij wegens zijn functie in de vennootschap beschikt, rechtstreeks of onrechtstreeks te verspreiden. Hij verbindt zich ertoe geen informatie waarvan hij weet dat ze	§2. L'administrateur s'engage à ne pas diffuser, directement ou indirectement, sans autorisation du Conseil, des informations qu'il détient en raison de sa fonction dans la société. Il s'engage à ne pas diffuser, directement ou indirectement, des informations qu'il sait	<i>Fusion des anciens §§ 2 et 5</i>

verkeerd of bedrieglijk is, rechtstreeks of onrechtstreeks te verspreiden.	fausses ou trompeuses.	
§3. De bestuurder verbindt zich ertoe geen onbehoorlijk gebruik te maken van informatie waarover hij wegens zijn functie in de vennootschap beschikt, ongeacht of hij er al dan niet persoonlijk voordeel bij heeft en of de vennootschap al dan niet benadeeld wordt.	§3. L'administrateur s'engage à ne pas faire un usage incorrect d'informations qu'il détient en raison de sa fonction dans la société, qu'il en retire ou non un avantage personnel ou que la société soit lésée ou non.	
Artikel 24 – Relaties met de pers	Article 24 – Relation avec la presse	
§1. De bestuurder bezorgt de pers geen enkele informatie en spreekt zich niet uit over onderwerpen die betrekking hebben op NMBS, zelfs indien ze algemeen bekend zijn.	§1. L'administrateur ne donne aucune information à la presse et ne s'exprime pas sur des sujets concernant la SNCB même s'ils sont de notoriété publique.	
§2. Indien een bestuurder gecontacteerd wordt door een journalist die informatie tracht te bekomen, dient hij de gedelegeerd bestuurder zo snel mogelijk op de hoogte te brengen en hem het onderwerp verduidelijken waarop de vraag betrekking had.	§2. Si un administrateur est contacté par des journalistes pour obtenir des informations, il est tenu d'en informer l'administrateur délégué dans les meilleurs délais et de lui préciser le sujet de la demande.	
§3. Indien een mededeling nodig geacht wordt gebeurt deze door een officiële persmededeling opgesteld onder de verantwoordelijkheid van de gedelegeerd bestuurder. Wanneer het om een beslissing over een strategisch dossier gaat, kan er eveneens een ontmoeting met de pers georganiseerd worden.	§3. Lorsqu'une communication s'avère nécessaire, elle intervient par voie de communiqué de presse officiel rédigé sous la responsabilité de l'administrateur délégué. Lorsqu'il s'agit d'une décision sur un dossier stratégique, une rencontre avec la presse peut également être organisée.	<i>Ancien art. 13 §3</i>
Artikel 25 – Relatie met potentiële leveranciers	Article 25 – Relation avec les fournisseurs potentiels	
§1. De bestuurder verbindt zich ertoe de wetgeving op de overheidsopdrachten nauwgezet na te leven.	§1. L'administrateur s'engage à respecter scrupuleusement la législation relative aux marchés publics.	
§2. Bovendien verbindt de bestuurder zich ertoe geen contact op te nemen met potentiële leveranciers van de vennootschap over geplande of lopende contracten of opdrachten die op hen betrekking kunnen hebben. Indien een bestuurder rechtstreeks of onrechtstreeks door hen gecontacteerd wordt met betrekking tot dossiers die de vennootschap aanbelangen, dient hij de gedelegeerd bestuurder hiervan zo snel mogelijk op de hoogte te brengen.	§2. En outre, l'administrateur s'engage à ne pas prendre contact avec des fournisseurs potentiels de la société à propos de contrats ou marchés pouvant les concerner qui sont planifiés ou en cours. Si un administrateur est contacté directement ou indirectement par ceux-ci à propos de dossiers qui concernent la société, il est tenu d'en informer l'administrateur délégué dans les meilleurs délais.	

Hoofdstuk 5 – Evaluatie van de Raad van Bestuur	Chapitre 5 – Evaluation du Conseil d'Administration	
Artikel 26 – Evaluatie van de doeltreffendheid van de Raad van Bestuur	Article 26 – Evaluation de l'efficacité du Conseil d'administration	<i>Ancien art. 17</i>
§1. Teneinde een voortdurende verbetering van het bestuur van de vennootschap na te streven, evalueert de Raad van Bestuur, ten minste om de drie jaar op de vergadering van de Raad in de maand oktober, zijn eigen performantie en die van zijn comités en individuele bestuurders.	§1 ^{er} . Dans le but de favoriser l'amélioration continue de la gouvernance de l'entreprise, le Conseil d'administration évalue, au moins tous les trois ans, lors de la réunion du Conseil du mois d'octobre, sa propre efficacité et celle de ses comités et administrateurs individuels.	
§2. Bij deze periodieke evaluatie van zijn eigen doeltreffendheid gaat de Raad in het bijzonder na: - hoe de Raad werkt; - of de belangrijke onderwerpen grondig worden voorbereid en besproken; - de daadwerkelijke bijdrage van elke bestuurder aan de werkzaamheden van de Raad aan de hand van enerzijds zijn aanwezigheid bij de raads- en comitévergaderingen en anderzijds zijn betrokkenheid bij de besprekingen en de besluitvorming; - of de actuele samenstelling van de Raad beantwoordt aan de gewenste samenstelling.	§2. A l'occasion de cette évaluation périodique de sa propre efficacité, le Conseil examine plus particulièrement : - comment le Conseil travaille ; - si les sujets importants sont préparés et discutés de façon approfondie ; - la contribution effective de chaque administrateur aux travaux du Conseil par sa présence aux réunions du Conseil et des comités d'une part et par son engagement dans les discussions et prises de décision d'autre part ; - si la composition actuelle du Conseil correspond à celle qui est souhaitée.	
§3. Na de evaluatie bepaalt de Raad van Bestuur zijn houding ten opzichte van zowel de sterke als de zwakke punten en onderneemt gepaste actie noodzakelijk om zijn performantie te verbeteren.	§3. A l'issue de l'évaluation, le Conseil d'administration détermine sa conduite tant en termes de points forts que de faiblesses et entreprend l'action nécessaire pour améliorer ses performances.	

* * * *

Déclaration des administrateurs sur leurs mandats et fonctions

NOM:

Je déclare être employé dans une autre société

OUI – NON

Si OUI,

Société	Fonction

Je déclare exercer un mandat dans une autre société

OUI - NON

Si OUI,

Société	Fonction

Je déclare ne pas exercer de mandats, fonctions ou activités qui pourraient être à l'origine d'un éventuel conflit de fonctions avec mon mandat au sein de la SNCB, comme décrit dans le règlement d'ordre intérieur du Conseil d'Administration.

OUI – NON

Si NON, je spécifie mes fonctions, activités, mandats qui pourraient être à l'origine d'un éventuel conflit de fonctions.

Société	Fonction

Fait à

Le

Signature :

Verklaring van de bestuurders over hun mandaten en functies

NAAM :

Ik verklaar in een andere vennootschap tewerkgesteld te zijn JA – NEE

Indien JA,

Vennootschap	Functie

Ik verklaar een mandaat uit te oefenen in een andere vennootschap JA - NEE

Indien JA,

Vennootschap	Functie

Ik verklaar geen mandaten, functies of activiteiten uit te oefenen die aan de basis zouden kunnen liggen van een eventueel conflict van functies met mijn mandaat binnen NMBS zoals beschreven in het huishoudelijk reglement van de Raad van Bestuur JA – NEE

Indien NEE, vermeld ik mijn functies, activiteiten en mandaten die aan de basis zouden kunnen liggen van een eventueel conflict van functies.

Vennootschap	Functie

Gedaan te

Op

Handtekening:

Aan de heer
Voorzitter van de Raad van Bestuur
NMBS
Frankrijkstraat, 56
1060 BRUSSEL

Volmacht voor de Raad van Bestuur.

Ik ondergetekende, de heer/mevrouw*
woonachtig te

, bestuurder van de NMBS,

geef hierbij volmacht aan de heer/mevrouw*

, bestuurder, woonachtig te

om mij te vertegenwoordigen op de vergadering van de Raad van Bestuur die zal
plaatshebben op en om er te beraadslagen en te
stemmen over

- alle punten van de agenda*.
- de volgende punten van de agenda* :

Opgemaakt te , op

* De onnodige vermelding doorstrepen.
Vóór de handtekening « Goed voor volmacht » vermelden.

A l'attention de
Président du Conseil d'Administration
SNCB
Rue de France, 56
1060 BRUXELLES

Procuration pour le Conseil d'Administration.

Je soussigné, Monsieur/Madame*
administrateur/administratrice* de la SNCB, domicilié(e) à

donne par la présente procuration à Monsieur/Madame*
administrateur/administratrice*, domicilié(e) à

pour me représenter à la réunion du Conseil d'Administration qui aura lieu
le et pour y délibérer et voter

- sur tous les points de l'ordre du jour*.
- sur les points suivants de l'ordre du jour* :

Fait à Bruxelles , le

* Biffer la mention inutile.

Faire précéder la signature de la mention « Bon pour pouvoir ».

CHARTRE DU COMITE D'AUDIT DE LA SNCB

CHARTRE DU COMITE D'AUDIT DE LA SNCB

1. COMPOSITION ET MISSION.

L'Art. 161ter de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, stipule :

« Le Conseil d'Administration constitue en son sein un Comité d'Audit.

Le Comité d'Audit est composé de quatre administrateurs, à l'exclusion de l'Administrateur Délégué. Le Conseil d'Administration nomme les membres du Comité d'Audit. Le Comité d'Audit compte autant de membres d'expression française que d'expression néerlandaise. Il peut inviter à ses réunions l'Administrateur Délégué qui y siège avec voix consultative. Le Commissaire du gouvernement participe avec voix consultative à ses réunions.

Le Comité d'Audit assume les tâches que lui confie le Conseil d'Administration. En outre, il a pour mission d'assister le Conseil d'Administration par l'examen des informations financières, notamment les comptes annuels, le rapport de gestion et les rapports intermédiaires. Il s'assure également de la fiabilité et de l'intégrité des rapports financiers en matière de gestion des risques. Au moins quatorze jours avant la réunion au cours de laquelle il établit les comptes annuels, le Conseil demande l'avis du Comité d'Audit à propos de ces comptes. »

2. REUNIONS.

Le Comité d'Audit se réunit à intervalles réguliers, en principe une fois par mois. Le Président / la Présidente du Comité d'Audit peut convoquer des réunions spéciales afin que le Comité d'Audit puisse mener à bien sa mission.

En outre, le Président / la Présidente du Comité d'Audit est tenu(e) de convoquer une réunion du Comité à la demande de l'Administrateur Délégué, du Président du Conseil d'Administration, du responsable de l'Audit Interne ou du Président du Collège des Commissaires.

Le Comité d'Audit peut inviter toute personne pour mener à bien les tâches qui lui sont dévolues par le Conseil d'Administration, en particulier le Président du Conseil d'Administration, le Directeur Général Finance et le responsable de l'Audit Interne.

Tous les membres du Conseil d'Administration reçoivent l'ordre du jour du Comité d'Audit. Les administrateurs qui ne sont pas membres du Comité d'Audit peuvent demander au Président du Comité pour obtenir certains documents du Comité d'Audit. Ils peuvent être invité par le Président du Comité d'Audit à assister à tout ou partie d'une réunion du Comité d'Audit.

Le Président du Conseil d'Administration reçoit l'ensemble des documents du Comité d'Audit.

3. CONCERTATION.

Le Président / la Présidente du Comité d'Audit peut se concerter avec les Présidents des Comités d'Audit d'Infrabel et d'autres sociétés liées sur des missions d'audit à réaliser en vue de s'assurer que les risques majeurs auxquels est exposé le système ferroviaire belge sont bien identifiés, évalués et maîtrisés.

4. DROITS ET ENGAGEMENTS.

Le Comité d'Audit peut requérir auprès de la SNCB et de ses filiales, toute information qu'il estime nécessaire à l'exercice de ses activités. Pour cela, le Président / la Présidente du Comité d'Audit s'adresse à l'Administrateur Délégué de la Société concernée.

Lorsqu'un membre du Conseil d'Administration désire obtenir des informations relatives aux travaux d'audit, il / elle s'adresse au Président / à la Présidente du Comité d'Audit.

Les membres du Comité d'Audit s'engagent à respecter la présente Charte, la Charte de l'Administrateur et le règlement d'ordre intérieur du Conseil d'Administration.

5. FONCTIONNEMENT DU COMITE D'AUDIT.

Un quorum de présence de la moitié des membres est requis pour que le Comité d'Audit puisse exercer sa mission.

Les quatre administrateurs, membres du Comité d'Audit, disposent chacun d'une voix égale. Ils recherchent, au maximum, un consensus dans les avis qu'ils émettent. Lorsqu'exceptionnellement aucun consensus ne peut être atteint, les avis sont rendus à la majorité des voix. En cas de partage des voix, l'avis du Comité d'Audit est présenté au Conseil d'Administration avec la position de chacun des membres.

Le Comité d'Audit est habilité par le Conseil d'Administration à solliciter un avis sur toute matière auprès de tout expert indépendant, afin de l'assister dans l'instruction de tout dossier relevant de ses attributions.

Le Président / la Présidente du Comité d'Audit rapporte directement au Conseil d'Administration. Dans ses rapports au Conseil d'Administration, il / elle formule toutes les recommandations que le Comité d'Audit estime nécessaires; le Conseil d'Administration statue sur la suite à y donner.

6. TACHES.

Le Comité d'Audit assiste le Conseil d'Administration en exerçant, en particulier, les tâches suivantes :

- a) En collaboration avec la Direction et le Collège des Commissaires, veiller à la fiabilité et l'intégrité :
 - des comptes annuels de la SNCB et des comptes annuels consolidés, préalablement à leur soumission au Conseil;
 - des comptes trimestriels préalablement à leur soumission au Conseil.
- b) Examiner les informations financières, notamment les comptes annuels, la situation de trésorerie et la politique financière, et formuler un avis au Conseil à leur sujet.
- c) En collaboration avec le Collège des Commissaires et le responsable de l'Audit Interne, évaluer, superviser et se prononcer sur :
 - le système de contrôle interne de la SNCB ;
 - les constatations et recommandations y afférentes formulées par le Collège des Commissaires, de même que les réponses que le management y a apportées.
- d) Examiner et approuver le programme d'audit préparé par le responsable de l'Audit Interne.
- e) Examiner les conclusions et les recommandations importantes formulées par l'Audit Interne dans ses rapports ; veiller au suivi de ces recommandations et à la réalisation par le management des actions convenues avec l'Audit Interne en réponse à ces recommandations ; charger l'Audit Interne d'intervenir auprès du Comité de Direction en cas de lacunes et/ou de retards significatifs constatés dans la mise en œuvre de ces recommandations.
- f) Apprécier la façon dont les risques (financiers, opérationnels et autres) auxquels est exposée la SNCB sont identifiés, évalués et maîtrisés ; s'assurer de la fiabilité et de l'intégrité des rapports financiers en matière de gestion des risques.
- g) Veiller à la coordination des travaux d'audit interne, de ceux confiés à des consultants externes et de ceux du Collège des Commissaires.
- h) Approuver la structure de l'Audit Interne et le budget de celui-ci dans ses composantes relatives au personnel, à la formation de celui-ci et au support matériel.
- i) Transmettre au Conseil d'Administration un avis motivé relatif à la désignation et au remplacement du responsable de l'Audit Interne après avis du Comité de Nominations et de Rémunération ; veiller à l'indépendance et à l'objectivité des auditeurs internes et externes.

- j) Approuver la Charte d'Audit Interne de la SNCB et les révisions ultérieures de celle-ci.
- k) Transmettre au Conseil d'Administration un avis motivé relatif à la nomination ou la renomination des réviseurs de la SNCB ainsi qu'à leurs honoraires.
- l) Procéder au contrôle et à l'instruction de tout dossier spécifique jugés nécessaires par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration fournit au Comité d'Audit les moyens nécessaires aux tâches précitées.

Le Comité d'Audit procède régulièrement à la révision et au réexamen de l'adéquation de sa Charte. Toute modification à la Charte du Comité d'Audit est soumise à l'approbation du Conseil d'Administration.

Bruxelles, le 27 novembre 2015.



Jean-Claude FONTINOY
Président du Conseil d'Administration
de la SNCB



Dirk STERCKX
Président du Comité d'Audit
de la SNCB

**REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR DU
COMITE DE NOMINATIONS ET DE REMUNERATION**

Le Comité de Nominations et de Rémunération propose au Conseil d'Administration d'approuver le règlement d'ordre intérieur de ce Comité, repris en annexe.

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR DU COMITE DE NOMINATIONS ET DE REMUNERATION

Article 1 - Portée

Ce document a pour objectif de déterminer les règles de fonctionnement du Comité de Nominations et de Rémunération et, à ce titre, constitue le règlement d'ordre intérieur de ce Comité dont il est question à l'article 162octies de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

Ce règlement d'ordre intérieur constitue un complément aux statuts de la société et à la législation applicable.

Ce règlement comporte notamment des règles relatives aux pouvoirs, aux convocations, à la présence aux réunions, au vote. Les cas dans lesquels ce règlement d'ordre intérieur ne prévoit rien sont réglés par le Comité de Nominations et de Rémunération en séance.

Les membres du Comité de Nominations et de Rémunération s'engagent à respecter le présent règlement d'ordre intérieur.

Article 2 - Pouvoirs.

Outre les pouvoirs qui lui sont expressément attribués par la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (articles 17, 161ter §4, 162quater et 162quinquies), le Comité de Nominations et de Rémunération assiste le Conseil d'Administration dans l'exercice de ses fonctions. Il lui permet d'exercer de manière plus optimale ses missions en référence au système de gouvernance d'entreprise. Il veille à l'équilibre des rémunérations entre les diverses catégories de cadres supérieurs.

Le Comité fait rapport directement au Conseil d'Administration par l'intermédiaire de son président. Dans ses rapports au Conseil d'Administration, il / elle formule toutes les recommandations que le Comité de Nominations et de Rémunération estime nécessaires; le Conseil d'Administration statue sur la suite à y donner.

Article 3 - Réunions.

Le Comité se réunit aussi souvent que le bon fonctionnement de l'entreprise le requiert.

Le Comité de Nominations et de Rémunération est convoqué par son président.

Le Président du Comité peut convoquer des réunions spéciales chaque fois qu'il le juge nécessaire. Le Président du Comité convoquera également une réunion à la demande d'un membre du Comité.

Article 4 - Convocation

L'ordre du jour tient lieu de convocation. Il contient la date, l'heure et le lieu de la réunion.

L'ordre du jour ainsi que les documents y relatifs sont, dans la mesure du possible, transmis aux membres du Comité au moins trois jours ouvrables avant la réunion. Tout membre du Comité peut demander au Président d'inscrire des points supplémentaires à l'ordre du jour.

Article 5 - Documents

En vue de la constitution du dossier de chaque réunion, les documents sont numérotés par année suivant une série continue. Les numéros sont mentionnés à l'ordre du jour en regard de chaque point qui y est inscrit.

Article 6 - Procès-verbaux

Chaque réunion fait l'objet d'un procès-verbal rédigé sous l'autorité du président du Comité en français et en néerlandais, les deux textes faisant foi.

Le procès-verbal mentionne les noms des membres présents, excusés ou absents. Il s'agit de procès-verbaux de décision qui comportent les principaux éléments de la motivation de la décision et qui spécifient les décisions. Les interventions personnelles ne sont pas reprises dans le procès-verbal.

Le procès-verbal est approuvé par tous les membres du Comité au cours de la séance suivante.

Article 7 - Information du Comité

Dans le cadre de la bonne information des membres du Comité et du Conseil d'Administration, le Comité peut demander toute information qu'il juge utile pour l'accomplissement de sa mission, étant entendu que le Président du Conseil peut également demander toute information qu'il juge utile en vertu de l'article 162bis,§5.

Sur accord du Conseil d'Administration, le Comité est habilité à solliciter des avis externes.

Article 8 – Quorum et processus décisionnel.

Le Comité ne peut valablement se réunir que si trois de ses membres sont présents. En cas d'absence du Président, le Comité est présidé par le membre le plus âgé.

Un membre du Comité qui est empêché, ne peut pas donner procuration à une autre personne pour le représenter et voter en son lieu et place. Le membre qui est empêché doit en informer immédiatement le président du Comité, éventuellement via le Secrétariat des Organes de Gestion. Ce membre peut communiquer au président, par écrit, avant la réunion, ses remarques ou ses avis sur les points portés à l'ordre du jour. Le président les communiquera à son tour au Comité au début du traitement de ces questions.

Les membres du Comité disposent d'une voix égale dans le cadre du processus décisionnel. Ils rechercheront au maximum l'unanimité dans leur prise de décision. Si un consensus ne peut être atteint, les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage des voix, l'avis du Comité de Nominations et de Rémunération est présenté au Conseil d'Administration avec la position de chacun des membres.

Article 9 - Confidentialité

Dans le cadre de l'exercice de leur mandat et au regard des intérêts de la société, les membres des organes de la SNCB sont tenus à un devoir de discrétion.

Les discussions, les documents et les procès-verbaux du Comité de Nominations et de Rémunération ont un caractère confidentiel. Tous ceux qui en ont connaissance sont tenus à un devoir de discrétion.

Article 10 - Divers.

Le secrétariat du Comité de Nominations et de Rémunération est assuré par le secrétariat du Conseil d'Administration.

Toute modification du règlement d'ordre intérieur sera soumise à l'approbation du Conseil d'Administration.

Annexe 6

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR DU COMITE D'ORIENTATION RER	HUISHOUDELIJK REGLEMENT VAN HET GEN ORIENTATIECOMITE
Article 1 – Portée	Artikel 1 - Draagwijdte
Ce document a pour objectif de déterminer les règles de fonctionnement du Comité d'Orientation RER et, à ce titre, constitue le règlement d'ordre intérieur de ce Comité dont il est question à l'article 162octies de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.	Dit document heeft tot doel de werkingsregels van het GEN Oriëntatiecomité te bepalen en vormt aldus het huishoudelijk reglement van dit Comité waarvan sprake in artikel 162octies van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.
Ce règlement d'ordre intérieur constitue un complément aux statuts de la société et à la législation applicable.	Dit huishoudelijk reglement vormt een aanvulling op de statuten van de vennootschap en op de geldende wetgeving.
Ce règlement comporte notamment des règles relatives au contenu des convocations, à la présence aux réunions et à la confidentialité. Les cas dans lesquels ce règlement d'ordre intérieur ne prévoit rien sont réglés par le Comité d'Orientation RER en séance.	Dit reglement bevat onder meer de regels met betrekking tot de inhoud van de oproepingen, de aanwezigheid op de vergaderingen en de vertrouwelijkheid. De gevallen waarin dit huishoudelijk reglement in niets voorziet, worden door het GEN Oriëntatiecomité tijdens de vergadering beslecht.
Les membres du Comité d'Orientation RER s'engagent à respecter le présent règlement d'ordre intérieur ainsi que le règlement d'ordre intérieur du Conseil d'Administration pour tout ce qui n'a pas spécifiquement trait au fonctionnement du Conseil.	De leden van het GEN Oriëntatiecomité verbinden zich ertoe onderhavig huishoudelijk reglement na te leven, alsook het huishoudelijk reglement van de Raad van Bestuur voor al wat niet specifiek op de werking van de Raad betrekking heeft.

Article 2 – Pouvoirs	Artikel 2 - Bevoegdheden
Outre les pouvoirs qui lui sont expressément attribués par la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (articles 161septies et 161octies), le Comité d’Orientation RER assiste le Conseil d’Administration dans l’exercice de ses fonctions pour tous les dossiers en lien avec l’exploitation RER.	Naast de bevoegdheden die de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven (artikels 161septies en 161octies) uitdrukkelijk aan het GEN Oriëntatiecomité toegewezen heeft, staat het Comité de Raad van Bestuur in de uitoefening van zijn functies bij voor alle dossiers m.b.t. de GEN-exploitatie.
Le Comité fait rapport directement au Conseil d’Administration par l’intermédiaire de son président. Dans ses rapports au Conseil d’Administration, le président formule toutes les recommandations que le Comité d’Orientation RER estime nécessaires; le Conseil d’Administration statue sur la suite à y donner.	Het Comité brengt rechtstreeks, via zijn voorzitter, verslag uit aan de Raad van Bestuur. In zijn verslagen aan de Raad van Bestuur neemt de voorzitter alle aanbevelingen op die het GEN Oriëntatiecomité noodzakelijk acht; de Raad van Bestuur beslist welk gevolg eraan moet gegeven worden.
Article 3 – Réunions	Artikel 3 - Vergaderingen
Le Comité d’Orientation RER se réunit aussi souvent que nécessaire pour le bon fonctionnement de la société.	Het GEN Oriëntatiecomité vergadert zo vaak als nodig voor de goede werking van de vennootschap.
Le Comité d’Orientation RER est présidé par l’administrateur délégué. En cas d’absence de l’administrateur délégué, le Comité est présidé par le membre le plus âgé.	Het GEN Oriëntatiecomité wordt voorgezeten door de gedelegeerd bestuurder. Bij afwezigheid van de gedelegeerd bestuurder wordt het Comité voorgezeten door het oudste lid.
Les réunions ont lieu dans le bâtiment DELTA, rue de France, 56 à 1060 Bruxelles ou à un autre endroit jugé plus adéquat par l’administrateur délégué.	De vergaderingen worden gehouden in het DELTA-gebouw, Frankrijkstraat 56 te 1060 Brussel of op een andere plaats die geschikter wordt geacht door de gedelegeerd bestuurder.
Article 4 – Participants aux réunions	Artikel 4 – Deelnemers aan de vergaderingen
L’administrateur délégué, les administrateurs désignés par le Conseil d’Administration et le secrétaire assistent aux réunions du Comité.	De vergaderingen van het Comité worden bijgewoond door de gedelegeerd bestuurder, de door de Raad van Bestuur aangeduide bestuurders en de secretaris.

Le dirigeant du Service RER de la SNCB est invité aux réunions et y siège avec voix consultative.	De leider van de GEN-dienst van de NMBS wordt op de vergaderingen uitgenodigd en zetelt er met raadgevende stem.
Le Comité ou son président peuvent inviter toute personne susceptible d'apporter des informations complémentaires sur un dossier bien déterminé permettant ainsi au Comité de mener à bien sa mission.	Het Comité of zijn voorzitter kunnen elke persoon uitnodigen die bijkomende informatie over een welbepaald dossier kan verstrekken zodat het Comité zijn opdracht tot een goed einde kan brengen.
Article 5 – Convocation	Artikel 5 - Oproeping
Le Comité d'Orientation RER est convoqué par l'administrateur délégué.	Het GEN Oriëntatiecomité wordt bijeengeroepen door de gedelegeerd bestuurder.
Il peut convoquer des réunions chaque fois qu'il le juge nécessaire. Il convoquera une réunion à la demande d'un membre du Comité.	Hij kan, telkens wanneer hij dit nodig acht, vergaderingen bijeenroepen. Hij zal eveneens een vergadering bijeenroepen wanneer een lid van het Comité dat vraagt.
La convocation est rédigée en français et en néerlandais. Les membres reçoivent la convocation dans la langue correspondant à la langue dans laquelle ils ont été nommés.	De oproeping wordt in het Nederlands en het Frans opgemaakt. De leden ontvangen de oproeping in de taal die overeenstemt met de taal waarin zij benoemd werden.
L'ordre du jour tient lieu de convocation. L'ordre du jour ainsi que les documents y relatifs sont, dans la mesure du possible transmis aux membres du Comité au moins trois jours ouvrables avant la réunion.	De agenda geldt als oproeping. De agenda en de daarop aangegeven documenten worden in de mate van het mogelijke minstens drie werkdagen vóór de vergadering aan de leden van het Comité overgemaakt.
En cas d'urgence, les membres du Comité sont convoqués dans les plus brefs délais. Cette convocation n'est pas soumise à des formalités ou délais particuliers et peut avoir lieu notamment par téléphone ou e-mail. Dans ce cas, le Secrétariat des Organes de Gestion s'assure que tous les membres et personnes invitées ont bien reçu la convocation.	In geval van dringendheid worden de leden van het Comité zo vlug mogelijk bijeengeroepen. Deze bijeenroeping is niet aan bijzondere formaliteiten of termijnen onderworpen en kan onder meer per telefoon of e-mail gebeuren. In dat geval zal het Secretariaat van de Beheersorganen zich ervan vergewissen dat alle leden en uitgenodigde personen de bijeenroeping wel degelijk ontvangen hebben.

Article 6 – Ordre du jour	Artikel 6 - Agenda
Le président du Comité établit l'ordre du jour.	De voorzitter van het Comité bepaalt de agenda.
L'ordre du jour contient la date, l'heure, le lieu de la réunion ainsi que l'approbation du procès-verbal de la réunion précédente.	De agenda bevat datum, uur en plaats van de vergadering alsook de goedkeuring van de notulen van de voorgaande vergadering.
Tout membre peut demander au président du Comité d'inscrire des points supplémentaires à l'ordre du jour.	Ieder lid kan aan de voorzitter van het Comité vragen bijkomende punten op de agenda te plaatsen.
En outre, le Comité peut, moyennant l'accord unanime des membres présents, décider en début de réunion d'ajouter un point à l'ordre du jour.	Bovendien kan het Comité mits unaniem akkoord van de aanwezige leden bij het begin van de vergadering beslissen tot het toevoegen van een punt op de agenda.
Article 7 – Documents	Artikel 7 - Documenten
Les documents sont en principe rédigés en français et en néerlandais. Les membres reçoivent les documents dans la langue correspondant à la langue dans laquelle ils ont été nommés.	De documenten worden in principe in het Nederlands en het Frans opgemaakt. De leden ontvangen de documenten in de taal die overeenstemt met de taal waarin zij benoemd werden.
Les documents présentés sont accompagnés d'une proposition de décision claire.	De voorgelegde documenten zijn vergezeld van een duidelijk beslissingsvoorstel.
En vue de la constitution du dossier de chaque réunion, les documents sont numérotés par année suivant une série continue. Les numéros sont mentionnés à l'ordre du jour en regard de chaque point qui y est inscrit.	Met het oog op het samenstellen van het dossier van elke vergadering worden de documenten per jaar volgens een doorlopende reeks genummerd. De nummers worden op de agenda naast elk punt vermeld.
Les documents adressés aux membres et leur contenu sont la propriété de la société.	De aan de leden bezorgde documenten en de inhoud ervan zijn eigendom van de vennootschap.
Article 8 – Quorum et prise de décision	Artikel 8 – Quorum en besluitvorming
Le Comité ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité au moins de ses membres sont présents.	Het Comité kan slechts geldig beraadslagen en beslissen indien minstens de meerderheid van zijn leden aanwezig zijn.

Un membre du Comité qui est empêché, ne peut pas donner procuration à une autre personne pour le représenter et voter en son lieu et place. Le membre qui est empêché doit en informer immédiatement le président du Comité, éventuellement via le Secrétariat des Organes de Gestion. Ce membre peut communiquer au président du Comité, par écrit, avant la réunion, ses remarques ou ses avis sur les points portés à l'ordre du jour. Le président du Comité les communiquera à son tour au Comité au début du traitement de ces questions.	Een lid van het Comité dat verhinderd is, kan geen volmacht aan een andere persoon verlenen om hem te vertegenwoordigen en te stemmen in zijn plaats. Het lid dat verhinderd is, dient de voorzitter van het Comité hierover onmiddellijk in te lichten, eventueel via het Secretariaat van de Beheersorganen. Dit lid kan schriftelijk vóór de vergadering zijn opmerkingen of zijn adviezen over de agendapunten meedelen aan de voorzitter van het Comité. De voorzitter van het Comité zal deze op zijn beurt aan het Comité meedelen bij de aanvang van de behandeling van deze punten.
Les membres du Comité disposent d'une voix égale dans le cadre du processus décisionnel. Ils rechercheront au maximum l'unanimité dans leur prise de décision.	De leden van het Comité beschikken over een gelijke stem in het raam van de besluitvorming. Ze streven in de mate van het mogelijke naar eenparigheid in hun besluitvorming.
Si un consensus ne peut être atteint, les décisions sont prises à la majorité des voix.	Wanneer geen consensus kan gevonden worden, worden de beslissingen genomen met meerderheid van de stemmen.
En cas de partage des voix, l'avis du Comité d'Orientation RER est présenté au Conseil d'Administration avec la position de chacun des membres.	Bij staking van stemmen wordt het advies van het GEN Oriëntatiecomité aan de Raad van Bestuur voorgelegd met de mening van elk lid.
Article 9 – Procès-verbaux	Artikel 9 - Notulen
Chaque séance du Comité d'Orientation RER fait l'objet d'un procès-verbal. Ce dernier est rédigé sous l'autorité de son président en français et en néerlandais, les deux textes faisant foi.	Van elke vergadering van het GEN Oriëntatiecomité worden notulen opgesteld. Deze notulen worden onder het gezag van zijn voorzitter opgemaakt in het Nederlands en in het Frans, waarbij beide teksten rechtsgeldig zijn.
Le procès-verbal mentionne les noms des membres présents, excusés ou absents. Il s'agit de procès-verbaux de décision qui comportent les principaux éléments de la motivation de la décision et qui spécifient les décisions. Les interventions personnelles ne sont pas reprises dans le procès-verbal.	De notulen vermelden de namen van de aanwezige, verontschuldigde of afwezige leden. Het zijn beslissingsnotulen die de voornaamste elementen van de motivatie van de beslissing bevatten en de beslissingen specifiek vermelden. De persoonlijke tussenkomsten worden niet in de notulen opgenomen.

Le procès-verbal est approuvé au cours de la séance suivante.	De notulen worden op de eerstvolgende vergadering goedgekeurd.
Article 10 – Confidentialité	Artikel 10 - Vertrouwelijkheid
Dans le cadre de l'exercice de leur mandat et au regard des intérêts de la société, les membres des organes de la SNCB sont tenus à un devoir de discrétion.	Bij de uitoefening van hun mandaat en in acht genomen de belangen van de vennootschap, zijn de leden van de NMBS-organen gehouden tot discretieplicht.
Les discussions, les documents et les procès-verbaux du Comité d'Orientation RER ont un caractère confidentiel. Tous ceux qui en ont connaissance sont tenus à un devoir de discrétion.	De besprekingen, de documenten en de notulen van het GEN Oriëntatiecomité hebben een vertrouwelijk karakter. Iedereen die er kennis van heeft, is gehouden tot discretieplicht.
Article 11 – Divers	Artikel 11 – Varia
Le secrétariat du Comité d'Orientation RER est assuré par le Secrétariat des Organes de Gestion.	Het secretariaat van het GEN Oriëntatiecomité wordt verzekerd door het Secretariaat van de Beheersorganen.
Toute modification du règlement d'ordre intérieur sera soumise à l'approbation du Conseil d'Administration.	Iedere wijziging aan het huishoudelijk reglement zal ter goedkeuring aan de Raad van Bestuur worden voorgelegd.



RÈGLEMENT D'ORDRE INTÉRIEUR DU COMITE DE DIRECTION

1. Portée

Ce document a pour objectif de déterminer les règles de fonctionnement du Comité de Direction et, à ce titre, constitue le règlement d'ordre intérieur de ce Comité dont il est question à l'article 162octies de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

Ce règlement d'ordre intérieur constitue un complément aux statuts de la société et à la législation applicable.

Ce règlement comporte notamment des règles relatives au contenu des convocations, à la présence aux réunions, aux procédures à suivre en présence de conflits d'intérêt, à la confidentialité. Les cas dans lesquels ce règlement d'ordre intérieur ne prévoit rien sont réglés par le Comité de Direction en séance.

Les membres du Comité de Direction s'engagent à respecter le présent règlement d'ordre intérieur.

2. Réunions

Le Comité de Direction se réunit aussi souvent que nécessaire pour le bon fonctionnement de la Société.

Le Comité de Direction est convoqué par l'administrateur délégué.

Le Comité de Direction se réunit en principe chaque semaine sauf les deux premières semaines d'août.

L'administrateur délégué peut, chaque fois qu'il le juge nécessaire, convoquer des réunions spéciales.

Les réunions ont lieu dans le bâtiment DELTA, rue de France, 56 à 1060 Bruxelles ou à un autre endroit jugé plus adéquat par l'administrateur délégué.

3. Participants aux réunions.

L'administrateur délégué, les directeurs généraux et le secrétaire assistent aux réunions du Comité de Direction.

Le Commissaire du Gouvernement est invité et siège avec voix consultative.

Le Comité ou l'administrateur délégué peuvent inviter d'autres personnes à être systématiquement présentes à toutes les réunions.

Le Comité ou l'administrateur délégué peuvent inviter, pour certains points, toute personne susceptible d'apporter des informations complémentaires sur un dossier bien déterminé permettant ainsi au Comité de mener à bien sa mission.

4. Convocation

L'ordre du jour tient lieu de convocation. Il contient la date, l'heure et le lieu de la réunion.

L'ordre du jour est établi en français et en néerlandais et est envoyé aux membres du Comité de Direction et au Commissaire du Gouvernement au plus tard le vendredi qui précède la réunion.

En cas d'urgence, les membres du Comité de Direction et le Commissaire du Gouvernement sont convoqués dans les plus brefs délais. Cette convocation n'est pas soumise à des formalités ou délais particuliers et peut avoir lieu notamment par téléphone ou e-mail. Dans ce cas, le secrétariat des Organes de Gestion s'assure que tous les membres, personnes invitées et le Commissaire du Gouvernement ont bien reçu la convocation.

5. Ordre du jour

L'administrateur délégué établit l'ordre du jour. L'ordre du jour comprend l'approbation du procès-verbal de la réunion précédente.

Cet ordre du jour décrit, de la manière la plus claire possible, les points à traiter et indique chaque fois s'ils sont prévus pour décision ou information.

En outre, le Comité peut, moyennant l'accord unanime des membres présents, décider en début de réunion d'ajouter un point à l'ordre du jour.

6. Documents

A l'exception des cas urgents et des questions particulières, chaque point de l'ordre du jour fait l'objet d'un document. Seuls les directeurs généraux et les dirigeants des services staff peuvent soumettre à l'administrateur délégué des documents destinés au Comité de Direction. Une copie du document doit, en même temps, être communiquée au secrétariat du Comité de Direction par voie électronique, de sorte que les documents puissent être transmis à tous les membres le vendredi avant la réunion.

Les documents sont établis en français ou en néerlandais. Il n'y a pas d'obligation de les traduire.

Les documents soumis pour décision doivent comporter un projet de décision reprenant tous les éléments essentiels qui doivent être approuvés par le Comité de Direction. Les documents circonstanciés doivent être précédés d'un page comportant le résumé et la proposition de décision.

En vue de la constitution du dossier de chaque réunion, les documents sont numérotés par année suivant une série continue. Les numéros sont mentionnés à l'ordre du jour en regard de chaque point qui y est inscrit.

7. Processus décisionnel

Le Comité de Direction est présidé par l'administrateur délégué.

En cas d'absence de l'administrateur délégué, le Comité est présidé par le membre le plus âgé.

Le Comité de Direction ne peut se réunir valablement que si la majorité au moins de ses membres sont présents.

Un membre du Comité qui est empêché, ne peut pas donner procuration à une autre personne pour le représenter et voter en son lieu et place. Le membre qui est empêché doit en informer immédiatement l'administrateur délégué et le Secrétariat des Organes de Gestion. Ce membre peut communiquer à l'administrateur délégué, par écrit, avant la réunion, ses remarques ou ses avis sur les points portés à l'ordre du jour. L'administrateur délégué les communiquera à son tour au Comité au début du traitement de ces questions.

Les membres du Comité de Direction disposent chacun d'une voix égale. Ils recherchent dans la mesure du possible l'unanimité dans leur processus décisionnel. Lorsqu'un consensus ne peut être atteint, l'administrateur délégué décide s'il est procédé au vote ou non.

En cas de vote, les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage des voix, la voix de l'administrateur délégué est prépondérante.

Des réunions par conférence téléphonique sont autorisées. Dans ce cas, les mêmes règles de quorum et de processus décisionnel sont applicables.

8. Procès-verbaux

Chaque séance du Comité de Direction fait l'objet d'un procès-verbal. Ce dernier est rédigé sous l'autorité de l'administrateur délégué en français et en néerlandais, les deux textes faisant foi.

Le procès-verbal mentionne les noms des membres présents, excusés ou absents. Il s'agit de procès-verbaux de décision qui comportent les principaux éléments de la motivation de la décision et qui spécifient les décisions. Les interventions personnelles ne sont pas reprises dans le procès-verbal.

Le procès-verbal est approuvé par le Comité au cours de la séance suivante. Après approbation, une version définitive est établie et transmise aux mêmes destinataires.

Le Comité de Direction peut décider que certains points de l'ordre du jour qui ne concernent que les membres du Comité de Direction ou qui ont un caractère confidentiel (notamment des décisions sur des personnes individuelles dans le cadre de dossiers disciplinaires, de signalements, etc.), feront l'objet d'une discussion séparée et que la décision à leur sujet ne sera pas reprise dans le procès-verbal destiné aux personnes autres que les membres du Comité de Direction mêmes.

9. Secrétariat

Le secrétariat du Comité de Direction est assuré par le Secrétariat des Organes de Gestion.

10. Représentation de la société

En cas d'absence temporaire (congé, maladie, mission,...) de l'administrateur délégué ou du directeur général disposant de la double signature, le membre absent est remplacé, pour la représentation, par un membre du Comité de Direction du même rôle linguistique.

11. Information des services.

L'administrateur délégué et les directeurs généraux informent leurs collaborateurs des décisions prises par le Comité de Direction qui les concernent.

Les documents, ordre du jour et procès-verbal de chaque réunion sont repris sur un Sharepoint. Le Comité de Direction détermine quelles personnes autres que les membres du Comité de Direction peuvent avoir un accès à ce Sharepoint et quelle est l'étendue de leur accès.

12. Conflit d'intérêts.

Chaque membre du Comité de Direction organise ses affaires personnelles et professionnelles de manière à éviter tout conflit d'intérêts avec la société.

Si un membre du Comité de Direction a, directement ou indirectement, un intérêt de nature patrimoniale opposé à une décision ou à une opération relevant du Comité, il doit le communiquer aux autres membres avant la délibération du Comité. Il ne peut pas participer à la délibération ni au vote. Sa déclaration, ainsi que les raisons justifiant l'intérêt opposé précité doivent figurer au procès-verbal du Comité de Direction qui doit prendre la décision. Le membre du Comité de Direction concerné doit également informer le Collège des Commissaires de l'intérêt opposé.

Le Comité de Direction doit décrire dans le procès-verbal la nature de la décision ou de l'opération visée à l'alinéa précédent et justifier la décision qui a été prise. De même, les conséquences patrimoniales de cette décision pour la société doivent être indiquées dans le procès-verbal.

Une copie du procès-verbal est transmise au Conseil d'Administration lors de sa prochaine réunion. Le rapport annuel à l'Assemblée Générale doit contenir l'intégralité du procès-verbal précité.

13. Confidentialité

Dans le cadre de l'exercice de leur mandat et au regard des intérêts de la société, les membres des organes de la SNCB sont tenus à un devoir de discrétion.

Les discussions, les documents et les procès-verbaux du Comité de Direction ont un caractère confidentiel. Tous ceux qui en ont connaissance sont tenus à un devoir de discrétion.

14. Evaluation de l'efficacité

Dans le but de favoriser l'amélioration continue de la gouvernance d'entreprise, le Comité de Direction évalue au moins tous les trois ans son fonctionnement. A l'issue de l'évaluation, le Comité de Direction entreprend l'action nécessaire pour améliorer ses performances.
